

Numéro 565



Janvier 1975

# LA VERITE

organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste  
(pour la reconstruction de la 4<sup>e</sup> Internationale)

**GREVES, LUTTES OUVRIERES,  
QUESTION DU GOUVERNEMENT**

**ARMEE, REVOLUTION, JEUNESSE**

**SUR LA REVOLUTION EUROPEENNE**

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon TROTSKY.

**Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste**

adhérente du Comité d'organisation  
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

**Abonnements :**

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) : 45 F - 2 ans soutien : 100 F.

**Pli clos** : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT  
Imprimerie ABEXPRESS - PARIS

# Grèves, luttes ouvrières, question du gouvernement

par Roger DUCROS

## Un carrousel infernal

« **Jamais-plus-on-ne-verra-ça** » est-il écrit dans le bulletin du **Monde de l'économie** en date du 29 octobre 1974. Ironiquement amer, le bulletin poursuit :

« On prépare l'opinion publique à ce qu'on n'hésite plus guère à appeler désormais une crise économique, comme on la prépare à la guerre. Dans les deux cas, il s'agit d'abord de faire admettre ce qui jusqu'alors paraissait l'inconcevable, le « **jamais-plus-on-ne-verra-cela**. » Il y a encore quelques mois, l'idée que les pays industrialisés, dont la France, puissent de nouveau connaître un chômage important (ne pouvait venir) à l'esprit de presque personne, sauf celui de la petite minorité qui a peine à croire au caractère inéfluctable du « progrès ».

En effet, les affirmations officielles, mais aussi émanant de tous les économistes distingués non-marxistes et « marxistes », selon lesquels le monde ne con-

naîtrait plus jamais de crises économiques comparables à celle des années 30 sont vieilles à peine de quelques années, voire de quelques mois. Or, pour tous, désormais, c'est une question de délais, mais la crise est inévitable. Pourtant les gouvernements capitalistes s'efforcent de la retarder le plus longtemps possible.

Ainsi, au prix de concessions portant sur la reconnaissance par la France du rôle déterminant de l'Agence internationale de l'énergie que les USA ont créée et qu'ils dirigent, du retour plus ou moins ouvert de la France au sein de l'OTAN, Giscard d'Estaing a obtenu de Ford qu'il entérine la réévaluation des stocks d'or que détiennent en réserve les Banques Centrales. Les Banques Centrales ne peuvent toujours pas solder directement leurs comptes en utilisant leurs réserves d'or estimées au prix du marché. Elles pourront toutefois utiliser leurs réserves d'or comme couverture d'emprunts internationaux, en estimant ces réserves au prix du marché, et vendre de l'or à ce même prix de marché.

Dans l'immédiat, cela permettra aux pays capitalistes dont les balances commerciales et des comptes sont déficitaires, de solder leurs déficits, leurs réserves d'or étant du même coup considérablement réévaluées. Au cours officiel de 42,2 dollars l'once d'or, les réserves de la Banque de France sont estimées à 4 262 millions de dollars : au cours du marché au 16 décembre 1974 (183 dollars l'once d'or) elles s'élèvent à 18 454 millions de dollars. Immédiatement répétons-le, en hypothéquant ou en vendant leurs réserves d'or, ces pays pourront continuer à participer de façon déficitaire aux échanges sur le marché mondial ; leurs Banques Centrales pourront poursuivre un peu plus loin leur politique inflationniste qui alimente de façon parasitaire le fonctionnement de l'économie capitaliste. Par exemple, le gouvernement Giscard-Chirac couvrira des dizaines de milliards de déficit de la balance commerciale française. Il pourra en même temps se livrer plus ou moins discrètement, en utilisant toutes les ressources des techniques de maquillages bancaires, à des opérations du genre Citroën-Michelin - Peugeot-Renault auxquels il avance, à fonds perdus, 140 milliards d'anciens francs. Ce n'est qu'un côté de la médaille. L'autre ne brille pas autant que de l'or au soleil.

Une situation intolérable et intenable à la longue se constitue. La plupart des pays d'Europe dont les balances commerciales et des comptes sont déficitaires devront utiliser et épuiser leurs réserves d'or. Les pays d'Europe dont les balances sont bénéficiaires, l'Allemagne occidentale par exemple, pourront sans doute réaliser des opérations, plus ou moins fructueuses, comme celle qui consiste à prêter à l'Italie deux milliards de dollars qui, s'ils ne sont pas remboursés en dollars au cours des deux ans qui viennent, le seront par la livraison du cinquième des réserves d'or de la Banque d'Italie estimées à 120 dollars l'once d'or alors que le cours actuel dépasse déjà 180 dollars l'once. Mais, en dernière analyse, l'impérialisme américain est le grand bénéficiaire d'un « compromis »

qui ne lui est donc pas trop douloureux.

Les stocks d'or de la Banque fédérale sont eux-mêmes réévalués. Ils passent de 11 632 millions de dollars au cours officiel (42,2 dollars l'once d'or) à 50 314 millions de dollars au cours du marché (183 dollars l'once d'or) le 16 décembre 1974. Le cours de 42,2 dollars l'once d'or n'est plus qu'une fiction, que confirmera la vente libre de l'or aux USA à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975. Mais le dollar a toujours cours forcé en tant que moyen de paiement entre Banques Centrales. L'impérialisme américain peut donc développer sans frein l'inflation aux USA, payer le déficit de ses balances commerciales et des comptes, et exporter des capitaux en monnaie de singe. Les bourgeoisies européennes acceptent et ne peuvent pas ne pas accepter ces rapports.

Le sort de l'économie capitaliste dans son ensemble dépend de la capacité de l'impérialisme US à jouer le rôle de moteur du système capitaliste dans son ensemble. Les rapports réels Europe-USA et aussi Japon-USA se vérifient ainsi une nouvelle fois.

Les économistes bourgeois affirment sans broncher que l'impérialisme US poursuit une politique de « démonétisation » de l'or. En réalité, il s'agit d'une fantastique dévaluation de toutes les monnaies des pays capitalistes, à commencer par le dollar et, en conséquence, d'une prodigieuse faillite frauduleuse. A la vérité, les gouvernements du capital reconnaissent que l'or est la seule monnaie forte. C'est la certitude d'une nouvelle et fantastique flambée des prix mondiaux et d'abord du prix de l'or. C'est la fuite en avant qui ne parvient même plus à masquer l'approche de la crise, l'approche de la dissolution du marché mondial.

## Un infernal pilote

Parmi les économistes « marxistes » qui ne font pas partie de « cette petite minorité qui a peine à croire au caractère inéluctable du progrès » prend place au premier rang Mandel soi-même. Au

cours d'une conférence faite au cercle Karl Marx le 12 janvier 1964, il affirmait :

« Le néo-capitalisme connaît et connaîtra des dépressions, mais plus de nouvelles crises comparables à celle de 1929 »

tout simplement parce qu'il n'était plus le capitalisme parvenu à son stade suprême l'impérialisme, mais le « néo-capitalisme ». Mandel devait expliquer « théoriquement » le fonctionnement du « néo-capitalisme » dans le numéro des **Temps modernes** d'août-septembre 1964 :

« La nécessité d'éviter à tout prix la répétition d'une crise de 1929 étant devenue une question de vie ou de mort pour le capitalisme dans les conditions actuelles de la guerre froide et de progression des forces anti-capitalistes dans le monde entier, l'Etat fait appel largement aux techniques anti-cycliques ainsi qu'aux techniques de création de pouvoir d'achat et de redistribution des revenus. La garantie — directe ou indirecte — du profit privé par l'Etat est devenue un des traits prédominants du capitalisme contemporain, cette garantie pouvant aller de la subvention à l'industrie privée — selon des modalités très diverses — à la nationalisation des pertes. »

Remarquons au passage, que Mandel substitue la guerre froide à la lutte des classes et les forces vaguement « anti-capitalistes » au prolétariat, ce qui prend toute sa saveur dix ans plus tard. Enfin il suffisait qu'« éviter à tout prix une crise comme celle de 1929 devienne une question de vie ou de mort » pour que le capital trouve les « techniques » nécessaires et évite la crise. Comme s'il s'agissait de techniques et non de rapports sociaux.

Depuis, Mandel croit « à la première récession économique générale depuis la Seconde Guerre mondiale ». Les « techniques anti-cycliques » auraient-elles été prises en défaut ? Nous n'en saurons jamais rien. Désinvolte, Mandel écrit :

« La théorie marxiste des

« ondes longues » nous a non seulement permis de prédire dès le milieu des années 60 la fin proche de la période d'expansion rapide d'après-guerre et l'ouverture d'une nouvelle crise aggravée du système. (...) Elle nous a permis d'élaborer une explication plus précise de la succession des périodes de 25 années de croissance accélérée et des périodes de croissance ralentie dans l'histoire du capitalisme :

1847-1873 : croissance accélérée ;

1873-1893 : croissance ralentie ;

1893-1913 : croissance accélérée ;

1913-1940 : croissance ralentie ;

1940-(1948)-1968 : croissance accélérée ;

depuis la fin des années 60 : croissance ralentie. »

Cela correspondait à la théorie de Kondratief amendée, soi-disant, par les marxistes :

« Chacune des « ondes longues expansives » est aussi placée sous le signe d'une révolution technologique. Celle de 1847-73 voit le moteur à vapeur se substituer à la machine à vapeur. Celle de 1893-1913 voit le moteur électrique et le moteur à explosion se substituer au moteur à vapeur. Celle de 1940 (48)-1968 voit l'électronique et l'énergie nucléaire remplacer les machines mues par le moteur électrique classique. »

Les périodes intermédiaires sont dues à ce qu'

« il faut une longue période de croissance ralentie pour rassembler les capitaux nécessaires à un renouvellement intégral et révolutionnaire de toute la technologie ». *Le Monde diplomatique*, novembre 1974, CQFD.

Les simples mortels seront bien étonnés d'apprendre que « l'électronique et l'énergie nucléaire ont remplacé progressivement les machines mues par le moteur électrique classique ». L'énergie nucléaire est encore très peu utilisée et ne produit qu'une faible partie de l'énergie électrique qui alimente de très clas-

siques moteurs électriques. L'électronique en est encore au début de son développement et de son application industrielle. Mandel est aussi bon technicien qu'il est « marxiste ».

L'énergie nucléaire et l'électronique n'ont trouvé vraiment un puissant développement et un champ d'application illimité que dans la production d'un armement fantastique, diversifié et sophistiqué à l'infini, capable de faire sauter des dizaines de planètes. Les « techniques anti-cycliques » du capital, c'était cela : un fantastique parasitisme que l'économie d'armement impulse. Les applications « civiles » de l'énergie atomique et de l'électronique se heurtent aux limites des rapports sociaux capitalistes et ne sont que de faibles retombées des applications militaires.

Mandel a cité Kondratiev, évoqué Parvus et Trotsky qui n'en peuvent mais. Il a oublié, accidentellement sans doute, un « économiste marxiste » nommé Vladimir Illitch Oulianov Lénine, qui jouit d'une certaine notoriété parmi les « économistes marxistes ». Serait-ce que l'une des œuvres essentielles de Lénine n'a aucun intérêt aux yeux du brillant et sémillant « économiste-marxiste-Mandelqui - écrit - dans - **Le - Monde - diplomatique** » ? Cette œuvre s'appelle : **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**.

La périodicisation mandéliste des différents stades du capitalisme est curieuse, originale et significative. Elle est faite de périodes de 25 ans qui, toutes, sont des périodes de croissances ; les unes de « croissance ralentie », les autres de « croissance accélérée ». De plus, les périodes de « croissance ralentie » préparent celles de « croissance accélérée » puisque c'est pendant les périodes de « croissance ralentie » que s'accumulent « les capitaux nécessaires à un renouvellement intégral et révolutionnaire de toute la technologie », c'est-à-dire se prépare un nouveau et prodigieux bond en avant de l'économie capitaliste (toujours selon la conception « technologique » du développement du capital de Mandel). Mandel transforme l'infernal carrousel

du capital, qui entraîne l'humanité à la catastrophe, en une course de vitesse sur parcours accidenté. L'infernal pilote prend les virages au frein, redescend en deuxième pour lancer son moteur à plein régime à la sortie du virage, remonter les vitesses et lancer le capital à toute allure dès l'entrée de la ligne droite, la période de « croissance accélérée ». Mandel, c'est le Fangio de l'économie capitaliste.

« La petite minorité qui a peine à croire au caractère inéluctable du progrès » ne se trompait pas : les limites de la propriété privée des principaux moyens de production, des frontières nationales, sont des obstacles absolus à de nouveaux progrès de l'humanité. Parvenu au stade impérialiste, le mode de production capitaliste, c'est la réaction sur toute la ligne, ainsi que l'écrivait Lénine. La période « de croissance accélérée 1940-1968 », chère à Mandel, a eu comme volant d'entraînement un fantastique parasitisme, que dominait l'économie d'armement. La date où commence cette période est significative : 1940, la Deuxième Guerre mondiale. A chaque fois « qu'une récession » annonçait l'approche d'une crise, la solution était toute trouvée : accroissement du parasitisme, relance de l'économie d'armement, inflation massive. La « solution » actuelle utilise les mêmes « remèdes » à doses toujours plus massives. La différence réside en ce que, au cours des dernières décennies, la gangrène a envahi la totalité du système capitaliste : le cœur du régime capitaliste, le centre moteur du système impérialiste, les USA sont infectés totalement. Le moment est venu où la quantité se change en qualité : la plus dévastatrice des crises de l'économie capitaliste est prête à éclater.

## **Un gouvernement de crise face à la crise**

Il est impossible d'analyser le développement de la lutte des classes, en quelque pays que ce soit, en faisant abstraction de la marche à la crise. Elle marque d'ores et déjà profondément la

politique de la bourgeoisie, de ses gouvernements, les rapports internes au sein de la bourgeoisie, ainsi que la lutte de classe du prolétariat et des masses exploitées. Elle n'intervient pas dans un monde politique vide mais elle fait surgir des données politiques nouvelles et qui s'accroîtront au fur et à mesure que la crise économique s'affirmera.

Le gouvernement Giscard-Chirac que la crise politique de la bourgeoisie française, de son système politique actuel de domination, la V<sup>e</sup> République, a engendré, est né d'une combinaison de données politiques qu'il faut rappeler. Après s'être divisée, la bourgeoisie française a apporté son soutien politique à Giscard d'Estaing et provoqué l'écrasement politique de l'UDR et de son candidat Chaban-Delmas au premier tour des élections présidentielles le 5 mai 1974. Chirac a porté à Chaban-Delmas le coup de grâce en se prononçant quasi ouvertement dès ce premier tour pour Giscard d'Estaing.

Le capital financier estimait que la V<sup>e</sup> République, l'UDR n'étaient plus viables, n'étaient plus en rapport avec la nouvelle situation politique née de la défaite de de Gaulle. Il fallait autre chose. Mais quoi et comment ? Voilà qui restait à définir. Revenir au parlementarisme ? Ce n'est pas si simple. D'importants bouleversements de l'appareil d'Etat sont nécessaires. La V<sup>e</sup> République, c'était l'affranchissement de l'appareil d'Etat de tout contrôle parlementaire ; le président de la République incarne l'Etat, l'UDR en pénètre tous les organismes, tous les rouages. L'échec de la V<sup>e</sup> République résulte avant tout de la remontée politique du prolétariat que marquaient la grève des mineurs de mars-avril 1963, la grève générale de mai-juin 1968, la défaite de de Gaulle au référendum d'avril 1969. Or, en portant au pouvoir de Gaulle qui instituait la V<sup>e</sup> République, la bourgeoisie, et le capital financier en particulier, tentait de mettre en place un système politique capable de domestiquer et de briser le prolétariat, ce que le parlementarisme bourgeois était incapable d'accomplir.

Mais de Gaulle lui-même et le système politique qu'il incarnait ne parvenaient que de plus en plus difficilement à contenir le prolétariat. Aux élections présidentielles de mai 1974, le candidat de l'UDR, parti de la V<sup>e</sup> République, était écrasé ; mais Giscard d'Estaing n'était élu qu'à quelques centaines de milliers de voix près. La classe ouvrière, les masses exploitées, se regroupaient politiquement en votant massivement pour François Mitterrand, premier secrétaire du PS, un des partis ouvriers ; les masses acquéraient la certitude que Giscard d'Estaing pouvait être battu, et que pouvait être porté au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers.

La bourgeoisie française n'était toujours pas capable de définir, et encore moins d'appliquer les changements politiques qu'elle savait pourtant être nécessaires. Après avoir provoqué l'écrasement de l'UDR, appelé au gouvernement Jacques Chirac qui avait fait éclater celle-ci dès le premier tour, Giscard d'Estaing avait besoin de la couverture de l'Assemblée nationale et d'une « majorité » dans « la continuité ». L'UDR, qui venait d'être écrasée et désavouée, devint la base de cette « majorité ». Il est vrai que, inversement, la « majorité » UDR, dont le seul ciment est l'exercice du pouvoir, la pénétration de l'appareil d'Etat, n'avait qu'une seule solution : se prosterner devant son vainqueur, tout au moins autant que celui-ci assurait la pitance quotidienne. Le gouvernement Giscard-Chirac est né de ces circonstances.

Le gouvernement Giscard-Chirac perpétue la V<sup>e</sup> République en gérant sa faillite. En arrière-plan, et dominant la situation politique, sont : les rapports politiques entre les classes, en France mais aussi en Europe et dans le monde, le prolétariat ayant l'initiative ; et l'impasse du système impérialiste, d'autant plus étroite qu'il s'agit d'un impérialisme aussi débile que l'impérialisme français.

C'est dans cette conjoncture sociale et politique que la marche à la crise économique se produit. La politique du gouvernement Giscard-Chirac en est déjà

très directement marquée. A l'échelle internationale, Giscard-Chirac multiplient les démarches, les rencontres, les conférences, en vue d'obtenir des pays capitalistes d'Europe, de l'impérialisme américain, de la bureaucratie du Kremlin, le soutien politique de leur gouvernement gestionnaire d'une faillite politique. Giscard d'Estaing a proposé que trimestriellement se tienne une réunion des chefs d'Etat de la CEE. Il a rencontré Brejnev et affirme que la conférence dite sur « la sécurité et la coopération européenne » aboutisse en 1975. Il a rencontré Ford. Tirant la conclusion politique de ces entretiens, il affirme que les accords et la coopération entre Washington et le Kremlin est un fait très positif. De son point de vue il n'a pas tort : la coopération entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin est à la base de la nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire dont la bourgeoisie française a tellement besoin pour tenter d'éviter que sa crise politique ne débouche sur une crise révolutionnaire.

Mais la diplomatie française se fait agent commercial, courtier cherchant à obtenir la couverture des emprunts d'Etat sur le marché financier international et des débouchés pour des entreprises capitalistes françaises. M. Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères, fait la tournée des pays arabes producteurs de pétrole (Arabie Saoudite, Irak), et Jacques Chirac lui-même se transforme en voyageur de commerce. Sa visite au Chah d'Iran, sanglant tyran oriental, aurait été « fructueuse » : « de fabuleuses commandes se montant à 20 milliards de francs », parmi lesquelles la construction du métro de Téhéran.

## Contre les masses

Tout cela n'empêche pas que le gouvernement Giscard-Chirac tente de faire supporter aux masses toutes les écrasantes conséquences de la marche à la crise et de préserver les profits capitalistes. Pas plus qu'aucun gouvernement bourgeois, le gouvernement Giscard-Chi-

rac ne veut ni ne peut déposer le bilan du système capitaliste failli. A peine constitué, il faisait voter par la majorité UDR de l'Assemblée nationale la loi qui démantèle l'ORTF. Cette loi est profondément significative : d'un côté destruction du statut du personnel, des milliers de licenciements ; de l'autre, la dislocation permettra de « privatiser » plus facilement de nombreuses activités de la radio et de la télévision, de passer avec les firmes privées de fructueux contrats pour celles-ci. Le ton était donné.

Bientôt, ce fut l'annonce du désarmement du « France ». Ensuite ce fut le dépôt, devant l'Assemblée nationale et le vote, grâce à la « majorité » UDR, de la loi qui met à charge du régime général de la Sécurité sociale le déficit des autres régimes, et également les tâches d'assistance qui devraient revenir à l'Etat, sous le prétexte de « minimum social de base » et de « solidarité nationale ». Les caisses du régime général recevraient une compensation de la part de l'Etat qui proviendrait de certains impôts. Dès lors, à quoi bon ces manipulations ?

D'abord, « le minimum social de base » tendra de plus en plus à être la norme pour les salariés. Ensuite, c'est une mesure qui va vers « la budgétisation » de la Sécurité sociale. La SS serait progressivement intégrée au budget. En d'autres termes, ce serait la main mise de l'Etat sur les milliards des caisses de la SS. Ces milliards, ce sont les cotisations ouvrières et patronales qui, les unes et les autres, sont des salaires non payés directement (différés). L'Etat y puiserait à pleines mains, il s'en servirait pour réaliser de multiples opérations de soutien du capital en crise, afin de garantir les profits, dont l'opération Citroën donne une idée. Le budget que la « majorité » UDR a également voté se veut un budget « d'austérité ».

Le gouvernement du capital ne peut pas avoir une autre politique. La marche à la crise implique une politique offensive contre les intérêts des masses, leur pouvoir d'achat, le droit au travail



— déjà un million de chômeurs — leurs acquis, leurs conquêtes.

Bien plus, les réformes que de Gaulle et Pompidou ont préparées et commencé à appliquer avaient comme raison profonde de mieux armer le capital français pour lutter sur les marchés européens et mondiaux en vue de faire face à une crise que, en dépit des déclarations officielles ou d'économistes « marxistes » du genre Mandel, ou non marxistes, chacun savait devoir se produire, un jour ou l'autre. Bien souvent, ces réformes n'ont été appliquées que partiellement, ou même pas du tout, en tout cas de façon anarchique et décousue. Actuellement cela aggrave la crise sociale et politique. De Gaulle et Pompidou ont reculé, biaisé, rusé, triqué, appliqué partiellement, car ils craignaient la résistance des masses et d'avoir à les affronter.

La crise économique menaçante rend la situation ainsi créée intolérable à la bourgeoisie française. Le gouvernement Giscard-Chirac est le produit et le gérant de la faillite de la V<sup>e</sup> République. Les contradictions du capital jouant le rôle d'une épée dans les reins, le gouvernement Giscard-Chirac doit s'efforcer de réaliser, sous la pression de la situation objective de l'économie capitaliste, ce que de Gaulle lui-même n'a pu réaliser jusqu'au bout. C'est ainsi qu'il espère appliquer la réforme hospitalière, qu'il met en chantier une nouvelle réforme de l'enseignement qui, partant de la maternelle, s'étendrait au primaire et au secondaire, et dont la constante consiste à sélectionner, éliminer, détruire l'enseignement pour les couches sociales exploitées, et finalement à appliquer la sélection pour l'entrée dans l'enseignement supérieur au niveau du secondaire en instituant deux baccalauréats. Même l'accord patronat-syndicats sur l'indemnisation du chômage, qui doit servir de base à une loi, prépare le chômage massif et une féroce attaque contre le standard de vie, le pouvoir d'achat, le droit au travail, la qualification de millions de travailleurs.

## Un rappel politique et historique

Il est impossible que, de ce seul point de vue, ces données, qui s'affirmeront au fur et à mesure que la crise se précisera, ne réagissent pas sur le cours de la lutte de classe du prolétariat. La situation actuelle n'est pas identique à celle de 1935 mais elle se recoupe avec elle sur quelques aspects décisifs qui faisaient écrire à Léon Trotsky :

« Le document le plus autorisé sur la question des « revendications immédiates » est la résolution programmatique du comité central du Parti communiste (voir *l'Humanité* du 24 février). Nous nous arrêterons à ce document.

« L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, « contre la vie chère », etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre, dans les conditions de la crise sociale actuelle, la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs, complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre, dans les conditions actuelles, les capitalistes à faire des concessions sérieuses, il faut *briser leur volonté* ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un *cercle vicieux*. C'est la principale cause de la stagnation du front unique.

« La thèse marxiste générale : *les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire* prend, à l'époque du déclin du capitalisme, l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder *quelque chose* que s'ils sont menacés de *tout perdre*.

« Mais même les plus grandes « concessions » dont est capable

le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer *l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production*. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir. » (*Où va la France ?*)

Un bref récapitulatif historique suffit à vérifier la profonde vérité de ces lignes de Léon Trotsky écrites en mars 1935. Quelques mois plus tard, Pierre Laval qui gouvernait par décrets-lois décrétait une baisse de 10 % du salaire des fonctionnaires, de nombreuses hausses des prix, dont celui des loyers. Des grèves se produisaient surtout dans les arsenaux qui, à Brest et à Toulon, se transformaient rapidement en affrontement avec la police et les gardes mobiles, c'est-à-dire avec le pouvoir. Pourtant, dans son ensemble, la classe ouvrière « encaissait le coup ». Était-ce une preuve de résignation et de passivité du prolétariat français ? Non. Pour lutter pour ses revendications contre les décrets-lois, la misère, le chômage, la classe ouvrière avait besoin d'une ouverture politique.

La défaite des partis bourgeois aux élections législatives d'avril 1936 et d'abord des radicaux pourtant sauvés partiellement par les désistements, dans le cadre du Front populaire, des candidats du PS et du PCF, la poussée fulgurante des candidats du PS et du PCF ont été cette ouverture politique. La démarche politique de la classe ouvrière imposait à la bourgeoisie d'appeler au gouvernement Léon Blum et non Herriot ou Daladier. Forts de leur victoire politique, n'attendant pas du parlement qu'il abroge les décrets Laval et autres, qu'il satisfasse leurs revendications, par millions les travailleurs occupaient les usines, les entreprises, les

magasins, les bureaux : c'était la grève générale de juin 1936.

« Ayant brisé la volonté des capitalistes par son offensive révolutionnaire, la classe ouvrière les contraignait à céder *quelque chose* parce qu'ils étaient menacés de tout perdre. »

Mais les « grandes concessions » des capitalistes ne résolvaient pas les problèmes, elles prouvaient la puissance de la classe ouvrière, il fallait exproprier le capital. « **Cette revendication était irréalisable sous la domination de la bourgeoisie. C'est pourquoi il fallait conquérir le pouvoir.** » Les dirigeants des partis ouvriers s'y sont opposés. Ils ont enrayé l'offensive révolutionnaire des masses. Ils ont formé un gouvernement que dirigeait Léon Blum mais auquel participaient les radicaux, les dirigeants du PCF ne voulant pas y participer « pour ne pas effrayer les classes moyennes », disaient-ils, mais le soutenant. Il fallait « **savoir terminer une grève dès lors que les principales revendications étaient satisfaites** » (M. Thorez), « **faire la pause** » dira plus tard Léon Blum. La suite, on la connaît... Après, ce fut Chautemps, Daladier et... Pétain.

## Rapports politiques et marche à la crise

Identifier des situations ayant des différences profondes aboutirait à commettre de très graves erreurs. Les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes en 1974 ne sont pas les mêmes que ceux qui existaient en 1935. La première et la plus importante concerne les rapports prolétariat, bourgeoisie, bureaucratie du Kremlin, non seulement en France, mais en Europe et dans le monde. En 1935, la crise révolutionnaire qui s'annonçait en France et en Europe apparaissait ainsi qu'un ultime sursaut révolutionnaire du prolétariat européen, sur lequel pesait l'écrasement du prolétariat allemand et la victoire de la réaction stalinienne en URSS qui broyait la génération des révolutionnaires d'oc-

tobre, écrasant impitoyablement les masses sous la botte de la Guépéou. En 1974, la révolution est à l'ordre du jour à l'échelle de l'Europe, elle a déjà commencé au Portugal. Le système impérialiste est à la limite de la dislocation et la bureaucratie du Kremlin est prise entre l'étau des forces de classes, la bourgeoisie mondiale et le prolétariat mondial.

La crise politique de la bourgeoisie française, dont la décadence n'a cessé de s'accroître, est parvenue à un stade infiniment plus développé, que concrétise la faillite de la V<sup>e</sup> République, et l'incapacité de passer, à froid, à un autre système politique de domination de classe, tandis que le prolétariat français, fraction du prolétariat européen et mondial, au contraire, acquis une force sans précédent, s'appuyant sur toutes les conquêtes du prolétariat européen et mondial. Enfin s'avantant, et menaçante, la crise économique n'a pas encore éclaté dans toute sa puissance dévastatrice. Au total, la position du prolétariat français est infiniment plus favorable que celle de la bourgeoisie, de son Etat, de ses gouvernements considérablement affaiblis.

Les enseignements que Trotsky dégageait en 1935 de la crise économique sociale, politique, de la bourgeoisie, et du mouvement du prolétariat ne sont que plus clairs et plus valables. La grève générale de mai-juin 68 enseignait au prolétariat que la grève générale ne suffit pas pour résoudre la question du gouvernement, du pouvoir ; il faut encore combattre sur une ligne politique clairement définie. La compréhension, plus ou moins confuse, qu'il fallait affronter et vaincre le gouvernement du capital a freiné l'engagement de puissants et grands mouvements grévistes. Alors même qu'il engageait des grèves et des mouvements, le prolétariat s'efforçait de réunir les conditions politiques d'un affrontement avec le gouvernement, la première de celle-ci étant le Front Uni des organisations ouvrières, et le contrôle par les travailleurs de leurs mouvements. Le prolétariat cherchait une circonstance politique qui lui

permette de se rassembler et de s'exprimer politiquement à l'échelle du pays.

En votant massivement premier secrétaire du PS contre Giscard d'Estaing, candidat de tous les partis bourgeois, au deuxième tour des élections présidentielles, les masses se sont rassemblées et la démonstration a été faite : le gouvernement du capital peut être renversé, un gouvernement des partis ouvriers peut être porté au pouvoir. Mais les dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats, refusaient de s'unir pour lutter pour le pouvoir : là est l'obstacle. Il n'est pas nécessaire de refaire l'histoire des manœuvres des dirigeants de ces organisations avant et pendant les élections présidentielles.

Celles-ci étaient à peine terminées qu'ils déclaraient s'incliner devant « la majorité présidentielle » à 0,7 %. Les dirigeants du PCF lançaient une nouvelle formule, « **l'union du peuple de France** » qui devait s'étendre aux gaulistes, aux centristes, aux catholiques, bref à tous les Français, à l'exception « d'une poignée de féodaux ». Afin de lancer cette politique, ils convoquaient un congrès extraordinaire du PCF. Cette politique allait directement à l'encontre des aspirations des masses. Elle visait à leur interdire de se saisir des acquis des élections présidentielles : la certitude qu'il était possible d'en finir avec les gouvernements des partis bourgeois et de porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, le PS et le PCF. Il s'agissait de dérouter la classe ouvrière, les militants, de les empêcher de traduire sur le terrain de classe les enseignements et les acquis des élections présidentielles et de conforter le dernier gouvernement de la V<sup>e</sup> République agonisante, la « majorité » UDR de l'Assemblée Nationale. S'incliner devant la majorité présidentielle à 0,7 % exigeait de soutenir l'Assemblée Nationale et sa majorité désavouée, ombre d'un passé révolu.

### **Des grèves politiques**

La classe ouvrière, les masses exploitées, se heurtaient à ce mur. La solu-

tion des revendications dépendait de la solution de la question gouvernementale. La marche à la crise économique rendait plus directe la liaison : solution des revendications, solution à la question gouvernementale. Mais comment la classe ouvrière pouvait-elle renverser le barrage que dressaient les dirigeants du PS et surtout du PCF ainsi que des centrales syndicales ? En partant, dans un secteur donné, de ses revendications. A un premier stade, c'est ainsi qu'elle pouvait se rassembler sur son terrain de classe, affronter l'obstacle que constitue la politique des dirigeants des organisations ouvrières, et engager la bataille politique contre le gouvernement Giscard-Chirac.

La lutte de classe a en effet suivi ce chemin. Mais dès le mois de juillet, la continuité politique entre le vote massif des masses contre Giscard d'Estaing, candidat des partis bourgeois, le désaveu de l'Assemblée nationale à majorité UDR, le vote massif pour Mitterrand, s'affirmait : les travailleurs de l'ORTF manifestaient contre cette Assemblée nationale à laquelle le gouvernement avait soumis son projet de dislocation de l'ORTF.

Les dirigeants des organisations syndicales ont désamorcé le mouvement des travailleurs de l'ORTF : au moment du vote de la loi, ils en appelaient à la majorité UDR-giscardienne pour repousser le projet, se refusant à donner l'ordre de grève générale des travailleurs de l'Office. Ensuite, ils repoussèrent au jour de son application la lutte contre la loi en en acceptant le principe ; enfin ils refusèrent de se battre pour le maintien du statut, pour la revendication « **pas un licenciement** », et ils disloquèrent le mouvement en « grèves tournantes ». Les dirigeants syndicaux et politiques des organisations ouvrières devaient d'ailleurs s'en remettre également aux députés UDR et giscardiens de repousser la loi qui met en cause la Sécurité sociale, de repousser le budget d'austérité, etc.

La grève du « France » a souligné que tout mouvement important du pro-

létariat est aujourd'hui directement une lutte politique. La victoire dépendait de la grève générale de la marine marchande qui inéluctablement, posait la question du gouvernement. Les luttes pour l'emploi des travailleurs des entreprises Titan-Coder et de multiples autres entreprises démontraient non moins clairement que vaincre exigeait que le combat soit conduit sur la ligne : il faut en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac. Lorsqu'il s'agit d'emploi, du chômage, l'action politique est le seul moyen de vaincre.

La grève des postiers a mis en pleine lumière le contenu obligatoirement politique de toute lutte de classe du prolétariat à l'étape actuelle de la crise sociale et politique de la bourgeoisie, et alors que la crise économique s'avance. La grève des postiers s'inscrit comme un moment du développement politique qui, de mai-juin 1968 passe par la chute de de Gaulle jusqu'aux élections présidentielles de 1974. La manifestation des travailleurs de l'ORTF, le 21 juillet, contre cette Assemblée nationale, la grève du « France », sont des relais qui, des élections présidentielles, conduisent à la grève des PTT. La grève des postiers a concentré tous les problèmes de la lutte des classes en France.

Sous quelque angle qu'on la considère, elle mettait en cause l'existence du gouvernement Giscard-Chirac, par la continuité politique qu'elle concrétisait, en fonction de l'importance de la corporation des PTT, de la place qu'elle occupe parmi les corporations de fonctionnaires et la classe ouvrière en général.

Satisfaire les revendications les plus importantes des postiers, c'était ouvrir les vannes à la satisfaction des revendications des millions de travailleurs de la fonction et des services publics, et aussi à celles de non moins nombreux travailleurs des entreprises publiques. Mais la revendication des revendications qui concentre toutes les autres, c'est celle du gouvernement, du pouvoir, pour exproprier les capitalistes et met-

tre fin à ce régime social qui entraîne toute la société au désastre. Mettre en pratique ce que les élections présidentielles avaient démontré réalisable, devenait immédiatement possible : balayer Giscard-Chirac, porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers sans représentants des partis bourgeois. De toute façon, la politique du gouvernement Giscard-Chirac, le gouvernement lui-même se disloquait ; il devenait incapable de faire respecter les intérêts et l'ordre bourgeois. Au cas où le mouvement des masses ne l'aurait pas immédiatement balayé, son effondrement était proche. La crise politique de la bourgeoisie était multipliée. La V<sup>e</sup> République, la « majorité » de l'Assemblée nationale se désagrégait et sombrait. En outre, il faut bien tenir compte de l'aggravation de la situation économique qui devient de plus en plus celle où la bourgeoisie cède quelque chose quand elle a peur de tout perdre.

### « Le gouvernement n'est pas en cause »

Les postiers voulaient que leurs revendications soient satisfaites. Leur grève, en fonction de cette volonté même, était une grève politique au premier chef. Les postiers avaient conscience qu'ils engageaient la bataille politique contre la politique du gouvernement Giscard-Chirac, contre ce gouvernement. L'OCI dégageait totalement l'axe de la grève, l'exigence de la victoire en affirmant :

« Pour que les revendications soient satisfaites, il faut que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse. »

La position prise en rapport à la question gouvernementale a déterminé toute l'orientation des organisations ouvrières au cours de cette grève. Pour les dirigeants de FO, c'est simple : ils sont, et ils le disent ouvertement, pour les accords contractuels, pour ne pas mettre en cause le régime et le gouvernement actuels en utilisant les moyens de la lutte de classe. Conformément à cette politique, les dirigeants de la Fédéra-

tion PTT-FO ont pris acte, le 4 novembre, d'un « constat » qui apportait aux postiers quelques concessions, mais qui ne satisfaisait pas leurs principales revendications. Sans appeler à la reprise, ils ont considéré que ce « constat » et ses résultats étaient « positifs ». Leurs déclarations étaient une invite à reprendre le travail.

Au cours des négociations avec le secrétaire d'Etat, les délégations CGT et CFDT avaient une appréciation similaire à celle de FO, du contenu du « constat ». A la réunion des secrétaires des syndicats CGT, le compte rendu fait présentait les résultats obtenus comme « positifs ». C'est seulement lorsque l'un des secrétaires de syndicat affirma : « **Cela ne nous satisfait pas, zéro plus zéro égale zéro** » que les dirigeants de la Fédération des PTT - CGT, modifièrent officiellement leur point de vue. Par contre, les dirigeants de la Fédération Ile-de-France FO des PTT ont donné l'ordre de grève générale des PTT au niveau de la région parisienne. Ils ont multiplié, jusqu'à la fin de la grève, les propositions unitaires aux dirigeants régionaux de la CGT et de la CFDT que ceux-ci ont généralement rejetées, notamment celles de donner ensemble l'ordre de grève générale aux postiers de la RP et de former un comité de grève régional.

La politique de la direction du PS n'est pas toujours clairement définie. D'autre part, le PS n'a pas de relais directs à l'intérieur des centrales syndicales. Les militants de tradition socialiste militent syndicalement à FO sur des orientations diverses. Ceux du CERES, de tradition cléricale, partisans de cette nouvelle mouture du corporatisme qu'est « l'autogestion », militent bien naturellement à la CFDT. La direction du PS, Mitterrand en tête, s'est bien gardée néanmoins d'intervenir pour dire : « Pour que les revendications soient satisfaites, il faut que le gouvernement Giscard-Chirac s'en aille. » Si le gouvernement Giscard-Chirac s'effondre, Mitterrand est prêt à former un gouvernement de gauche

avec le PCF et les radicaux. Il ne veut pas le renverser en utilisant les moyens de la lutte des classes, pas plus qu'il ne veut balayer l'Assemblée nationale UDR en ayant recours aux masses. Mais Mitterrand n'est pas moins prêt à assumer la tâche de former un gouvernement comprenant le PCF, dans les plus courts délais ; et là est la source véritable du conflit avec les dirigeants du PCF qui veulent, eux, soutenir le plus longtemps possible le gouvernement Giscard-Chirac, conscients que sa chute mènerait à une crise révolutionnaire.

La direction du PCF, que celle de la CGT a relayée, et la CFDT épaulée, a combattu en utilisant tous ses moyens politiques pour que le gouvernement Giscard-Chirac ne disparaisse pas pendant ou à la suite de la grève des postiers. Une suite ininterrompue de déclarations, de prises de positions, le prouve. Le but affirmé du PCF est d'aller « vers un rassemblement large-ment majoritaire » ; l'objectif, ce sont les élections législatives dans le cadre de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, et comme la représentativité de l'Assemblée Nationale élue en 1973 n'est pas mise en cause, une conclusion s'impose : la seule perspective qu'ouvre le PCF, c'est « l'horizon » 1978, sinon « l'horizon » 81. Selon les dirigeants du PCF et de la CGT, il serait possible d'arracher au gouvernement Giscard-Chirac la satisfaction des principales revendications. En aucun cas, il ne s'agit d'en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac en utilisant les moyens de la lutte de classe du prolétariat. Dirigeants du PCF, de la CGT, de la CFDT se sont violemment indignés des « calomnies » du pouvoir qui affirmait que la grève des postiers était une grève politique. Séguy écrivait à la veille de « la journée nationale d'action » du 19 novembre, un article intitulé : « Il ne s'agit pas de céder, mais de négocier. » C'est tout un programme!

Les dirigeants de la CGT et de la CFDT tentaient de rejeter sur les épaulés de ceux de FO leurs tentatives de liquidation de la grève des postiers

car ils n'avaient de cesse qu'elle échoue. Leur violence contre FO visait à diviser le mouvement et à le faire refluer. L'orientation politique des dirigeants du PCF et de la CGT, que ceux de la CFDT ont épaulés, était, tout autant que celle des dirigeants de FO, de ne pas mettre en cause le gouvernement et, par conséquent, de faire refluer la grève. C'est pourquoi ils ont refusé de donner l'ordre de grève générale des postiers et se sont opposés à la constitution d'un Comité central de la grève générale des postiers. La tactique était simple et classique : désamorcer politiquement la grève, la morceler, faire rentrer les secteurs les plus faibles pour entraîner les autres. Il aura fallu plus d'un mois et demi pour qu'ils y parviennent. Corrélativement, les dirigeants de la CGT et de la CFDT allumaient le contre-feu des grèves tournantes, de la SNCF, des travailleurs de la fonction publique, des services publics, dans la division, sans perspective, sans lendemain. Le cynisme des dirigeants du PCF et de la CGT a rarement été aussi cru. Ainsi, on lit dans **l'Humanité**, du 25 novembre 1974, à propos de la **Néogravure**, sous le titre : « Il n'y aura pas de licenciements », :

« En ce qui concerne l'emploi, aucun licenciement n'est actuellement prononcé. Bien sûr, le patronat envisage de supprimer des postes dans le nouveau cadre de production, mais les accords obtenus sur l'application de la retraite à 60 ans, le rapatriement des travaux confectionnés à l'étranger et la contribution financière des pouvoirs publics sont autant de points d'appui qui permettront aux travailleurs et à leurs organisations syndicales de poursuivre plus favorablement la lutte pour la garantie de l'emploi. »

## Les postiers pouvaient vaincre

La grève des postiers pouvait-elle être victorieuse ? Sans aucun doute. La grève générale de toutes les corporations était-elle nécessaire ? Pas obliga-

toirement. Il suffit de rappeler la grève des mineurs britanniques au début de l'année 1974 pour s'en convaincre. Les mineurs anglais ont vaincu Heath. Heath, pour briser le mouvement des mineurs, a dissout le Parlement et a subi une défaite électorale. En France aussi, il était possible de vaincre le gouvernement Giscard-Chirac qui ne s'appuie sur aucune des forces vives du pays, qui a besoin du paravent parlementaire d'une Assemblée Nationale à majorité UDR et giscardienne entièrement désavouée et qui ne représente plus que le passé.

Il ne suffit pas seulement de prendre en compte la détermination du prolétariat sous la forme où elle s'est exprimée au cours des mouvements de l'ORTF, du « France », de Titan-Coder, etc. Les élections législatives partielles d'octobre ont été un important événement politique. Il s'agissait de réélire six anciens ministres du gouvernement Messmer. Tous ont perdu massivement des voix et en pourcentage. Deux, Fontanet et Lecat, ont été battus au 2<sup>e</sup> tour. Cette fois, et l'UDR, et la « majorité présidentielle » ont été étrillées. Tout aussi clairement que le 5 mai, sinon plus, il devenait évident que la « majorité » de l'Assemblée nationale ne représente plus qu'elle-même. Il devenait non moins évident que la « majorité présidentielle » à 0,7 % n'était plus qu'un souvenir. La lutte gréviste est une des formes de la lutte politique. Les dirigeants du PS et du PCF affirment qu'ils se situent sur le terrain du parlementaire bourgeois. Qu'ont-ils attendu et qu'attendent-ils encore pour appeler les masses à lutter pour la dissolution de cette Assemblée nationale qui, même du point de vue démocratique-bourgeois, est une escroquerie ? L'action des postiers et la mobilisation politique du prolétariat, des masses, de la jeunesse, pour la dissolution de cette Assemblée nationale devenaient deux aspects d'un même combat : celui pour que le gouvernement Giscard-Chirac s'en aille.

Pas plus qu'une politique ne se juge

à tel ou tel acte isolé de l'ensemble, le contenu et les possibilités d'un mouvement ne peuvent être appréciés en dehors de la situation politique d'ensemble. Les postiers pouvaient vaincre. Ils se sont heurtés au barrage des appareils. Non seulement, ni le PS, ni le PCF n'ont engagé de campagne mobilisatrice des masses contre cette Assemblée nationale qui n'est qu'une pure escroquerie, même en se situant d'un point de vue démocratique bourgeois, mais encore ils la considèrent comme légitime. Bien plus, la campagne des dirigeants du PCF contre ceux du PS a démarré immédiatement après les élections législatives partielles du 6 octobre. Ce n'est pas un hasard : la direction du PCF couvrirait la nouvelle défaite politique de l'UDR et de la « majorité présidentielle ». Elle introduisait artificiellement des éléments de troubles et de division parmi les militants et les travailleurs. Elle signifiait : le gouvernement Giscard-Chirac doit rester en place, le moment n'est pas venu qu'il s'en aille. La politique des dirigeants du PCF est cohérente, elle forme un tout.

## Un événement politique majeur

Pourtant, la grève des postiers est un événement politique majeur qui aura de profondes répercussions. Les postiers n'ont pas obtenu satisfaction à leurs revendications principales, ils ne sortent pas vaincus de l'épreuve. Leur grève fait penser à la grève des mineurs de mars-avril 1963. Ce sont les mineurs qui imposèrent alors la grève aux dirigeants syndicaux qui n'en voulaient pas. Malgré toutes les tentatives de leur faire reprendre le travail, ils poursuivirent la lutte pendant cinq semaines. Ils pouvaient vaincre totalement le gouvernement de Gaulle-Pompidou. Dès ce moment les travailleurs étaient prêts à la grève générale. Les dirigeants établirent un cordon sanitaire autour des mineurs, rejetant la grève générale au nom de la solidarité financière. Les mineurs n'obtinrent pas pleinement

satisfaction. A la fin de la grève, ils accusèrent amèrement les dirigeants des Fédérations de mineurs de les avoir trahis. Ils avaient dit non à la réquisition. Ils avaient conscience que, pour vaincre, il fallait aller plus loin dans la lutte contre le gouvernement de Gaulle-Pompidou. Pendant la grève, au cours d'immenses assemblées générales, ils scandaient : « **A Paris, à Paris!** ». Par centaines de milliers, ils voulaient aller manifester là où se tient le gouvernement. Les dirigeants s'empressèrent d'empêcher que des centaines de milliers de mineurs descendent manifester à Paris, là où siège le gouvernement. C'est pourquoi les mineurs se sentaient trahis, mais non vaincus.

La grève des postiers présente des différences considérables. La première et la plus importante joue en faveur de la grève des postiers : alors que la grève des mineurs se situait à un moment où la bourgeoisie française avait l'initiative dans la lutte des classes, où de Gaulle-Pompidou tentaient de porter un coup décisif et mortel à la classe ouvrière française, tel était le sens de la réquisition des mineurs le lundi 4 mars 1963. Au contraire, la grève des postiers se situe à un moment où la classe ouvrière a l'initiative politique, où la V<sup>e</sup> République est moribonde, où la bourgeoisie est aux prises avec une crise sociale et politique que la marche à la crise économique accentue, à laquelle elle ne sait quelle solution donner. Mais tout comme la grève des mineurs, la grève des postiers a mobilisé une des grandes corporations de la classe ouvrière française. Ce sont les travailleurs qui ont imposé la grève aux dirigeants qui n'en voulaient pas. Un même acharnement animait mineurs et postiers. Tout comme les mineurs, les postiers n'ont pourtant pas pu imposer jusqu'au bout leur volonté aux dirigeants.

Mais ainsi que la grève des mineurs le fut en son temps, la grève des postiers a engagé un processus que la classe ouvrière reprendra et poursuivra jusqu'à son terme. L'aboutissant de la grève des mineurs, ce fut la grève géné-

rale de mai-juin 1968. L'aboutissant de la grève des postiers, ce sera la lutte politique pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac et porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, le PS et le PCF, sans ministres représentants des organisations et partis bourgeois. La force qui poussera irrésistiblement dans ce sens, ce sera la volonté de millions de travailleurs qui submergeront les barrages politiques que dressent les appareils des syndicats et partis ouvriers, et dont la grève des postiers a été une première manifestation.

Les postiers n'ont pu imposer jusqu'au bout leur volonté : le Front unique des organisations ouvrières aux dirigeants qui n'en voulaient pas. Il leur a manqué les organismes et la centralisation de ces organismes, nécessaire pour cela : les comités de grève, leur centralisation au sein du comité national de la grève des postiers, englobant et les représentants des organisations et directement ceux des travailleurs en lutte. Pour imposer leur volonté, pour combattre la division, les manœuvres de dévoiement, les masses prolétariennes constitueront ces organismes de caractère soviétique, comités ouvriers, comités de grève, etc. La grève des postiers a ouvert cette voie, tandis que la grève des mineurs avait ouvert la voie à la grève générale de mai-juin 1968.

Le gouvernement Giscard-Chirac est resté en place grâce au soutien que les dirigeants des organisations ouvrières et particulièrement du PCF lui ont apporté. Il ne sort pas de l'épreuve grand et plus fort. Toutes les couches de la société, toutes les forces politiques de ce pays, savent que ce gouvernement est le gouvernement de la catastrophe. Pas plus qu'aucun gouvernement capitaliste, il ne peut rien à la crise économique qui s'avance, sinon tenter de gagner du temps, sinon faire supporter aux masses le poids écrasant de l'effondrement d'un mode de production ruiné jusqu'en ses fondements. La crise politique ne fait que croître. L'UDR, les différentes composantes de « la majo-



rité » sont soudées au pouvoir tant qu'il est le pouvoir, qu'il permet d'occuper ministères, sièges de députés, de conseillers généraux, de conseillers municipaux et autres fonctions politiques, tant qu'il garantit places et profits au sein des organisations de l'appareil d'Etat, des administrations, d'honorables relations avec les banques, les grandes ou petites affaires publiques et privées. Mais les rangs du parti de la « fidélité » aux grandes et petites places, l'UDR, s'agitent de plus en plus. La provende risque de manquer, les affaires sont plus difficiles.

Les élections législatives partielles sont sans équivoque : aux élections législatives qui viennent, qui pourraient être plus proches que désirées, des centaines de « militants » de l'UDR, des groupes de la « majorité », et non seulement des dizaines de députés, devront faire leurs paquets, chercher de nouveaux emplois. La grève des PTT est lourde de signification et de menaces : ce fut un premier orage, la tempête est proche et inévitable. L'édifice menace de s'écrouler. Comment se reclasser ? Un vent de révolte, qui n'est qu'un vent de panique, secoue l'UDR et les groupes de la « majorité ». Peut-être est-il possible à quelques-uns de sauver leur peau de députés, ou de gestionnaires de l'Etat, en se démarquant du gouvernement ? Les rats ont envie de quitter le navire. Il fallut que Chirac lui-même y mette bon ordre en procédant à un mini-coup d'Etat au sein de l'UDR et qu'il rappelle à ses troupes que le chef de l'UDR, c'est celui qui distribue la soupe. Non moins grave est l'angoisse des grands et vrais capitalistes, ceux dont ces messieurs sont les employés ; ils ne savent de quoi demain sera fait, il perdent, six mois après sa venue au pouvoir, toute confiance dans le gouvernement Giscard-Chirac. Giscard serait plus occupé à maintes aventures qu'à étudier « les dossiers de l'Etat » rapportent les « gazettes ». C'est un trait caractéristique des régimes en décomposition : les vices du système sont rapportées aux faiblesses,

vraies ou supposées, des hommes qui l'incarnent.

Ce gouvernement est miné, la V<sup>e</sup> République est minée, l'économie capitaliste est minée. **La classe ouvrière a l'initiative politique.** Quand et comment disparaîtra le gouvernement Giscard-Chirac ? Personne ne peut le dire. Sera-ce à la suite de la dislocation du gouvernement lui-même, de l'UDR, de la « majorité » de l'Assemblée nationale ? Sera-ce par suite d'une aggravation rapide et brutale de la crise économique ? Sera-ce sous les coups d'une nouvelle offensive politique des masses, grève ou autres formes de lutte politique ? On ne peut résoudre à l'avance ces questions. Quel que soit le point de départ, tous ces éléments se combineront. L'important est que la chute du gouvernement Giscard-Chirac ne peut que précipiter, sinon ouvrir immédiatement la crise révolutionnaire et, peut-être déboucher directement sur l'ouverture de la révolution prolétarienne en France.

La dislocation de ce gouvernement, de l'UDR, de la « majorité » de l'Assemblée nationale, aboutit nécessairement à faire de la crise politique actuelle une crise qui atteint et disloque l'Etat bourgeois. L'irruption des masses, qu'elle se produise avant, pendant ou immédiatement après, s'inscrit dans une continuité politique dont la grève des postiers a été un très important moment. La tendance de cette irruption des masses sera de porter au pouvoir un gouvernement des partis qu'elles considèrent comme leurs partis : le PS, le PCF. Dans ce combat, pour ce combat, elles tendront également à constituer des organismes qui les rassemblent et les organisent comme classe, les comités de grève, les comités ouvriers, des organismes à caractère soviétique, à les centraliser. A constituer, somme toute, ces parlements ouvriers, dont parlait Trotsky en 1935, organismes qui engloberont les partis, les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, et qui, en même temps sont indispensables aux masses pour briser la politique et la résistance

de ces mêmes organisations ouvrières traditionnelles, partis et syndicats. Toute grève, tout mouvement, toute action des masses, a aujourd'hui un contenu et des objectifs politiques. Le développement de la lutte des classes notamment depuis 1968, la marche à la crise, rendent brûlante cette formule de Trotsky :

« La plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer *l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production*. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment, c'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir. »

Il s'agit d'une bataille politique qui se déroule tout autant à l'intérieur du mouvement ouvrier, qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement. Ou, pour être plus exact, affronter et vaincre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement, exige le combat contre la politique contre-révolutionnaire des appareils : aujourd'hui pour que Giscard-Chirac s'en aille, et porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, le PS et le PCF, sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois ; demain pour aller plus loin et dégager les formes politiques qui formeront le gouvernement qui expropriera la bourgeoisie. Une fois de plus la grève des postiers a fait la preuve que la lutte de classe du prolétariat n'a rien de mécanique. Elle est affrontement, mouvement, développement, organisation des aspirations, de l'expérience des masses, qui se heurtent à la politique contre-révolutionnaire à l'intérieur même de leurs propres rangs, et qui cherchent à s'orienter vers le programme de la révolution.

## **Le 15 décembre, un point de départ**

Directement en prise avec ces besoins, ces aspirations des masses auxquels la grève des postiers a donné une nouvelle ampleur et un nouvel élan, à l'initiative de l'OCI, s'est tenue le

15 décembre 1974, l'Assemblée nationale des délégués pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, que soit porté au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant des organisations et partis bourgeois, pour le Front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats. On lira d'autre part le bilan politique et les perspectives d'action politique que cette Assemblée nationale a définis et dont rend compte l'article que le camarade Lacaze consacre au combat et au plan de développement de l'OCI.

Il est indispensable cependant de reprendre les conclusions de la résolution qui a consigné les résultats des travaux de cette Assemblée nationale. Elle se conclut ainsi :

« Si l'unité est réalisée, les travailleurs ont les moyens d'en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, pour en finir avec ce gouvernement capitaliste, défenseur des intérêts de la bourgeoisie, pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse.

Nous disons :

— Le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac viole la démocratie.

— Le gouvernement Giscard-Chirac doit être décrété dénué de la légitimité de gouverner.

— Le gouvernement Giscard-Chirac est un gouvernement d'arbitraire.

Il y a des obstacles.

Mais, pour nous délégués réunis le 15 décembre 1974, la question est de savoir où il faut aller, à quoi et comment il faut se préparer pour unir les travailleurs et les partis ouvriers, pour que le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac disparaisse.

C'est pourquoi nous avons décidé :

— De soumettre aux travailleurs, militants et jeunes une adresse aux dirigeants du P.C. et du P.S. pour leur demander de prendre, dans l'unité, les mesures qui s'imposent pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac et que soit assuré le passage au gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre bourgeois, afin de traduire la vo-

lonté des masses laborieuses.

— D'appeler les partis ouvriers et les organisations ouvrières à réaliser du sommet à la base et de la base au sommet, dans les localités, les départements et à l'échelon national des Comités du Front Unique Ouvrier,

— pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse,

— pour la satisfaction des revendications,

cela, afin qu'avec l'existence des Comités pour le Front Unique Ouvrier soit impulsé face et contre ce gouvernement capitaliste, la lutte pour le gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministre bourgeois.

— D'appeler toutes les organisations de jeunesse, à réaliser, du sommet à la base et de la base au sommet, dans les localités les départements et à l'échelon national, des comités pour la convocation des Etats-Généraux de la Jeunesse.

— D'appeler les éléments les plus conscients parmi les travailleurs, militants et jeunes, à constituer avec nous, à travers les entreprises et les localités, des comités unitaires pour mener le combat du Front Unique Ouvrier.

Nous décidons de nous constituer en Comité National Unitaire,

— pour le Front Unique Ouvrier,

— pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse,

— pour le gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministre bourgeois.

Nous décidons également de réaliser pour le 20 avril 1974 un grand rassemblement groupant par milliers et par milliers, venus des entreprises, des localités de la Région parisienne et de la province, au Parc des Expositions, les travailleurs, jeunes et militants, pour le combat ouvrier, pour le Front Unique Ouvrier. »

C'est une orientation qui vise au rassemblement et au combat politique d'une avant-garde, avant-garde parce qu'exprimant la nécessité du combat sur la ligne du développement de l'action politique et de la conscience politique des masses.

Aucune concession au spontanéisme. Tout est le produit d'une bataille politique organisée. Aucune concession au volontarisme et au gauchisme. Le prolétariat s'adresse nécessairement à ses organisations traditionnelles pour réaliser ses aspirations les plus profondes, et les porte au pouvoir malgré leur trahison. Le fait même de les porter au pouvoir est une immense victoire politique du prolétariat, et ce n'est que dans ce mouvement qu'il peut les dépasser et aller plus loin, jusqu'à la constitution du gouvernement ouvrier et paysan qui instaurera le pouvoir ouvrier et expropriera la bourgeoisie. Cette démarche est concrète, elle part des conditions politiques précises. Ainsi l'Adresse au comité directeur du PS et au Comité central du PCF spécifie :

« Vous vous réclamez de la démocratie parlementaire, du suffrage universel.

Nous constatons l'écrasement de l'U.D.R. qui, le 5 mai dernier, a recueilli moins d'un sixième des voix, alors qu'à l'Assemblée Nationale le parti gaulliste dominant l'Etat, l'ayant investi depuis 16 ans, continue à occuper plus d'un tiers des sièges. Il y a violation de la démocratie. L'Assemblée Nationale reflète un passé révolu. Elle ne représente pas le pays.

Les mesures anti-ouvrières qu'elle vote (démantèlement de la Sécurité Sociale, de l'O.R.T.F., budget d'austérité) sont entachées d'arbitraire.

La démocratie parlementaire et le suffrage universel vous accordent le droit d'engager une grande campagne nationale, mobilisant les travailleurs et la jeunesse, pour la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Que disent encore la démocratie et le suffrage universel ?

Le 19 mai 1974, les travailleurs ont voté François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste contre Giscard d'Estaing.

Le 30 septembre 1974, dans ses fiefs, la majorité présidentielle a perdu des milliers et des milliers de voix. Deux ex-ministres ont été battus.

La démocratie parlementaire et

le suffrage universel disent : le gouvernement Giscard-Chirac, pas plus que l'Assemblée Nationale sur laquelle il s'appuie, n'ont aucune légitimité pour gouverner le pays.

Il ne peut, en aucun cas, se réclamer de la souveraineté populaire pour mener une politique réactionnaire aux conséquences désastreuses.

La démocratie parlementaire, le suffrage universel, la volonté populaire, vous accordent le droit de mener une grande campagne nationale mobilisant les travailleurs et les jeunes pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, pour substituer à ce gouvernement capitaliste menant le pays à la catastrophe, bafouant la démocratie, votre gouvernement, celui du parti socialiste et du parti communiste français sans ministre bourgeois.

C'est pourquoi nous vous appelons à réaliser l'unité à laquelle aspirent la population laborieuse et la jeunesse, pour en finir avec le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac. »

Ce texte que des dizaines de milliers de travailleurs peuvent et doivent signer ne fait aucune concession au crétinisme parlementaire. Il signifie : « Vous vous réclamez de la démocratie parlementaire. Le respect des principes que vous prétendez être vos principes exige l'appel à la mobilisation du prolétariat sur son plan de la classe, car cette Assemblée nationale ne correspond pas aux normes de la démocratie parlementaire, tout au contraire, elle les viole. » Ce n'est pas se rallier au parlementarisme, mais au contraire combattre sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat et selon ses méthodes. Ce n'est pas plus faire confiance, ni au spontanéisme ni aux appareils, pour exprimer les intérêts de classe du prolétariat et mener la lutte politique. La bataille pour que des dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes signent cet appel, participe au combat pour alimenter politiquement les couches les plus larges des masses exploitées, formuler positivement leurs besoins, leurs aspirations, leur démarche politique, et, dans ce processus, rassem-

bler une avant-garde militante et organisée.

Du même coup, la signification du Comité Unitaire National, de la constitution de comités unitaires dans les entreprises, les corporations, les localités, s'éclaire : il s'agit du rassemblement et de l'organisation de ces forces politiques qui combattent sur les objectifs que l'Assemblée nationale des délégués a précisés. En contre-partie s'éclaire aussi la signification des comités de Front unique ouvrier ; c'est « l'organisation des masses en lutte » dont parlait Trotsky. La résolution ne fait pas de la constitution de tels comités la **condition** de la réalisation du front unique des organisations ouvrières. Elle dit que pour imposer la dissolution de l'Assemblée nationale à majorité UDR, que le gouvernement Giscard-Chirac s'en aille, pour qu'un gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes soit porté au pouvoir, il faut mobiliser les masses, leur ouvrir des formes d'organisation adéquates. Les dirigeants des organisations traditionnelles ont les moyens de mettre en place ces formes d'organisation et de mobilisation des masses. S'il ne le font pas, les masses trouveront les voies et les moyens de s'organiser pour mener le combat qui portera au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers et finalement un authentique gouvernement ouvrier et paysan. Le Comité Unitaire National mène le combat pour qu'il en soit ainsi.

En conclusion de cet article rappelons : la révolution prolétarienne résultera nécessairement de la crise politique de la bourgeoisie ; la construction du parti révolutionnaire est indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne ; mais la construction du parti révolutionnaire est impossible sans relier tous les aspects et les moments de la lutte des classes, c'est-à-dire exprimer, à chaque moment, le mouvement par lequel des masses se hissent à la prise du pouvoir, à l'instauration de la dictature du prolétariat sous la direction du parti de la révolution.

Le 28-12-1974, Roger DUCROS.

# Plan de développement pour le XX<sup>e</sup> congrès de l'O.C.I.

par Marc LACAZE

Dans le précédent numéro de *La Vérité*, le camarade Charles Berg présentait le plan de développement de l'O.C.I. jusqu'à son XX<sup>e</sup> Congrès.

Il reprenait l'analyse de la situation faite par le Comité central, situation dominée par la transformation de la crise des rapports bourgeois en crise révolutionnaire. Il définissait pour le lecteur de *La Vérité* les grands axes de travail que se donnait l'O.C.I. dans cette période, et résumait les objectifs établis par le CC de septembre :

- 25 millions au 20 novembre,
- 10 millions pour financer au 15 décembre l'Assemblée nationale pour le gouvernement PCF-PS.
- Ouverture de GER, le 1<sup>er</sup> de chaque mois.
- Vente supplémentaire pour le 15 décembre de 2000 numéros d'*Informations Ouvrières*.
- Plus de 1 000 nouveaux militants conquis à l'O.C.I. jusqu'au XX<sup>e</sup> Congrès.

Poursuivre oblige donc, après un trimestre d'efforts fournis par les mi-

litants pour réaliser le plan de développement, de faire le point : Où en sommes-nous ? Quels problèmes avons-nous rencontrés ? Quels premiers enseignements pouvons-nous en tirer dès maintenant ?

La première tâche que nous nous étions fixée était de **RASSEMBLER 25 MILLIONS DU 20 SEPTEMBRE AU 20 NOVEMBRE**.

L'objectif d'une telle campagne : soutenir l'O.C.I., qui, parce qu'elle pense que la révolution au Portugal — pour reprendre l'expression employée par Lénine à propos de la révolution russe en 1920 — « *montre à tous les pays quelque chose de tout à fait essentiel, de leur inévitable et prochain avenir* », a décidé de combattre dans la classe ouvrière et la jeunesse en France, pour en « faire connaître » les premiers enseignements vivants.

Il faut préciser à cet endroit — cela s'est avéré nécessaire au début de la campagne elle-même — ce que nous entendions lorsque nous di-

sions : « Faire connaître les premiers enseignements de la révolution portugaise. »

Commençons, c'est plus simple, par dire ce que cette campagne n'était pas. *Ce n'était pas : répéter comme un slogan sur tous les tons, dans toutes les circonstances :* « C'est au Portugal la révolution prolétarienne qui commence en Europe », et procéder comme si la simple répétition de cette vérité suffisait pour convaincre de sa profondeur les travailleurs auxquels elle s'adressait.

Ce combat répond à un besoin réel, celui de préparer, quelle que soit l'échelle sur laquelle nos forces nous obligent à le faire aujourd'hui, la classe ouvrière à son « inévitable et prochain avenir ». Il s'agissait donc dans cette campagne de répondre à des questions précises.

Dans ces réponses, les travailleurs cherchent mieux qu'un enseignement : une conviction, que seuls les développements vivants de la lutte des classes, les réponses pratiques de la classe ouvrière portugaise, peuvent arracher, en confirmant, complétant les conclusions qu'au cours de leur propre combat, dans d'autres circonstances, ils ont commencé à entrevoir ; les conclusions qui sont indispensables pour préparer l'avenir.

C'est dire que ces réponses, essentielles d'une actualité brûlante, forment d'emblée l'enjeu d'un combat acharné, c'est dire aussi que ce combat, pleinement intégré à la lutte politique qui se mène chaque jour dans le mouvement ouvrier, revêt une importance considérable.

C'est pourquoi l'OCI s'est donné comme objectif, pour cette campagne, de rassembler 25 millions dans des centaines de petites réunions, tenues à la sortie du travail, d'assemblées plus larges, regroupant sur les localités : instituteurs, parents d'élèves, travailleurs des entreprises locales, et cela, dans toute la France.

## Des centaines de réunions

Pour répondre à chaque question, pour défaire chaque argument que l'appareil stalinien, partant d'une même appréciation de la situation, mais pour des objectifs inverses aux nôtres, développait chez les travailleurs ; pour mettre par terre les belles constructions des déclarations officielles du PC, du PS, des Mandel, Frank et Cie, des centaines de réunions se sont tenues qui ont fait valoir les arguments irréfutables des faits, des déclarations authentiques des prétendus « généraux progressistes », où nous avons décrit avec fidélité comment le 28 septembre, les masses elles-mêmes avaient pris l'initiative de la mobilisation contre la tentative de putsch fasciste, où nous avons souligné le rôle joué par les comités de délégués élus.

Des centaines de réunions à l'issue desquelles 285 392 F ont été rassemblées.

## Un succès ! La confirmation d'un diagnostic !

En effet, la pleine réussite de cette campagne, la pleine réussite des meetings à Paris, en province, sur le thème : « *Au Portugal, la révolution européenne a commencé* », prouvent une chose.

Revenons à ce que disait Lénine :

« Les ouvriers avancés de tous les pays l'ont compris depuis longtemps (que le modèle russe montrait à tous les pays leur inévitable et prochain avenir) ; mais plus souvent, ils ne l'ont pas tant compris que saisi, pressenti avec leur instinct de classe révolutionnaire. »

Il ne s'agit pas pour nous de comparer abusivement l'impact que la révolution russe victorieuse eut en 1920 sur la classe ouvrière de tous les pays, avec celui du début de la ré-

volution portugaise aujourd'hui. Mais il faut l'affirmer, il y a néanmoins quelque chose de commun dans les deux cas. Il existe un intérêt réel et profond chez les travailleurs, pour l'idée que la révolution a commencé en Europe. Cet intérêt est guidé par le « sentiment » que la révolution est l'avenir inévitable et prochain :

— La classe ouvrière a chassé Spinola au Portugal ;

— La généralisation du mouvement de grève en Espagne est la puissante manifestation des développements de la révolution. Rosa Luxemburg disait en d'autres circonstances :

« La bataille générale contre l'absolutisme devint soudain et tout naturellement, un règlement de compte général avec le capitalisme, et celui-ci, conformément à sa nature, revêt la forme de conflits partiels pour les salaires... grèves économiques et politiques, grèves de masses et grèves partielles... toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient... c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. Et la loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement : elle ne réside pas dans la grève elle-même..., mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution. La grève de masse est simplement la forme prise par la lutte révolutionnaire... »

Ne doutons pas que tout ceci soit fortement « ressenti » par les ouvriers, servis par leur sûr instinct de classe révolutionnaire. La révolution s'avance, c'est une certitude. Le succès de cette campagne « confirme » totalement l'analyse qui a entraîné sa décision.

Ajoutons ceci : mieux que confirmer une analyse, ce succès donne chair à celle-ci. Il affine l'appréciation des trotskystes : la « sensibilité » des travailleurs à la révolution prolétarienne devient palpable, cette dimension prend forme, la forme de

questions, de problèmes précis, qui nous l'avons déjà dit, ne sont pas le produit de pures spéculations, mais de la nécessité de surmonter des obstacles concrets pour avancer et inscrire le mouvement actuel dans une perspective plus large.

— Questions, problèmes qui, parce qu'on ne peut chercher une issue à la crise dans le cadre national, révèlent l'intérêt que porte l'avant-garde aux développements européens de la lutte des classes.

— Questions, problèmes, qui, dans leur forme précise, ne peuvent être dégagés que par l'expérience que dans « un dialogue avec les travailleurs », donc, à partir de l'intervention organisée sur des axes déterminés à partir de l'analyse de la situation.

C'est cela qui donne toute sa valeur au plan de développement et à son application. L'OCI prépare la révolution, « avenir inévitable et prochain » en donnant à son intervention un cadre : celui d'une campagne. Dans la réalisation des objectifs fixés pour cette campagne, l'OCI se prépare à la révolution, elle tire collectivement de ces centaines de réunions tenues, des leçons :

## De quelles leçons s'agit-il ?

En tout premier lieu, dans l'agitation quotidienne : les faits, les événements précis, les arguments simples que l'on tire à la fois de la connaissance du combat réel des travailleurs portugais et, bien entendu, de la compréhension des lois du développement de la révolution prolétarienne indispensable, pèsent incomparablement plus lourd dans la discussion et ouvrent une voie plus sûre dans la réflexion des travailleurs que toutes les généralités répétées, les affirmations péremptoires sur la révolution.

C'est en procédant de cette façon que peut être donnée la véritable dimension de ce qu'est la révolution :

œuvre des travailleurs eux-mêmes avec tous ses tâtonnements, toutes ses questions, et qui, par-delà les détours, tend inéluctablement à marcher vers l'instauration du pouvoir des conseils, comme seule forme de pouvoir politique permettant aux masses d'échapper à la catastrophe et aux régressions auxquelles la crise du capitalisme conduit inexorablement.

C'est à ce besoin brûlant que répond la brochure de l'OCI : « *Problèmes de la révolution portugaise.* » Pour les cellules de l'OCI, ces premières leçons exigent : que les formes, la qualité de l'agitation politique soient au centre des préoccupations.

Les travailleurs sont « sensibles », « directement intéressés » aux développements de la révolution en Europe, c'est un signe indiscutable pour des révolutionnaires. L'OCI doit élargir son champ d'activité sur cet axe, cela constitue une dimension indispensable à la préparation de la révolution.

Les cellules de l'OCI, là où elles sont, doivent se tourner résolument vers les masses. Les cellules de l'OCI doivent rompre avec les habitudes que souvent le passé d'une petite organisation a pu leur donner.

« Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression globale d'un mouvement historique évoluant de lui-même sous nos yeux. » (*Manifeste du Parti communiste.*)

Comment avancer ? Comment mesurer cette progression ? Par une deuxième campagne ! C'est là un autre avantage du plan de développement...

Le Comité central des 21 et 22 novembre a donc décidé de développer une activité sur le thème : « *Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe*

*et gouvernement ouvrier-paysan* », et, du 15 janvier 1975 au 15 mars de se donner pour objectif de rassembler 34,5 millions d'anciens francs. Pourquoi 34,5 millions d'AF ? Le CC, après avoir apprécié le succès global de la précédente campagne, s'est livré à une analyse approfondie des résultats obtenus cellule par cellule. Cette analyse a révélé des inégalités dans les résultats, qui si elles sont surmontées au début de la prochaine campagne, par l'assimilation des leçons politiques tirées précédemment, doivent permettre à l'OCI, en homogénéisant son travail politique, d'augmenter ses capacités à gagner le soutien de nouveaux travailleurs. L'essentiel, dans l'augmentation de l'objectif, par rapport à la précédente campagne, correspond donc à la décision prise par le CC de faire porter l'effort sur les points où les résultats ont été les plus faibles, pour permettre autant que possible, à l'OCI de marcher d'un même pas.

## **Le rassemblement du 15 décembre**

La deuxième tâche que s'était fixée l'OCI dans ce plan de développement, était d'opérer le rassemblement d'une large avant-garde : 1 000 délégués à Paris le 15 décembre représentant 20 000 travailleurs et jeunes :

« Pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse. »

« Pour le Front unique ouvrier, partis et syndicats. »

« Pour le gouvernement PS-PCF, sans ministre bourgeois. »

Nous ne reviendrons pas longuement sur l'analyse qui a présidé à une telle décision. Elle est exposée longuement dans le numéro précédent de *La Vérité*.

Nous reviendrons sur ce qui est strictement nécessaire pour permettre d'apprécier à quel point les développements de la situation politique vérifient le diagnostic fait après



les élections présidentielles par l'OCI.

Dans la résolution politique du XIX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, écrite le 14 juin, on peut lire :

« La situation née des élections présidentielles a mis à l'ordre du jour la liquidation de la V<sup>e</sup> République, la question du gouvernement.

« Elle a démontré à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées, qu'en combattant sur leur terrain, selon leurs méthodes de classe, elles pouvaient vaincre et résoudre ces questions. *C'est de là qu'il faut partir pour développer notre politique et non des « revendications ».* C'est dans la mesure où nous serons capable d'ouvrir cette perspective que nous aborderons et répondrons correctement à la lutte pour les revendications. Car, bien entendu, elles vont surgir de la situation économique et politique, des mesures gouvernementales, des réformes réactionnaires inachevées. »

Et cela n'a pas tardé :

— A l'ORTF, le gouvernement accélère le processus, fait voter la loi démantelant l'Office, en juillet. La bataille commence, l'enjeu est clair : est-il possible de laisser une Assemblée qui vient d'être désavouée, voter une loi qui met au chômage des milliers de travailleurs et démantèle l'Office ? Les syndicats, les grands partis ouvriers, PC et PS, les dirigeants des confédérations vont-ils accepter de prendre la tête de la mobilisation pour interdire à cette Assemblée de perpétrer un tel mauvais coup ? Là est le nœud de la question. C'est de là qu'il faut partir. Pour riposter, il faut la grève générale totale de l'ORTF. Cette question ne peut être abordée qu'à partir d'elle. Toute autre démarche, évitant l'essentiel, ne peut qu'entraîner la compression, la démoralisation.

— A la rentrée de septembre, c'est le tour de la Sécurité sociale : le gouvernement dépose son projet de

loi réformant l'institution ; la question est exactement de même nature.

Mais ici, à l'initiative des militants révolutionnaires qui participent activement à la vie du Comité des travailleurs du Comité SANTE-SECURITE SOCIALE pour l'unité, l'enjeu est clairement donné, une adresse à toutes les confédérations, à tous les partis ouvriers est adoptée : 3 500 signatures de travailleurs de ces secteurs sont recueillies. Une véritable mobilisation politique s'opère.

— Octobre : le gouvernement désarme le « France ». La riposte des marins est fulgurante. Mais là encore, même question : les dirigeants vont-ils laisser désarmer les bateaux un à un par ce gouvernement ? Vont-ils faire appel à la grève générale de la Marine marchande ? Vont-ils décider de dénier à ce gouvernement, à cette Assemblée, le droit de priver d'emploi des centaines de marins ?

— Novembre : les postiers d'un centre de tri se mettent en grève pour leurs revendications, puis les bureaux-gare, puis toute la poste. La grève s'est généralisée, les directions n'en voulaient pas ; elles se retrouvent toutes dans la grève. L'ampleur nationale du mouvement, l'acharnement des travailleurs, le fait qu'ils aient, en se mettant en grève, en généralisant leur grève, levé de nombreux obstacles à l'unité, est lourd de signification pour toute la classe ouvrière : la grève des postiers a posé de manière éclatante le problème de la liquidation du gouvernement Giscard-Chirac.

Que le gouvernement n'ait pas cédé sur les principales revendications des postiers ne change rien à l'affaire.

Aujourd'hui, au travers de l'ORTF, de la Sécurité sociale, du « France », de la grève des postiers, chaque fois un peu plus précisément, une question et une seule, a fini par s'imposer à toute la classe ouvrière : « *Il faut en finir avec ce gouvernement.* »

Dans tous les développements de la situation, chaque fois à un degré plus élevé, cette nécessité s'affirme pour les travailleurs. C'est en réponse à ce besoin que l'OCI avait décidé de procéder au rassemblement, à Paris, le 15 décembre d'une large avant-garde :

« Pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse. »

« Pour le Front unique ouvrier, partis et syndicats. »

« Pour le gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste. »

L'Assemblée nationale du 15 décembre où 878 délégués représentaient 18 948 travailleurs et jeunes des entreprises, bureaux, chantiers, écoles, lycées, quartiers, facultés ne fut pas un mince événement. Elle fut la manifestation éclatante de la justesse de l'initiative prise par l'OCI qui pouvait difficilement mieux correspondre aux exigences politiques du moment.

La diversité et la richesse des interventions qui, du militant du PCF des PTT au marin du « France », en passant par la mère de famille, livraient une coupe de la réflexion et des exigences qui cheminent chez des millions d'hommes aujourd'hui dans ce pays, exprimaient cette volonté qui monte des profondeurs de la classe ouvrière : « *Il faut le Front unique ouvrier pour que Giscard-Chirac disparaisse !* »

La réflexion d'un militant du PCF participant au rassemblement et qui disait à son issue : « *Si les 300 000 militants du PC menaient une telle campagne, des millions d'hommes seraient en mouvement aujourd'hui, les choses ne tarderaient pas à changer...* » témoigne des immenses possibilités que recèle la poursuite de ce combat, en particulier auprès des militants de ce parti. Les interventions à la tribune de l'Assemblée elle-même de militants actifs du PCF, du PS confirmaient l'immense écho rencontré par cette campagne auprès de leurs camarades de partis.

Le succès que fut la tenue de cette Assemblée nationale de délégués — qui décida à l'issue de ces travaux, de s'adresser au Comité directeur du PS, au CC du PCF, de constituer un Comité national unitaire qui organisera l'élargissement du combat — fut la meilleure preuve que toutes les possibilités de la situation n'ont pas été utilisées autant qu'elles le pouvaient. Ce fut la preuve que nous pourrions porter plus loin encore la réussite de cette manifestation politique.

A quoi attribuer, par exemple, le retard pris au début de cette campagne ? Il faut le souligner, c'est à une estimation insuffisamment profonde de la situation après les élections présidentielles que nous le devons. Expliquons-nous : tous les développements ont vérifié ce que nous disions le 14 juin :

« La situation née des élections présidentielles a mis à l'ordre du jour la liquidation de la V<sup>e</sup> République... C'est de là qu'il nous faut partir et non « des revendications ». C'est dans la mesure où nous serons capables d'ouvrir cette perspective que nous répondrons correctement à la lutte pour les revendications... »

A l'ORTF, à la Sécurité sociale, sur le paquebot « France » et dans la grève des postes, les problèmes ne pouvaient être abordés autrement.

Prenons l'exemple de l'ORTF. Dès juillet, le problème de la lutte pour en finir avec ce gouvernement, avec cette Assemblée était concrètement posé. A l'ORTF, toutes les manœuvres qui se sont succédées contre la grève générale totale ont eu pour origine le refus acharné des directions syndicales au niveau le plus élevé, mais aussi des directions des partis ouvriers de laisser quelques semaines après les élections un secteur entier de travailleurs, avec les méthodes de la lutte des classes, se dresser contre le gouvernement, dénier à

cette Assemblée qui venait d'être désavouée, le droit de décider de son sort. Ces manœuvres qui ont abouti à la dislocation des forces des travailleurs, à ce moment-là, étaient le produit du refus politique des directions de prendre la tête d'une telle mobilisation, le combat, pour mobiliser les travailleurs afin de vaincre l'opposition délibérée et concurrente des appareils au Front unique contre le gouvernement, devait se situer d'emblée sur ce terrain politique. Il exigeait que l'on dise : les directions ouvrières des partis et syndicats vont-elles — c'est la volonté de tous —, organiser et diriger, comme c'est leur devoir, la mobilisation et affirmer : « Nous dénonçons le droit à cette Assemblée nationale, à ce gouvernement de procéder à la dislocation de l'Office et au licenciement de milliers de travailleurs. »

Ne pas comprendre cette situation ne pouvait que désarmer ; nous les verrons par la suite, c'est en grande partie là que se situe la racine des faiblesses constatées dans la préparation du 15 décembre.

Lorsqu'en février 1974, nous disions, en parlant de la grève des mineurs de Lorraine, que l'unité sur le terrain même de l'exploitation, de l'affrontement avec le patronat et l'Etat patron, était plus immédiatement à la portée de la classe ouvrière et que c'était donc la voie qu'elle était le mieux à même d'utiliser pour affronter le gouvernement et déboucher sur l'unité des organisations politiques pour résoudre la question gouvernementale, nous disions la pure vérité ; la grève des banques marquait, trois mois plus tard, le franchissement dans cette même voie, d'une étape supérieure, lorsqu'en manifestant les employés de banques criaient : « *Tous chez Giscard.* »

Mais, après les élections présidentielles, les choses changeaient encore. Le mouvement de la classe ouvrière, en dépit de la politique des

appareils, s'est hissé au niveau national, est parvenu à une expression centralisée ; il s'est exprimé directement et ouvertement sur le terrain politique, mettant en question le gouvernement, la V<sup>e</sup> République. Le problème qui se pose désormais est celui du gouvernement du PS et du PCF. C'est par rapport à cela que nous abordons le problème des luttes, des revendications.

Le propre de la pensée marxiste étant d'être dialectique et de considérer tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre, les militants de l'OCI, les cellules se devaient d'apprécier alors ce passage et d'en tirer toutes les conclusions pratiques.

A l'ORTF, c'est à partir de la question politique centrale : les dirigeants ne peuvent laisser cette Assemblée perpétrer ses mauvais coups contre les travailleurs de l'Office, que l'on peut aborder correctement les problèmes de l'unité. Et non pas l'inverse. C'est donc à partir d'un regroupement politique sur cette orientation que pouvait se mener la bataille pour imposer le Front unique ouvrier, pour vaincre la politique des appareils.

C'est l'attitude par rapport à la question du gouvernement qui détermine le contenu de tel ou tel mouvement dans toutes ses implications concrètes. La difficulté à se tenir sur cette orientation claire est à l'origine des faiblesses rencontrées dans la bataille pour rassembler et organiser.

Insistons. Le fait d'avoir pu, dans la Santé et la Sécurité sociale, mener une véritable campagne politique de masse avec le « Comité des Travailleurs de la Santé et de la Sécurité sociale pour l'unité » s'adressant aux dirigeants et leur disant :

« Après les élections de 1974, après que l'UDR ait été désavouée, le gouvernement s'appuie sur une majorité de ce Parti à l'Assemblée pour faire voter une loi réformant

la Sécurité sociale. Ce n'est pas possible. L'unité des travailleurs et de leurs organisations peut empêcher cela. Devant l'urgence de la situation, conscients de la gravité de l'enjeu, nous nous adressons à vous organisations syndicales et politiques des travailleurs de ce pays. Une initiative unitaire de votre part rencontrerait un écho formidable, déclencherait un mouvement qui, cimenté par l'unité, placerait le gouvernement Giscard dans l'impuissance de porter ce coup contre la sécurité sociale, ce coup contre le droit à la santé de ce pays. »

est extrêmement précieux et instructif à tous égards : avoir obtenu des milliers de signatures sur un tel appel n'a pas empêché, certes, que la loi soit votée au parlement, mais c'était la voie par laquelle passait la bataille véritable pour mobiliser contre cette loi, et cette campagne de milliers de signatures a clairement désigné l'objectif et l'enjeu de la bataille.

La mobilisation politique réalisée dans la Sécurité sociale a permis d'empêcher que les actions qui usent et disloquent, décidées par les directions qui se refusent à affronter le gouvernement, aient quelque faveur auprès des travailleurs. Les forces restent intactes. Les relais politiques nécessaires au combat pour imposer le Front unique ouvrier sur cette ligne se constituent. Les problèmes sont clairement posés :

### **Giscard-Chirac Le gouvernement doit disparaître !**

C'est maintenant le point de départ d'une large couche de travailleurs. L'exigence que les dirigeants appliquent une telle politique ne peut que monter de plus en plus puissamment des masses. Cette exigence implique la réalisation de l'unité, partis et syndicats et la bataille pour le gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois. Tout combat d'ampleur aura ce contenu. Les 3 500 signatures et

leurs camarades le pressentent, ils le préparent.

A la Sécurité sociale, la loi est passée, le gouvernement n'y gagnera rien en stabilité. Les postiers n'ont pas obtenu satisfaction à leurs principales revendications, mais, en même temps, pour toute la classe ouvrière, la revendication devient « d'en finir avec ce gouvernement », toutes les revendications, toutes les aspirations se concentrent en une seule : « LE GOUVERNEMENT GISCARD-CHIRAC DOIT DISPARAITRE ».

Pour continuer à éclairer les problèmes qui ont marqué la préparation de l'Assemblée nationale des délégués, il semble nécessaire de reprendre quelques questions.

Revenons d'abord à la grève des postiers, grève politique dès le départ. A partir d'un bureau-gare, les postiers se mettent en grève pour leurs revendications. En étendant cette grève jusqu'à la généraliser, ils l'imposent à des directions qui n'en voulaient pas et qui, dès lors, doivent accepter le fait de la grève. Les directions attentives, plus que jamais, à préserver ce gouvernement, se sont radicalement opposées à une grève qui — dressant un secteur entier de la classe ouvrière pour la satisfaction de ses revendications contre le gouvernement — prenait pour tous les travailleurs une claire signification.

Elles ont combattu la grève dès le début, elles n'ont pas cessé durant six semaines d'agir sur cette ligne. Les postiers, en étendant la grève, obligeaient les appareils à un recul. C'est d'une importance considérable même si ceux-ci maintenaient leur ligne fondamentale. Les postiers donnaient ainsi, dès le départ, tout son caractère politique à leur action.

« Les postiers en grève disent au nom de toute la classe ouvrière : le gouvernement Giscard-Chirac désavoué par les masses laborieuses des villes et des campagnes, même en se situant sur le terrain parlementaire, n'a aucune légitimité

pour imposer sa politique anti-ouvrière.

« ... La satisfaction de toutes les revendications des postiers exige que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse. »

Dès lors, la bataille pour l'unité est tout entière chargée de ce contenu, l'oublier ne serait-ce qu'un instant, condamnerait à discuter : « formes et techniques » d'une soit-disant lutte pour les revendications. L'oublier, ce serait laisser prévaloir la dislocation organisée par les appareils, la division, la confusion, ce serait en réalité abandonner le combat pour la satisfaction des revendications.

Un comité central de grève, rassemblement organisations syndicales et délégués de bureaux, comme centre de la grève, serait devenu l'expression la plus élevée du combat des postiers. Il aurait pu clairement signifier l'objectif de la grève : pour la satisfaction des revendications, le gouvernement Giscard-Chirac doit disparaître. Il aurait pu être l'arme entre les mains des postiers qui auraient imposé aux directions l'ordre de grève générale qu'elles ont refusé de donner. Il aurait pu donner toute sa dimension au combat pour que les directions appellent les postiers et les travailleurs de la région parisienne à manifester devant le Palais-Bourbon, où l'Assemblée désavouée décidait du sort de millions de travailleurs. Il aurait pu ainsi garantir sur le seul terrain où elle est possible : l'unité ouvrière.

Le combat pour le comité central de grève a depuis le début été un combat politique, il n'a jamais pu se réduire à un simple combat pour doter la grève d'un instrument capable en dehors de l'objectif politique de préserver l'unité pour les revendications.

## Les journées d'action

Dans cette situation ouverte par la grève des postiers, ces journées ne pouvaient-elles pas jouer un autre

rôle que celui que les directions leur assignaient ?

Revenons d'abord sur ce que les directions voulaient faire de ces journées prévues le 13 novembre, le 19 novembre, le 21 novembre, le 22 et le 28 novembre... Elles devaient, sur des mots d'ordre propres à chaque corporation, pour des revendications particulières, épauler des délégations dans tous les coins de Paris. Bref, elles devaient disloquer, défaire ce que la grève des postiers était en train de nouer dans la conscience de millions de travailleurs de ce pays : « Le gouvernement Giscard-Chirac doit disparaître. »

Georges Ségué eut le mérite de la clarté lorsqu'il déclarait qu'il ne s'agissait pas pour lui de faire « céder » le gouvernement mais de négocier.

Pouvait-on, dans ces circonstances, déborder ces journées d'action ? La question fut posée. Répondre affirmativement, ne pourrait avoir qu'une seule conséquence : il aurait fallu suivre les appareils qui avaient mis au point une tactique visant à disloquer, pour barrer la route aux aspirations de la classe ouvrière à voir disparaître Giscard-Chirac. Il aurait fallu préparer activement ces journées, pour les déborder et leur donner un « autre contenu ». Pour « déborder » il aurait fallu collaborer aux efforts déployés par les directions contre l'objectif politique qui, seul, était en mesure, parce qu'il répondait à l'aspiration des travailleurs, de les mobiliser. Il semble superflu de poursuivre la démonstration.

Que fallait-il faire, alors ?

Pour les trotskystes, il fallait poser le véritable problème et dire :

« Qui fait obstacle à la satisfaction des revendications des postiers, c'est très exactement le refus de remettre en cause le gouvernement. Il faut que les dirigeants des grandes organisations ouvrières, si elles décident de diriger le combat pour les revendications ouvrières disent clairement aux

masses laborieuses : « C'est dans la lutte politique pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, que vous arracherez vos revendications légitimes. Ne pas le dire équivaldrait à faire admettre la « légitimité » de mesures anti-ouvrières promulguées par ce gouvernement.

« Vous nous appelez, vous, directions à des journées d'action, répondez d'abord à notre question, les actions que vous engagez se donnent-elles cet objectif ? Pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, il faut sur cette orientation, réaliser l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations. Ce que vous proposez va-t-il dans ce sens ? »

C'est en grande partie dans le manque de sûreté rencontré sur toutes ces questions, qu'il faut rechercher le retard pris dans la préparation de l'Assemblée nationale de délégués du 15 décembre, à Paris. Ces dernières semaines l'ont prouvé de manière éclatante. Dès lors que le point de départ du travail politique est le mouvement réel des masses qui au travers de la bataille politique se dirige vers la solution au problème du pouvoir, dès lors que la formulation de l'objectif politique qui tend à se dégager de toute l'expérience de la classe ouvrière est au centre de la réflexion des trotskystes, alors la bataille pour rassembler en masse :

Pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse,

Pour le Front unique ouvrier, partis et syndicats,

Pour un gouvernement du PCF et du PS

cesse d'avoir le caractère restreint d'un travail de propagande, elle embrasse des milliers de travailleurs.

Et si, comme le dit Trotsky :

« L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tel ou tel mot d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de souder son état d'esprit

et ses pensées, et, selon les résultats, de prendre telle ou telle décision pratique. Ce sont seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard ; pour les marxistes, pour les léninistes, l'agitation est toujours un dialogue avec les masses. »

Alors nous pouvons affirmer avec certitude, après la tenue de cette Assemblée nationale de délégués, après avoir prêté l'oreille en marxistes, c'est-à-dire en agissant, que : des masses immenses de travailleurs sont en mouvement, le moment approche où vont être balayés les restes de la V<sup>e</sup> République. Il faut poursuivre inlassablement cette campagne qui entre de plein pied dans les développements de la situation objective.

Combattre pour que des dizaines de milliers de signatures soient rassemblées sur l'adresse au Comité directeur du PS, au Comité central du PC.

Combattre pour que dans les entreprises, les écoles, les quartiers, se rassemble autour du comité une force.

C'est cette activité, ce sont ses résultats qui décideront de la réalisation de l'objectif fixé : un rassemblement de masse le 20 avril à Paris.

## Construire l'OCI

Dans la réalisation du plan de développement qu'elle s'est donné, l'OCI prépare la révolution prolétarienne. En combattant pour la tenue de l'Assemblée nationale de délégués, le 15 décembre, les militants trotskystes ont précisé l'analyse qu'ils faisaient de la situation, des possibilités qu'elle ouvrait, pour se fixer d'autres objectifs qui concourent à façonner les conditions objectives qui mettent en mouvement la classe ouvrière elle-même.

Le 15 décembre, l'Assemblée nationale des délégués s'est proposée comme objectif de tenir un rassemblement de masse le 20 avril à Paris. La réunion du Comité national uni-

taire qui se tiendra le 2 février 1975 à Paris précisera, au vu des premiers résultats, cet objectif d'importance.

Nous l'avons déjà souligné, la campagne menée sur le thème « Au Portugal, la révolution européenne a commencé », en dégagant le rôle irremplaçable qu'ont joué les comités et les commissions de délégués des travailleurs élus, depuis le 25 avril au Portugal, prépare politiquement une large avant-garde de travailleurs à leur propre avenir.

Les militants de l'OCI, en préparant la révolution, se préparent à la révolution, nous avons essayé de le faire comprendre tout au long de cet article, en abordant quelques problèmes d'appréciation de la situation en profondeur, qui furent causes certaines de difficultés, mais en abordant aussi le travail des cellules, qui ne sont pas toujours assez aptes dans leur agitation, à se rapprocher de la masse

de travailleurs la plus large.

L'OCI se prépare à la révolution en mettant tout en œuvre pour gagner dans ses cellules des centaines de nouveaux militants. L'OCI s'est donné comme objectif de faire entrer entre septembre 1974 et son XX<sup>e</sup> Congrès, 1 000 nouveaux militants. C'est le centre de son plan de développement.

A l'issue de ce trimestre, nous sommes en mesure de dire que le nombre de travailleurs, jeunes, qui ont commencé un GER (groupe d'études révolutionnaires) pour entrer à l'OCI, correspond à cette étape à l'objectif global fixé. Agissons pour que ce plan de développement indispensable à la construction du Parti révolutionnaire dans ce pays, à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, soit un succès !

Décembre 1974.

Marc LACAZE.

**Un militant ouvrier  
ne peut se passer chaque semaine  
de lire**

**"INFORMATIONS  
OUVRIERES"**

**Le numéro : 2 F.**

**INFORMATIONS OUVRIERES**

**Correspondance - Rédaction - Administration :**

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris  
CCP PARIS 21.831.73.

# Armée, révolution, jeunesse

par César CORTE

## Quelle armée faut-il à la bourgeoisie française ?

Depuis plusieurs mois, avec l'autorisation et les encouragements de Giscard d'Estaing, comme du secrétaire d'Etat à la Défense nationale, se sont multipliées dans la presse les déclarations des responsables de l'armée sur la question du service militaire, transformé depuis 1965 en service national, déclarations portant le débat sur le maintien ou non par la bourgeoisie française d'une armée de conscription.

A travers les déclarations contradictoires des uns et des autres se dégage une certitude, l'orientation d'une fraction de la bourgeoisie, d'une partie du corps des officiers, vers une armée de métier, une armée de guerre civile. Ce qui est en cause dans ce débat, c'est la place de l'impérialisme français dans le système impérialiste mondial, et la préparation, par la bourgeoisie française, de la guerre civile dans une situa-

tion de crise inexorable qu'elle ne maîtrise pas, mais dans laquelle elle tente de définir les moyens d'une politique contre-révolutionnaire.

Si nous abordons ces problèmes dans **La Vérité**, ce n'est pas pour parler en spécialistes militaires, mais parce qu'à travers les problèmes soulevés, c'est bien de la révolution prolétarienne qu'il s'agit, et les réponses apportées, tant par les partis social-démocrates ou staliniens, que les groupes gauchistes, tendent, sous couvert du statut du soldat, de la lutte contre l'armée de métier, très précisément à subordonner le prolétariat à la machine de l'Etat bourgeois contre la révolution.

Dans la bourgeoisie, la question de la liquidation de l'armée de conscription au profit d'une armée de métier, doublée ou non d'un service civique, sorte de S.T.O., n'est pas nouvelle. Ces dernières années, au Parlement, la question avait nettement été posée, qu'il s'agisse de Sanguinetti, ou du général Stehlin.



Ainsi, lors du débat sur la « loi Debré », supprimant les sursis, votée à l'unanimité à la Chambre, moins une voix, les députés du PCF ne prenant pas part au vote, Sanguinetti disait-il :

« Je ne reprendrai pas le problème des forces armées professionnelles soulevé par Monsieur le ministre d'Etat, puisque le gouvernement ne veut pas, ou ne peut pas, compte tenu de l'opinion publique, tirer toutes les conséquences de la dissuasion nucléaire et de la situation historique, morale, sociologique et technique de notre époque, préférant se fonder sur le très beau principe établi par la loi de l'an VI, dite loi Jourdan, qui proclame que la patrie a le droit d'appeler ses enfants à la défense. C'est sur ce plan-là que je me placerai. Cependant, je dirai à Monsieur le ministre d'Etat que je suis toujours surpris, quand on essaie d'opposer armée professionnelle et armée nationale, car le choix se situe entre l'armée professionnelle et l'armée de conscription.

« En effet, la gendarmerie est-elle moins nationale parce qu'elle est aujourd'hui encore entièrement de métier, et cela depuis l'ordonnance de 1791 ? (...) En réalité, la distinction ne se fait pas entre armée professionnelle et armée nationale, mais armée professionnelle et armée de conscription. Or, l'armée professionnelle est née du raccourcissement constant du service militaire (...).

« Il est bien évident que si en 1905, et surtout en 1913, nous avons pu disposer des classes d'âge actuelles, nous n'aurions pas connu la loi des trois ans. La règle de l'égalité a donc été en fait une nécessité rude pour la nation, et s'est imposée à nous sur le plan de l'efficacité militaire. Voilà ce qu'il en est en général des principes (...).

« Nous assistons, depuis 1889, à l'augmentation constante — sur laquelle je reviendrai — du nombre de militaires professionnels dans les armées de conscription, au point que désormais, dans notre propre armée, comme dans toutes les armées étrangères, sauf celles

qui sont encore soumises à la conscription à moyen ou long terme, l'effectif des militaires professionnels dépasse celui des appelés (...).

« J'ai dit que nous nous trouvons devant des classes d'âge nombreuses, qui nous manquaient avant 1914 (...). Désormais, nous ne pouvons plus les incorporer (...). Or, il est prévisible que nous ne pouvons continuer longtemps à disposer, en Europe continentale, à la fois de la dissuasion nucléaire, et des plus forts effectifs globaux (...). Il nous faudra donc choisir entre le titre III et le titre V et alors, ce ne sont pas les militaires professionnels que vous sacrifierez ; ils seront moins que jamais sacrifiés, en raison de l'abaissement d'un an de la durée du service militaire. C'est donc sur le contingent que vous serez obligés de faire porter les économies.

« (...) Mais je voudrais examiner les conséquences de l'institution du service militaire d'un an. Tout d'abord, il est incontestable que celle-ci créera, du point de vue de l'utilisation des militaires dans l'armée de l'air et dans la marine, une situation dont je ne vois pas comment on sortira, à moins bien entendu, que ces militaires ne soient employés qu'à des travaux subalternes dans les nombreuses bases aériennes et navales.

« (...) Le service militaire a une finalité double. En ce qui concerne les appelés, il est fait, non pas pour leur permettre de préparer leur avenir, mais pour servir à la collectivité nationale, et seulement à elle. Le problème de savoir si, de leur point de vue, ils y perdent ou n'y perdent pas leur temps, n'a strictement aucune importance. Seule la collectivité nationale est juge du temps nécessaire à leur présence sous les drapeaux pour avoir une armée.

« Désormais (...) les nations modernes les plus évoluées ne peuvent plus donner à leurs armées que le complet de guerre en temps de paix, en matière d'armements collectifs, et elles sont incapables de constituer des réserves de matériels, quels qu'ils soient. Elles n'ont donc que faire des réserves en hommes. La notion de réserve, qui

était parfaitement admissible avant 1914, où l'on en était à l'homme-fusil, n'a donc plus de sens (...) C'est ce qui échappe si souvent à nos compatriotes, qui en sont restés au mythe de la levée en masse, ou à celui des bandes gauloises. (...) Si je l'accepte (le projet de loi), c'est que la proportion des militaires professionnels sera élevée et que j'en attends un effet de compensation. »

Nous avons dans l'argumentation de Sanguinetti à peu près tous les thèmes qui seront déployés dans la presse par les généraux, quatre ans plus tard. C'est bien d'un jugement sur le développement et les possibilités de l'impérialisme français qu'il s'agit. Quand Sanguinetti compare l'armée à la gendarmerie, il est bien plus dans le vrai que les députés du PCF et du PS, qui au nom de la conscription, défendent l'armée bourgeoise. Pour lui, qu'il s'agisse d'une armée de métier ou de conscription, l'armée reste une armée nationale bourgeoise, dans ses tâches extérieures comme intérieures. Que la place de l'impérialisme français lui interdise de mener de front et une politique de dissuasion nucléaire, et le développement d'une armée de conscription, correspondant à ses beaux jours, que d'une manière plus visible l'armée affirme son caractère bourgeois, qu'il faille en faire une armée de guerre civile, si telles sont les nécessités du maintien de l'ordre bourgeois, alors il faut les accepter.

Le général Stehlin fera, à cette séance du 9 juin 1970 à la Chambre, une intervention dans le même sens :

« Ce soir, de quoi s'agit-il ? L'objet du projet de loi qui nous est soumis est de déterminer et de justifier la place que le service militaire peut encore occuper dans l'organisation de la défense du pays (...). Dans un pays moderne tel que la France — et plusieurs orateurs l'ont fait remarquer —, l'évolution des forces armées est telle que celles-ci ont besoin, pour entretenir et mettre en œuvre les matériels dont elles sont dotées, d'hommes formés aux techniques

les plus diverses, mais aussi les plus avancées (...). Aussi, le texte qui nous est soumis n'assure pas le bon emploi des appelés. Dans une certaine mesure, il le rend même plus difficile... La plupart des soldats resteront encore dans les casernes à ne plus faire grand-chose, ni pour eux-mêmes, ni pour le pays.

« (...) Mais en rejetant d'une part, comme je le vois vous le faites, l'idée d'une armée de métier, et en maintenant d'autre part celle du service national, votre ministère se donne la mission d'occuper coûte que coûte la jeunesse pendant une période donnée... Je vous soumets donc une simple suggestion : ne vaudrait-il pas mieux instituer un service civique plutôt que militaire, en confiant la tutelle, par exemple, à un véritable ministère de la jeunesse ?... »

Quatre ans après le vote de la loi Debré, les élections présidentielles de mai 1974 ont approfondi la crise des institutions, la crise politique de la bourgeoisie française, conséquence du coup mortel porté au bonapartisme par les masses en mai-juin 1968, et lors du référendum qui obligeait de Gaulle à se démettre.

Il faut, pour la bourgeoisie française, se préparer à l'affrontement, dû-elle renoncer aux formes classiques de sa domination de classe, et avoir recours à une armée de métier. Il est clair qu'une telle orientation ne va pas sans poser de problèmes, aussi bien au sein de la bourgeoisie, à l'intérieur de l'Etat bourgeois, dans le corps des officiers lui-même, que parmi la jeunesse et la classe ouvrière.

L'impérialisme français est parmi les plus décadents des impérialismes décadents. Il n'a pas renoncé, et ne peut renoncer pour autant, à faire prévaloir ses intérêts en Europe et dans le monde. Il n'a pas renoncé, et ne peut renoncer à une politique indépendante. Défendre ses intérêts et ses positions au sein de la coalition impérialiste, pouvoir nouer des rapports directs avec telle ou telle bourgeoisie, avec la bureaucratie du

Kremlin, la bureaucratie chinoise, les bureaucraties satellites, est indispensable à ses intérêts spécifiques.

Certes, les rapports internes au sein du système impérialiste constitués à la fin et à la suite de la Seconde Guerre mondiale sont tels qu'en dernière analyse, l'impérialisme français doit, au nom de la défense de ses propres intérêts, intégrer sa politique à celle de la coalition impérialiste, et particulièrement à celle de l'impérialisme américain.

Pourtant le super-impérialisme n'existe pas, et n'est pas pour demain. L'attribut principal de la souveraineté nationale bourgeoise, c'est l'Etat bourgeois indépendant. La base de cet Etat, c'est une armée indépendante des autres Etats bourgeois. Alors même que le poids économique et politique de l'impérialisme américain était écrasant, que celui-ci voulait imposer aux Etats bourgeois d'Europe une armée intégrée sous la dénomination de Communauté européenne de défense (la C.E.D.) il y a tout juste 20 ans, la bourgeoisie française, appuyée par le PCF, a dit non, préférant la reconstitution d'une armée allemande indépendante que les accords de Londres et de Paris conclus la même année, ont consacré.

Plus tard, ce fut la mise au point d'armes atomiques, et la constitution de la force française de dissuasion, si bancale et précaire qu'elle soit. Ce sont des questions politiques : disposer d'une armée puissante ou relativement puissante, est un élément de la puissance et de l'autonomie politiques.

Alors que le poids de l'Allemagne occidentale ne cesse de croître en Europe, aussi bien au sein de la coalition impérialiste, que dans les rapports avec le Kremlin et les bureaucraties de l'Europe de l'Est, l'impérialisme français ne peut renoncer à la puissance militaire, instrument de chantage politique. La fabrication de l'arsenal atomique que de Gaulle a voulu, répondait à ce besoin. Le maintien d'une puissante armée classique y répond également. Mais les moyens de l'impérialisme français sont limités. Il doit faire face à d'autres exi-

gences politiques. Et ce débat sur armée de métier ou armée de conscription s'intègre totalement à la crise politique de la bourgeoisie française, prise dans les tenailles de contradictions insolubles.

C'est pourquoi, si les lignes directrices qui se dégagent sont celles de la mise en place d'une armée de métier, armée impérialiste d'intervention pour les guerres néo-coloniales, et de guerre civile à l'intérieur, cela ne se fait pas sans de violentes oppositions venant de la part de certains militaires eux-mêmes, éduqués à l'ombre d'un impérialisme puissant qui n'a cessé depuis des années de se délabrer. C'est pourquoi on peut voir un certain nombre de généraux prendre position pour le maintien de la conscription.

Ainsi, le général Beaufre dit-il :

« Il faut sauver le service militaire, seul lien entre l'armée et la nation, et seul recours de survie dans les moments de grand danger national, donc éviter l'armée de métier, formule économiquement irréalisable, et politiquement dangereuse... »

Et le général Compagnon, commandant la III<sup>e</sup> Région militaire, déclarait le 25 septembre à Angers :

« Qu'advient-il quand un pays accorde sa confiance à un corps de mercenaires?... L'armée doit être l'armée du peuple et la dissuasion nucléaire doit être liée à une force de dissuasion populaire. »

Pour ces militaires, couper l'armée de la nation peut être politiquement dangereux en ce sens que l'armée bourgeoise apparaîtrait clairement pour ce qu'elle est : une arme entre les mains de la bourgeoisie contre le prolétariat international, contre les peuples coloniaux et semi-coloniaux, contre la jeunesse.

En effet, les propos de ces militaires ne peuvent être détachés de ceux que le général Beaufre tenait, il y a plus d'un an dans **Le Figaro**, rendant hommage aux professionnels :

« De toute façon, l'armée — bien que meurtrie par les expériences

injustes d'Indochine et d'Algérie, blessée par l'hostilité systématique d'une partie de l'opinion — doit faire sa rentrée dans le pays... Mais il faut pour cela qu'elle renonce à minimiser le rôle des réserves et à concevoir notre armée qui est à base d'appelés comme une armée de métier. »

Pour ces militaires, partisans de l'armée de conscription, regrettant les splendeurs d'antan, ce ne saurait être l'institution qui est en cause, ni ses buts. Chiens de garde du capital, ils sont prêts à tout contre les travailleurs et s'ils ont des réticences quant à l'armée de métier, c'est au compte des souvenirs des temps heureux où l'impérialisme français était une grande puissance où la défense des valeurs « françaises » signifiait tuer du « Viet » ou du « fellouze ».

Bien que dans ce débat, les déclarations sur le rôle de l'armée aient été plutôt discrètes, que, bien sûr, les officiers supérieurs aient apporté les dénégations les plus véhémentes sur leur rôle d'instrument de guerre contre les travailleurs, les déclarations du général Maurin qui dit :

« L'armée française n'est pas au service du capitalisme, mais de la nation, pour garantir son indépendance. (...) Je crois que la situation en France n'est pas comparable à celle du Chili. (...) Les armées françaises sont aux ordres du gouvernement légal de la République... aux ordres du président de la République, élu du peuple français »,

ces déclarations font clairement apparaître la réalité de l'armée : instrument de défense de la propriété bourgeoise.

## De toute façon : une armée de guerre civile

Aussi le général Beauvallet, chaud partisan de la conscription, écrivait-il dans le numéro d'août-septembre 1973 de la revue **Défense nationale** :

« Ne peut-on considérer comme la menace la plus immédiatement dangereuse tout ce qui met en cause la cohésion du pays... Tout ce qui peut s'opposer à la réalisation des forces nucléaires entre dans l'estimation de la menace par les responsables de la défense. »

Et dans le numéro de janvier-février, il précisait sa pensée :

« Certes, il existe des formations spécialisées dans le maintien de l'ordre, mais si elles sont insuffisamment nombreuses, il faut bien envisager la participation des forces armées autres que la gendarmerie à cette mission. Notons d'ailleurs que cela se fait dans tous les pays du monde et que les reproches que certains font à notre armée d'être une « force de répression » ne sont pas sérieux. En France, les textes législatifs qui prévoient cette participation sont précis et donnent de sérieuses garanties contre tout abus de pouvoir. Au surplus, les militaires qui ne sont pas très chauds à priori pour une telle mission, l'accomplissent avec le souci de rester strictement sur le plan de la défense de la légalité. Mais d'autres menaces (au sens large) que les désordres sont à envisager. Il peut y avoir de grandes catastrophes, des accidents ou pollutions, des menaces de paralysie illégale ou dangereuse des services publics... En de tels cas, la disponibilité des forces armées, leur structure hiérarchisée et territoriale, leur équipement, leur polyvalence en font un moyen précieux de résolutions de problèmes urgents. »

Et le général de Boissieu — gendre de feu de Gaulle — lui aussi partisan de la conscription obligatoire et fustigeant les « fils de bourgeois et d'intellectuels » qui alimentent les querelles sur le service militaire, va dans le même sens quand, après avoir affirmé que les unités de défense opérationnelle ne sont pas chargées du maintien de l'ordre, il précise qu'elles le sont :

« Nous n'intervenons, dit-il, que s'il y a réquisition du ministre de

l'Intérieur. Mais nous sommes capables de défendre nos installations.»

Si nous comprenons bien, les unités de D.O.T. interviennent et sur réquisition et sans réquisition du ministre de l'Intérieur, quand il s'agit de défendre « nos installations » contre des menaces dont le général Beaufre donnait par ailleurs des exemples : grèves, manifestations, paralysie des services publics...

« Est-ce que nous sommes capables de combats de rue ? Bien sûr, cela fait partie de l'entraînement de toute armée de terre », dit de Boissieu.

C'est dans le contexte de ces prises de position, couronnées par l'affirmation de Galley, selon lequel l'armée était le « **dernier rempart des libres institutions de la République** », qu'il faut envisager les déclarations favorables d'un certain nombre de militaires à la mise en place d'une armée de métier. Pour la définition des tâches, partisans du service militaire obligatoire ou de l'armée de métier doublée d'un S.T.O., les uns et les autres sont d'accord : il faut se préparer à la guerre civile. Il est vrai qu'une armée de conscrits est moins facilement utilisable pour ce faire, bien que l'armée de conscrits, du point de vue de la bourgeoisie, présente aussi des avantages : abrutissement, endoctrinement, armée de chômeurs de réserve, etc.

Il faut avoir ces déclarations en tête, car au nom de la lutte contre l'armée de métier dont ils facilitent par ailleurs la mise en place par la propagande pour les six mois dans le cadre de « l'armée démocratique », staliniens et gauchistes tentent de subordonner la jeunesse au maintien de l'Etat bourgeois.

Dans cette opération, ils ont comme compagnons, au nom de « l'union du peuple de France », les généraux « républicains », chiens de garde de l'impérialisme, piliers des guerres coloniales, qui voulant prolonger le brillant passé de l'impérialisme français, ne peuvent se résoudre à liquider l'armée bourgeoise de conscription.

L'article de l'amiral Antoine Sanguinetti, publié dans *Le Monde* des 19, 20 et 21 septembre 1974, est dans le droit-fil des préoccupations de son frère, qu'il s'agisse de l'armée de conscription ou de la conception générale de la « défense nationale ».

Comme l'ex-secrétaire général de l'UDR, en effet, il part du constat que la France capitaliste étant ce qu'elle est, à partir du moment où l'on a décidé d'opter pour la dissuasion nucléaire, il est inutile d'obérer le budget par l'armée de conscription. Distinguant entre la levée en masse de 1793 et la conscription obligatoire, entre la terreur jacobine et Thermidor qui verra, après 1798, Jourdan et Napoléon Bonaparte liquider l'organisation milicienne volontaire du peuple en armes pour lui substituer l'armée permanente bourgeoise, il montre comment la bourgeoisie a eu recours à l'armée permanente de conscription universelle et obligatoire dans le développement des tâches de l'impérialisme français.

« Je croyais, moi, par ce que l'on m'avait appris de l'histoire de France, que les armées de la République, c'était les volontaires se dressant à l'appel de la patrie en danger, tandis que la conscription n'était qu'une séquelle de l'empire. J'avais toujours au long de mes études, entendu fustiger « l'ogre corse » pour cette conscription, homme qui jetait les « Marie-Louise » dans la fournaise des champs de bataille et dévorait la belle jeunesse de France. Et je croyais me souvenir que le service militaire universel n'avait jamais été repris et institutionnalisé par la République que tardivement, au seuil de ce siècle et sous la pression des circonstances, à la veille d'une guerre prévisible de revanche contre un adversaire plus peuplé, en une époque où l'armement ne permettait encore d'autres doctrines que celle des gros bataillons. »

Selon lui, la « révolution nucléaire » permet à quelques spécialistes d'assurer l'invulnérabilité de la nation, en même

temps que les progrès techniques ne permettent plus d'armer qu'un nombre restreint d'individus pour la protection des armes de « dissuasion ».

« En une ère nouvelle où, pour la première fois de son histoire, la France n'est plus menacée directement par aucun de ses voisins immédiats, j'ai tenté de montrer qu'elle n'avait plus l'emploi que de trois formules de force pour assurer les trois missions qui couvrent l'intégralité de nos besoins : « forces stratégiques » de dissuasion, « forces de sûreté » des forces stratégiques, « forces de manœuvres » des trois armées, comprenant entre autre un corps de bataille, doté des armes les plus modernes — dont les armes atomiques tactiques — mais destinées en principe à n'intervenir qu'en dehors de notre territoire : en Europe, à leur plus haut niveau, aux côtés de nos associés, ou hors d'Europe, au niveau nécessaire par les intérêts en jeu, peut-être moindres, mais toujours significatifs. On constate que toutes ces forces ne nécessitent, en principe, que des effectifs relativement réduits.

« On pourrait, à la limite, concevoir, dans ces conditions, que la France puisse se contenter du nombre actuel de ses professionnels et engagés, au prix d'une gestion plus serrée, non de ses unités de combat, mais surtout de leur soutiens et des soutiens de leurs soutiens. Il en résulterait par conséquent, une « armée de métier » de coût très inférieur au coût actuel de nos forces ; il est plus probable, pour diverses raisons, que le gouvernement estime insuffisant ce niveau et veuille l'augmenter d'un nombre non négligeable de recrutés... »

Si l'amiral Sanguinetti envisage encore le recours au contingent, il s'agit beaucoup plus d'un service civique que d'un service militaire. En effet, selon lui, les forces de manœuvres relèvent de volontaires décidés à rester suffisamment longtemps.

Le service national obligatoire, fractionné s'il le faut, n'aurait plus pour but

que des « raisons de santé physique et morale, d'éducation civique, du sens de la solidarité », car, en effet, il n'est pas question de donner au contingent une formation militaire, trop coûteuse, dit Sanguinetti, mais de le mettre à la disposition des administrations civiles.

« Ce sont surtout les forces de sûreté ou de défense opérationnelle du territoire, dans la terminologie actuelle, qui restent justiciables désormais du contingent et il est probable que les armées, pour couvrir les effectifs strictement indispensables, devront effectivement disposer d'un appoint de réserve. Sans doute est-il bon, par ailleurs — mais il s'agit là d'une option politique — que la nation continue d'incorporer sa jeunesse, pour des raisons de santé physique et morale, d'éducation civique et d'apprentissage de la solidarité. Pour ceux qui ne seraient pas volontaires pour servir un temps suffisant dans les forces de manœuvre — moyennant, par exemple, une véritable « formation professionnelle des adultes » dans un métier de leur choix — un service national de courte durée peut y suffire, alliant, loin de toute caserne et de toute arme coûteuse, une instruction militaire adaptée à la protection des points sensibles à diverses formes de coopération avec des administrations civiles qui y trouveraient leur compte. Il est loisible de concevoir pour cela diverses formules pouvant aller, pour éviter les fâcheuses périodes de désœuvrement, jusqu'au service fractionné ou à temps partiels accomplis à proximité immédiate du domicile de l'appelé. »

Qu'aujourd'hui, une fraction importante de l'appareil d'Etat bourgeois, une fraction de la caste militaire, comme de la bourgeoisie, soit prête à la liquidation de l'armée de conscription au profit de l'armée de métier saisie comme armée de guerre civile, voilà qui ne fait aucun doute. Ce qui est en cause dans cette volonté de transformation de la part de la bourgeoisie française, c'est, d'une part, une réévaluation de sa place dans le sys-

tème de l'impérialisme mondial, d'autre part, la préparation de la guerre civile elle-même. Que la caste militaire proteste de son innocence et allègue que l'armée française n'est pas, par sa tradition, une armée de pronunciamientos, ne change rien à l'affaire. Constatons que les partisans de l'armée de métier comme les partisans de la conscription élèvent les mêmes cris et que tous deux donnent des garanties quant à leur fonction : l'armée est un instrument de guerre civile au service du maintien de la légalité bourgeoise, du droit de propriété, du droit d'exploitation de l'homme par l'homme.

Indubitablement, la liquidation de l'armée de conscription au profit de l'armée de métier représente la forme par laquelle la bourgeoisie française saisit aujourd'hui ses tâches contre-révolutionnaires. Elle désigne par là même au prolétariat sa tâche historique comme sa tâche immédiate : abattre l'Etat bourgeois, détruire son armée, sa police, sa bureaucratie et y substituer son propre pouvoir d'Etat, sa dictature. Mais les staliniens, sous prétexte que la forme de la domination de classe de la bourgeoisie n'est pas indifférente au prolétariat, tentent d'enchaîner celui-ci à l'Etat bourgeois dans une politique d'« armée démocratique » et de défense de la conscription bourgeoise, présentée comme une conquête de la classe ouvrière.

Le contenu concret de cette inféodation à la défense de la patrie bourgeoise signifie, en apparence contradictoirement, la facilitation des manœuvres de l'appareil d'Etat lui-même pour liquider l'armée de conscription.

## La levée en masse de 1793 et l'armée de conscription

La conscription universelle, réalisant prétendument la « nation en armes » est présentée par les staliniens comme une conquête du prolétariat, leur permettant de passer sur les positions de la défense nationale. L'abîme de patriotisme bourgeois réactionnaire dans lequel s'embour-

les staliniens est sans fond. Dénonçant le cadavre politique de la social-démocratie passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois le 4 août 1914 par le vote des crédits militaires, la III<sup>e</sup> Internationale proclamait à la suite de Liebknecht : « L'ennemi principal est dans notre propre pays. »

Depuis, la III<sup>e</sup> Internationale est passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Ainsi que Trotsky l'écrit, elle a eu aussi sa nuit du 4 août lorsque, par peur de la révolution en Allemagne, elle a appliqué la politique de division du prolétariat allemand qui procédait de la fameuse formule de Staline : « **la social-démocratie et le fascisme sont deux frères jumeaux** », et qu'en 1933 elle a imposé au PCA la capitulation devant Hitler. Très rapidement les PC ont rivalisé en fait de patriotisme bourgeois avec tous les partis bourgeois et social-démocrates. Cette politique participait de leur vaine tentative de maintenir le statu quo international dont la bureaucratie a besoin. Ainsi que Trotsky l'avait prévu en 1943, Staline dissolvait la III<sup>e</sup> Internationale pour mieux défendre l'ordre bourgeois mondial, tout en gardant en main l'appareil international que les PC constituent.

Alors que contre la pourriture social-démocrate, la III<sup>e</sup> Internationale faisait retentir le mot d'ordre du prolétariat révolutionnaire : « **Guerre à la Guerre** », « **Pas un homme, pas un sou pour le gouvernement bourgeois** », on peut lire dans l'*Humanité* du 9 septembre 1974 l'ignoble article suivant :

« En vérité, les ventes d'armes à l'étranger, loin d'être toujours une bonne affaire pour notre pays ne devraient être considérées comme admissibles qu'à condition de n'entraîner aucune atteinte à des principes essentiels : le respect de la souveraineté française, le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'intérêt national qui est indissociable de celui de la démocratie et de la paix. »

Gageons qu'au 8 décembre, après les fructueux entretiens de Giscard d'Es-

taing avec Brejnev, les fournitures militaires de Dassault seront sanctionnées comme participant des forces de la démocratie et de la paix. Point n'était besoin d'ailleurs d'une telle visite, l'**Humanité** s'était déjà chargée de défendre Dassault contre les calomnies américaines à propos de la vente des « Mirage ».

Jaurès, dans **L'Armée nouvelle**, analysant les préjugés du patriotisme français officiel et de ses appétits bellicistes, a montré, en dehors d'une analyse des conditions objectives du militarisme moderne et de ses rapports avec le développement du capitalisme, en quoi la conception de l'armée de caserne, la méfiance des professionnels vis-à-vis de la réserve, relevaient d'un esprit belliciste et anti-démocratique.

Opposant à l'armée de caserne — armée professionnelle qui n'ose pas dire son nom et qui, par son organisation transforme la conscription en une arme au service de la caste des officiers — la nation armée qu'il tire tout droit de 1789 et 1793, de la levée en masse, Jaurès expose dans son livre le système des milices : destruction de la bureaucratie militaire.

Précisément, il ne confond pas conscription obligatoire et universelle et levée en masse. Il montre en quoi l'armée populaire exige la destruction de l'armée de caserne, en se référant à l'armée de 1793. Il montre que la réaction thermidorienne, le Directoire, n'auront de cesse de désarmer les masses, de les faire entrer dans le cadre des institutions bourgeoises. Jaurès donne ainsi tous les matériaux pour combattre ceux qui, en son nom et s'appuyant sur les réelles concessions à l'état d'esprit chauvin français que lui-même a fait, veulent enchaîner le prolétariat au char de l'impérialisme. Jaurès ne va pas jusqu'au bout de ses propres analyses en ne mettant pas en relation les développements de l'armée avec les développements de la nation bourgeoise. En n'analysant pas les conditions objectives du développement du militarisme, il plaide pour le retour à une démocratie révolutionnaire

que le développement du capitalisme et du prolétariat interdit, ce qui l'amène, d'une part, à réclamer de l'Etat bourgeois qu'il mette en place les milices et à soutenir la cour de La Haye, ce qui l'amène, d'autre part, à ne pas envisager l'armement permanent à domicile de tout le prolétariat, mais seulement sur la frontière de l'Est. C'est aujourd'hui sur ces faiblesses que sociaux-démocrates et stalinien s'appuient pour « exiger » du bonapartisme décomposé la mise en place d'une « armée démocratique », réclamer le « statut du soldat » dans le cadre de la défense de la patrie bourgeoise.

Mais, pour les révolutionnaires, l'œuvre de Jaurès est une arme contre ceux qui, au nom de la défense de l'armée de conscription, présentée frauduleusement comme l'œuvre de la Convention jacobine, défendent l'Etat et l'armée bourgeoise contre la prise du pouvoir par le prolétariat. Consacrant un chapitre de son livre aux « **dangereuses illusions napoléoniennes** », Jaurès montre le considérable appauvrissement sur le plan de la stratégie et de la tactique militaire entre les méthodes de 1793 et les méthodes de la guerre napoléonienne. Cet appauvrissement tient à la réaction thermidorienne et bonapartiste, il tient à la politique bourgeoise pour qui la liberté est la liberté du commerce et le libre achat de la force du travail.

« Il n'est pas de plus pauvre conception ou de plus sot artifice que de séparer dans le jugement porté sur l'œuvre révolutionnaire, l'armée de la révolution de son gouvernement. Isoler ainsi l'armée de l'action révolutionnaire, c'est ne rien comprendre à l'armée elle-même. »

De la même manière, nous pouvons dire qu'il ne saurait y avoir d'antimilitarisme en dehors de la lutte politique pour le gouvernement ouvrier et paysan contre le gouvernement capitaliste et cela non dans une acception générale, mais en définissant précisément les voies et moyens pour que la classe ouvrière accède au pouvoir et oppose au gouver-



nement bourgeois sa propre représentation politique. Si Jaurès montre bien le caractère bâtard de l'institution militaire napoléonienne, compromis entre la tradition bureaucratique romaine reprise par la bourgeoisie et la révolution qu'il élève au rang d'un principe, il s'interdit de comprendre réellement et la nature du bonapartisme et la révolution elle-même, la mobilisation de la petite-bourgeoisie jacobine et des sans-culottes sous la direction de la dictature jacobine. Jaurès admire précisément dans la révolution française, ce qui dépasse le cadre normal bourgeois sans que faute d'une classe qui le puisse, s'ouvre la perspective d'une autre société. Le bonapartisme, appuyé sur la paysannerie parcellaire contre les bras nus des villes, va liquider pour assurer la domination de classe de la bourgeoisie, son développement, la démocratie révolutionnaire. Ainsi, Jaurès dit-il :

« De là, dans l'institution militaire elle-même, quelque chose d'incomplet et de bâtard, comme dans l'institution politique. Napoléon n'osa pas, dans la lutte suprême où il se débattait contre l'invasion, ranimer et soulever les passions révolutionnaires du peuple. »

Il ne saisit pas pleinement que seule la mobilisation des plus grandes masses a poussé jusqu'à ses extrêmes limites la révolution bourgeoise et qu'ainsi avaient été extirpés les restes de la féodalité et du régime aristocratique. Mais ce système ne pouvait durer car il entraînait en contradiction avec les exigences de la domination de classe de la bourgeoisie. Le tiers-état n'était pas homogène, bien que le prolétariat moderne n'existât pas encore, la bourgeoisie n'était pas homogène, mais extrêmement différenciée. L'ancien ordre politique et social balayé, le nouvel ordre social avait besoin d'un ordre politique stable. Ultérieurement, le développement capitaliste fera surgir l'opposition entre deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat, la petite bourgeoisie

oscillera constamment entre ces deux classes.

**Le Manifeste du Parti communiste** dira :

« Si les ouvriers n'ont pas de patrie, on ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalement dirigeante, devenir lui-même la nation, il est encore par là national quoique nullement dans le sens bourgeois du mot. »

La milice, telle que la propose Jaurès est irréalisable. La bourgeoisie n'en veut pas et ne peut pas en vouloir. Quant à la milice ouvrière, elle ne peut être constituée que dans la lutte pour le pouvoir politique du prolétariat. L'armée du prolétariat, l'armée de l'Etat ouvrier devra surgir de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, donc de la destruction du corps des officiers de son armée. On ne saurait faire d'agitation anti-militariste que sur la base de la lutte pour l'accession au pouvoir de la classe ouvrière, sa constitution en classe dominante.

L'armée « démocratique » à laquelle les stalinienens se réfèrent, c'est l'armée de conscription de l'Empire, l'armée bourgeoise liquidant le droit d'organisation indépendante des masses, c'est le combat des thermidorienens contre l'armement des masses. Les idéologues stalinienens auront beau faire, la levée en masse de 1793, les clubs, les journaux révolutionnaires, tout cela est contradictoire avec le « statut démocratique du soldat », pilier de la défense de la patrie impérialiste. Héritier de 1789, Bonaparte ne peut mener qu'avec les moyens bureaucratiques l'œuvre révolutionnaire de la bourgeoisie. La levée en masse, c'est la destruction par les bras nus, les sans-culottes de l'appareil d'Etat monarchique, c'est la destruction de l'armée de ligne par l'amalgame, c'est la mobilisation politique révolutionnaire des masses. L'armée permanente bourgeoise se forgera dans la réaction thermidorienne et les lois de Jourdan.

Faute d'analyser les conditions politiques du militarisme au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, en en restant, contrairement à la méthode même qu'il préconise, à ne pas séparer l'institution de l'armée de la politique elle-même, au niveau de l'analyse, d'une guerre « offensive » ou « défensive », qui fait de la guerre le produit de l'arbitraire des militaires, ou même d'un gouvernement, Jaurès s'interdit de comprendre que seule la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, c'est-à-dire la constitution de l'Etat ouvrier, Etat bourgeois sans bourgeoisie qui ne supprime pas la « démocratie » mais instaure un nouveau type de démocratie qualitativement différente de la démocratie bourgeoise la plus complète et poussée qui soit, la démocratie prolétarienne fondée sur les soviets, seule, l'organisation du prolétariat en classe dominante par les soviets, peut réaliser la milice, qui, aujourd'hui, ne peut être que le prolétariat, les masses exploitées, en armes. Il sombre alors dans le pacifisme bourgeois (le prolétariat devant, selon lui, apporter son soutien à la conférence de La Haye). De la même manière, il présente la triple alliance comme un pas en avant vers la paix.

## **Les staliniens — « La défense de la patrie » — L'armée**

Jaurès n'était pas marxiste. Aujourd'hui, les staliniens se réclament frauduleusement de Marx et foulent aux pieds les enseignements les plus élémentaires de la théorie marxiste de l'Etat. Ils se font cocardiens pour la défense de l'Etat bourgeois. A la conception marxiste de l'armement du prolétariat, à sa mobilisation révolutionnaire avec la jeunesse pour l'instruction militaire et l'armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle des comités ouvriers, ils opposent aujourd'hui une conception qui ne sort pas de l'armée de caserne, bien en-deçà de ce que demandait Jaurès. Le premier point, c'est l'acceptation comme pour Jaurès de la défense nationale, de la défense de la patrie bourgeois-

se au nom desquelles le prolétariat — détruit comme classe organisée, à travers les lois d'exception, le bloc national — est transformé en chair à canon. Mais à la différence de Jaurès qui, dans son utopique projet d'organisation militaire, liquide le système des casernes, conservant dans ses milices son plein droit d'organisation à la classe ouvrière, les staliniens, eux, maintiennent l'armée permanente, le système des casernes. Leur sens profond de l'Etat les fait s'identifier à Thermidor, non à la terreur jacobine.

Lors du débat sur la loi Debré, en juin 1970, Pierre Villon, député du PCF, rappelait les motifs de la proposition de loi déposée en 1968 par le groupe parlementaire :

« Nous estimons que la nation doit être défendue par les citoyens, et que ceux-ci doivent avoir le droit, selon leurs capacités et sans discrimination, d'accéder à toutes les fonctions de spécialistes et d'encadrement. »

Ayant abandonné depuis longtemps le défaitisme révolutionnaire, se rangeant du côté de la défense de la patrie, au nom du souci de faire de « l'armée tout entière le reflet de la nation tout entière », ils accepteront de fait la loi Debré, comme ils se font aujourd'hui, au nom de la défense de la conscription, les défenseurs de l'armée bourgeoise, c'est-à-dire d'un corps distinct de gens armés ayant pour fonction de faire respecter les conditions de la libre exploitation du travail par le capital. Pour ce faire, ils mentent en prétendant que le caractère de l'armée est donné par sa composition, que la conscription en elle-même représenterait une garantie contre son emploi contre les travailleurs, ce qui est notoirement faux.

Ce qui est en cause, c'est la politique du parti révolutionnaire. La démoralisation du prolétariat, la trahison de la social-démocratie lors de la Première Guerre mondiale, préparée par des années d'opportunisme, a permis que la bourgeoisie impose la boucherie aux conscrits. C'est la politique qui prime,

non la composition sociale. Doit-on comprendre, lorsque Villon dit que le remplacement des soldats de métier, autant qu'il est possible, par les soldats du contingent, permettrait de « **donner au pays la garantie que l'armée ne sera jamais employée contre le peuple français, mais qu'elle sera strictement destinée à défendre le sol national contre un éventuel agresseur** », que le PCF est pour que l'armée de conscription défende la patrie bourgeoise contre les autres prolétaires ?

En elle-même, l'armée de conscription ne règle rien. Ce qui compte, c'est la politique indépendante du prolétariat qui permettra de décomposer l'armée bourgeoise, de la paralyser. Ce qui compte, c'est la politique indépendante de la classe ouvrière contre l'Etat bourgeois. L'acceptation de la défense nationale au nom de la conscription subordonne la classe ouvrière à l'Etat bourgeois, et crée les conditions de l'utilisation de l'armée de conscription contre la classe ouvrière elle-même, à l'extérieur des frontières nationales comme à l'intérieur.

Cette politique du PCF, en tant que pilier de l'ordre bourgeois dans ce pays au compte des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, on la trouve clairement exprimée tant dans la non-participation des trente-quatre députés communistes lors du vote de la loi Debré, que dans la revendication d'un « statut démocratique du soldat », qui, sous couvert de défense de mots d'ordre démocratiques, tente de subordonner la jeunesse à la bourgeoisie en lui faisant accepter la défense nationale, et ce gouvernement auquel on demande d'appliquer ses promesses.

Ainsi le préambule du « statut démocratique du soldat » affirme :

« La France a besoin d'une armée, outil d'une défense nationale au service exclusif de l'indépendance et de la souveraineté nationale. (Si donc) il faut une armée, il faut maintenir le service militaire (...) réformé, démocratisé,

adapté aux besoins de la jeunesse et de notre temps. »

Le contenu concret de cette revendication d'une défense nationale démocratisée, c'est la subordination ici et maintenant, aux intérêts du capital, c'est le soutien à Giscard-Chirac, dont on nous dit que les concessions qu'il a été obligé de faire — qui contrairement à ce que dit l'**Humanité**, ne sont que des mesures permettant de se diriger vers l'armée de métier — sont des grandes victoires de la jeunesse qu'il faut amplifier, en contraignant le pouvoir à de nouveaux reculs. Faute de combattre pour abattre le gouvernement Giscard, en faisant de la question du service militaire une question en elle-même, en dehors de la lutte des classes, la juste revendication de réduction du service militaire à six mois, apparaît comme ce qui va permettre la convergence, partant d'un accord de fond sur la nécessité de l'armée bourgeoise avec ceux que le projet de statut démocratique est censé dénoncer : les partisans de l'armée de métier. La volonté de subordination de la jeunesse au maintien du bonapartisme décomposé de Giscard est telle que selon l'**Humanité** du 21 septembre 1974, le statut réclame de ce gouvernement bourgeois appuyé sur des parlementaires U.D.R. désavoués par les travailleurs de ce pays, les 5 et 19 mai, battu lors des élections législatives partielles de l'automne 1974, illégitime pour qui respecterait la « démocratie » bourgeoise dont se réclame le PCF, qu'il reconnaisse et mette en place ce statut qui

« stipule que le service militaire universel et égal a pour seul but de donner aux Français une formation militaire permettant d'assurer la défense du territoire national contre toute agression extérieure. Cela exclut l'utilisation du contingent pour des tâches de maintien de l'ordre, ou pour le remplacement des travailleurs en grève, par exemple. »

Ce n'est pas crétinisme légaliste de la part du PCF que de réclamer de la

bourgeoisie qu'elle s'engage à ne plus employer les enfants de la classe ouvrière contre leurs parents. L'appareil stalinien n'est pas déterminé dans cette affaire par des illusions quant à la réalité des promesses de la bourgeoisie. Il s'agit de signifier à la jeunesse que ce gouvernement est légitime et que c'est dans le cadre de son maintien qu'elle doit agir. De plus, derrière la légitimité de la reconnaissance de la défense nationale, c'est la manifestation honteuse de la collaboration des classes, dans le cadre d'une guerre avec un ennemi extérieur, le travailleur anglais, allemand, le paysan africain, etc. C'est un même fil conducteur qui relie « **A chacun son boche** », la couverture du bombardement d'Haiphong, « **la nation algérienne en formation** », les massacres de Sétif et de Guelma, la lutte contre le mouvement des rappelés, le soutien au général de Gaulle, au nom de l'anti-fascisme, et aujourd'hui, le statut démocratique du soldat.

Ce fil conducteur, c'est le maintien de l'Etat bourgeois et de ses organes, ses instruments de domination de classe. D'ailleurs pour le PCF, le corps des professionnels, officiers et sous-officiers, l'armée de métier, tant décriée en paroles, sont des alliés éventuels dans le cadre de l'union du peuple de France. Ainsi, Jean Colpin, dans un article de l'**Humanité** du 26 septembre, fait-il remarquer que

« C'est un fait que, dans le vaste mouvement de notre peuple pour des changements, les citoyens sous l'uniforme sont présents (...) C'est vrai pour les cadres d'actives qui votèrent nombreux pour le candidat commun de la gauche, lors des élections présidentielles... »

En faisant allusion à la pétition signée par deux cents soldats du régiment de marche du Tchad stationné à Montlhéry, et qui disait en outre :

« Les citoyens, les soldats signataires estiment que les réformes nécessaires ne sont en rien contraires à l'avenir et aux progrès

de la défense nationale. Ils n'entendent pas s'opposer stérilement aux personnels professionnels dont l'intérêt est, qu'ils en soient ou non conscients, conforme au leur. »

Colpin poursuivait :

« En vérité, les démarches comme celles des 200 de Montlhéry, loin de porter préjudice à l'institution militaire, vont dans le sens de la nécessaire adaptation de l'armée au monde moderne, où les hommes doivent pouvoir de mieux en mieux exercer leurs responsabilités (avec la majorité civile à 18 ans, tous les militaires sont d'ailleurs maintenant des citoyens à part entière). Nous savons que ces idées obtiennent un écho grandissant parmi les cadres d'active soucieux d'être liés à la nation. » (*Humanité* - 26-9-74.)

Et le « statut du soldat » prévoit que :

« Les représentants des appelés sont associés aux décisions concernant les soldats et siègent dans les différentes commissions d'enquêtes, et au Conseil supérieur de la formation militaire notamment. Les représentants des appelés assurant avec les représentants des cadres la direction et la gestion des clubs de soldats. »

qui organiseront la vie sociale, culturelle, ainsi que les activités d'information générale.

## Et du côté des gauchistes et des pablistes

D'un autre côté, les gauchistes, les pablistes du FCR, le groupe **Lutte ouvrière** après des déclarations tonitruantes sur l'armée du capital, proposent une politique qui, de bulletins en appels, de comité de défense des appelés en pétitions, se situe très précisément sur un terrain que nous connaissons déjà : celui de la défense nationale et de l'acceptation de ce gouvernement.

Ainsi peut-on lire sous la plume d'Arlette Laguiller, dont les propos te-

nus à la télévision française sur les femmes, le mariage, etc. ne le cèdent en rien à ses positions de principe dans la question de l'armée :

« Soufflet, le ministre des Armées, soucieux de calmer cette agitation, a annoncé lui-même un train de dix mesures. En fait il s'agit bien plutôt de réformattes qui ne touchent bien évidemment (on est « marxiste », ou on ne l'est pas), ni à l'institution de l'armée ni à celle du service militaire (...). Giscard lui-même, lors de sa campagne électorale, avait évoqué une réforme du service militaire. On avait parlé de le réduire à six mois. Comment tous les jeunes qui piétinent en ce moment dans les casernes, pourraient-ils ne pas avoir envie de rappeler ses promesses au Président de la République ? »

Ainsi, ces très sérieux « révolutionnaires » demandent-ils à Giscard qu'il applique ses promesses. C'est très exactement la politique du PCF. Ensuite peuvent venir les tirades sur les casernes, sur l'encasernement destiné à briser les jeunes, à les abrutir, à les rendre dociles, la dénonciation du corps des officiers et sous-officiers...

Tout cela ne sert à rien, s'il ne s'agit pas aujourd'hui de mettre Giscard à la porte, de lui substituer un gouvernement des organisations ouvrières traditionnelles, PCF, PS, sans ministre bourgeois. Car pour aller aujourd'hui vers la liquidation de l'armée bourgeoise, que faut-il faire ? La grève militaire ? La désertion en masse ? Non pas, non pas, diront nos « marxistes », il faut partir des questions concrètes... et exiger de Giscard qu'il tienné ses promesses.

Les pablistes ont édité un nombreux matériel « antimilitariste » et créé une organisation, le « Comité de Défense des Appelés », dont ils disent eux-mêmes que :

« L'expérience d'un an d'existence des C.D.A. montre qu'il constitue un cadre unitaire, viable, commun aux révolutionnaires et à

des courants non sectaires qui se situent sur le terrain d'un pacifisme de gauche. » (*Où va le mouvement anti-militariste ?* - p. 6)

C'est-à-dire, si nous comprenons bien, qui se situe sur le terrain du pacifisme bourgeois, béquille de l'impérialisme. Les « théoriciens » du FCR qui pleurent quelque peu sur les difficultés rencontrées par le C.D.A. à articuler son action et sa propagande sur des mouvements antimilitaristes de masses qui le rendraient crédible, disent froidement en introduction à leur brochure :

« La question de l'armée apparaît comme une donnée *stratégique* fondamentale quand on aborde un certain nombre de problèmes politiques cruciaux... et pour commencer : quelles sont les conditions qui rendent possible une *victoire* de la révolution prolétarienne en France et en Europe. »

Ainsi, selon le FCR, la tâche stratégique de la période ne consiste-t-elle plus à surmonter la contradiction entre la maturité des données objectives de la révolution, et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde, comme nous l'enseignait en 1938 le **Programme de transition**, mais à résoudre la question militaire. Naïfs que nous étions qui avions pensé que les conditions de la victoire de la révolution prolétarienne, c'était la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays, et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, afin de guider les masses dans l'instauration de leur dictature, par une juste politique de classe, et de liquider les partis staliniens et social-démocrates, et leur politique de Front populaire, qui frayent la voie à l'intervention armée et au fascisme.

Non, pour le FCR, il s'agit de la question militaire en elle-même, comme question d'actualité. Il ne s'agit pas du Front populaire et du soutien qu'ils ont apporté à l'Union de la gauche lors des élections de 1973, il ne s'agit pas de savoir comment chasser Giscard, par quoi le remplacer, il s'agit de la « dimension militaire », mise sous les projecteurs de

l'actualité par les généraux eux-mêmes, par la bourgeoisie.

Ainsi, nous apprenons le résumé de cette nouvelle stratégie :

« Disons qu'à partir d'un certain seuil (*cela étant typique du raisonnement militaire réglementé qui nous apprend que le canon met un certain temps à se refroidir après que l'obus ait été tiré*) à partir d'un certain seuil dans le développement des tensions entre les classes, la dimension militaire (au sens le plus extensif du terme) des problèmes politiques doit davantage être prise en compte par les marxistes révolutionnaires. Cela signifie naturellement que dans un tel contexte, la lutte antimilitariste cesse d'être pour eux un secteur d'intervention parmi d'autres, pour devenir une dimension centrale de leur activité. »

La lutte antimilitariste devient pour le FCR la dimension centrale, l'axe autour duquel s'ordonne sa politique, puisque l'armée « apparaît comme une donnée stratégique » pour la victoire de la révolution prolétarienne. Les divers avatars de la théorie « de la périphérie vers le centre », qui hier plaçait la jeunesse scolarisée en lieu et place du prolétariat, qui a vu ensuite honnir le milieu étudiant comme milieu bourgeois réactionnaire, nous ont habitués à ces déclarations péremptoires cherchant l'action spectaculaire au lieu de la lutte des classes concrète. Peut-être est-ce là une première application des « théories » sur « la lutte armée », en tant que substitut à la lutte des classes, qui fleurissent au sein du S.U. pablaliste ?

Le dénominateur commun de toute cette pacotille politique, c'est de se ranger derrière les appareils, de leur fournir une couverture gauche. On ne va plus vers les étudiants, on va vers l'armée comme une chose en soi. Mais dans un cas comme dans l'autre, le cap est maintenu : ralliement hier à l'Union de la gauche, au soutien de Giscard aujourd'hui, au Front populaire demain. Ainsi

le C.D.A. doit-il être une organisation large. S'agit-il dans la tête des dirigeants du FCR de mettre sur pied un comité sur la ligne du Front unique ouvrier, sur une ligne prolétarienne ? Non point, il s'agit d'une organisation politique hétérogène dont peuvent faire partie les pacifistes bourgeois de gauche.

Qu'on se comprenne bien. Il ne s'agit pas d'interdire ici à quiconque de rejoindre une organisation qui lutterait contre l'Etat bourgeois, sur la ligne du Front unique ouvrier. Le bloc large dont parle le FCR et qu'il tente d'animer, a un contenu politique. Non pas que nous disions qu'il ne faille pas défendre contre l'Etat bourgeois les objecteurs ou insoumis. Là n'est pas la question. Mais sur quel programme se fondent les C.D.A. ? Sur l'appel des 100, dont la bourgeoisie a pu dire qu'il y avait vraiment de bonnes choses là-dedans, même si le général Jacques Mitterrand a pu le traiter de salmigondis.

En effet, ce texte, comme le statut démocratique du soldat, mélange des revendications démocratiques prises en elles-mêmes sans jamais poser la question du gouvernement. Ou plutôt, la pose dans l'acceptation de la défense nationale, et sans dire un mot du gouvernement Giscard-Chirac. Nous n'exagérons pas. Qu'on en juge :

« L'armée, dit-on, a pour principale fonction la défense nationale. Nous ne comprenons donc pas pourquoi certains d'entre nous sont envoyés en R.F.A., puisqu'il existe avec ce pays des relations pacifiques établies que rien ne semble devoir remettre en question. Nous demandons la suppression des incorporations au-delà des frontières. »

On n'en croit pas ses yeux. Des gens qui se prétendent trotskystes, et qui osent écrire des choses pareilles ! Car si nous savons lire, s'il existait avec la R.F.A. des relations « non pacifiques », si c'était la guerre, ou que la bourgeoisie française s'y prépare, c'est à bon droit, selon le FCR, que les soldats du contingent seraient appelés à faire joyeusement la

guerre dans ce pays. Cette prise en compte totale des intérêts de la bourgeoisie, cette soumission complète à Giscard-Chirac trouve une autre expression, là encore presque dans les mêmes termes que les stalinien.

« L'armée est un véritable Etat dans l'Etat que les civils ne peuvent contrôler. Le récent drame chilien montre où cela peut conduire. Et nous ne l'acceptons pas. »

Et nous demandons à Giscard, civil s'il en fut, chef des armées, de contrôler l'Etat dans l'Etat que constitue l'armée. L'allusion à la contre-révolution fasciste de Pinochet est particulièrement ignoble **quand** n'est pas dénoncée la politique de Front populaire, partisane d'une armée de défense nationale, qui en désarmant les ouvriers, en leur interdisant leur centralisation sur un plan de classe contre l'Etat bourgeois, a couvert le coup d'Etat fasciste et l'a préparé.

Comme on peut le voir, le salmigondis a une dimension centrale : ne pas remettre en cause Giscard dans l'immédiat, la politique de Front populaire au Chili hier, en France demain.

## La révolution prolétarienne et l'armée

Il est nécessaire de revenir à des notions fondamentales du marxisme, aux éléments légués par Marx, Engels, la III<sup>e</sup> Internationale, le **Programme de transition**, afin de voir ce que peut signifier pour les révolutionnaires la lutte contre le militarisme. Il faut d'abord rappeler à la suite de Lénine et de Rosa Luxemburg que l'impérialisme, réaction sur toute la ligne, c'est l'époque des guerres et des révolutions. Le capitalisme porte en lui la guerre comme les nuées portent l'orage. Moyen artificiel de dépasser les limites immanentes au capital, le militarisme crée un marché artificiel, et permet de poursuivre l'accumulation du capital. La militarisation de l'économie, l'économie de guerre préparent la boucchérie impérialiste, où le prolétariat est

réduit à une masse corvéable et saignable à merci.

L'exemple de la préparation à la guerre, de la guerre elle-même dans l'Allemagne nazie, forme poussée à sa plus pure expression de l'impérialisme, montre que la logique de la préparation à la guerre impérialiste, et de la guerre elle-même, réintroduit l'esclavage (exemples : les camps de concentration, les déportations massives de travailleurs). Déchaînant la guerre impérialiste pour le partage du monde, la conquête de nouveaux marchés, le capitalisme précipite le prolétariat dans la barbarie. Le militarisme n'est pas quelque chose en plus de l'impérialisme ; il en est l'essence même.

Seul le renversement du capitalisme, la révolution prolétarienne mondiale peut supprimer le militarisme. C'est pourquoi la question de la lutte contre ce dernier doit être liée aux questions fondamentales de la révolution prolétarienne, lui être subordonnée. C'est ce qu'expliquait Karl Liebknecht dans sa brochure de 1907 : « **Militarisme et Antimilitarisme.** »

« Le but de l'antimilitarisme anarchiste et de l'antimilitarisme social-démocrate est, si l'on se satisfait d'un slogan, le même : suppression du militarisme — tant celui qui est dirigé vers l'extérieur, que celui qui est dirigé vers l'intérieur. Cependant, la social-démocratie considère, conformément à sa conception de l'essence du militarisme, que la suppression complète du militarisme seul est impossible : il ne peut disparaître qu'avec le capitalisme, la dernière société de classes. Certes le capitalisme n'est pas une chose constante, mais un phénomène qui se modifie sans cesse, qui peut être considérablement transformé et affaibli par de nombreuses tendances opposées qui lui sont immanentes, avant tout les tendances prolétariennes.

« De même, la manifestation du capitalisme que nous appelons militarisme, peut parfaitement, comme le montrent les différentes formes qu'il revêt selon les pays, être affaibli, et ses rapports avec

le capitalisme se relâcher. Mais il reste en fin de compte le même, ce qui vaut également, tantôt plus, tantôt moins pour les autres manifestations du capitalisme. Cela ne change rien au caractère organiquement capitaliste du militarisme, et au fait que le but de la propagande antimilitariste de la social-démocratie n'est pas la lutte isolée, et son but final la suppression isolée du militarisme, alors que celle-ci est précisément le but final de la propagande antimilitariste de l'anarchisme.»

Ce qui est en cause, c'est le caractère même de la révolution, c'est de savoir qui fait la révolution. Le problème n'est pas nouveau, et Engels en 1895, rédigeant une introduction au livre de Marx, **Les luttes des classes en France, 1848-1850**, montrait comment les questions militaires ne pouvaient être abordées que dans le cadre des tâches générales de mobilisation des masses pour la prise du pouvoir. Réexaminant les insurrections passées, il montrait comment, dès 1848, à cause du développement du capitalisme, de la classe bourgeoise et de son appareil d'Etat d'une part, de la classe ouvrière de l'autre, les méthodes « d'ancien style » étaient considérablement dépassées. Ces textes permettent de saisir pleinement en quoi la décomposition de l'armée bourgeoise n'est pas une question technique, mais une question politique, subordonnée à la mobilisation des masses pour la constitution du prolétariat en classe dominante.

« Car là aussi, les conditions de la lutte s'étaient sérieusement transformées. La rébellion d'ancien style, le combat sur les barricades qui, jusqu'à 1848 avait partout été décisif, était considérablement dépassé.

« Nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet : une véritable victoire de l'insurrection sur les troupes, dans le combat de rues, une victoire comme dans la bataille entre deux armées est une chose des plus rares. Mais d'ailleurs, il était rare aussi que les

insurgés l'aient envisagée. Il ne s'agissait pour eux que d'amollir les troupes en les influençant moralement, ce qui ne joue aucun rôle, ou du moins ne joue qu'un rôle beaucoup moins grand, dans la lutte entre les armées de deux pays belligérants. Si cela ne réussit pas alors, même avec des troupes inférieures en nombre, c'est la supériorité de l'équipement et de l'instruction, de la direction unique, de l'emploi systématique des forces armées et de la discipline qui l'emporte (...).

« Même à l'époque classique des combats de rues, la barricade avait donc un effet plus moral que matériel. Elle était un moyen d'ébranler la fermeté des soldats. Si elle tenait jusqu'à ce que celle-ci flanche, la victoire était acquise ; sinon on était battu (...). Mais depuis lors, beaucoup de choses se sont encore modifiées, et toutes en faveur des soldats.

« (...) Cela veut-il dire qu'à l'avenir, le combat de rues ne jouera plus aucun rôle ? Pas du tout. Cela veut dire seulement que les conditions depuis 1848 sont devenues beaucoup moins favorables pour les combattants civils, et beaucoup plus favorables pour les troupes. Un combat de rue ne peut donc, à l'avenir, être victorieux que si cette infériorité de situation est compensée par d'autres facteurs (...).

« Si les conditions ont changé pour la guerre des peuples, elles n'ont pas moins changé pour la lutte des classes. Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes, à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pourquoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant est nécessaire ; c'est précisément ce



travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès qui met au désespoir nos adversaires. (*La lutte des classes en France*, Editions sociales, 1952, pp. 17 à 21.)

Nous avons ici l'exposé des bases de principe de ce que doit être une politique révolutionnaire vis-à-vis de l'armée, de la question militaire. Il s'agit pour Engels, à travers une politique de mobilisation du prolétariat en tant que classe, de transformer en son contraire l'infériorité de situation des combattants civils. C'est là que se situe, avec les méthodes de la lutte des classes, le problème de la décomposition de l'armée bourgeoise dont la révolution russe nous donne l'exemple éclatant.

Trotsky, dans son **Histoire de la révolution russe**, décrit cette décomposition de l'armée tsariste, la naissance d'un autre ordre, partie constituante de la centralisation de la classe ouvrière comme classe, dans sa lutte pour le pouvoir :

« Environ 15 millions d'hommes furent mobilisés, qui remplirent les dépôts, les casernes, les cantonnements, foules tumultueuses qui trépanaient sur place, où l'on écrasait les pieds, foules exaspérées, qui proféraient des malédictions. Si, pour le front, cette masse humaine fut une valeur illusoire, elle fut à l'arrière un facteur très actif de désarroi. Il y eut environ 5 500 000 victimes, morts, blessés et prisonniers. Le nombre des déserteurs augmentait. Partout l'on cherchait à qui s'en prendre.

« (...) Dans les salons de Petrograd et dans les états-majors du front, on se livrait à d'innocentes plaisanteries: « L'Angleterre, disait-on, a juré de tenir jusqu'à la dernière goutte de sang... du soldat russe. » De telles boutades glissaient vers les niveaux inférieurs, et se répétaient sur le front. « Tout pour la guerre ! », disaient les ministres, les députés, les généraux, les journalistes. « Oui, commençait à se dire le soldat dans la tranchée, ils sont prêts à batailler jusqu'à la dernière goutte de mon sang. »

« (...) Dans la sanglante débâcle des gens et des choses, un mot s'élevait qui expliquait tout : « Quelle absurdité ! » Et dans le langage du soldat, le terme était plus pimenté. (...) Les effectifs qui revenaient du secteur de Riga arrivaient démoralisés, les soldats refusaient de monter à l'attaque, ils avaient passé un capitaine au fil de la baïonnette, on avait dû fusiller plusieurs hommes, etc. « Le terrain propice à une désagrégation de l'armée existait longtemps avant la révolution », avoue Rodzianko, qui était lié avec les cercles d'officiers, et avait visité le front.

« Les éléments révolutionnaires, disséminés au début, s'étaient noyés dans l'armée sans laisser presque aucune trace. Mais à mesure que s'affirmait le mécontentement général, ils remontèrent à la surface.

« (...) Déjà, au cours des mois qui précédèrent la révolution, la discipline dans l'armée s'était fortement ébranlée. On peut relever un bon nombre de doléances d'officiers pour l'époque : les soldats manquent de respect aux officiers, leur traitement des chevaux, de l'équipement et des armes est au-dessous de toute critique, le désordre règne dans les trains militaires. La situation n'était pas également mauvaise sur tous les points, mais partout, elle se dessinait dans la même direction : vers la décomposition.

« (...) La révolution de février ne créa point de division entre soldats et officiers, elle la mit seulement à nu. Dans l'esprit des soldats, le soulèvement contre la monarchie était avant tout un soulèvement contre le corps des officiers.

« Des mesures irréfléchies d'en haut, des soubresauts d'en bas, établissaient le nouveau régime dans l'armée. L'autorité disciplinaire des officiers ne fut pas abolie, ni limitée ; elle tomba tout simplement d'elle-même durant les premières semaines de mars. (...) La discipline se maintenait tant que les soldats comptèrent sur des changements rapides et décisifs.

Mais lorsqu'ils virent... que tout continuait comme par le passé, même oppression, même esclavage, mêmes ténèbres, mêmes vexations, les troubles commencèrent.

« (...) Mais l'essentiel n'était pourtant pas là : on ne pouvait compter sur le moral de l'armée. Ce que l'on peut formuler ainsi : l'armée en tant qu'armée n'existait déjà plus. Les défaites, les retraites, les ignominies commises par les dirigeants avaient complètement ébranlé l'esprit de la troupe (...). Le soldat considérait maintenant une pile de projectiles avec autant de dégoût qu'un tas de viande pourrie de vers : tout cela lui semblait superflu, inutilisable, c'était duperie et filouterie. Et l'officier ne pouvait rien lui dire de persuasif, et n'osait plus lui casser la figure... L'armée était irrémédiablement malade. Elle valait encore quelque chose pour dire son mot dans la révolution. Mais pour la guerre, elle n'existait déjà plus.

Personne ne croyait à la victoire, pas plus les officiers que les soldats. Personne ne voulait des hostilités, ni l'armée, ni le peuple.

(...) Lorsque les députés parcoururent le front au début de mars, les soldats, surtout les plus âgés demandaient invariablement : « Et qu'est-ce qu'on dit de la terre ? » Les députés répondaient évasivement que la question agraire serait résolue par l'Assemblée constituante. Mais alors s'élève une voix qui trahit la pensée secrète de tous : « A quoi bon la terre ? Si je n'existe plus, je n'en ai plus besoin. » Tel est le point de départ du programme révolutionnaire des soldats : d'abord la paix, ensuite la terre.

« (...) Trouvant devant elle une armée malade, la révolution enveloppa le processus de son irrésistible dissolution en des formes politiques qui, de semaine en semaine, prenaient une netteté de plus en plus inexorable. La révolution poussait à bout non seulement l'ardent désir de paix, mais aussi l'hostilité de la masse des soldats à l'égard du commandement et des classes dirigeantes en général.

« (...) On en est venu à de catastrophiques fraternisations », gémissait le ministre de la Guerre. « On a enregistré des cas de complète insubordination. Les ordres donnés sont préalablement discutés dans les organisations de l'armée et dans les meetings. »

La liaison constante des revendications quotidiennes des masses, travailleurs sous les drapeaux avec les mots d'ordre généraux du mouvement révolutionnaire doit guider le parti révolutionnaire. Faute de quoi, en faisant de la lutte anti-militariste une chose en soi, on aboutit de fait à la subordination de la jeunesse à la bourgeoisie. Ce n'est que subordonnées à la perspective d'ensemble de la classe que peuvent être abordées les revendications partielles d'amélioration de la condition des masses à l'armée. Faute d'ouvrir la perspective du combat politique pour chasser le gouvernement Giscard-Chirac, on est amené d'une manière ou d'une autre à passer sur les positions bourgeoises de la défense nationale. C'est ainsi d'ailleurs que social-démocrates, stalinien et gauchistes, en isolant les revendications partielles, en isolant d'abord la « question militaire », rempliront leur mission de défense de l'ordre bourgeois. Ainsi en est-il de la revendication de la réduction du service militaire par laquelle les stalinien tentent de gagner la jeunesse à la « défense de la patrie » bourgeoise comme du fondement de cette revendication sur de purs arguments techniques selon lesquels un soldat peut être aujourd'hui suffisamment instruit en un temps plus court qu'auparavant. Sous une forme détournée, il s'agit là du point de vue du militarisme bourgeois et non du point de vue des besoins des soldats qu'on doit, pour l'amélioration de son sort, mobiliser contre la défense de la patrie bourgeoise, contre l'Etat. Contre la bourgeoisie, son Etat, ses institutions, pour leur destruction, les révolutionnaires défendront les revendications de la jeunesse par sa mobilisation révolutionnaire, en vue de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Dans cette optique, la lutte

pour la réduction à six mois du service militaire prendra tout son sens.

A propos des mots d'ordre et des revendications partielles, il faut reprendre la méthode qu'utilisait Lénine vis-à-vis du gouvernement du Prince Lvov : « **En aucun cas, on ne doit demander du gouvernement (...) car ce serait faire croire qu'il ne serait pas un gouvernement de brigandage (...).** » Ce serait subordonner le prolétariat révolutionnaire à la bourgeoisie, disait-il. Il en est de même de la revendication que les staliniens adressent au gouvernement bourgeois de Giscard de ne pas employer l'instruction militaire à des fins de guerre civile contre le prolétariat, ou de la revendication qui consiste à demander à la bourgeoisie et spécialement à ce gouvernement d'instituer l'instruction en vue de la guerre révolutionnaire. Ce faisant, au nom de la milice on subordonne la jeunesse à l'Etat bourgeois et on développe l'illusion que la bourgeoisie peut renoncer à l'emploi de l'armée contre l'ennemi intérieur, contre les grévistes, etc.

La politique prolétarienne, au contraire, doit partir de l'analyse de la situation politique, du mouvement général vers la crise révolutionnaire qui se déroule sous nos yeux, pour, s'adressant au prolétariat comme à toute la jeunesse, à celle sous les drapeaux, comme à celle des usines, des collèges, lycées et facultés, leur ouvrir la voie par laquelle ils peuvent mettre bas l'Etat bourgeois.

Contre Giscard-Chirac, pour sa disparition, les masses travailleuses combattent pour la défense et l'extension des libertés démocratiques, contradictoires avec le maintien de l'Etat bourgeois, de ses institutions politiques, ses corps constitués. Comme l'expliquait le **Programme d'action de la classe ouvrière, pour le gouvernement ouvrier, pour le socialisme**, édité par l'O.C.I. lors des élections législatives de 1973, ces libertés « **ne peuvent être obtenues, imposées qu'en faisant éclater cet Etat et par un gouvernement qui ferait appel aux mas-**

**ses, qui s'appuierait sur les masses et les appellerait à former leurs propres organismes politiques, à les fédérer à tous les niveaux de la localité jusqu'au niveau national.** »

Nourrissant le combat contre Giscard-Chirac, pour sa chute inconditionnelle, la jeunesse, le prolétariat, exigent :

— la dissolution des milices patronales,

— que « l'ordre ouvrier » soit assuré par les travailleurs eux-mêmes,

— plus de préfets, dissolution des polices d'Etat, des C.R.S., des corps de gendarmerie, dissolution des organismes de défense en surface,

— auto-administration des communes, élections à toutes les fonctions d'autorité, milices populaires pour assurer les fonctions de police, élection des juges et magistrats,

— droits syndicaux, politiques, d'organisation à l'armée,

— délégués de soldats élus démocratiquement par les soldats, droits des soldats appliqués sous le contrôle des syndicats, abrogation de la loi sur le service national, de la loi Debré,

— six mois de service qui permettent à la jeunesse travailleuse et des écoles à apprendre à manier les armes,

— vers la suppression de l'armée permanente, vers les milices. »

Il ne saurait y avoir de lutte pour la décomposition de l'armée bourgeoise, de lutte pour la défense des revendications des soldats, sans lutte pour la révolution prolétarienne.

En dehors du combat pour le front unique de classe, pour chasser le gouvernement Giscard-Chirac et lui substituer un gouvernement des grands partis ouvriers, P.C.F.-P.S., sans ministre capitaliste, il n'est pas de combat anti-militariste possible, pas de lutte pour la défense des libertés démocratiques, contre les brimades.

César CORTE.

# Notes pour des thèses sur la révolution prolétarienne européenne

par Stéphane JUST

Au début de l'année prochaine, une conférence des organisations européennes appartenant au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale se réunira. Les exigences techniques de la publication de La Vérité ne permettent pas de différer la composition de ce numéro. Le Bureau politique de l'OCI a chargé le camarade Stéphane Just de préparer des thèses sur la révolution européenne. A ce jour, il n'a pas encore discuté des « notes pour des thèses sur la révolution prolétarienne européenne » que le camarade Stéphane Just a écrites. Nous soumettons les notes pour les thèses VI et VII aux lecteurs de La Vérité, sous la responsabilité de leur auteur, cela va de soi, ainsi qu'un matériel préparatoire. Nous espérons à la fois répondre à une série de problèmes brûlants de la révolution prolétarienne européenne et associer nos lecteurs à la discussion.

## Synthèse des notes précédentes

Les notes pour la thèse I s'intitulent « La révolution prolétarienne a commencé en Europe ». Partant du Portugal où la révolution s'est ouverte, elles passent successivement aux grandes lignes de la situation en Espagne, en Grèce, en Italie, en France, en Angleterre, en Allemagne occidentale et dans les pays de l'Europe de l'Est. Elles établissent l'unité organique du développement de la lutte des classes pour conclure :

« La révolution portugaise a ouvert la révolution prolétarienne en Europe. La prochaine crise révolutionnaire nouera en un seul faisceau les fils de la révolution prolétarienne en Europe. »

Les notes pour la thèse II s'intitulent : « La révolution européenne et la révolution mondiale ». Elles partent du stade atteint par le mode de pro-

duction capitaliste, l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, du capitalisme pourrissant, mais aussi de la révolution prolétarienne mondiale. La révolution prolétarienne mondiale a commencé en 1917 en Russie. Elle constitue une unité organique dans l'espace et le temps. Mais,

« les composantes de la révolution mondiale ne sont pas toutes identiques, ni de même importance... L'acte définitif de la révolution mondiale se jouera aux USA. »

Mais l'Europe est le berceau du capitalisme, de l'impérialisme et aussi du mouvement ouvrier, où la révolution prolétarienne a commencé. Nulle part plus qu'en Europe, les forces productives n'étouffent dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales ; en outre l'Europe est coupée en deux systèmes sociaux à la longue incompatibles. L'unité de l'Europe est un impératif catégorique sans quoi le continent roulera à la décadence. En Europe fusionnent révolution sociale et politique.

« La révolution prolétarienne en Europe est un chaînon de la révolution prolétarienne mondiale. La lutte des classes en Europe est indissociable de la lutte des classes dans tous les continents, dans tous les pays. Elle est directement influencée et impulsée par la lutte des classes dans tous les pays. Mais la lutte de classes en Europe, la révolution européenne, est une pierre angulaire de la lutte des classes mondiale. »

**Les notes pour la thèse III s'intitulent** « Europe, secteur particulier de la lutte des classes, 1848-1914. »

« L'Europe est le terrain où le grand tournant historique de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution prolétarienne a été pris. Le carrefour historique se situe en 1848... Tout comme la période révolutionnaire de 1848-49 et la Commune sont des moments qui conditionnent profondément la marche à la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde, celle qui conduit de la formation de l'impérialisme à l'éclatement de la Première Guerre mondiale et à la révolution russe, établira les conditions, le cadre, les rapports dans lesquels tant du côté de la bourgeoisie que du côté de la classe ouvrière va s'ouvrir l'ère des guerres et des révolutions, l'ère de la révolution prolétarienne mondiale. Aujourd'hui encore, ces données, ces rapports, sont loin d'être épuisés, s'ils sont profondément modifiés. »

**Les notes pour la thèse IV s'intitulent** : « Europe, secteur particulier de la lutte de classe 1917-1938 ».

Elles rappellent que la révolution russe de 1917 a été l'expression la plus achevée d'une vague révolutionnaire qui a balayé l'ensemble de l'Europe. Dès 1914, les conditions objectives de la révolution prolétarienne étaient réunies en Europe, déjà les grandes puissances impérialistes européennes étaient décadentes et aux prises avec d'insurmontables contradictions. L'unité de l'Europe était une nécessité objective puissante que le capitalisme était incapable de réaliser. La guerre de 1914-18 a précipité la décadence des puissances impérialistes victorieuses et vaincues, aggravé les divisions et contradictions en Europe. Dès ces années, la question décisive à résoudre pour que la révolution soit victorieuse était celle de la direction révolutionnaire.

Après la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, la III<sup>e</sup> n'a pas pu la résoudre. Cela

allait entraîner les défaites successives des mouvements révolutionnaires, des crises révolutionnaires, des révolutions en Europe, et principalement de la révolution allemande (1918-1923). A leur tour, ces défaites entraînaient l'isolement du prolétariat de l'URSS, lui-même épuisé, et la formation de la bureaucratie du Kremlin, qui prenait conscience d'elle-même, de ses intérêts spécifiques, monopolisait le pouvoir politique dont elle chassait le prolétariat.

La révolution russe, l'Etat soviétique, le parti bolchévique dégénéraient. La III<sup>e</sup> Internationale était subordonnée à la bureaucratie du Kremlin. La défaite de l'Opposition de gauche en URSS, c'était la défaite du bolchevisme, le commencement de la destruction du parti de Lénine.

« L'unité de la révolution européenne se vérifiait de façon négative : le prolétariat russe ne pouvait garder le pouvoir politique si d'autres prolétariats d'Europe ne s'emparaient pas du pouvoir politique. »

La crise de 1929 faisait resurgir tous les problèmes européens qui avaient conduit à la Première Guerre mondiale, mais considérablement aggravés. L'Allemagne était, plus que tout autre pays européen, frappée : 12 millions de chômeurs. Une fois encore, l'Allemagne était le théâtre d'une lutte de classes décisive. Révolution et contre-révolution, sous sa forme la plus brutale, le nazisme, étaient conjointement à l'ordre du jour. Mais le problème du Front unique ouvrier contre le fascisme commandait l'issue de cette lutte de classes. Les politiques criminelles de la social-démocratie qui, en 1932, allait, au nom du moindre mal, appeler à voter pour le maréchal Hindenburg, qui en janvier 1933 nommait Hitler chancelier, et du PCA qui appliquait la ligne que Staline avait définie : « la social-démocratie et le fascisme sont deux frères jumeaux », faisaient le lit de Hitler et amenaient le prolétariat allemand à la plus effroyable défaite. La bureaucratie stalinienne démontrait par sa politique qu'elle préférait la venue de Hitler au pouvoir, à la victoire de la révolution en Allemagne, et par suite, en Europe. La bureaucratie du Kremlin et l'Internationale communiste étaient passées du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Dès lors, il fallait combattre pour une nouvelle Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale ; dès lors, en URSS, il fallait renverser la bureaucratie parasitaire, pour régénérer l'Etat ouvrier, une révolution politique était nécessaire.

L'écrasement du prolétariat allemand ne mettait pas fin aux crises révolutionnaires en Europe. En France, une crise révolutionnaire éclatait en 1936. En Espagne, c'était une révolution. Mais la politique des Fronts populaires, impulsée par le Kremlin, et appliquée par les PC conduisait le prolétariat français à la défaite, et le prolétariat espagnol à l'écrasement sanglant. En même temps, en URSS, les purges sanglantes détruisaient ce qu'il restait du parti bolchevique, exterminaient la génération d'octobre, terrorisaient le prolétariat et les peuples de l'URSS.

La voie était ouverte à la Seconde Guerre impérialiste mondiale. Dans le jeu complexe préparatoire à la guerre, les impérialismes français et anglais tentaient de lancer l'impérialisme allemand contre l'URSS, en se réservant d'intervenir au moment qu'ils jugeraient opportun, pour tirer les marrons du feu. Que dans ces conditions, la bureaucratie du Kremlin ait conclu un pacte de non-agression avec Hitler n'est pas en soi condamnable. Mais elle se comportait en véritable alliée de l'impérialisme allemand, soutenant économiquement et politiquement la machine de guerre nazie, et cela jusqu'en juin 1941. Elle l'aidait à conquérir l'Europe et... à préparer l'agression contre l'URSS.

« Après avoir occupé l'Europe, écrasé, exploité, ensanglanté les peuples de ce continent — la seule façon dont un impérialisme peut

réaliser l'unité de l'Europe — l'impérialisme allemand se ruait sur l'URSS, l'Armée rouge militairement décapitée et démantelée par les purges, surprise par l'agression allemande, paralysée par l'impérite, la gabegie, la panique de la bureaucratie du Kremlin, subissait d'énormes pertes, reculait jusqu'à Stalingrad et jusqu'au Caucase. Le prolétariat d'Europe et les masses exploitées touchaient à la limite de l'écrasement. La nuit sanglante de l'hitlérisme s'étendait de l'Atlantique à la Volga. »

Dès 1934, Trotsky concluait à la nécessité de la IV<sup>e</sup> Internationale. L'écrasement du prolétariat européen, la marche à la guerre, exigeaient un cadre politique et d'organisation pour toutes les organisations et militants qui se tenaient sur le terrain de la révolution prolétarienne. Sur la base du programme de transition, la IV<sup>e</sup> Internationale fut proclamée en 1938. Son programme synthétisait l'expérience révolutionnaire de la première période révolutionnaire 1917-1918, et l'exprimait consciemment.

Toute cette période a mis en lumière l'importance de l'unité de l'Europe, et en même temps, l'incapacité de l'impérialisme de la réaliser ; seul le prolétariat peut y parvenir. En même temps, et par conséquent, la révolution dans un pays d'Europe apparaît ainsi qu'une composante de la révolution européenne. Le programme de la révolution dans tout pays d'Europe doit inclure le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Les notes pour la thèse V s'intitulent : « Europe : le mouvement du prolétariat, 1943-1945. »

Elles établissent principalement qu'à partir de 1943 se développe une vague révolutionnaire en Europe qui va renforcer considérablement le prolétariat. Cette vague révolutionnaire prend appui sur la victoire de l'URSS à Stalingrad, c'est-à-dire sur ce qui subsiste des conquêtes d'octobre. Elle déferle au travers des contradictions inter-impérialistes qui lui ouvrent d'énormes brèches. Elle s'étendra à l'Europe dans son ensemble, et dans le monde.

C'est pour faire barrage à cette vague, l'endiguer et la contenir, que, sous la conduite de l'impérialisme américain, la coalition impérialiste victorieuse et la bureaucratie du Kremlin ont conclu les accords de Yalta et de Postdam, qui ont partagé l'Europe en deux et coupé l'Allemagne en deux parties. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont tout mis en œuvre pour maintenir, écraser et disloquer le prolétariat allemand, déjà écrasé par le nazisme.

Contenir la vague révolutionnaire n'a pas été vain. Elle a contraint l'impérialisme américain à abandonner l'Europe de l'Est au Kremlin, qui dut transformer les rapports de production pour les mettre en rapport avec ceux de l'URSS. Elle l'a contraint à impulser la reconstruction de l'économie capitaliste à l'Ouest de l'Europe. De cette vague révolutionnaire sont issues les révolutions yougoslave et chinoise, les puissants mouvements révolutionnaires dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux. A l'échelle mondiale, la principale condition objective et subjective de la révolution prolétarienne, le prolétariat, s'est renforcée considérablement.

Par contre, le système impérialiste dans son ensemble a continué à se gangrener et à pourrir. Les vieilles puissances impérialistes d'Europe ont été reléguées définitivement à une position subordonnée à l'impérialisme américain. Mais celui-ci a dû, en retour, prendre en charge toutes les contradictions du système impérialiste. La « prospérité », la reconstruction du marché mondial, de la division internationale du travail, a reposé dès 1947-48, sur un fantastique parasitisme, son volant d'entraînement a été l'économie d'armement.

La vague révolutionnaire a renforcé les partis ouvriers traditionnels à un premier stade. La puissance politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appa-

reil international a alors atteint son maximum. La victoire de l'URSS sur le nazisme, oppresseur de l'Europe entière, était due aux sacrifices inouïs des peuples de l'URSS — plus de 20 millions de morts. La bureaucratie en a usuré le prestige aux yeux des prolétariats d'Europe.

Bientôt, ce qui était contenu dans cette vague révolutionnaire commençait à se dégager. La guerre froide a contribué à tendre les rapports entre les classes. Déjà l'élimination des débris de la bourgeoisie en Europe de l'Est, l'étroite subordination au Kremlin de l'appareil d'Etat de ces pays, le pillage économique, entraînaient de violentes crises que traduisaient la rupture entre Moscou et Belgrade, et les procès truqués dans tous les pays de l'Europe de l'Est. En URSS aussi, dès ces années reprenaient les éliminations physiques. A la mort de Staline, les contradictions atteignaient leur paroxysme et se préparaient des épurations et procès rappelant ceux des années 30.

A partir de 1953, le contenu de la vague révolutionnaire née de la guerre va se révéler au grand jour, et cela à l'échelle de l'Europe. En juin 1953, c'était le premier éclatement de la révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin et ses satellites, le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'Allemagne de l'Est. En août 1953, c'était la grève générale spontanée en France. Au printemps 1954, c'était la victoire historique des masses vietnamiennes de Dien-Bien-Phu sur l'impérialisme français.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954 éclatait la révolution algérienne. Au cours de l'été 1955, de grandes grèves se produisaient à nouveau en France. En octobre 1956, c'est le mouvement révolutionnaire en Pologne. Et en novembre 1956, la révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin et ses satellites prenait une ampleur sans précédent avec la révolution des conseils hongrois que la bureaucratie du Kremlin dut noyer dans le sang.

Désormais, révolution sociale et révolution politique étaient conjointement et indissolublement à l'ordre du jour en Europe. Aux vieux problèmes non résolus, ou resurgissant, en Europe, que seule la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe peut résoudre, s'ajoute celui de la fusion de la révolution sociale et de la révolution politique dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Ce travail se conclura par des notes pour une thèse VIII qui portera sur la révolution européenne et la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle resituera : la lutte de l'Opposition de gauche, puis pour la IV<sup>e</sup> Internationale et la marche de la révolution prolétarienne en Europe avant la Seconde Guerre mondiale ; le rôle en Europe de la IV<sup>e</sup> Internationale pendant la guerre et l'immédiat après-guerre ; ses forces et faiblesses ; la crise stalinienne, ses causes et ses conséquences en Europe ; les problèmes de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la construction des partis trotskystes dans la perspective de la révolution européenne.

Le 11 décembre 1974.

## **VI Les échéances historiques viennent à terme**

### **Bases de la nouvelle période révolutionnaire en Europe**

Les thèses du XVII<sup>e</sup> congrès de l'OCI établissent qu'en 1968 s'est ouverte une période qui se caractérise par la venue

à maturité de toutes les tendances de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Ces tendances sont principalement le pourrissement du mode de production capitaliste, devenu entièrement réactionnaire, mais aussi la tendance aux guerres et aux révolutions. La période



de l'impérialisme, c'est aussi la période de la révolution prolétarienne mondiale. Mais la révolution prolétarienne est fondée sur les développements historiques antérieurs poussés à leurs limites extrêmes, jusqu'au point où s'opère un saut qualitatif. Alors s'ouvre une nouvelle étape du développement de la civilisation, de l'humanité.

Toute l'histoire du mode de production capitaliste, de l'impérialisme, de sa crise, du mouvement ouvrier, de la révolution prolétarienne, attribue une place particulière et centrale à l'Europe. L'ensemble des contradictions du mode de production capitaliste et de la marche à la révolution prolétarienne s'y noue. Répétons une fois encore que cela n'enlève rien à l'importance de la lutte des classes dans les autres parties du monde, les USA, le Japon, les pays économiquement arriérés.

Rappelons ce que Trotsky écrivait des rapports Europe-USA, en 1928 :

**« Il faut comprendre que si dans un premier temps l'intervention américaine a apporté à l'Europe une stabilisation et une consolidation qui, en partie durent encore et peuvent même épisodiquement s'affermir (surtout en cas de nouvelles défaites du prolétariat), en revanche la ligne générale de la politique des Etats-Unis — surtout si leur économie connaît des difficultés et des crises — provoquera en Europe comme dans le monde entier de très grandes secousses. »**

L'histoire suit une certaine pente. Rarement son déroulement suit une ligne droite. Le fait que l'impérialisme américain ait, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, disposé des ressources qui lui ont permis d'impulser la reconstruction de l'économie capitaliste en Europe et au Japon, de reconstituer un marché mondial et une division internationale du travail, que l'économie capitaliste ait connu depuis la fin de la guerre une période de boom et d'importante accumulation de capital, a masqué les ressorts, les bases de ce processus et quelles contradictions il intégrait et développait.

Mais tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse. Si grandes que soient les ressources de l'impérialisme américain, elles ont néanmoins leurs limites. Celles-ci ont été poussées aussi

loin qu'autant que l'impérialisme US parvenait, grâce à sa prédominance écrasante, à imposer aux grandes puissances capitalistes d'Europe et au Japon une relative harmonisation de leur politique économique. Mais dès le début des années 60, l'impérialisme américain parvenait de moins en moins à jouer ce rôle. La crise du dollar et du système des paiements internationaux basé sur le dollar exprimait l'énorme parasitisme du mode de production capitaliste. Elle témoignait que ce volant d'entraînement commençait à épuiser ses possibilités. Pour la première fois depuis près d'un siècle, la balance commerciale des USA devenait déficitaire. Le déficit de leur balance des comptes se chiffrait par milliards de dollars. Leurs réserves d'or diminuaient considérablement. De ces faits, Mandel et nombre d'autres économistes distingués déduisaient que **« les rapports de force économiques n'étaient plus en faveur des USA »**, notamment par rapport à l'Europe. Face à eux se serait dressé un capitalisme européen de plus en plus en voie d'intégration.

En réalité, le temps des échéances approchait. Le seul moyen que les puissances capitalistes avaient et ont de les différer encore quelque temps était, et est, de permettre à l'impérialisme US de continuer à jouer le rôle moteur du système capitaliste dans son ensemble. C'est ainsi que la CEE à peine formée négociait avec les USA le Kennedy Round ; les capitaux américains franchissaient allègrement les frontières du Marché commun et continuaient à s'investir massivement en Europe ; le marché des euro-dollars (dollars résultant du déficit de la balance des comptes américains par rapport à l'Europe et du profit que les capitaux américains réalisent en Europe) participait à un cercle vicieux : empruntés par les banques américaines, les euro-dollars nourrissaient l'inflation de crédits aux USA, contribuaient à combler le déficit du trésor américain et étaient réinvestis en Europe où ils servent à installer de nouvelles entreprises américaines et à l'achat d'entreprises européennes. Les banques centrales européennes acceptaient de constituer avec celles des USA un pool de l'or. Le pool de l'or utilisait leurs réserves d'or pour intervenir sur le marché financier et empêcher la chute du cours des devises faibles, en particulier

celles dites de réserves, le sterling et le dollar.

La grandeur d'âme des bourgeoisies européennes n'a rien à y voir. L'effondrement de l'économie américaine entraînerait la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail. Cette catastrophe économique entraînerait à une débâcle économique, sociale, politique, irrémédiable, les bourgeoisies européennes.

Loin de constituer une unité économique autonome et intégrée capable de dominer le marché mondial et d'impulser l'économie capitaliste dans son ensemble, la Communauté économique européenne confirmait l'incapacité des vieilles bourgeoisies européennes de briser les limites étroites des frontières nationales, ne serait-ce qu'à l'échelle de l'ouest de l'Europe. Sans doute les barrières douanières entre l'Europe des Six — l'Allemagne occidentale, la France, l'Italie, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg — étaient-elles peu à peu éliminées. Les échanges inter-européens se multipliaient. Mais cela n'empêchait pas les pratiques restrictives — contingentements, marchés publics et semi-publics — qui sont considérables et concernent notamment les industries à technologie avancée, consenties aux firmes nationales, etc. Si bien que le Marché commun est un champ clos où s'affrontent les groupes capitalistes de chaque pays pour la suprématie au sein de l'Europe des Six en vue de la lutte sur le marché mondial, y compris la pénétration des marchandises et des capitaux à l'est de l'Europe et en URSS.

L'intégration économique ne peut se réaliser qu'au niveau de la production. Or au contraire, dans chaque pays de la CEE, la concentration de la production, les fusions, intégrations se réalisent sur une base nationale, ainsi que le démontre l'analyse des fusions, des concentrations, des intégrations, datant des dernières années 60, qui concernent l'industrie électrique, l'automobile, la chimie, la sidérurgie, le pétrole, etc.

Corrélativement, le rôle des Etats nationaux s'accroît. Ils doivent défendre et faire prévaloir au sein de la CEE les intérêts des groupes capitalistes nationaux. A chaque fois que les contradictions économiques du système capitaliste s'affirment plus durement, les antagonismes nationaux au sein de la CEE apparaissent plus brutalement. L'entrée dans la CEE de l'Angleterre, du Danemark, de l'Irlande,

qui fait de l'Europe des Six l'Europe des Neuf, n'a fait qu'aggraver les contradictions du marché commun. Elle a souligné le fait qu'il n'y a aucune intégration au niveau de la production, qu'une « monnaie commune » est un leurre. Elle contribue à remettre en cause « l'Europe verte » que le capital allemand remettait déjà en cause à chaque occasion. Ces nouvelles forces centrifuges font de la CEE une construction toujours plus fragile.

Les capitalistes et les dirigeants des Etats de la CEE savent parfaitement que la CEE s'effondrerait ainsi qu'un château de cartes en cas de crise économique profonde aux USA.

Cependant l'Europe de l'Est et l'URSS ne peuvent pas plus s'isoler des rapports économiques et politiques de l'Europe et du monde. La course aux armements leur fait sentir brutalement le poids de l'économie capitaliste, la productivité au travail infiniment plus élevée dans les pays capitalistes avancés. La coupure de l'Europe en deux est au contraire d'autant plus intolérable que les pays concernés sont plus développés économiquement. La gestion bureaucratique dresse contre elle les masses travailleuses, attise les antagonismes sociaux, est incapable d'embrasser la complexité croissante des rapports économiques, et encourage l'irresponsabilité, les trucages, les combines.

En URSS déjà, de ce fait, l'économie planifiée va de crise en crise : rupture de la proportionalité des différentes branches de la production, crise des industries de biens de consommation, crise de la production agricole, sans que les industries de biens de production soient épargnées. L'économie forme un ensemble organique et toute crise dans un secteur, toute rupture de proportionalité se répercute sur les autres secteurs. Chaque grand secteur de production est lui-même composé de multiples branches dont la proportionalité ne doit pas être rompue.

La dépendance de l'URSS par rapport aux pays capitalistes les plus développés s'exprime dans la recherche constante de crédits, d'importation de moyens de production, d'usines et de complexes industriels entiers, de propositions de mise en valeur des richesses naturelles de la Sibérie, de brevets, etc., en échange de quoi l'URSS propose des matières premières. Deux tests sont significatifs : engagée à l'initiative de la bureaucratie du Kremlin, la course à la Lune s'est terminée par un écrasant succès des USA ;

au cours des années 60 l'hémorragie des travailleurs de l'Allemagne de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest n'a pu être arrêtée que par la construction du mur de Berlin.

Parce que le Kremlin leur fait supporter, en plus de leurs contradictions propres, une partie de celles de l'URSS, les pays de l'Europe de l'Est en arrivent à de véritables impasses économiques d'autant plus marquées généralement que ces pays ont été intégrés à l'Europe et à la division internationale du travail, à son développement économique, politique et culturel, et sont plus avancés économiquement. Nous venons d'évoquer le mur de Berlin. Ainsi en RDA en 1968 et 1969, dès le mois de décembre, l'électricité, les combustibles solides (charbon et lignite) manquaient et la population en était partiellement privée. Par contre elle fournit à l'URSS 27 % de ses importations de machines.

Mais au cours des années 60 c'est en Tchécoslovaquie que la situation économique fut la plus grave. Avant guerre les industries tchèques étaient parmi les plus avancées du monde. Le retard par rapport aux industries des pays capitalistes avancés sur le plan technologique était estimé à vingt ans en 1968. Avant la guerre, ses exploitations s'élevaient à 30 % du revenu national ; au cours des années 60, elles étaient tombées à 12 ou 14 %. Mais ce pays de 15 millions d'habitants produisait en 1968 80 % de l'assortiment mondial de machines. Par contre en 1960, elle ouvrait un crédit de 300 millions de dollars à l'URSS pour lui fournir des biens d'équipement, en échange de quoi elle recevait du pétrole et des minerais à des cours bien supérieurs à ceux du marché mondial (20,8 dollars la tonne de pétrole brut jusqu'en 64 et ensuite 16,8 dollars, contre 10,4 dollars sur le marché mondial). En 66 nouveau crédit de 550 millions de dollars. Le solde du commerce extérieur de la Tchécoslovaquie, l'URSS, les pays de l'Europe de l'Est, était créditeur, mais bloqué en roubles non convertibles. Depuis 1963 le produit national brut était en régression : — 3,7 % en 1963. De 1961 à 1963 la production agricole diminuait d'environ 20 %. Elle était inférieure à près d'un quart à ce qu'elle était en 1936.

Dès les années 60, la combinaison des vieilles et nouvelles contradictions se resserrait en Europe. Etranglement des frontières nationales aggravée de la division en deux systèmes économiques et sociaux

passant au centre de l'Allemagne. Décadence des vieilles puissances impérialistes aggravant leur dépendance vis-à-vis de l'impérialisme US. Monopole politique de la bureaucratie du Kremlin aggravant les effets de la course aux armements, de la coupure de la division européenne et mondiale du travail, du retard considérable de la productivité du travail, en URSS même. Pillage des pays de l'Europe de l'Est, véritable oppression nationale économique allant de pair avec l'oppression sociale, culturelle, et l'oppression nationale tout court, que les bureaucraties satellites exercent au compte de celle du Kremlin, aggravant la coupure de leurs liens organiques avec le reste de l'Europe et, dans le cas de l'Allemagne de l'Est, de la nation allemande.

C'est la combinaison de ces contradictions qui a été à l'origine de la grève générale de mai-juin 68 et du processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, qui rendent ces luttes de classe inséparables. L'une et l'autre sont des composantes de la lutte des classes en Europe qui posent dans chaque pays la question du pouvoir. Il s'agissait de la reprise de la marche en avant de la révolution prolétarienne en Europe. La nécessité d'en finir d'un côté avec le pouvoir bourgeois et la propriété privée des moyens de production, et de l'autre de balayer la bureaucratie parasitaire, pour instaurer dans les deux cas la dictature du prolétariat, en vue de réaliser la grande tâche historique révolutionnaire — l'unité de l'Europe sur les bases des Etats-Unis socialistes d'Europe — animait les prolétariats et les masses en France et en Tchécoslovaquie. Ces mouvements ouvraient une nouvelle page de la lutte des classes en Europe.

## Le tournant de 1968 en Europe

On ne peut traiter des rapports économiques et sociaux indépendamment des rapports politiques entre les classes. L'accès au pouvoir de de Gaulle en France, intervenant après que les tanks de la bureaucratie du Kremlin aient écrasé dans le sang la révolution hongroise des conseils avait une signification européenne. La classe ouvrière perdait l'initiative politique. Elle subissait l'acte par lequel la bourgeoisie renonçait à exercer pleinement le pouvoir politique pour conserver sa puissance sociale. Au compte

du capital financier, de Gaulle tentait de rajuster les rapports de l'impérialisme français et de son ancien empire colonial et de l'intégrer plus profondément aux marchés européen et mondial, à la division internationale du travail. Il s'agissait de préparer le capitalisme français à une confrontation sur les marchés européens et mondiaux qui, à plus ou moins longue échéance, se transformerait en affrontement sauvage.

Discipliner toutes les couches de la société en fonction de cette nécessité exigeait qu'en premier lieu le prolétariat français le soit. Il fallait lui arracher ses conquêtes, intégrer et détruire ses organisations syndicales, liquider les libertés démocratiques et « en finir avec les partis », ceux du prolétariat en premier lieu. La réussite de cette entreprise ne pouvait être que le point de départ, le point d'appui d'une offensive générale contre-révolutionnaire en Europe de l'Ouest et de l'Est contre le prolétariat et ses conquêtes. En Europe de l'Ouest les prolétariats italien, allemand, belge, anglais étaient directement menacés. Eux aussi auraient eu leurs conquêtes, leurs droits, leurs libertés, leurs organisations mis en cause et éventuellement détruits. Eux aussi auraient eu leur lot de réformes réactionnaires du genre de celles que de Gaulle préparait en France. Eux aussi auraient été menacés par le capitalisme. Mais les prolétariats de l'Europe de l'Est n'auraient pas été épargnés. Les bourgeoisies d'Europe infligeant aux prolétariats de leur pays de dures défaites, et leur arrachant leurs conquêtes sociales et politiques, la pression de l'impérialisme sur l'Europe de l'Est et l'URSS, économique, politique, militaire, aurait été décuplée. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites en auraient fait supporter tout le poids aux prolétariats de leurs pays. On peut dire notamment que les réformes de la planification, la rentabilisation, l'application des lois du marché, la pénétration des marchandises et des capitaux à l'Est de l'Europe et en URSS auraient progressé à pas de géants. Par rapport aux prolétariats de l'Est de l'Europe et de l'URSS, les bureaucraties parasitaires de nature petite-bourgeoise, fourriers de l'impérialisme, auraient été renforcées. Mais un tel processus n'avait rien d'inévitable et de fatal, rien de mécanique. La réaction ne pouvait manquer de susciter l'action du prolétariat.

C'est ce qui s'est produit. La grève générale des mineurs de 1963 a été la

première et dure réplique du prolétariat français à de Gaulle et lui a infligé une sévère défaite politique. Mais la grève des mineurs en France avait été précédée de la grève générale belge de fin 1960-début 1961. Elle fut suivie de la montée révolutionnaire du prolétariat grec en 1965, de la grève des marins britanniques en 1966, de puissants mouvements en Italie, en Allemagne et même en Espagne. Les rapports politiques entre les classes en Allemagne, en Italie, en Belgique, en Angleterre, évoluaient à l'avantage du prolétariat. En Angleterre, en 1964, un gouvernement du Labour Party accédait à nouveau au pouvoir. En Allemagne occidentale, pour la première fois depuis 1930, la social-démocratie participait à un gouvernement, le gouvernement de « grande coalition » CDU-SPD, Kiesinger-Brandt. En Italie, en Belgique, les PS participaient également aux gouvernements.

Certes la participation des PS à un gouvernement aux côtés de ministres des partis bourgeois, ou même un gouvernement composé uniquement de ministres des PS, ne font pas de ces gouvernements des gouvernements ouvriers. Ils indiquent cependant que la bourgeoisie ne peut maîtriser directement le prolétariat, donc des rapports donnés entre les classes. A l'opposé, le coup d'Etat militaire en Grèce allait dans le sens d'un recul du prolétariat européen. Dans le même temps, les premiers craquements politiques se faisaient entendre au sein de la bureaucratie tchécoslovaque. Les intellectuels commençaient à revendiquer la liberté de création et d'expression. L'agitation politique gagnait les étudiants polonais et yougoslaves. En URSS, l'opposition des intellectuels, des écrivains à la bureaucratie du Kremlin, la revendication de la liberté en art, en littérature, dans les sciences s'élevaient.

La grève générale de mai-juin 68 en France a scellé l'échec de de Gaulle, du bonapartisme, de la V<sup>e</sup> République. Le référendum d'avril 69 l'a confirmé. Au même moment, au cours du printemps et de l'été 68, la crise de la bureaucratie ouvrait la voie au processus de la révolution politique. L'intervention des troupes de la bureaucratie a sauvé le système bureaucratique. Mais, en un premier temps, elle a précipité l'éclatement de l'appareil et du PCT et a approfondi le processus de la révolution politique. La crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international s'est également approfondie.

Mai-juin 68 en France et le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont démontré que ni la bourgeoisie ni la bureaucratie du Kremlin ne pourraient modifier radicalement en leur faveur les rapports entre les classes tels que ceux-ci ont résulté de la vague révolutionnaire issue de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont confirmé que la bureaucratie du Kremlin, et les bureaucrates satellites, prises dans l'étau des forces de classe, craquent et que les masses, utilisant les failles ouvertes dans les appareils, engagent la révolution politique.

La grève générale de mai-juin 68 en France, le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, sont des mouvements qui ont inclus tous les développements antérieurs de la lutte des classes en Europe. La classe ouvrière s'est appuyée sur ses acquis, ses conquêtes, son expérience politique. Pourtant ce n'est pas un épisode de la lutte des classes s'ajoutant à d'autres. La révolution sociale et la révolution politique sont désormais, conjointement, à l'ordre du jour en Europe, elles fusionnent. Considérablement renforcés depuis la fin de la guerre, les prolétariats d'Europe ne peuvent conserver leurs conquêtes, leurs acquis, qu'en allant plus loin. Plus loin signifie prendre le pouvoir dans chaque pays et résoudre les problèmes de l'unité de l'Europe. Toutes les données que l'histoire a accumulées se rassemblent et se concentrent, ce qui leur donne une qualité nouvelle.

Six ans se sont écoulés depuis que s'est ouverte cette nouvelle période historique marquée par la concentration des problèmes de la révolution prolétarienne. L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires se sont orientés vers la constitution d'une nouvelle et sainte alliance contre-révolutionnaire dont l'impérialisme américain est le pivot et la force motrice. C'est leur réaction face à la montée révolutionnaire du prolétariat.

## Alignement des forces de classes

Nixon a modifié la politique de Johnson. Il est allé à Moscou et à Pékin. Il a renoncé à préparer, avec l'aide politique de la bureaucratie du Kremlin, une guerre contre la Chine à court terme. Tout au contraire il avait besoin de l'appui et du Kremlin et de Pékin pour conclure un accord au Viet-Nam qui sauvegarde ses intérêts politiques, sans rien régler fon-

damentalement. De même il a eu besoin de la coopération de la bureaucratie du Kremlin pour imposer la « pax america » du Moyen-Orient, elle aussi boiteuse et fragile. Préparant les nouveaux rapports entre la bureaucratie du Kremlin et les USA, les accords Bonn-Moscou et Bonn-Varsovie, ainsi que ceux entre la RFA et la RDA sur Berlin, ont marqué un tournant des rapports en Europe depuis la fin de la guerre. La bureaucratie du Kremlin a reconnu le rôle politique déterminant en Europe de l'impérialisme allemand. Par contre celui-ci reconnaît la division en deux de l'Allemagne au moins jusqu'à nouvel ordre. Les voies de pénétration du capital et des marchandises allemands en Europe de l'Est et en URSS sont explorées d'un commun accord entre le gouvernement de la RFA et les bureaucraties parasitaires.

C'est sur le fond, et en réplique à la montée révolutionnaire en Europe, que ces nouveaux rapports entre l'impérialisme US, la bourgeoisie et le gouvernement de la RFA, la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise, les bureaucraties satellites se sont noués. Cette montée révolutionnaire contraint aussi les bureaucrates du Kremlin, la bureaucratie chinoise, la bureaucratie yougoslave, à chercher des compromis, des modus vivendi. Cela ne veut naturellement pas dire que c'est seulement le développement de la lutte des classes en Europe qui joue dans ce sens, ni même la seule lutte de classe du prolétariat. Cela ne veut pas plus dire que les contradictions et antagonismes entre l'impérialisme et les bureaucraties, au sein du système impérialiste et entre les bureaucraties n'existent plus. Mais la montée de la révolution en Europe, qui rejoint, et est inséparable, de tous les processus de la lutte des classes et révolutionnaires dans le monde, est un facteur majeur y compris du développement de ces contradictions auxquelles l'impérialisme et les bureaucraties s'efforcent de faire face.

L'année 68 a été suivie d'une succession de grandes luttes de classes en Europe de l'Ouest et de l'Est, mais aussi d'événements politiques, moins spectaculaires mais non moins importants. De la Scandinavie à l'Espagne, de puissants mouvements grévistes se sont succédés en Italie, en Allemagne, en Belgique et en Angleterre également secouée par la crise irlandaise qui prend parfois un caractère de guerre civile plus ou moins ouverte.

En France, il y eut aussi des mouvements importants, moins cependant qu'en d'autres pays. Mais il faut reprendre ce que la résolution de l'OCI **Sur la situation internationale** soumise à la pré-conférence internationale de juillet 1972 écrivait :

« La révolution des conseils polonais de décembre 71 et janvier 72 est la réplique, au nom du prolétariat d'Europe dans son ensemble, à l'attaque conjointe de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites et de l'impérialisme qui se concrétisait par l'augmentation de 30 % des prix.

« Les travailleurs de Gdansk, Gdynia, Szczecin, etc., en répliquant par la grève, les manifestations, l'attaque des locaux du parti de la bureaucratie polonaise, répliquaient à la bureaucratie du Kremlin, mais non moins directement à l'impérialisme et concrètement aux accords contre-révolutionnaires Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie. Jamais l'unité de la révolution politique et de la révolution sociale ne fut plus claire. Le prolétariat combattait et combat, au compte du prolétariat européen tout entier. »

La bureaucratie du Kremlin en tirait argument pour insister plus que jamais sur la nécessité d'une conférence européenne de sécurité à laquelle participerait l'impérialisme américain qui, sous le prétexte de sécurité et de paix, organiserait plus étroitement la coopération contre-révolutionnaire.

Au moment où le prolétariat polonais engageait ce mouvement révolutionnaire, la classe ouvrière, les masses exploitées espagnoles se lançaient dans une bataille politique contre le gouvernement Franco. Ils arrachaient les six nationalistes basques à la mort.

C'est l'une des caractéristiques les plus importantes de ces années que les prolétariats européens passent directement à la lutte politique, contre les gouvernements bourgeois ou les bureaucraties parasitaires. Les formes sont fonction des situations et traditions particulières, différentes. En Angleterre et en France, les masses utilisent conjointement leurs méthodes de classe et les possibilités que leur donne la forme politique de domination de classe de la bourgeoisie. Au Por-

tugal, en Grèce, après la chute des dictatures et le rétablissement des libertés démocratiques bourgeoises, les prolétariats de ces pays ne manqueront pas d'en faire autant.

En Espagne toute action de classe a forcément un aspect semi-légal, ou illégal, qui dresse directement les masses contre la dictature. Dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS la lutte pour les libertés démocratiques, pour la liberté en art, en littérature, dans les sciences, contre l'oppression nationale a immédiatement le caractère d'une lutte politique qui met en cause le monopole du pouvoir politique que la bureaucratie exerce, donc de la bureaucratie. Depuis 1968 de telles actions n'ont pas cessé. La bureaucratie les réprime en déportant leurs auteurs, en les internant dans des hôpitaux psychiatriques, et en ouvrant (de moins en moins) des procès.

## Au bord de l'abîme

Le deuxième terme des conséquences des nouveaux rapports USA-Europe que Trotsky évoquait dès 1928 prend maintenant de plus en plus de signification, se concrétise :

« La ligne générale de la politique des Etats-Unis — surtout si leur économie connaît des difficultés et des crises — provoquera en Europe comme dans le monde entier de très grandes secousses. »

Après que la chute de la livre sterling et ensuite du dollar eût entraîné la dislocation du pool de l'or, les banques centrales instituaient le 17 mars 1968 le double marché de l'or, à l'instigation de la banque des USA. D'une part un marché libre, de l'autre celui des règlements en or entre banques centrales où le prix d'une once d'or restait à 35 dollars. Le 15 août 1971, Nixon annonçait « la suspension de la convertibilité du dollar en or ou en autres moyens de réserves ». En d'autres termes il imposait le cours forcé du dollar dans tous les pays capitalistes. Quelques mois plus tard un « accord » était conclu : le dollar était dévalué de 8 %, le mark et le yen étaient réévalués, les monnaies pouvaient flotter de 2,5 % au-dessus ou en dessous de leur parité respective sans que les banques centrales interviennent. Le plus important était que les banques centrales accep-

taient le cours forcé du dollar et d'en emmagasiner sans limite.

Depuis, la crise du système des paiements internationaux n'a fait que croître. Le dollar a de nouveau été dévalué mais son prix officiel est de 42 dollars l'once d'or, sur le marché libre le prix de l'once d'or avoisine désormais les 200 dollars. Les accords monétaires ont volé en éclats. La lire, le franc, le sterling sont devenus des « monnaies flottantes ». Utilisant la hausse des matières premières et principalement du pétrole, qui ne fait que traire la réévaluation des termes d'échanges, et les favorisant dans une certaine mesure, éliminant totalement du marché du Moyen-Orient les grandes puissances européennes capitalistes, et cela avec l'appui de la bureaucratie du Kremlin, au moment de la guerre d'octobre 73, l'impérialisme américain a brutalement imposé sa loi. N'en déplaise à Mandel et à ses confrères distingués, les rapports de force sont apparus pour ce qu'ils sont. Les balances commerciales et des comptes de tous les pays capitalistes européens, sauf l'Allemagne occidentale, sont devenues déficitaires, celles qui l'étaient déjà le sont plus encore : 7 milliards de dollars en 1974 est le déficit prévu de la balance des comptes italienne ; le déficit de la balance française sera de 5 milliards de dollars, etc.

Un mécanisme bien connu s'est mis en route et son mouvement s'accélère. Les obligations des entreprises publiques ne parviennent pas à trouver preneur sur le marché des capitaux. C'est ce que signifient les chiffres que l'hebdomadaire américain **Business Week** du 12 octobre 1974 cite et que **Informations ouvrières** a publiés :

« Les émissions d'euro-obligations qui étaient de 5,3 milliards de dollars en 1972 sont tombées à 4,2 milliards en 1973, et à 1,2 milliard pendant les 9 premiers mois de cette année.

« Mais les euromarchés (lire : les marchés européens sur lesquels sont contractés des emprunts) ont couvert la différence en multipliant les crédits bancaires renouvelables à court terme, reconductibles tous les 6 mois à des taux révisables... Au cours des 6 premiers mois de 1974 les banques intervenant sur l'euro-marché ont accordé plus de 20 milliards de dollars de crédits de ce type aux sociétés et aux

gouvernements, soit des sommes proches du maximum de 1973. Le total de l'endettement ainsi constitué depuis 1970 atteint 60 milliards de dollars. »

**Business Week** explique alors le mécanisme que ces emprunts animent :

« Ce procédé présente un immense danger dans la mesure où les dépôts sur le marché de l'euro-dollar sont à terme de quelques jours ou de quelques semaines tandis que les emplois des emprunteurs sont à terme de plusieurs années. »

Ainsi il s'agit d'un mécanisme à trois phases portant sur des dizaines de milliards de dollars. Phase un : une partie de l'énorme masse de capitaux flottants est déposée au jour le jour ou à très court terme (quelques semaines). Phase deux : les banques ou les instituts financiers utilisent ces capitaux flottants pour consentir des emprunts renouvelables à des conditions variables, à court terme (six mois). Phase trois, l'Etat ou les groupes capitalistes qui empruntent aux banques ou aux instituts financiers investissent ou engagent ces capitaux à long terme.

Un tel mécanisme rappelle celui qui a déclenché la crise de 1929 et qui a eu, en particulier, de si terribles conséquences économiques, sociales et finalement politiques en Allemagne. Les banques allemandes avaient emprunté au cours des années 24-29 des milliards de dollars à court terme auprès des banques et sur le marché financier des USA et les avaient investis à long terme. Le krach de Wall Street, la crise aux USA ont entraîné le retrait en quelques mois de milliards de dollars prêtés à court terme, entraînant par suite une catastrophe financière en Allemagne qui a précipité la crise économique et a contribué à lui donner toute sa profondeur : 12 millions de chômeurs en 1932.

D'importants krachs bancaires se sont déjà produits cet été et cet automne en Allemagne, en Suisse, aux USA, qui ont été couverts par les banques centrales.

Actuellement toute l'Europe capitaliste est prise dans cet engrenage. Au printemps 74 l'aggravation brutale de la situation économique en Europe a contraint l'impérialisme US à consentir à un assou-

plissement de ses positions financières vis-à-vis de l'Europe et du Japon. Désormais les banques centrales peuvent utiliser leurs réserves d'or pour négocier des emprunts sur le marché financier ou auprès d'autres banques centrales, en engageant leurs réserves dont le prix sera apprécié en rapport avec le prix sur le marché en garantie de ces emprunts. L'emprunt que la Banque d'Italie a contracté auprès de la Deutsch Bank est un exemple de ce genre d'emprunt. L'Allemagne consent un prêt de 2 milliards de dollars. L'intérêt variera entre 6 et 18 % selon les variations des taux d'intérêts des bons du trésor américain. Le cinquième des réserves d'or de la Banque d'Italie couvre l'emprunt. Si l'emprunt n'est pas remboursé, la Banque d'Italie versera cet or au trésor allemand à un prix de 120 dollars l'once.

Bien que le capital allemand ne fasse pas de cadeau, il s'engage sur une pente savonneuse : celle qui fait de lui le banquier de l'Europe. Ses partenaires voudraient que le gouvernement allemand garantisse un emprunt de plusieurs dizaines de milliards de dollars contracté au nom de la CEE, qui servirait à couvrir les balances des comptes déficitaires des pays capitalistes européens. Le gouvernement et le capital allemand s'efforcent de ne pas trop s'engager sur cette pente, d'autant plus que les pays de l'Europe de l'Est et l'URSS sollicitent d'eux des crédits considérables qui leur sont nécessaire pour desserrer l'étau des contradictions qui les étirent ; sans ces crédits ils ne peuvent se procurer les marchandises et les équipements industriels dont ils ont besoin.

Le non brutal de Schmidt à une augmentation de plus de 5 % des prix de référence des produits agricoles des pays d'Europe participe de cette résistance. Pourtant le gouvernement et le capital allemand sont contraints de prendre au moins en partie en charge les contradictions des capitalistes européens. Dire non brutalement serait précipiter la crise, la dislocation du marché européen dans laquelle l'Allemagne serait entraînée car, plus qu'aucun autre pays européen, elle est intégrée et dépend du marché européen et mondial et de la division internationale du travail. Dire non serait surtout précipiter la crise sociale et politique, la marche à la révolution en Europe. Toutes les bourgeoisies européennes et américaine, les bureaucraties parasitaires re-

doutent l'explosion du baril de poudre révolutionnaire européen, c'est le ciment de la sainte alliance contre-révolutionnaire. Compte tenu des rapports entre les classes, la crise, ce serait précipiter la révolution en Europe. En tout état de cause, la crise, la dislocation du marché mondial, de la division internationale du travail serait une catastrophe sans fond, y compris pour le capital financier. Aussi toutes leurs ressources sont mobilisées pour la différer, tout au moins gagner du temps.

## Le capital : rapport social

Mais la crise se prépare et elle viendra inéluctablement. Le même article de **Business Week** explique :

« L'économie américaine repose sur une montagne de 2 500 milliards de dollars de dettes... 1 000 milliards de dollars d'endettement des sociétés, 500 milliards de crédits hypothécaires, 500 milliards d'emprunts du gouvernement, 200 milliards d'endettement des particuliers. Pour scuterir trente années de croissance économique, ce pays s'est endetté de 200 millions de dollars jour après jour depuis la fin de la guerre » [c'est ce que Mandel appelle « le néo-colonialisme »]. Tout aussi importante est la pente de la courbe.

« Pour chaque dollar qui c'rcule il y a environ 8 dollars de dettes, soit plus du double d'il y a 20 ans. L'endettement des entreprises est 15 fois plus élevé que leurs bénéfices après impôts, contre 8 fois seulement en 1955. L'endettement des ménages atteint 93 % du revenu disponible contre 65 % en 1955. Les banques américaines ont prêté à l'étranger des milliards de dollars qui n'existaient pas en 1955. »

Tout ce monde de papier témoigne d'un parasitisme colossal. Une énorme partie de ces dollars n'est que du capital fictif. Ce système est boulimique. Une seule solution : toujours plus d'inflation, de crédits, toujours plus de capitaux fictifs, toujours plus de parasitisme. Mais au-delà d'une certaine vitesse l'inflation s'emballé et tous les rapports économiques se dissolvent. Mais il ne s'agit que de l'expression sur le plan monétaire et financier d'une contradiction qui se situe au niveau



des rapports de production : la propriété privée des moyens de production, les limites étroites des frontières nationales, inhérentes à l'histoire du capital, et la socialisation de la production ; une classe qui détient les moyens de production et une autre qui ne possède en propre que sa force de travail ; les propriétaires des moyens de production qui n'achètent la force de travail que pour s'approprier la plus-value, la réaliser sur le marché et la transformer en capital élargi.

Le capital n'est du capital que s'il fonctionne que si la plus-value est produite et réalisée, que si les rapports sociaux de production capitalistes sont constamment reproduits et élargis. L'endettement, le parasitisme sont nécessaires. Ils créent un marché artificiel où la plus-value se réalise. Ils forcent les limites « naturelles » des rapports sociaux de production capitalistes, et permettent ainsi de poursuivre jusqu'à un certain point l'accumulation du capital. Mais ceux-ci demeurent et restent la base dont ne peut s'affranchir le mode de production capitaliste. L'hypertrophie du crédit, le parasitisme aboutissent à une sorte d'énorme boursoufflement qui semble affranchir de leurs limites, de leurs bases, les rapports sociaux de production capitalistes, le capital. En fait, alors même qu'ils permettent la poursuite momentanée de l'accumulation du capital, ils ne font qu'aggraver à terme le problème. L'énormité de l'endettement, le capital fictif finissent par peser lourdement sur le taux de profit et contribuent à la marche à la crise, dont ils avaient, en créant ce marché artificiel, reculé les limites dans l'immédiat pour les reporter dans le temps. La seule solution pour éviter la crise : élargir encore plus artificiellement le marché, hypothéquer les profits à venir, par un nouvel et plus colossal endettement et une nouvelle et plus formidable formation de capital fictif.

Un jour ou l'autre, les comptes du capital doivent être apurés. Les rapports de production imposent leur loi. La base trop étroite ne peut plus supporter l'énorme échaffaudage, la fantastique hypertrophie de crédits et de capital fictif. L'échaffaudage s'écroule sur sa base. C'est la crise.

## **Un capitalisme donné à un stade déterminé de son développement**

Fondamentalement ce mécanisme est le mécanisme de toujours du mode de

production capitaliste. Arrêter l'analyse à ce point serait néanmoins faux.

Trotsky, polémique à propos de la dialectique, écrit :

« La pensée vulgaire opère avec des concepts tels que capitalisme, morale, liberté, Etat ouvrier, etc., qu'elle considère comme des abstractions immuables, jugeant que le capitalisme est le capitalisme, la morale la morale, etc. La pensée dialectique examine les choses et les phénomènes dans leur perpétuel changement et, de plus, suivant les conditions matérielles de ces changements, elle détermine le point critique au-delà duquel A cesse d'être A, l'Etat ouvrier cesse d'être l'Etat ouvrier.

« Le vide fondamental de la pensée vulgaire consiste à se satisfaire de l'empreinte figée d'une réalité qui, elle, est en perpétuel mouvement. La pensée dialectique précise, corrige, concrétise constamment les concepts et leur confère une rigueur et une souplesse, j'allais presque dire une saveur, qui les rapprochent jusqu'à un certain point des phénomènes vivants. Non pas le capitalisme en général, mais un capitalisme donné à un stade déterminé de son développement. Non pas l'Etat ouvrier en général, mais tel Etat ouvrier, dans un pays arriéré, encerclé par l'impérialisme, etc. » Défense du marxisme. « L'opposition petite bourgeoise dans le SWP » (pp. 148-149).

Appliquer ce que Trotsky écrit est indispensable : « Le capitalisme en général » n'avait jamais encore hypertrophié ainsi le système du crédit, n'avait jamais encore développé un tel parasitisme, n'avait jamais encore engendré une telle masse de capital fictif. Il fallait que ce capitalisme soit parvenu à un certain stade, à son stade suprême, celui de l'impérialisme, du capitalisme pourrissant, c'est-à-dire au stade du capital financier, des monopoles. Il fallait que l'Etat bourgeois joue un rôle qualitativement nouveau par ses crédits d'armement, son entretien du parasitisme, en nourrissant l'inflation sous toutes ses formes. Il fallait que la base du capitalisme américain soit suffisamment large pour prendre en charge la plus lourde partie du système. Il fallait des

rapports déterminés Europe-Amérique. Il fallait que les prolétariats d'Europe — dont celui de l'URSS — du Japon, et même de Chine, aussi bien que celui des USA, soient politiquement contenus.

Ces données historiques et concrètes ont permis à l'impérialisme « d'encaisser » la perte des marchés de l'URSS, de l'Europe de l'Est, de Chine, de consentir aux prolétariats de l'Europe de l'Ouest et des USA de nouvelles conquêtes, de nouveaux acquis. De le faire en maintenant les anciennes structures politiques.

Le fonctionnement du « capitalisme en général » permet que la crise, liquidant une partie du capital antérieurement accumulé, des dettes, du capital fictif, et les disproportions dans la production, le marché alors s'assainisse, et après la chute, qu'une nouvelle hausse du taux de profit, un nouvel équilibre dynamique entre les différentes branches de la production s'établissent. Alors un nouveau cycle s'amorce et se développe. Le capitalisme de monopole le capitalisme financier, le capitalisme au stade de l'impérialisme, est un capitalisme ossifié, fossilisé. Les monopoles, le capital financier et l'Etat bourgeois entravent la dévalorisation du capital, la liquidation de l'endettement, du capital fictif. Les rapports concrets au sein du système capitaliste, les rapports Europe-Amérique font que l'impérialisme US est contraint, finalement, de tenter de rejeter sur l'Europe de l'Ouest (et le Japon) et sur les couches les plus faibles du capitalisme américain le poids écrasant des contradictions qu'il a prises à son compte, le poids d'une crise d'autant plus profonde que le capital de monopole, le capital financier entrave les mécanismes de sa liquidation.

Mais la marche à la crise et la crise elle-même se réalisent en englobant les rapports politiques entre les classes et en agissant sur eux. Au contraire de ce que prétendent staliniens et réformistes, les conquêtes de la classe ouvrière portent au paroxysme la crise du système capitaliste. C'est l'évidence en ce qui concerne les marchés, les champs d'investissement arrachés au capital, l'URSS, l'Europe de l'Est, la Chine. Ça ne l'est pas moins des conquêtes économiques et sociales du prolétariat. Marx se moque de ceux qui expliquent les crises par la sous-consommation :

« Mais si, pour donner une apparence de justification plus profonde

à cette tautologie, on dit que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit et que cet inconvénient serait pallié dès qu'elle en recevrait une plus grande part, dès qu'en conséquence s'accroîtrait son salaire, il suffit de remarquer que les crises sont chaque fois préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part de la fraction du produit annuel destinée à la consommation. Du point de vue de ces chevaliers, qui rompent des lances en faveur du « simple » (!) bon sens, cette période devrait au contraire éloigner la crise. Il semble donc que la production capitaliste implique des conditions qui n'ont rien à voir avec la bonne ou la mauvaise volonté, qui ne tolère cette prospérité relative que passagèrement et toujours seulement comme signe annonciateur d'une crise. » (Le Capital, Livre II, Tome 2, p. 63.)

La lutte du prolétariat contre l'exploitation tend à réduire le taux de profit et contribue à l'éclatement de la crise. Le capital combat la diminution du taux de profit en accroissant la productivité du travail, si bien que ce qu'il est convenu d'appeler le standard de vie de la classe ouvrière a pu, au cours de ces vingt dernières années, s'améliorer en même temps que le taux de la plus-value (donc l'exploitation); ce rapport entre travail payé, salaire direct et indirect (capital variable) et travail non payé (plus-value source des profits) a augmenté  $\frac{pl}{-}$ ; de même que

la valeur de la force de travail (temps de travail socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail) a diminué. Mais pour ce faire, il doit augmenter la masse du capital constant et le rapport

$\frac{C}{v}$   
capital constant-capital variable  $\frac{C}{v}$  (la

composition organique du capital). Comme la source de la plus-value est le capital variable, ou plutôt la force de travail que le capital variable achète, la baisse ten-

dancielle du taux de profit  $\frac{pl}{C+v}$  se

trouve accentuée.

La marche à la crise ramène aux problèmes que les ressources du capitalisme américain et la politique de la bureaucratie du Kremlin ont éludé en 1944-47. L'éclatement de la crise les posera en termes brutaux. Bousculer et écraser les capitalismes européens (et le Japon), s'ouvrir les marchés et les champs d'investissement de l'URSS, de l'Europe de l'Est, de la Chine, pour tenter de réduire sa propre crise et tenter de s'en sortir, passer de l'économie d'armement à l'économie de guerre si toutefois les rapports sociaux et politiques entre les classes et à l'intérieur des classes le lui permettent.

Trotsky une fois encore avait raison :

**« Si au cours de la dernière décennie (disons des dernières décennies) les situations révolutionnaires étaient les conséquences immédiates de la guerre impérialiste, dans la prochaine décennie, les secousses révolutionnaires viendront surtout des rapports existant entre l'Europe et l'Amérique. Une grande crise aux Etats-Unis ferait à nouveau retentir le tocsin des guerres et des révolutions. »**

L'impérialisme US, les impérialismes européens, les bureaucraties parasitaires en ont une conscience aiguë ; c'est pourquoi ils s'ingénient à différer la crise et à dévoyer le prolétariat. D'autant plus que l'expropriation du capital en Europe de l'Est, en URSS, en Chine, a contraint les bourgeoisies européennes à modifier considérablement leurs rapports économiques sur le marché mondial. Leur dépendance mutuelle et à l'égard des USA est beaucoup plus grande qu'avant la Seconde Guerre mondiale sans qu'il y ait fusion entre elles, tout au contraire. Ainsi, par rapport au revenu national brut, la part des importations est de 14 % en France, 16 % en Grande-Bretagne, 25 % en Allemagne fédérale, la part des exportations est supérieure pour l'Allemagne dont la balance commerciale est bénéficiaire, et inférieure pour les autres pays.

Cela ne fait aucun doute : l'éclatement de la crise au USA amènerait la dislocation du Marché commun déjà très mal en point, et il en résulterait des dizaines de millions de chômeurs en Europe de l'Ouest, la ruine pour des millions de petits-bourgeois, commerçants, paysans, la liquidation de centaines de grandes entreprises capitalistes. Ce serait l'Alle-

tagne du début des années 30 à l'échelle de l'Europe.

## **Marche à la crise économique capitaliste et crises de l'économie planifiée**

Les staliniens tonitruent : **« La menace de crise ne touche pas les pays de l'Europe de l'Est et l'URSS. »** C'est la reprise, sous une autre forme, de la « théorie » du « socialisme dans un seul pays ». La simple rupture des relations économiques sur le marché mondial, l'obligation de ne pas, ou de ne plus participer à la division internationale du travail, frapperait économiquement l'économie de tout pays, et d'autant plus que ce pays serait économiquement développé, y compris si, dans ce pays, le prolétariat exerçait réellement le pouvoir politique et gérait une économie fondée sur la propriété collective des moyens de production.

Mais les économies de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est sont d'autant plus vulnérables que les bureaucraties parasitaires y détiennent le pouvoir et que leur gestion torture l'économie planifiée. Après 30 ans, l'intégration économique des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS n'a pas progressé. La férule de la bureaucratie du Kremlin contraint les gouvernements des pays de l'Europe de l'Est à orienter l'économie de leur pays en fonction des besoins et exigences de la bureaucratie du Kremlin, tant en ce qui concerne les exportations que les importations, l'orientation de la production. Les exemples de la RDA et de la Yougoslavie cités plus haut sont démonstratifs.

Longtemps, la bureaucratie du Kremlin a imposé que ces exportations lui soient payées au-dessus des cours mondiaux. Peu à peu, le Kremlin a réduit cet écart sans qu'il disparaisse complètement. Les « termes d'échange » sont à l'avantage, et de façon importante, du Kremlin, ce qui aboutit à un écrémage du surproduit social des pays de l'Europe de l'Est. L'augmentation des prix des matières premières, et du pétrole en particulier, donne un certain avantage à l'URSS sur le marché mondial mais se retourne contre les pays de l'Europe de l'Est. En effet, la bureaucratie du Kremlin les a avertis qu'elle porterait en 1975 le prix des matières premières et du pétrole au niveau des prix mondiaux.

Depuis les années 1950, de façon constante, le problème de l'intégration économique est non seulement posé mais de prétendues réponses lui sont données, qui toujours échouent. La raison en est évidente ainsi que l'explique un rapport récent sur « les programmes complexes d'intégration » : « Le problème clé qui se dégage de nombreuses analyses est celui de l'autorité en matière de décision. » Problème clé certes mais problème résolu. « Les investissements communs » sont consacrés pour la plupart « à la mise en valeur des richesses de l'URSS » ou correspondent aux besoins du Kremlin. Les échanges entre les pays de l'Est s'accroissent, mais sur cette base, et ils sont qualitativement inégaux : la RDA et la Tchécoslovaquie sont les grands fournisseurs aux autres pays de produits industriels, tandis que ces derniers fournissent des matières premières ou des produits moins élaborés. Le fait qu'il n'y ait pas d'intégration économique se manifeste également dans les différences très importantes de fonctionnement du système économique.

En Hongrie, le rôle du marché comme régulateur de l'économie a été considérablement accru. En septembre 72, en Hongrie, on recensait 220 contrats de coopération entre sociétés hongroises et occidentales. Chaque pays s'efforce de nouer ses propres liens avec les firmes et les pays capitalistes européens, l'exemple le plus évident étant la Roumanie. Il n'est même pas exact qu'il n'y avait pas hausse des prix : la hausse des prix de 30 % en Pologne au mois de novembre 1970 était si peu une fable qu'elle a été la cause immédiate du mouvement révolutionnaire. En Hongrie où la « réforme de l'économie » est la plus avancée, on reconnaît officiellement une hausse des prix de 5 % par an. Dans tous les pays de l'Est les marchés noirs et les trafics sévissent.

La sensibilité de l'économie des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS à la marche et à l'éclatement de la crise ressort de leurs rapports actuels avec l'économie capitaliste. Ces rapports sont encore plus qualitativement inégaux que ne le sont les rapports économiques des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS entre eux. Selon Paul Galand du Monde diplomatique,

« globalement, les pays du COMECON importent deux fois plus de produits industriels qu'ils n'en

exportent, et ils exportent quatre fois plus de matières premières qu'ils n'en importent. Seules la RDA et la Tchécoslovaquie exportent plus de produits industriels (75 à 60 % environ des exportations totales) que de matières premières ou alimentaires ; les moins favorisés étant l'URSS et la Pologne. A l'importation la situation est plus uniforme, pour tous l'importation industrielle est plus uniforme (de 60 % en RDA à 90 % en URSS). Cette situation de la balance commerciale est évidemment un signe de dépendance, l'ensemble de la zone se comporte comme une région sous-développée. »

Ces rapports prennent leur pleine signification lorsque l'on considère la façon dont les échanges sont équilibrés. En dehors de l'or que l'URSS vend sur le marché — 200 à 300 tonnes annuellement — l'équilibre est atteint... par les crédits que les pays occidentaux accordent et qui atteignent déjà plusieurs milliards de dollars à d'importants taux d'intérêts. Le service de la dette s'élève déjà à près de 25 % des règlements en devises. La bureaucratie du Kremlin aurait besoin d'obtenir, pour la mise en valeur de la Sibérie et d'autres projets, quelque 13 à 15 milliards de crédits consentis par les USA. La crise économique dans les pays capitalistes signifierait que l'URSS et les pays de l'Est ne pourraient plus vendre ni matières premières, ni produits manufacturés en Occident et par conséquent ne pourraient plus acheter à moins que ces pays consentent des crédits massifs. Immanquablement en résulteraient de nouvelles et terribles distorsions de ces économies qui, en raison de la gestion bureaucratique, vont de crises en crises.

Allons plus loin encore et constatons la manière dont les bureaucraties parasitaires s'efforcent de résoudre les crises de l'économie planifiée qu'elles provoquent. Incapables d'en appeler, et pour cause, aux masses, elles se tournent, non sans hésitation, vers la régulation « automatique » qu'imposent les lois du marché, l'introduction de la rentabilité. En outre et complémentirement :

« En 1972 la législation concernant les associations économiques à participation étrangère s'est précisée [...]. Ces textes législatifs au-

torisent les investissements étrangers directs en Roumanie, Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie, mais le principe de la propriété étatique des moyens de production reste inchangé et ces sociétés restent sous la juridiction du pays socialiste. C'est pourquoi la formule de la société mixte implantée en Occident est jusqu'ici préférée. Les entreprises dites mixtes ont, pour la plupart, une activité commerciale... certaines moins nombreuses ont une activité de production.» (Notes et études documentaires, 18 avril 1973.)

Les crédits ne peuvent déjà plus être obtenus dans d'importantes concessions économiques et politiques.

Les USA ont refusé d'accorder à l'URSS la clause de « la nation la plus favorisée », l'ouverture de certains crédits, si la bureaucratie du Kremlin n'autorisait pas la sortie de l'URSS de dizaines de milliers de juifs. « L'humanisme » de l'impérialisme US est trop connu pour y insister. C'était un test et un chantage politique. La bureaucratie du Kremlin a cédé. Les récents entretiens Ford-Brejnev de Vladivostok ont été un « pas en avant » comparés aux entretiens de Moscou entre Nixon et Brejnev en juillet dernier (1). Derrière l'accord de principe de limitation des armements stratégiques demeure la question du contrôle, c'est-à-dire de l'ouverture de l'URSS « aux contrôleurs ». L'ouverture de nouveaux crédits, de cession de brevets, de participation à la mise en valeur des richesses naturelles de l'URSS, impliquent des garanties économiques et politiques. Derrière l'accord sur la possibilité de terminer avec succès et dans les plus brefs délais la « conférence sur la sécurité et la coopération européenne », la bureaucratie du Kremlin reconnaît à l'impérialisme américain un rôle politique majeur, de tutelle et de contrôle, sur l'Ouest de l'Europe mais aussi sur l'Est : l'impérialisme US est le garant des rapports politiques en Europe.

La situation en Yougoslavie illustre concrètement où conduit cette politique. La hausse du coût de la vie avoisine 20 % par an. La régulation de l'économie en fonction des lois qui s'expriment sur le marché, la pénétration capitaliste, la constitution de sociétés mixtes, la rentabilisation (soit dit en passant : tout cela est réalisé sous l'étiquette de l'autogestion)

disloquent la planification. La Yougoslavie compte plus d'un million de chômeurs sur une population de 21 millions d'habitants dont des centaines de milliers ont été contraints de s'expatrier. La Yougoslavie « socialiste » s'est faite exportatrice de sa substance vitale : la force de travail. La dette extérieure de la Yougoslavie s'élève à près de 3 milliards de dollars. Ce n'est pas tout : l'inégalité de développement politique, social, entre les différentes républiques et régions s'est accentuée, l'oppression nationale a redonné toute sa force explosive aux questions nationales. L'éclatement de la République fédérative de Yougoslavie est devenue une possibilité réelle.

## Des bureaucraties parasitaires à un stade déterminé

Certes, les pays de l'Europe de l'Est, l'URSS, n'en sont pas à ce point. Mais si les bureaucraties parasitaires, celles du Kremlin, ne sont pas balayées, c'est leur avenir qui se lit en Yougoslavie. Et cela d'autant plus que la marche à la crise et son éclatement dans les pays capitalistes perpétuaient les contradictions explosives que la gestion de la bureaucratie introduit. D'ailleurs la hausse des prix de 30 % décrétée en Pologne en novembre 70 était une mesure indispensable à la rationalisation de l'économie polonaise, à la rentabilisation, au libre jeu des lois du marché, à l'intégration de l'économie polonaise au marché mondial, pour rendre concurrentielles certaines branches et liquider celles qui ne l'étaient pas, à l'appel aux crédits et aux investissements étrangers. Il ne faut pas oublier quelle était la situation de l'économie polonaise au moment des grèves de la Baltique. Gierk la décrivait ainsi :

« Nous sommes dans une impasse et on ne peut faire marche arrière avec ce véhicule aussi rapidement qu'on le voudrait. Nous avons donné 8,4 milliards de zlotys pour compenser la hausse des prix et pas 7 milliards comme il était prévu. Nous avons gelé le prix des denrées alimentaires, et maintenant nous sommes au bout de nos possibilités. Nous recherchons toutes les réserves possibles pour assurer la réali-

sation de ces 8,4 milliards que nous avons lancés sur le marché.

« Je veux dire, camarades, que nous sommes obligés d'importer de la graisse, que nous devons importer bien d'autres produits encore pour que ces produits soient sur le marché. Nous avons pris la décision d'accroître la construction de logements, c'est un problème extrêmement brûlant dans notre pays. Nous n'avons pas une quantité suffisante de ciment et d'autres matériaux pour réaliser ce programme. Nous nous sommes adressés à l'Union soviétique pour lui demander de nous vendre à crédit la quantité de ciment nécessaire. Pour cette année économique, nous manquons de deux millions et demi de tonnes de blé, camarades, et l'Union soviétique nous vend deux millions de tonnes. Mais pour le demi million restant, l'argent nous manque encore. Et si nous n'avons pas ce demi million de tonnes de blé, camarades, le niveau de l'élevage des porcs va tomber, l'élevage en général va baisser et de nouvelles difficultés recommenceront avec la viande. »

Pier Jaroszewicz, Premier ministre, ajoutait :

« Nous avons dû emprunter du saindoux à la Tchécoslovaquie. De l'Union soviétique nous avons reçu — en plus de ce qu'elle fournit dans le plan 1971 — 12 000 tonnes d'huile végétale douce pour la production de margarine. Et si nous ne l'avions pas reçue, alors il y aurait eu une crise de l'approvisionnement du pays en margarine, car, de nouveau, nous n'avions pas de dollars pour l'achat de ces matières grasses indispensables à la production de margarine... Il en est de même avec la question de la viande... En 1971, pour pouvoir vendre à la population la même quantité de viande qu'en 1970, nous devons acheter plus de 60 000 tonnes de viande. Avec quoi ?

« [...] Pourtant, ce n'est pas ici que se termine la liste des marchandises que nous devons acheter pour maintenir l'approvisionnement du marché acceptable et pas plus bas qu'en 1970... »

« [...] C'est vers les capitalistes que nous devons nous tourner pour l'achat de ce blé. Il nous faut pour cela 35 millions de dollars. Si nous l'achetons à crédit à long terme, alors il faudra payer beaucoup plus cher lors de l'achat et puis payer annuellement 8,5 % du crédit contracté. »

(Procès-verbal de la rencontre entre Edward Gierek, premier secrétaire du POUP, accompagné d'autres membres du Bureau politique et les ouvriers des chantiers navals « Adolf Warski » à Szczecin, le 24 janvier 1971, publié par la SE-LIO, 87, rue du faubourg Saint-Denis, Paris-10\*).

La hausse de 30 % des prix en Pologne s'imposait dans la foulée des accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie.

Le mouvement révolutionnaire des ouvriers des chantiers navals de la Baltique, la constitution dans toutes les entreprises de Pologne des comités ouvriers de la Baltique, a contraint la bureaucratie polonaise et celle du Kremlin à reculer, la bureaucratie du Kremlin à accorder à celle de Pologne d'importants crédits, une aide économique. Elle prenait à Pierre pour donner à Paul, aux autres pays de l'Est, aux masses de l'URSS, pour détendre la situation en Pologne. Cela ne change rien sur le fond. Les mouvements de grève qui se sont à nouveau produits dans les chantiers navals cet automne le prouvent.

Il faut reprendre la méthode dialectique à propos de laquelle Trotsky écrit « pas le capitalisme en général » et dire également pas la bureaucratie du Kremlin, ni la bureaucratie parasitaire en général..., mais à un stade donné de leur développement, de leurs relations avec l'impérialisme, avec les couches pro-bourgeoises en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, d'une part, et avec le prolétariat mondial, le prolétariat de leurs pays de l'autre, à un moment donné du développement de leurs propres contradictions, à un moment donné des besoins et contradictions de l'économie planifiée et de leurs relations avec le mode de production capitaliste, lui-même à un moment donné de son histoire.

La marche à la crise, la crise du mode de production capitaliste, interviennent alors que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont assises

sur un volcan : la révolution politique. Révolution sociale et révolution politique sont conjointement à l'ordre du jour. La crise du mode de production fondé sur la propriété collective des moyens de production est d'une autre nature que celle du mode de production capitaliste. Elle exprime l'incompatibilité de ces rapports de production et de leur gestion par la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Elle manifeste l'incompatibilité entre ces rapports de production et l'étroussée nationale doublée de l'oppression nationale. Les rapports sociaux de production fondés sur la propriété collective des moyens de production nécessitent que la principale force productive, la force productive consciente et agissante, le prolétariat, détienne le pouvoir politique, et organise la production. Ils n'exigent pas moins que les prolétariats des pays où le capital a été exproprié renouent politiquement leurs liens avec les prolétariats des pays capitalistes, et que ceux-ci s'emparent du pouvoir politique et exproprient le capital. C'est-à-dire que la révolution prolétarienne franchisse l'étape qui lui permettra de réaliser l'unité de l'Europe, et ce n'est possible que sur les fondements du socialisme. Telles sont les origines et la nature des crises économiques en Europe de l'Est et en URSS.

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites craignent la révolution qui s'avance à l'Ouest et à l'Est de l'Europe. Contre le prolétariat elles appuient inconditionnellement la bourgeoisie, l'impérialisme, et s'appuient sur eux. Le fonctionnement de la nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire ne laisse aucun doute : ce sont les besoins et les exigences du plus puissant impérialisme du système impérialiste, les USA, qui prévalent. Ce rapport est normal : il procède de l'origine (contre-révolutionnaire) et de la nature (petite-bourgeoise) des bureaucraties parasitaires, et d'abord de celle du Kremlin. Les bureaucraties parasitaires, contre-révolutionnaires, petites-bourgeoises, ne peuvent que répercuter la crise économique du capitalisme sur l'économie planifiée, aggraver ses crises, et les nouer à la crise du système capitaliste.

En pratique, cela signifie la porte de plus en plus largement ouverte à la pénétration des marchandises et des capitaux des grandes puissances impérialistes et principalement des USA, la rentabilisa-

tion, le libre jeu des lois du marché, la dislocation de la planification, des millions et des millions de travailleurs réduits au chômage et à la misère.

Actuellement le seul ciment entre les pays de l'Europe de l'Est, de leurs rapports économiques et politiques, c'est le carcan de la bureaucratie du Kremlin. La pénétration impérialiste aurait les mêmes conséquences sur les pays de l'Europe de l'Est qu'elle a eues sur la Yougoslavie : elle disloquerait ces rapports.

## Une seule solution : la révolution

C'est le temps des échéances. En l'absence de la victoire prolétarienne — révolution sociale et révolution politique — dans l'ensemble de l'Europe, la crise montante, l'éclatement de la crise, entraîneront l'Europe entière à une régression sans pareil sur tous les plans, au chaos : en effet l'économie nourrit tous les autres rapports sociaux. D'ores et déjà, avant que la crise n'éclate, l'impérialisme transforme la science en moyen de destruction de l'humanité. Il mine, décompose, liquide les acquis culturels de millénaires de civilisation humaine. La nature de la bureaucratie du Kremlin a fait qu'aux divisions de l'Europe héritées de l'histoire, s'est ajoutée la division de l'Allemagne en deux, et qu'au lieu d'une intégration des économies des pays de l'Europe de l'Est, de rapports politiques sur un plan d'égalité, du respect des nationalités et des cultures, le chauvinisme et l'oppression nationale se sont accentués. Dans le passé la politique de la bureaucratie du Kremlin a donné toute sa puissance à la pression économique, politique, militaire de l'impérialisme au nom de la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays » : acceptation des limites nationales, théorisation de la coupure du marché mondial et de la division internationale du travail, course aux armements. Désormais les rapports entre les classes à l'échelle européenne et mondiale la contraignent à aller plus loin : passer à la destruction directe des conquêtes d'Octobre, étendues à l'Est de l'Europe, qui subsistent, se faire l'agent de la restauration capitaliste. La révolution politique naissante en Europe de l'Est contraint la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites à s'engager

sur la voie de la guerre civile contre les prolétariats de l'Europe de l'Est et de l'URSS. La crise économique en poussant au paroxysme les contradictions sociales accentuerait cette orientation. Les bureaucraties parasitaires ne peuvent aller jus-

qu'à ce terme sans éclater elles-mêmes.

Lénine disait : « **L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne.** » L'Europe entière est directement et particulièrement concernée. Une seule solution : la révolution prolétarienne européenne.

## VII La révolution européenne

### La marche à la crise et la marche à la révolution

Fondamentalement l'actualité de la révolution prolétarienne provient de ce que le capitalisme est devenu incapable de développer les forces productives. Encore convient-il de donner son véritable contenu à cette formule : « **Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent pas à un accroissement de la richesse matérielle.** »

Les sciences, les techniques, continuent de se développer, de nouvelles inventions sont faites. Toutefois elles sont orientées en fonction des besoins du capital. Les trente années qui viennent de s'écouler répondent du sens qu'a donné à ce développement le capital à l'époque impérialiste : atome = bombes atomiques ; électronique = armes supersophistiquées ; mise au point du moteur à réaction = fusées intercontinentales, etc. L'économie d'armement est l'indispensable volant d'entraînement à la poursuite de l'accumulation du capital. Au bout c'est la crise, la ruine, la misère pour des dizaines de millions d'hommes. En même temps, des dizaines et des dizaines de millions d'hommes crèvent littéralement de faim : la faim ne régresse pas, elle s'étend sur le monde. Pour autant que les rapports entre les classes laisseraient les mains libres à l'impérialisme, l'économie de guerre et la guerre atomique seraient ses « solutions » à la crise montante. En attendant, les « guerres locales » sévissent au Vietnam, au Moyen-Orient, aux Indes, etc. Mais toute crise économique, si profonde qu'elle soit, n'ouvre pas nécessairement de crise révolutionnaire, et aboutit encore bien moins automatiquement à la révolution et à sa victoire.

La crise de 1929-1930 a eu des effets contradictoires sur la lutte des classes

en Europe et dans le monde. En Allemagne, les politiques contre-révolutionnaires, chacune selon leur mode particulier, des directions de la social-démocratie, du PCA, de l'appareil des syndicats, s'ajoutant aux défaites antérieures ont désespéré les masses petites-bourgeoises qui se sont tournées vers Hitler, instrument du capital financier. Il en résulta l'effroyable écrasement du prolétariat d'Allemagne qui, sans automatisme, s'étendit ultérieurement à la totalité du prolétariat d'Europe. Par contre, la crise a donné une forte impulsion à la maturation révolutionnaire en Espagne et en France, sans déterminer à elle seule et directement l'éclatement de la révolution espagnole et de la crise révolutionnaire en France.

Les classes ouvrières d'Europe, en particulier, appuyées sur leurs conquêtes, fortes de leur puissance sociale et politique, considérablement accrue comparativement à l'avant-guerre, ayant repris depuis 1943 leur marche en avant, n'ont pas attendu la crise pour mener des combats à caractère révolutionnaire. L'obstacle à l'ouverture de crises révolutionnaires, à l'ouverture de la révolution prolétarienne, était, et est, politique et interne au mouvement ouvrier : les appareils contre-révolutionnaires, leurs politiques, ont défendu et sauvé la société, l'Etat, le pouvoir bourgeois. Dans la mesure où l'accumulation du capital se poursuivait sous l'impulsion de l'économie d'armement, et compte tenu des rapports concrets du mode de production capitaliste, la bourgeoisie a été capable de faire de nouvelles concessions à la classe ouvrière. Les reculs et concessions du capital couvraient la politique réactionnaire des appareils des partis et syndicats ouvriers. Mais ces reculs et concessions du capital ont été de plus en plus limités et de plus en plus en contradiction avec les besoins du capital que les réformes réactionnaires des gouvernements bourgeois traduisaient, et que ces gouvernements définissaient et es-



sayaient de mettre en place. De toute façon elles étaient le sous-produit d'actions à caractère révolutionnaire que les prolétariats engageaient. Elles contribuaient à renforcer la classe ouvrière en tant que classe et introduisaient des distorsions, à la longue insupportables, de la société bourgeoise dans tous les domaines de la vie sociale : pouvoir d'achat, conditions de travail, réformes sociales, enseignement. Les réformes réactionnaires partielles, appliquées à moitié ou au quart, se superposaient, s'enchevêtraient, se contredisaient, n'allaient jamais jusqu'au bout. Elles introduisaient fatalement de nouvelles distorsions dans la société bourgeoise, non moins insupportables à la longue, qui ajoutaient à la pagaille, au gaspillage, à l'incohérence.

La marche à la crise, sur la base des rapports politiques entre les classes établis antérieurement, nourrit et impulse la marche à l'éclatement de crises révolutionnaires, à la révolution, que précipiterait l'éclatement de la crise. Ainsi les gouvernements des grandes puissances capitalistes d'Europe, des USA, du Japon, se cramponnent-ils à ce qui est déjà le passé mais subsiste dans le présent ; une politique économique faite de concession, et de compromis réciproques, mais qui, finalement, est orientée vers la satisfaction des besoins et exigences des USA. Il s'agit de plus en plus d'expédients, de mesures prises au jour le jour et contredites le lendemain. De plus en plus le mouvement objectif du mode de production capitaliste submerge les gouvernements bourgeois et met en cause les conquêtes économiques et sociales du prolétariat. Les gouvernements bourgeois sont contraints d'appliquer une politique qui ressemble à une fuite en avant.

Ainsi en France, le gouvernement Giscard d'Estaing-Chirac est venu au pouvoir à la suite de la défaite de l'UDR, le parti de la V<sup>e</sup> République, de la faillite de celle-ci et de ses institutions, et il prolonge l'agonie de la V<sup>e</sup> République, il est contraint d'appliquer, de tenter d'appliquer jusqu'au bout les réformes réactionnaires que de Gaulle et Pompidou ont définies sans les appliquer totalement par crainte de la réaction des masses. Dans tous les pays capitalistes d'Europe on trouverait des situations comparables : comment faire supporter aux masses les conséquences d'une société au bord de la faillite et qui est en crise sur tous les plans ? Mais que ce soit en France, en Allema-

gne occidentale, en Angleterre, en Italie, en Grèce, en Espagne, ou dans les autres pays d'Europe, les appareils des organisations ouvrières, partis et syndicats, s'efforcent de pallier aux faiblesses politiques de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat. Utilisant des tactiques diversifiées ils tentent de paralyser les masses, de les contraindre à subir les conséquences de la crise économique montante, de la crise de tous les rapports bourgeois, de les détourner du combat politique contre les gouvernements et l'Etat bourgeois.

Mais la force des prolétariats, leur puissance sociale et politique, la confiance en eux qu'ils ont retrouvée, leur expérience politique, garantissent que les masses réagiront, submergeront les appareils, qu'elles chercheront les voies du combat politique contre les gouvernements et les Etats bourgeois, et pour imposer un gouvernement de leurs partis et organisations. Cette voie est celle de la révolution prolétarienne déjà ouverte au Portugal.

En Europe de l'Est la puissance du prolétariat n'est pas moindre. Elle se mesure dans le fait que, ainsi que le disait Trotsky, la bureaucratie a trahi la révolution, mais jusqu'à présent elle n'a pu la renverser, c'est-à-dire détruire les rapports sociaux de production que la révolution d'Octobre a établis — ceux-ci vivent dans la conscience des masses. Ils ont résisté à la réaction la plus noire, après les exterminations stalinienues des années 30, la destruction des cadres de la société, l'invasion et la barbarie hitlérienne s'étendant jusqu'à la Volga et au Caucase, à l'immense carnage (20 millions de morts) aux incalculables destructions. C'est en prenant appui sur elles que les prolétariats d'Europe ont repris l'offensive contre la bourgeoisie pendant le cours même de la guerre. Ce sont ces rapports de production que la vague révolutionnaire de la fin de la guerre et de l'immédiat après-guerre a permis d'étendre à l'Est de l'Europe. Depuis, chaque tentative des bureaucraties satellites et du Kremlin de les remettre en cause s'est heurtée à la résistance résolue des masses.

Il ne fait aucun doute que la conjonction des crises des économies planifiées et de la crise économique des pays capitalistes, que nouent la gestion et la politique de la bureaucratie du Kremlin, détermineront de non moins puissantes réactions des prolétariats de ces pays. Mais la nature des rapports de production de

ces pays a comme conséquence que toute lutte de classe du prolétariat et des masses pose immédiatement la question du pouvoir politique, de la reconstruction de l'Etat ouvrier, de la renaissance ou de la naissance des soviets, de la liquidation de la bureaucratie parasitaire.

Lénine a défini en 1915 les éléments constitutifs d'une situation révolutionnaire et du passage d'une situation révolutionnaire à la révolution.

Ces conditions sont réunies aujourd'hui à l'échelle de l'Europe. La nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire ne doit pas faire illusion. Elle a ses limites. Au-delà d'elles, les relations politiques à l'intérieur du système impérialiste, entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, qui ont résulté de la guerre et ont garanti un certain ordre européen et mondial depuis la guerre, se disloquent. Les exigences brutales du capital américain, et qui ne peuvent finalement que s'accroître, introduisent des éléments de crise politique au sein de la coalition impérialiste, de dislocation de celle-ci, comme à l'intérieur de chaque bourgeoisie. La place de plus en plus prépondérante de l'impérialisme allemand en Europe introduit également des éléments de crise politique. En pesant d'un poids toujours plus lourd sur la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme américain introduit des éléments de crise, que renforce le rôle que l'Allemagne occidentale joue de plus en plus en Europe orientale, entre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, et entre celles-ci, ainsi qu'à l'intérieur de chaque bureaucratie parasitaire (sans parler de la Chine). Au-delà d'un certain point, la sainte alliance contre-révolutionnaire est condamnée à se disloquer. L'accentuation des contradictions économiques et sociales, à fortiori l'éclatement de la crise, entraînent à la dislocation de l'ordre politique européen et mondial dont la sainte alliance contre-révolutionnaire est une expression.

## **Crises politiques et crises révolutionnaires**

Pour ce qui concerne les pays capitalistes économiquement développés d'Europe, et aussi les USA, la crise de la bourgeoisie, si elle a ses racines dans « l'économie », dans l'incapacité de développer les forces productives, affecte tous les domaines de la vie sociale, scientifi-

que, morale, culturelle, et, naturellement, politique, qui n'échappent pas au processus de pourrissement de la société. Les régimes bureaucratiques ne sont pas moins gangrenés. Les journaux de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est en apportent les échos atténués.

L'inadéquation des régimes politiques des grandes puissances impérialistes à la décadence de chaque puissance impérialiste et du système dans son ensemble, est un des aspects dominants de la crise de la société bourgeoise et de tous ses rapports. Le parlementarisme bourgeois est la forme de domination politique la plus souple de la bourgeoisie. Elle permet que les différents intérêts et couches de la bourgeoisie soient représentés et s'expriment au Parlement et selon les normes de la démocratie parlementaire, l'organisation en partis. L'ensemble de la représentation de la bourgeoisie contrôle le gouvernement et l'Etat, des compromis se réalisent en son sein. Bien plus, cette forme donne la possibilité d'associer les partis ouvriers à la bonne marche de la société bourgeoise tout en leur laissant une certaine autonomie. Trotsky qualifie par exemple les partis social-démocrates de « partis ouvriers parlementaires ». Les heurts entre les classes se trouvent du même coup atténués. Bien entendu ce sont en définitive les intérêts du capital financier, qui n'a pas de partis particuliers, mais finalement contrôle tous les partis bourgeois, qui prévalent. Une telle forme politique de domination de classe exige que l'impérialisme, les bourgeoisies des pays où elle s'applique disposent d'énormes ressources économiques. C'est un système politique efficace mais de luxe. Lorsque sa base économique disparaît, il se retourne en son contraire.

La démocratie bourgeoise ne s'est vraiment exercée que dans les pays impérialistes qui se partageaient le monde et l'écumaient, et encore pas dans tous.

A l'époque des guerres et des révolutions, lorsque l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, stade du capitalisme pourrissant, vient à pleine maturité, la démocratie bourgeoise se survit. Ce qui ne veut pas dire qu'elle disparaît du jour au lendemain ; tout au contraire, elle peut se survivre longtemps. A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, elle semblait s'éteindre en Europe. Le mouvement révolutionnaire de la fin de la guerre l'a fait renaître et l'a approfondie dans certains pays. Mais elle n'aurait pu durer sans le

rôle que l'impérialisme américain a joué dans la relance de système capitaliste, car elle n'est stable qu'autant que la base matérielle en existe.

L'avènement de la V<sup>e</sup> République en France, en 1958, engageait un processus de liquidation de la démocratie parlementaire bourgeoise en Europe. Le processus a été brutalement interrompu : la grève des mineurs en France en 1963, la grève générale de mai-juin 1968, la chute de de Gaulle en avril 1969, portaient des coups mortels au bonapartisme, à la V<sup>e</sup> République, qui sont aujourd'hui moribonds. Bien plus, la chute de la dictature fasciste au Portugal et en Grèce, la chute prochaine du franquisme, paraissent ouvrir aux républiques parlementaires une nouvelle carrière : toutefois il faut noter qu'au Portugal, bien que sur un certain plan les masses ont reconquis et exercent les libertés démocratiques, la république parlementaire n'a pas encore été instituée et le gouvernement a un caractère bonapartiste, et qu'en Grèce les élections au Parlement ont pris le caractère d'un plébiscite en faveur de Caramanlis.

En réalité, le passage d'une forme politique de domination de classe à une autre, du fascisme, ou même du bonapartisme de style V<sup>e</sup> République, au parlementarisme bourgeois, ne peut être réalisé sans crise politique profonde de la bourgeoisie, de l'Etat et de tous les organes d'Etat bourgeois liés à l'ancien système, qui les déchire. Résultat de l'impuissance de l'ancien système politique à maîtriser les rapports entre les classes, ainsi que les rapports politiques à l'échelle internationale, la crise politique de la bourgeoisie, de l'Etat bourgeois et de ses organes, ouvre à son tour des brèches par lesquelles le prolétariat et les masses s'engouffrent. Mais le nouveau système politique qui en résulte n'est pas plus viable, qu'il prenne la forme actuelle au Portugal ou en Grèce, ou bien qu'il aille jusqu'à l'instauration ou la restauration de la démocratie parlementaire bourgeoise. La raison en est simple : le régime parlementaire bourgeois n'a plus où pas de base matérielle. Y compris dans les pays où il se maintient, il est inadapté aux besoins et aux exigences du capital. La crise de Watergate et la démission de Nixon, parce qu'il s'engageait dans un mouvement de centralisation politique, parce qu'il tendait à rendre relativement indépendant le pouvoir exécutif témoigne que la démocratie parlementaire bour-

geoise est désormais inadaptée aux besoins de l'impérialisme en crise. Le retour ou le maintien de ce système politique ne fait qu'accroître la crise politique de la bourgeoisie.

Les crises politiques de toutes les formes de domination de classe de la bourgeoisie en Europe résultent de la crise de l'impérialisme intervenant sur des rapports politiques entre les classes en faveur du prolétariat. Elles ouvriront nécessairement la porte à l'irruption de crises révolutionnaires dans tous les pays de l'Europe occidentale.

Mais la bourgeoisie est une classe sociale qui s'appuie sur des rapports de production et des rapports de propriété propres au mode de production capitaliste. Son impasse politique n'empêche pas que ces rapports de production lui assurent une certaine stabilité et force en tant que classe. Disloqué, l'Etat bourgeois et ses organes restent un Etat bourgeois. La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites sont des excroissances sociales parasites de nature petite-bourgeoise. Les Etats des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS sont des Etats ouvriers dégénérés ou déformés. La bureaucratie ne peut maintenir ses privilèges que si elle a le monopole du pouvoir politique. La crise politique des bureaucraties parasites prend des formes particulières. Elle résulte de l'impasse politique des bureaucraties incapables de résoudre quelque problème que ce soit. Les déchirements de la bureaucratie se font jour directement au sein de l'appareil d'Etat, des appareils des partis, des syndicats.

Les masses utilisent ces fissures et les élargissent. Par elles se précipite la révolution politique. Ces crises politiques de la bureaucratie ne sont pas moins inévitables que celle de la bourgeoisie. Leurs conséquences sont beaucoup plus profondes encore. Les bureaucraties parasites ne peuvent pas maintenir l'ancien équilibre périmé. Elles sont incapables de définir une politique qui prolonge le maintien des anciens rapports révolus. Par les failles ouvertes dans les appareils bureaucratiques, la révolution politique resurgira et se fraiera son chemin. Elle sera d'autant plus ample et profonde qu'elle s'adossera aux mouvements de révolution précédents et que la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin sera elle-même plus ample et plus profonde.

Elle atteindra sa pleine puissance lorsque la crise des bureaucraties parasitaires disloquera la bureaucratie du Kremlin.

La révolution prolétarienne européenne est constituée d'une chaîne de révolutions ayant chacune leurs caractéristiques, mais qui forment un ensemble indissociable. L'unité et les liens internes des révolutions en Europe procèdent des données de l'histoire, de l'exigence historique de réaliser l'unité économique, sociale, politique, culturelle de l'Europe. Il s'agit d'achever et de reprendre ce que la révolution russe a commencé, ce que la vague révolutionnaire des années 1943-1947 a poursuivi au moins dans une certaine mesure, l'expropriation du capital à l'échelle de l'Europe, et de poser les bases d'un mode de production authentiquement socialiste.

Les détours de l'histoire ont fait que s'est constituée une bureaucratie parasitaire, la bureaucratie du Kremlin, qui a elle-même imposé dans les pays de l'Europe de l'Est des bureaucraties satellites et parasitaires. La jonction de la politique de l'impérialisme et des bureaucraties a imposé la coupure de l'Europe en deux systèmes sociaux, la coupure de l'Allemagne en deux, pour contenir la révolution prolétarienne et sauver les vieilles puissances impérialistes européennes sans lesquelles le système impérialiste n'est pas viable. Il s'agit de chasser la bourgeoisie et les bureaucraties parasitaires du pouvoir politique ; à l'Ouest, de constituer des Etats ouvriers, à l'Est de reconstruire de haut en bas les Etats ouvriers dégénérés ou déformés, d'établir dans tous les pays d'Europe la dictature du prolétariat qui ne s'exerce que si fonctionne la démocratie des conseils, des soviets. Il s'agit de réunifier l'Allemagne. Il s'agit d'exproprier le capital en Europe de l'Ouest, de régénérer les rapports de production collectifs que les bureaucraties parasitaires ont déformés. Il s'agit, en partant du respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de constituer les Etats Unis socialistes d'Europe. Ce sont ces nécessités historiques qui donnent ses liens internes, son unité à la chaîne des révolutions prolétariennes, à la révolution européenne.

## **Le gouvernement ouvrier et paysan**

Dans tous les pays d'Europe, quels que soient leur point de départ, les révolutions

prolétariennes amènent à une seule et même conclusion : porter au pouvoir un gouvernement ouvrier ou ouvrier-paysan, ainsi que le définit le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : le **Programme de transition** :

**« Le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan » est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois, anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens « démocratique » que lui ont donné les épigones, faisant de lui, alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie. »**

Le gouvernement ouvrier et paysan est un gouvernement de transition qui détruit l'Etat, le pouvoir bourgeois, qui s'appuie sur le prolétariat organisé comme classe, et commence l'expropriation du capital ; c'est un pont vers la révolution socialiste, vers la dictature du prolétariat. Dans les pays où le capital a été exproprié, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan ne s'applique pas moins. Le gouvernement ouvrier-paysan est alors le gouvernement qui détruit la dictature bureaucratique, chasse la bureaucratie, constitue ou reconstruit la démocratie soviétique.

**« De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets. Dans les soviets il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhoses, des paysans et des soldats rouges. »**

**« La démocratisation des soviets (leur naissance ou leur renaissance : note ajoutée) est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques. »** (Programme de transition.)

Le gouvernement ouvrier-paysan est alors le gouvernement de transition pour la reconstruction ou la construction de

l'Etat ouvrier, un pont vers l'instauration de la dictature du prolétariat fondée sur la démocratie soviétique.

Quels seront les contours et la composition des gouvernements ouvriers-pay-sans ? L'avenir en décidera.

## Principes généraux

Mais la marche à la révolution socialiste dans chaque pays ne peut partir que des conditions concrètes, économiques, sociales, politiques de chaque pays, en tant que composants et expressions particulières des conditions concrètes économiques, sociales, politiques de l'Europe. Les lois générales de développement de la révolution prolétarienne ont, dans chaque pays, leur traduction concrète.

En effet, les pays d'Europe ont connu une très grande diversité de développements. Des grandes puissances impérialistes aux pays économiquement arriérés, depuis les pays qui ont réalisé leur unité nationale ou une révolution démocratique bourgeoise a eu lieu, jusqu'à ceux où jamais l'unité nationale et l'indépendance nationale n'ont été réalisées, où les réformes démocratiques bourgeoises sont restées en suspens. Entre les grandes puissances capitalistes des différences considérables existent. Sans oublier que la mainmise du Kremlin sur l'Europe de l'Est a fait surgir d'anciennes questions non résolues en les aggravant, et de nouveaux problèmes tels ceux de l'unité et de l'indépendance nationales qui concernent entre autres le plus puissant pays d'Europe, l'Allemagne, coupé en deux, de l'indépendance politique de tous les pays de l'Europe de l'Est, de l'unité et de l'indépendance et du respect des nationalités dans les pays de l'Europe de l'Est, non moins foulées au pied par les bureaucraties satellites, la question de l'Ukraine, etc.

La question de l'indépendance et de l'unité nationales se pose également de l'autre côté du continent : en Irlande, que l'impérialisme anglais a coupée en deux et qu'il continue d'opprimer.

Il serait totalement artificiel et erroné de tenter de définir dans ces « Notes pour des Thèses sur la révolution européenne » un programme révolutionnaire pour chaque pays. Un programme concret s'élabore, sur la ligne générale du **Programme de transition**, au cours même de la lutte des classes et en participant, en

combattant pour la construction du parti révolutionnaire dans le pays considéré.

Mais les principes de ces programmes sont tout à fait clairs.

- Indépendance de classe du prolétariat ;

- Prise en charge par le prolétariat de toutes les revendications démocratiques bourgeoises, là où celles-ci se posent. Indépendance et unité nationales y compris à l'Est de l'Europe et en URSS, à commencer par l'unité et l'indépendance de l'Allemagne ;

- Y compris dans les pays capitalistes avancés, le prolétariat défend les libertés démocratiques sans se lier à la démocratie bourgeoise et au parlementarisme ;

- Dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS, les libertés démocratiques, la liberté dans l'art, la culture, la littérature, dans les sciences, s'insèrent directement dans le programme de la révolution politique ;

- Mais les revendications économiques et politiques propres au prolétariat sont évidemment au centre du programme de la révolution prolétarienne en Europe.

Il n'est pas nécessaire de les définir ici. Ce sont celles que définit le **Programme de transition**.

De même, en Europe de l'Est et en URSS, plus que jamais est valable la ligne des revendications transitoires du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## La ligne stratégique des partis social-démocrates et staliniens

Cependant il est indispensable d'examiner quelques questions fondamentales que soulève la politique des partis social-démocrates et surtout staliniens au moment où la révolution prolétarienne commence en Europe. L'approche de la révolution, et bien plus encore, l'ouverture de la révolution au Portugal, qui marque le commencement de la révolution prolétarienne européenne, l'imminence de la transformation de la crise politique des bourgeoisies occidentales en crise révolutionnaire, et celle de nouvelles irruptions de la révolution politique en Europe de l'Est, voire en URSS, ont amené les partis social-démocrates et staliniens, les appareils des syndicats à pratiquer une politique de défense de la société

bourgeoise plus serrée, plus directe encore que par le passé. Ils défendent féroce-ment les systèmes politiques et les gouvernements bourgeois en place. Les programmes et les politiques de ces partis ne sont pas « réformistes », ce sont des politiques de défense inconditionnelle de l'ordre bourgeois tel que celui-ci existe dans chaque pays. Les partis communistes de l'Europe de l'Ouest qui font partie de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin, jouent dans tous les pays, même là où ils sont faibles, un rôle important sinon déterminant dans l'application de cette politique.

L'année dernière, la bureaucratie du Kremlin a réuni une Conférence des PC d'Europe. A la suite de cette conférence, les PC ont précisé leur politique : maintien, naturellement, de la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux ; soutien total des régimes politiques et des gouvernements bourgeois en place. Des variations tactiques interviennent, mais sur cette ligne. En Italie, cela prend la forme de l'orientation vers la constitution du « nouveau bloc historique » entre le PCI et la Démocratie-Chrétienne. En Espagne, c'est le front qui va du PCE aux officiers franquistes. En France, c'est « l'Union du peuple de France », du PCF aux gaullistes. Au Portugal, c'est la participation du PCP au gouvernement que dirige la junte militaire dans laquelle, il y a peu de temps encore, siégeait Spínola. En Grèce, c'est le soutien ouvert et affirmé au gouvernement Caramanlis. Dans tous les cas cette politique apporte le soutien pratique des PC aux gouvernements en place. Ni la France, ni l'Italie, ni l'Espagne ne font exception. Tendre la main à la Démocratie-Chrétienne, aux gaullistes, aux officiers franquistes, signifie paralyser la classe ouvrière, les masses et, naturellement ne pas mettre en cause les gouvernements de la Démocratie-Chrétienne, de la V<sup>e</sup> République, le franquisme, mais les soutenir pratiquement.

La politique des partis social-démocrates et des partis staliniens consiste à éviter toute rupture, toute secousse politique qui mettrait en difficulté voire renverserait les gouvernements et les systèmes politiques bourgeois en place et ouvrirait une brèche par laquelle la révolution pourrait jaillir. Les partis social-démocrates ont démontré avec quelle férocité ils étaient capables de défendre l'ordre bourgeois ; les PC ne leur sont pas inférieurs sur ce plan, tout au con-

traire. La révolution prolétarienne en général, européenne en particulier, n'a pas de plus féroces ennemis. C'est la peau de la bureaucratie du Kremlin dont ils sont les agents, donc celle des bureaucrates de ces partis, qui est en cause. Il ne faut jamais l'oublier.

Le fait qu'ils soutiennent les régimes politiques et les gouvernements bourgeois en place ne signifie nullement que les partis social-démocrates et staliniens ne sont pas capables de « tourner ». Mais ces « tournants », tout en ayant une grande importance politique, seront des « tournants » purement tactiques d'une ligne stratégique absolument contre-révolutionnaire. Les formes politiques nouvelles peuvent être variables et chacune d'elles correspond à un moment spécifique, à un niveau particulier de la lutte des classes, en fonction des conditions politiques, historiques et immédiates des pays concernés : de la participation à un gouvernement du type de celui du Portugal, à la participation à un gouvernement de type Front populaire. Sur une même ligne, ces gouvernements ne sont pas des gouvernements identiques. Dans un cas, la longue nuit du fascisme permet de justifier, au nom de la liberté reconquise, aux yeux des masses, au moins pour un temps, la participation à un gouvernement du genre « Union de toutes les couches de la population attachées à la démocratie » contre « une poignée de fascistes ». La participation à un gouvernement de Front populaire est la réponse traîtresse à l'aspiration des masses au Front unique des organisations ouvrières et à un gouvernement des partis ouvriers.

La stratégie et la tactique révolutionnaires ne peuvent être établies sans une juste appréciation de la nature des partis social-démocrates et staliniens : partis ouvriers-bourgeois. Partis ouvriers par leurs origines, leurs rapports avec la classe ouvrière, leurs objectifs affirmés — le socialisme, le communisme —, partis bourgeois par leurs rapports, leur intégration à la société bourgeoise, leurs appareils bourgeois. Encore est-il indispensable de distinguer entre ces partis. Les partis social-démocrates sont liés à la classe ouvrière et à la bourgeoisie de leur pays, ainsi qu'au système impérialiste dans son ensemble dont l'impérialisme US est la clé de voûte. Les PC sont liés à la classe ouvrière de leur pays qui voit en eux les continuateurs de la révolution d'Octobre. De plus en plus, ils sont

liés par mille liens : députés, maires, appareils syndicaux des Comités d'entreprise et cent autres organismes de ce genre. Néanmoins, ces partis sont contrôlés par un appareil que Moscou sélectionne directement et qui les soumet étroitement aux intérêts et à la politique de la bureaucratie du Kremlin. Cela ne suffit pas encore : il faut analyser, en tenant compte de leur histoire particulière dans le cadre de l'histoire du pays considéré, chacun de ces partis.

## L'unité du prolétariat et la révolution

Alors que s'ouvre la révolution prolétarienne en Europe, il est indispensable de tracer la ligne générale du mouvement du prolétariat. Le prolétariat affronte la bourgeoisie, ses gouvernements, son Etat comme classe. Pour pouvoir vaincre et instaurer son propre gouvernement, son propre pouvoir, il est obligé de s'unifier en tant que classe, de s'organiser, de se centraliser. Les soviets ne sont rien d'autre que les formes d'organisation du prolétariat en tant que classe qu'ils unifient et peuvent le centraliser comme classe et qui, par suite, constituent les organes du futur pouvoir ouvrier, du futur Etat ouvrier. La question de l'unité des prolétariats est une question clé qui se trouve à chaque moment de la marche à la révolution et de la révolution.

Mais la classe ouvrière a une longue histoire, des traditions, des organisations c'est ce qui fait d'elle, d'une classe en soi, une classe pour soi. Elle aborde obligatoirement le problème de son unité comme classe, de la solution à la question du gouvernement, en mettant en avant ses organisations traditionnelles, partis et syndicats. Elle attend d'eux qu'ils rompent avec la bourgeoisie, lorsqu'il existe plusieurs centrales syndicales et partis qu'ils s'unissent, qu'ils combattent pour le pouvoir, pour former un gouvernement. Alors même que se constituent les Comités d'usine, les Comités ouvriers, les soviets, ceux-ci englobent les vieilles organisations ouvrières liées à la bourgeoisie qui, le plus souvent, exercent au sein des Comités, des Conseils, des Soviets, une influence prépondérante.

Dans ces conditions, en tenant compte de l'histoire du mouvement ouvrier dans chaque pays, la lutte pour la rupture des organisations ouvrières d'avec la bour-

geoisie, l'unité des organisations ouvrières, le gouvernement des partis et organisations ouvrières, correspond à la ligne de développement du mouvement des masses. Cette politique doit être opposée à celle des Fronts populaires ou à tout autre politique se situant sur les mêmes bases. La classe ouvrière, les masses aspirent à renverser les gouvernements et le pouvoir bourgeois, à instaurer leur gouvernement, leur pouvoir, en utilisant les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. C'est ainsi qu'elles marchent à la dictature du prolétariat en faisant l'expérience de ces organisations dans le cours de la crise révolutionnaire, de la révolution et en se hissant à un niveau politique toujours plus élevé.

La résolution sur le gouvernement ouvrier du IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste définit les différents types de gouvernements de partis ouvriers qui peuvent accéder au pouvoir. Des gouvernements de partis ouvriers sans ministres représentant les partis bourgeois peuvent être des gouvernements bourgeois. La rupture avec la bourgeoisie dépend du programme que ce gouvernement applique et non seulement de sa composition politique. Il n'empêche que l'instauration d'un tel gouvernement, un gouvernement des partis ouvriers sans ministres des partis bourgeois, a une énorme importance politique pour le prolétariat. Il démontre qu'un gouvernement ouvrier est possible. Il fait accomplir à la classe ouvrière un immense pas politique. Il met face à face les masses et les organisations traditionnelles dont il révèle la véritable nature. Elles peuvent d'ailleurs être contraintes de faire d'importants pas en avant pour pouvoir contenir les masses. C'est en empruntant cette voie, il faut y insister, que le prolétariat s'avance vers l'établissement d'un authentique gouvernement ouvrier-paysan, vers l'établissement de sa dictature, du pouvoir des soviets.

Un gouvernement des partis ouvriers n'est donc pas nécessairement un gouvernement ouvrier-paysan, lequel se définit par le programme qu'il applique. Mais la question du GOP se trouve également posée dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS. La montée révolutionnaire, l'expérience le prouve, utilise les canaux à sa disposition. Elle se manifeste à l'intérieur des partis stalinien, des syndicats, des multiples organes de la dictature bureaucratique. Les unions des écrivains

et autres organismes de ce genre ont le plus souvent été le théâtre, à la veille d'éclatements révolutionnaires en Europe de l'Est, d'importantes luttes politiques au nom de la liberté de l'art, de la littérature, des sciences et de la culture.

Les PC et les syndicats ont également été le théâtre, jusqu'aux sommets, d'importantes luttes politiques. Pourtant, dès que la révolution politique a acquis son plein développement, les appareils bureaucratiques ont craqué ; en Hongrie et en Tchécoslovaquie le parti stalinien, l'appareil des syndicats a été détruit. En décembre 1970, en Pologne, les travailleurs des ports de la Baltique, en attaquant les sièges du parti de la bureaucratie, en défenestrant les bureaucrates, commençaient à détruire physiquement l'appareil bureaucratique. Ceux-ci doivent être détruits. Ils ne peuvent être réformés, pas plus que les PC ou les partis social-démocrates dans les pays capitalistes. La destruction des partis staliniens, le flot tumultueux de la révolution politique font naître ou renaître une multitude d'organisations et de partis politiques. Le problème de la réalisation du Front unique de ces organisations pour lutter contre la bureaucratie, qui ne disparaît pas instantanément, contre le Kremlin, pour la démocratie ouvrière, se trouve posé.

Plus directement encore que dans les pays capitalistes, le problème du gouvernement de ces organisations et partis est soulevé. Sera-ce un gouvernement ouvrier-paysan ? En Europe de l'Est et en URSS, le gouvernement ouvrier-paysan se définit aussi par son programme.

## Un programme politique pour la révolution européenne

Le **Programme de transition** définit les grandes lignes du programme du gouvernement ouvrier-paysan, tant dans les pays capitalistes que dans ceux sous la botte de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites ; il n'est pas nécessaire d'y revenir ici.

Mais il est toute une série de problèmes que soulève la dimension européenne de la révolution qui unit en un même processus révolution sociale et révolution politique. La marche à la crise et, évidemment, la crise elle-même, ne peuvent recevoir de réponse pleine et entière dans un seul pays d'Europe, que ce soit à l'Ouest ou à l'Est. Le programme de gouvernement ouvrier-paysan inclut obligatoirement

la perspective d'une coopération économique planifiée à l'échelle de l'Europe. Dès son avènement, le gouvernement ouvrier-paysan propose à tous les gouvernements d'Europe des échanges économiques sur un pied d'égalité. Cependant, une véritable coopération économique planifiée à l'échelle de l'Europe ne peut être réalisée qu'entre gouvernements ouvriers-paysans des différents pays d'Europe dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Tant cette perspective que la marche concrète de la révolution prolétarienne, ses relations politiques internes nécessitent un programme politique pour l'Europe.

● Ce programme politique est fondé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à l'indépendance et à l'unité nationale, seules bases sur lesquelles ils peuvent s'unir au sein des Etats-Unis socialistes d'Europe. Il inclut la constitution de fédérations régionales d'Etats telles que : la Fédération des Etats socialistes danubiens, la Fédération des Etats baltes, la Fédération ibérique, la Fédération de Scandinavie, etc.

En Europe l'histoire du développement capitaliste et ensuite l'oppression que la bureaucratie du Kremlin exerce sur les pays de l'Europe de l'Est, l'oppression que chaque bureaucratie exerce sur les minorités nationales, donnent une importance décisive aux questions nationales. **Les Etats-Unis socialistes d'Europe ne seront réalisés que dans le respect le plus strict des droits nationaux.** En retour, l'unité des nations et des peuples, le respect de leur unité nationale et de leurs droits nationaux exigent la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe.

On ne saurait se contenter cependant de cette perspective, ou plutôt cette perspective ne peut devenir concrète, les liens politiques des prolétariats ne peuvent être mis en valeur et développés, l'action réciproque de la révolution de chaque pays sur l'ensemble des prolétariats d'Europe ne peut prendre son plein effet, sans un programme d'action politique qui comprenne les tâches et objectifs suivants.

● La solidarité la plus active vis-à-vis de toute lutte de classe, de tout mouvement révolutionnaire, de toute révolution éclatant dans un pays contre les bourgeoisies ou (on pourrait presque dire et) les bureaucraties parasitaires, est indispensable. Pleinement conscientes de la marche à la révolution en Europe, les



bourgeoisies et les bureaucraties parasitaires tenteront d'isoler, d'étouffer et, finalement, d'écraser, toute crise révolutionnaire, toute révolution éclatant en Europe. Ainsi en est-il de la révolution portugaise que les bourgeoisies, les bureaucraties, les partis social-démocrate et stalinien, et également les pablistes, s'efforcent d'isoler en niant qu'il y ait révolution, et que ce soit la révolution prolétarienne.

● La lutte politique pour la révolution prolétarienne en Europe et le programme européen de gouvernement ouvrier-paysan ne s'arrêtent pas là : les accords de Yalta et de Postdam doivent être dénoncés pour ce qu'ils sont : des accords contre-révolutionnaires, contre l'unité du prolétariat et des peuples d'Europe, contre l'unité du peuple, donc du prolétariat allemand. **Lutter pour l'unité sans condition de l'Allemagne est indispensable au combat pour la révolution prolétarienne.** L'unité de l'Allemagne c'est l'unité du prolétariat le plus puissant, du prolétariat décisif d'Europe. C'est pourquoi, à Yalta et à Postdam, l'Allemagne a été divisée, c'est pourquoi les éléments de la nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire que sont les accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie sur Berlin, maintiennent la division en deux de l'Allemagne. C'est l'affaire du prolétariat allemand de maintenir l'expropriation du capital à l'Est de l'Allemagne, de l'étendre à l'Ouest de l'Allemagne, d'instaurer un gouvernement ouvrier-paysan pour toute l'Allemagne, en balayant la bourgeoisie allemande à l'Ouest, la bureaucratie satellite du Kremlin à l'Est. Pour cela, il faut l'unité de l'Allemagne.

● A bas le mur de Berlin ! Libre communication entre l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest ! Liberté de constituer des organisations ouvrières, syndicats et partis communs à l'Est et à l'Ouest, etc.

● L'exigence du retrait de toutes les troupes d'occupation à l'Est et à l'Ouest de l'Allemagne n'est pas moins pressante, sans que le retrait des unes soit conditionné par le retrait des autres. Cela soulève un problème plus général, celui des pactes économiques, politiques, militaires en Europe de l'Est et de l'Ouest.

● La CEE doit être dénoncée : elle est un accord entre capitalistes fondé sur l'exploitation des masses travailleuses. Tous ses organismes doivent être dénoncés. Les partis ouvriers n'ont pas à participer au « Parlement européen » qui n'est qu'une mystification. Les syndicats n'ont pas à participer aux organismes de la

CEE, c'est une forme de leur soumission aux intérêts du capital, de leur intégration. Le COMECON est un organisme d'oppression économique et de pillage entre les mains de la bureaucratie du Kremlin. Il doit être dénoncé, comme en général doivent être dénoncés tous les « accords » économiques imposés aux pays de l'Est par la bureaucratie du Kremlin.

● Le Pacte Atlantique, les accords militaires qui en découlent, et les autres, doivent être naturellement dénoncés. Le Pacte de Varsovie doit l'être également. Le Pacte Atlantique est directement dirigé contre la révolution, et une de ses clauses dit expressément que les Etats qui y adhèrent doivent se prêter assistance en cas de « subversion ». Il a été constitué en vue de préparer et d'engager une guerre contre l'URSS. Mais le Pacte de Varsovie ? Si jamais il eut quelque chose à voir avec la défense de l'URSS, ce n'est certes plus le cas. C'est au nom du pacte de Varsovie que la bureaucratie maintient des troupes d'occupation dans les pays de l'Europe de l'Est, contre leurs armées, leurs installations économiques et militaires. C'est au nom du Pacte de Varsovie que les troupes des bureaucraties du Kremlin, de Pologne, de Hongrie, de la RDA, ont envahi la Tchécoslovaquie et réprimé le prolétariat et les peuples de Tchécoslovaquie.

Le Pacte de Varsovie et tout ce qui en découle est, non moins que le Pacte Atlantique, un instrument contre-révolutionnaire. Il doit être au même titre combattu et dénoncé. **La défense de l'URSS se confond entièrement avec la révolution prolétarienne qui dresse contre l'impérialisme, contre la bureaucratie, les prolétariats d'Europe.**

Tous les accords entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin et ses satellites doivent être mis à leur juste place : celle d'accords contre-révolutionnaires combattus et dénoncés : les accords de Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, sur Berlin, les Pactes « d'amitié et non-agression » entre le Kremlin, les bureaucraties satellites et les gouvernements bourgeois. La Conférence sur la sécurité et la coopération européenne est la tentative de codifier la coopération contre-révolutionnaire.

## La révolution européenne et l'U.R.S.S.

Ce ne sont pas des articles de programme, plus ou moins abstraits. Plus le

rythme de la révolution prolétarienne s'accéléra en Europe, plus la connexion des révolutions, leurs rapports, leurs liens politiques deviendront plus étroits et immédiats, plus apparaîtra d'une brûlante nécessité un programme d'action politique contre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires.

La révolution européenne remet tous les anciens rapports en cause. Elle a tous les caractères de la révolution permanente. Elle s'étend de l'Atlantique à l'URSS. La révolution européenne ne peut s'arrêter aux frontières de l'URSS. L'ébranlement de tout l'édifice européen, l'instauration d'un nouvel ordre européen, l'ordre prolétarien, l'ordre socialiste, c'est l'accomplissement de la révolution d'Octobre, c'est l'écrasement de la contre-révolution bourgeoise et bureaucratique.

L'URSS, de ce seul point de vue, ne peut rester en dehors. La révolution politique en Europe de l'Est ébranle directement tout l'édifice bureaucratique. La révolution politique ne sera définitivement victorieuse que lorsque des soviets couvriront à nouveau l'URSS, que lorsque, à Moscou, un gouvernement ouvrier-paysan restaurera la dictature du prolétariat. Mais peut-être est-ce à Moscou d'abord, que la dictature du prolétariat, la démocratie soviétique triomphera à nouveau en Europe. Si la révolution a commencé en Europe, c'est que la crise de l'impérialisme se conjugue à la crise de la bureaucratie du Kremlin. Si la révolution politique est à l'ordre du jour en Europe de l'Est, c'est

que l'édifice de la bureaucratie du Kremlin est lézardé jusqu'en ses sommets. La lutte des intellectuels en URSS en témoigne : les forces profondes de la révolution sont à l'œuvre en URSS.

Une fois encore : la révolution européenne est partie composante et décisive de la révolution prolétarienne mondiale. Un an à peine après l'écrasement du prolétariat chilien — que le front populaire a embourbé et livré à la réaction militaire fasciste — la révolution s'est levée en Europe, au Portugal. Sa tâche approchera de son terme au jour où seront constitués les Etats-Unis socialistes d'Europe. Les frontières des Etats-Unis socialistes d'Europe ne peuvent être précisément définies. Ils s'étendront jusqu'à l'Oural et peut-être au-delà. La révolution prolétarienne apportera de nombreux bouleversements dans le regroupement des peuples. Mais, en vérité, les frontières des Etats-Unis socialistes d'Europe ne peuvent être fixées parce que la révolution victorieuse en Europe, la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe, sont l'immédiat prologue à la victoire de la révolution prolétarienne mondiale, à la constitution de la République ouvrière Universelle.

\*\*\*

Mais la victoire dépend de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays, de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale en Europe et dans le monde.

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, la bureaucratie du Kremlin « a renoncé à l'application » de l'accord commercial conclu en 1972 entre elle et Nixon. Cela ne fait que confirmer l'appréciation portée dans ce texte sur ses rapports avec l'impérialisme US. « L'accord commercial » n'a cessé d'être violé dans son principe et vidé de son contenu par l'impérialisme US. De nouvelles conditions ont été posées. A la suite de la discussion du « trade act » et de son vote par le Congrès, « l'accord » n'était plus applicable que pour dix-huit mois. Après quoi, le gouvernement américain constaterait si les engagements pris en ce qui concerne l'émigration des juifs d'URSS étaient respectés. En tout état de cause, le Congrès a totalement vidé l'accord commercial de son contenu en limitant le montant des crédits que l'export-import bank pouvait ouvrir à l'URSS à 300 millions de dollars en quatre ans, soit 75 millions par an, c'est-à-dire rien. C'est l'impérialisme US qui a déchiré l'accord commercial, la bureaucratie du Kremlin ne faisant que constater douloureusement ce fait. Par ailleurs, elle se garde bien de rompre, les contrats et accords commerciaux, les emprunts conclus ou contractés avec les trusts et les banques privées américains.

La politique du gouvernement américain exerce une énorme pression sur la bureaucratie du Kremlin. Cette pression est encore accentuée par suite d'initiatives émanant du « législatif ». Ainsi s'expriment les contradictions internes du système politique de domination de classe de la bourgeoisie US en regard des problèmes qui confrontent l'impérialisme US : le « Watergate » les avait exprimées d'une autre façon. Cette pression a déclenché une crise politique au sommet de la bureaucratie du Kremlin qui a besoin de dizaines de milliards de crédits pour surmonter l'impasse économique à laquelle sa gestion a conduit l'économie planifiée. Mais elle ne peut faire supporter aux prolétariats de l'URSS et de l'Europe de l'Est le poids écrasant des conditions que pose l'impérialisme américain. C'est une fulgurante démonstration de ce que Trotsky expliquait des rapports Europe-USA, surtout en cas de crise. La nature et le rôle de la bureaucratie du Kremlin fait que, sous des formes spécifiques, tout comme dans les pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest, en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, « la ligne politique des Etats-Unis — surtout si leur économie connaît des difficultés et des crises — provoquera en Europe comme dans le monde entier de profondes secousses ».

# La question nationale et les pays de l'Est

par Jean-Jacques MARIE

## Le capital, le « socialisme dans un seul pays », et la question nationale

« La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle essentiellement révolutionnaire » rappellent Marx et Engels au début du Manifeste du Parti communiste, en dressant le bilan provisoire des bouleversements engendrés par l'essor prodigieux du capitalisme. L'une des faces de ce rôle multiforme, c'est d'avoir en même temps brisé l'isolement des nations en donnant un caractère cosmopolite à l'économie et à la vie culturelle et créé réellement les nations, d'avoir éveillé à la conscience nationale des peuples soumis depuis des siècles aux découpages, aux tronçonnages, aux déportations, aux mutilations diverses que la féodalité et la monarchie leur avaient imposés.

Ainsi, dans son mouvement ascendant, le capitalisme a donné naissance aux Etats-Unis d'Amérique, a permis la réalisation partielle de l'unité allemande et de l'unité italienne, pays jusque-là tronçonnés en une poussière d'Etats crouppions, de principautés, de duchés autonomes, de territoires d'Eglise ; en même temps, il a créé les bases matérielles du dépassement des nations...

Le capitalisme donnait un vaste essor à ces aspirations nationales, il leur insufflait une force explosive et les liait intimement au mouvement révolutionnaire qui dressait les masses en lutte pour leur émancipation dans les révolutions de 1830, de 1848. Et pourtant, le capitalisme les a brimées, piétinées, écrasées en soumettant cet éveil des nationalités aux besoins des grands pays industriels lancés dans une course effrénée à la conquête de la planète. L'aspiration des peuples à disposer d'eux-mêmes est une aspiration démocratique ; la domination du capital s'oppose à sa réalisation comme elle tend profondément à s'opposer à la réalisation de toutes les revendications démocratiques. Reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme, par là même, doit maintenir « l'inégalité » entre les nations, comme il maintient l'inégalité entre exploités et exploités, entre travail manuel et travail intellectuel, entre hommes et femmes ou plus précisément s'oppose à l'émancipation des peuples et des nations comme il s'oppose à l'émancipation des travailleurs ou à l'émancipation des femmes.

Ainsi, les petits peuples, les petites nations ont été soumis au joug des bourgeoisies nationales des pays capitalistes les plus puissants qui ont, au gré de leurs marchandages et de leurs affrontements, taillé et retaillé dans leur chair. Cette

tendance profonde connaît son plein développement lorsque le capitalisme atteint le stade de l'impérialisme : après la naissance ou la renaissance partielle de nations entières (Etats-Unis, Allemagne, Italie), le capitalisme fait régner l'oppression nationale la plus sauvage, tant dans les pays colonisés où se répètent les destructions de nationalités entières du XVI<sup>e</sup> siècle, qu'en Europe (centrale en particulier) et aux Etats-Unis (l'extermination des indiens).

Ainsi, l'impérialisme, pour maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme dans la forme historique qui lui correspond, c'est-à-dire le régime de la propriété privée des moyens collectifs de production, a exacerbé les revendications nationales, poussé au paroxysme les aspirations des peuples à disposer d'eux-mêmes en leur interdisant de trouver satisfac-

tionales des peuples, il ne pouvait donner à telle ou telle d'entre elle une apparente satisfaction qu'à travers le massacre : il faut la Première Guerre mondiale pour redonner naissance à la Pologne tronçonnée depuis 130 ans ou pour secouer la prison des peuples qu'était l'empire des Tsars, mais il ne peut donner cette apparente satisfaction à telle ou telle nationalité qu'en la rendant inviable : ainsi la Pologne n'a droit à l'existence qu'en tant que gendarme de l'impérialisme franco-britannique aux frontières de l'URSS : c'est à cette fin qu'elle est créée et comme foyer de haines nationales aiguës chez les millions d'« allogènes » qu'elle renferme. Le découpage de l'Europe centrale qui donne apparemment satisfaction à certains peuples (hongrois, polonais, serbe, tchécoslovaque) est donc dès l'origine gros d'un nouvel affrontement...

Ainsi la bureaucratie russe reçut-elle, en pénétrant en Europe de l'Est au printemps de 1944 pour écraser les armées de Hitler, l'héritage impérialiste d'une mosaïque de nationalités opprimées et d'une question nationale sans le moindre début de règlement, ou plus précisément sans autre règlement que l'oppression des grandes nations impérialistes sur les petites nations et, à travers elles, sur les minorités nationales sans Etats ni frontières.

La leçon de la guerre impérialiste de 1914-1918 était claire : la satisfaction de la **revendication démocratique** que constitue l'aspiration des nations et des peuples à disposer d'eux-mêmes est incompatible avec le maintien de l'exploitation de l'homme par l'homme, avec le maintien du système du profit à l'échelle de la planète ; elle exige sa disparition et elle est l'un des éléments moteurs de cette disparition.

La prétendue théorie du « socialisme dans un seul pays » élaborée par Staline en 1924 et qui servit de couverture au développement de la caste bureaucratique parasitaire va en un sens strictement inverse : si le socialisme est réalisable et même réalisé au sein des frontières de l'URSS, la houlette russe, le nationalisme russe deviennent ipso facto émancipateurs. Ainsi Staline fait réviser l'histoire de la Russie en montrant dans l'expansionnisme tsariste un facteur d'émancipation et de progrès : en colonisant et en assimilant les populations allogènes — dont certaines avaient un niveau de civilisation supérieur — le tsarisme effectuait un travail progressiste et les représentants des peuples qui lui résistaient devenaient par là même autant d'agents de l'impérialisme britannique ou germanique. A cette mission dans le temps correspondait une mission dans l'espace (la politique de russification systématique des

Le bilan de l'impérialisme était écrasant : foulant au pied les aspirations na-

tionales des peuples, il ne pouvait donner à telle ou telle d'entre elle une apparente satisfaction qu'à travers le massacre : il faut la Première Guerre mondiale pour redonner naissance à la Pologne tronçonnée depuis 130 ans ou pour secouer la prison des peuples qu'était l'empire des Tsars, mais il ne peut donner cette apparente satisfaction à telle ou telle nationalité qu'en la rendant inviable : ainsi la Pologne n'a droit à l'existence qu'en tant que gendarme de l'impérialisme franco-britannique aux frontières de l'URSS : c'est à cette fin qu'elle est créée et comme foyer de haines nationales aiguës chez les millions d'« allogènes » qu'elle renferme. Le découpage de l'Europe centrale qui donne apparemment satisfaction à certains peuples (hongrois, polonais, serbe, tchécoslovaque) est donc dès l'origine gros d'un nouvel affrontement...

peuples allogènes, y compris des 40 millions d'Ukrainiens) qui allait atteindre son apogée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

## La bureaucratie du Kremlin, et la vague révolutionnaire en Europe de l'Est

Portant à son degré le plus explosif et le plus barbare la crise du capitalisme, la Seconde Guerre mondiale, après avoir un instant plongé les masses dans l'hébétéude et le désarroi, fait déferler sur le monde, avant même qu'elle prenne fin, une énorme vague révolutionnaire. La fin de la guerre donne à cette vague les dimensions d'un raz de marée ; à la fin de la Première Guerre mondiale, les efforts conjoints de l'impérialisme et de la social-démocratie avaient réussi à contenir la révolution prolétarienne mondiale dans les frontières de l'ex-empire russe. A partir de 1944 les efforts conjoints de l'impérialisme, de la social-démocratie et de la bureaucratie stalinienne — qui apparaît aux yeux de millions de travailleurs comme le porte-flambeau de la révolution d'octobre — tentent de contenir le mascaret. Ces efforts se concentrent sur l'Europe, découvrant ainsi largement le flanc asiatique où, la digue étant infiniment plus faible, la révolution balaye le régime de Tchang Kaï-Tchek pourtant soutenu par l'armée américaine et Staline, libérant d'un coup un quart de l'humanité du joug du Capital.

L'impérialisme allemand, sous le casque nazi, avait tenté, une seconde fois, d'unifier l'Europe en un marché unique sous sa botte. Une seconde fois il venait d'échouer. Mais en labourant avec une sauvagerie inouïe l'Europe, de Brest au Caucase, en tentant de réduire des dizaines de millions d'hommes au statut d'esclaves moribonds du Capital germanique, en piétinant — voire en détruisant — des nationalités entières, il donna un élan nouveau aux aspirations nationales des peuples de l'Europe centrale, de même qu'il jeta des centaines de milliers de juifs épouvantés dans les bras du sionisme en fournissant à ce dernier un excellent prétexte pour nourrir sa politique de retour à la Terre promise. Ces aspirations nationales des peuples d'Europe centrale se conjugaient étroitement avec de profondes aspirations révolutionnaires à en finir avec le régime de la propriété privée.

A l'exception de la Tchécoslovaquie où, depuis 1919, vivait tant bien que mal la démocratie parlementaire et où partis et syndicats ouvriers organisaient la grande masse des travailleurs, tous les pays d'Eu-

rope centrale vécurent entre les deux guerres sous le joug de dictatures paramilitaires ou monarchiques nageant sur l'océan d'une corruption effrénée, d'une surexploitation intensive des masses travailleuses et d'un renforcement aigu des discriminations nationales. Ces dictatures se rallièrent toutes au nazisme à la seule exception de la clique polonaise de Beck à qui les armées nazies ne laissèrent comme choix que la plus honteuse des défaites... Aussi l'effondrement de l'armée nazie devait-il engendrer l'effondrement de ces régimes auxquels les masses manifestaient une haine commune.

Dans cette situation l'avance de l'Armée rouge rencontre et suscite à la fois dans ces territoires un mouvement émiétté (en l'absence de toute organisation susceptible de lui donner une forme coordonnée à l'échelle d'un pays tout entier) mais très profond du prolétariat et de la paysannerie pauvre contre les régimes honnis et vers l'expropriation pure et simple du Capital.

En Bulgarie, les ouvriers créent des tribunaux populaires, désarment la police, constituent des milices ouvrières et des comités locaux qui prennent en main l'administration et hissent le drapeau rouge sur tous les bâtiments publics, créent des conseils de soldats dans l'armée bulgare, dégradent les officiers. En Roumanie, les travailleurs forment des comités d'usines qui tentent de prendre le contrôle des entreprises. En Allemagne orientale, les ouvriers instaurent dans les usines que le patron et ses séides nazis ont en général fuies des conseils d'entreprises qui se coordonnent plus ou moins fermement à l'échelle d'une ville voire de plusieurs. En Pologne, dans l'Est en particulier et en Tchécoslovaquie, les conseils ouvriers poussent un peu partout sur les décombres de l'Etat bourgeois... Au lendemain de l'insurrection de mai 1945, les travailleurs, à travers leurs syndicats ou les conseils, instaurent le contrôle ouvrier sur les entreprises.

Ce mouvement de la classe ouvrière pour exproprier le Capital et prendre le pouvoir est un élément du déferlement révolutionnaire qui balaye le monde, mais il atteint là une acuité particulière parce que dans ces pays — comme en France ou en Italie — l'Etat bourgeois est en miettes, suivant dans sa chute l'armée nazie sous la houlette de laquelle il s'était rangé. La bureaucratie du Kremlin s'y heurte de plein fouet. Elle se dresse aussitôt contre ce mouvement qu'elle impulsait contre sa propre volonté en tant qu'organe déformé de l'Etat ouvrier... La veille de l'entrée de l'Armée rouge en Roumanie, le 2 avril 1944, Molotov déclare :

« Le gouvernement soviétique affirme qu'il ne poursuit aucun but

visant à acquérir un territoire roumain quelconque ou à modifier l'ordre social existant actuellement dans le pays. »

Le même Molotov recevant la délégation bulgare d'armistice lui déclare :

« Si certains communistes (1) persistent dans leur attitude actuelle, nous les mettrons à la raison. La Bulgarie conservera son gouvernement démocratique et l'ordre actuel (...). Il faut maintenir tous les officiers de valeur d'avant le coup d'Etat. Vous devez remettre en place tous ceux qui ont été chassés pour diverses raisons. »

Pour endiguer le mouvement des masses, la bureaucratie du Kremlin met en place des fronts patriotiques ou des fronts nationaux où les appareils locaux souvent squelettiques (Bulgarie, Roumanie, Hongrie) s'associent avec les forces bourgeoises de toutes nuances, jusqu'aux fascistes les plus déclarés. En même temps, ils prennent le contrôle de la police et de l'armée, d'une police et d'une armée qui, au cours des quatre années précédentes avaient fidèlement collaboré avec les nazis et qui, de piliers de la dictature ou de la monarchie deviennent en quelques mois la base de manœuvre des appareils staliniens qui occupent partout le ministère de l'Intérieur avant de constituer l'une des composantes des nouvelles bureaucraties nationales.

Le Kremlin installe à la tête du Front patriotique de Bulgarie le général Kimon Georgiev, l'un des artisans du coup d'Etat militaire de 1923, et le premier artisan du coup d'Etat militaire de 1934 qui s'acheva par l'instauration d'une dictature sanglante et l'interdiction des syndicats : le petit PC bulgare se réserva le ministère de l'Intérieur et, à partir de cette position, engagea une vaste offensive contre la classe ouvrière bulgare, contre la social-démocratie, contre les anarchistes et les trotskystes bulgares. En Roumanie, l'opération fut encore plus brutale et plus massive : le roi Michel fit arrêter son Premier ministre, le maréchal Ion Antonescu, homme de paille des nazis, et quelques mois plus tard, un gouvernement de coalition fut formé présidé par Petru Groza, auquel était adjoint George Tatarescu, du Parti « libéral » pro-nazi, l'un des principaux artisans de

l'établissement de la dictature monarchique. Le gouvernement comportait un certain nombre d'anciens « gardes de fer », l'organisation fasciste roumaine, Petru Groza, gros propriétaire et gros patron, déclara :

« Mon gouvernement n'a aucune intention de procéder à la collectivisation de la terre ou à la nationalisation des banques et de l'industrie. Le seul fait de poser cette question démontre l'ignorance de mon programme. »

L'une des premières entreprises du gouvernement fut d'introduire une discipline de fer dans les usines et d'y mettre fin aux « excès » des comités d'usine. Le ministre de la Guerre du gouvernement de coalition, le général Lascar, avait reçu la croix de fer sur le front russe des mains mêmes de Hitler. Le Parti communiste roumain qui avait à peu près un millier de membres lors de l'entrée de l'Armée rouge en Roumanie, recrute massivement le personnel de l'Etat, de l'armée et de la police dont la foi fasciste brûlait de mille flammes quelques mois plus tôt. Il soutient de toutes ses forces la monarchie haïe par les masses. Le jour anniversaire de la naissance du roi Michel, le journal du PC roumain, *Era Nova* titre : « **Le peuple roumain a foi dans son roi.** »

Le 17 novembre 1946 le secrétaire général du PC roumain, Gheorghiu Dej, achevait un discours électoral par ces mots : « Vive le roi ! Vive ses officiers et soldats ! Vive l'armée qui est la sienne et celle du peuple ! »

Avec quelques retouches dues aux circonstances locales, le tableau est le même en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie (2). Ainsi partout le Kremlin installe ou maintient au gouvernement les représentants du Capital, les pro-fascistes, les exploités, les artisans d'une oppression nationale féroce contre les minorités nationales.

La bureaucratie tente d'instaurer dans tous ces pays une forme spécifique de régime bourgeois reposant sur le maintien de la propriété privée des moyens de production et sur le contrôle politique du Kremlin et de ses agences, bref une variante d'Etat bourgeois sous son contrôle politique, militaire et policier. Dans

(2) Dans ce dernier pays quelques nuances : il y existe un parti communiste de masse, une social-démocratie vigoureuse, une tradition d'organisation ouvrière qui complique la situation pour la bureaucratie...

(1) Molotov désigne par là les travailleurs et une fraction du parti qui exprimait plus ou moins spontanément leur mouvement.

le rapport des forces politiques à l'échelle de l'Europe en 1945, la bourgeoisie de ces pays serait à elle seule incapable de maintenir l'ordre bourgeois ; seule la bureaucratie, qui jouit alors d'une large confiance dans les masses, peut assumer cette tâche. Elle donne à l'équilibre politique ainsi réalisé (du moins le croit-elle), le nom de « démocratie populaire » que le stalinien Martin Horvath définit alors comme « la forme la plus progressive de la démocratie bourgeoise ou plus exactement, comme sa seule forme progressive ».

Mais cette variante d'Etat bourgeois avec quelques résidus de bourgeoisie, constituée de fait une forme spécifique, dans la mesure où c'est le Kremlin, à travers ses divers appareils qui y exerce d'emblée le pouvoir réel, c'est-à-dire la bureaucratie de l'Etat ouvrier dégénéré, en dernière analyse donc l'Etat ouvrier dégénéré lui-même dont l'Etat bourgeois spécifique de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie n'est que l'ombre projetée et caricaturale : ce qui se marque très simplement par le fait que dans tous ces gouvernements nationaux en place le ministère de l'Intérieur est entre les mains du parti stalinien. Ainsi dès avant même l'expropriation du Capital qui sera réalisée dans des conditions particulières en 1948, ces Etats bourgeois en miettes reconstruits par le Kremlin cessent par là même d'être des Etats bourgeois. Et cela se complète par un autre aspect de la domination du Kremlin.

En même temps qu'elle s'acharne ainsi à défendre l'ordre bourgeois contre les aspirations et le mouvement même des masses, la bureaucratie russe organise le pillage de ces pays pour transférer sur eux (et donc sur leurs masses travailleuses) une partie du lourd fardeau de la guerre : la bureaucratie russe prend le contrôle direct d'un certain nombre d'entreprises (sous un prétexte facile, le transfert direct à l'URSS de tous les biens allemands dans ces pays, alors que ces biens découlaient de spoliations massives effectuées par le nazisme) ; la constitution de « compagnies mixtes » soviéto-roumaines, soviéto-hongroises, soviéto-bulgares, qui lui assurent le contrôle de segments importants de certains secteurs de l'économie nationale, démontage d'entreprises et transfert en URSS.

Ce faisant, la bureaucratie commence à exproprier le Capital : en Roumanie par l'intermédiaire du Sovrompetrol, société dite mixte, elle contrôle en fait l'industrie pétrolière roumaine, et prend directement la possession des puits que les Allemands avaient raflés (plus du tiers). Une banque mixte dite Sovrom Banco où l'URSS possède 50 % des actions, contrôle toute l'économie roumaine. En Bulgarie et en Hongrie le Kremlin prend

aussi possession directement des anciens biens allemands, soit entre le cinquième et le quart des entreprises du pays. En Tchécoslovaquie où à la suite de l'expulsion des Allemands du Nord (Sudètes) et de la défaite des nazis, la majorité des entreprises restent sans propriétaire et où les travailleurs, avec leurs conseils, ont pris en main des dizaines d'usines, le gouvernement tchèque est contraint de nationaliser toutes les banques, les compagnies d'assurances, les sociétés par actions, les mines, les fonderies, les aciéries, les entreprises d'électricité et des dizaines d'entreprises de toute nature. Le pillage organisé par les sociétés d'économie mixte qui contrôlent des secteurs entiers représente une expropriation voilée, sous forme de brigandage, qui n'en retire pas moins au capital national une partie importante de ses prérogatives, et ruine ses positions politiques déjà fragiles.

En même temps se constituent ainsi peu à peu les deux éléments de l'oppression nationale russe si brutalement (quoique diversement) ressentie dans les pays d'Europe de l'Est :

— le pillage économique par la bureaucratie russe des richesses nationales de ces pays ;

— le soutien direct apporté par la bureaucratie russe aux tenants d'un ordre haï, aux oppresseurs d'hier... et d'aujourd'hui.

La bureaucratie croyait qu'elle pourrait geler la lutte des classes. Mais cette dernière fut plus forte qu'elle. Si les efforts conjoints de l'impérialisme américain et des partis staliniens nationaux (français, italiens, etc.) réussirent à remettre en selle les bourgeoisies nationales, à y reconstruire, selon le mot de M. Thorez : « Un seul Etat, une seule armée, une seule police », si l'impérialisme et la bureaucratie réussirent tant bien que mal à déchiqueter l'Allemagne en deux, à disloquer l'organisation de la nation allemande en un Etat unique pour mieux séparer en deux morceaux son prolétariat (sans réussir pour autant à détruire la nation allemande et son aspiration à se réunifier), la bureaucratie, à elle seule, fut incapable de bloquer le déferlement de la vague révolutionnaire sur l'Europe centrale... Le maillon le plus faible céda. En même temps qu'elle menait une offensive déchainée contre les masses, elle dut, chevauchant la lutte des classes pour tenter d'en maîtriser et d'en dévier le cours, exproprier le Capital et étendre aux pays d'Europe de l'Est les conquêtes sociales de la révolution russe de 1917...

Dans ces pays, la bureaucratie nationale, installée par le Kremlin, contrôlée par lui, épurée par lui, purgée par lui, soutenue par lui a eu comme fonction, dès son émergence, de transférer sur les masses polonaises, hongroises, roumaines,

etc., les exigences du Kremlin. Mais en même temps, la gestion, par elle, d'un Etat national avec ses appareils divers, le potentiel économique qu'il contrôle, les richesses qu'il exploite plus ou moins directement — fût-ce sous les ordres et le contrôle strict des émissaires du Kremlin —, lui fournit un certain nombre de privilèges directs qu'elle défend. Elle est sans doute incapable de les défendre seule, comme l'ont souligné Berlin-Est en 1953, Budapest en 1956, Prague en 1968, mais elle y est accrochée féroce-ment, car là est la source de sa réalité de caste. A ce titre, il existe donc une bureaucratie polonaise, tchèque, roumaine, bulgare, hongroise issues historiquement du Kremlin et dépendantes de lui — mais ayant une réalité autochtone — alors qu'il n'existe pas de bureaucratie arménienne, biélorusse, ukrainienne, balte, géorgienne : il n'existe, dans les républiques diverses de l'URSS, que des branches directes de l'appareil russe du Kremlin qui soumettent directement les nationalités de l'URSS à une oppression brutale.

Dans les pays de l'Est, cette même oppression revêt ainsi un caractère indirect. Par là même, les bureaucraties nationales peuvent être tentées, dans des limites fort étroites, de dévier le mécontentement et la colère des masses vers leurs protecteurs haut placés du Kremlin, vers les « russes ». On peut ainsi assister à des désaccords, voir des fissures se dessiner, même des phénomènes de dislocation apparaître dans les rapports entre telle bureaucratie nationale et le maître du Kremlin. Mais aucune de ces bureaucraties n'ayant — à l'exception de la bureaucratie yougoslave, ce qui a expliqué ses méandres historiques — d'origine historique spécifique, ces oscillations dont l'amplitude est probablement destinée à s'accroître, ne saurait déboucher sur l'existence d'un « nationalisme » bureaucratique réactionnaire : dès qu'Imre Nagy a réclamé l'indépendance de la Hongrie il s'est placé sur le terrain de la révolution, Kadar a rompu avec lui en se plaçant sous l'égide directe du Kremlin... C'est la même coupure qui sépare les deux anciens amis, Dubcek et Husak...

## Union de l'Allemagne : un siècle en arrière

L'Allemagne est le révélateur le plus puissant de la politique de la bureaucratie et de sa nature réactionnaire. Pendant des siècles, la nation allemande, morcelée par la féodalité en une poussière de mini-Etats, a tendu vers son unité. La place centrale qu'occupe, à tous les points de vue, la nation allemande en Europe depuis l'ère carolingienne, donnait à

l'achèvement de cette unité une importance décisive. Carrefour industriel, commercial, politique de l'Europe, l'Allemagne et son destin reflètent fidèlement la réalité de l'Europe, berceau du capitalisme et, par là, secteur capital de la lutte des classes mondiale. Dans son ascension le capitalisme a permis la réalisation partielle de l'unité allemande, partielle dans la mesure où la question autrichienne est restée suspendue en l'air et où d'importantes minorités allemandes, rejets vigoureux de l'expansionnisme allemand sont restées en dehors de cette unité. Sa vigueur s'est immédiatement traduite dans l'expansion formidable du Capital allemand, étouffant dans les limites de son Etat et tentant par deux fois, d'affirmer sa vocation européenne et mondiale en tentant d'unifier l'Europe en un marché unique sous son talon. Le sort de l'Allemagne et sa place sont donc au centre même du sort et de la place de l'Europe. C'est pourquoi Marx et Engels militèrent si fort en faveur de l'unité allemande, sous les cris outragés des nationalistes petits-bourgeois français.

Dans sa rage de représentant de l'impérialisme français déchu, de Gaulle voulait, en 1945, découper l'Allemagne en quatre morceaux, en quatre Etats indépendants, annexer la Sarre et la Rhénanie, aux richesses si tentantes. Les impérialistes anglais et américains ont opposé leur veto à cet appétit gloutin du petit poucet français. Mais ils ont aidé la bureaucratie du Kremlin à parvenir à peu près au même but en divisant l'Allemagne en deux, en tranchant le cœur de l'Europe en deux parties inégales, en en défaisant l'unité historique. La bureaucratie qui se prétend porteur du socialisme, l'avant-garde de l'humanité, le moteur du progrès, réussissait là à opérer un formidable retour en arrière : balayées d'un revers de traité des dizaines d'années de marche vers l'unité allemande, pour un retour en arrière à l'antique état féodal, dans des circonstances évidemment fort différentes.

Imaginons que la bureaucratie stalinienne imposant son contrôle sur les Etats-Unis d'Amérique efface le résultat historique de la guerre de Sécession et tronçonne les Etats-Unis en deux, en accordant l'« indépendance » (c'est-à-dire, en pratique, en les subordonnant à son contrôle et à ses besoins) aux treize Etats du Sud : ce monstrueux anachronisme historique, c'est ce qu'elle a réussi à opérer au centre même de l'Europe, matérialisant ainsi de la façon la plus douloureuse et la plus intolérable la coupure de l'Europe en deux contre laquelle les forces productives sont en état de révolte permanente.

La tendance naturelle des forces productives les pousse à se rejoindre par-delà



cette coupure artificielle que matérialise le mur de Berlin. Mais cette coupure est maintenue par les forces conjointes de l'impérialisme et de la bureaucratie. Elle ne peut cependant durer éternellement et, si l'on ose dire à propos d'une coupure, prendre racine. Cette coupure, politiquement imposée, empêche l'unité de la nation allemande de s'exprimer sous une forme consciente et organisée, mais elle ne saurait anéantir l'unité organique du peuple allemand qui cherche toutes les voies pour se reconstituer.

Réunification de l'Allemagne, c'est donc le mot d'ordre qui exprime le plus immédiatement les aspirations nationales opprimées par la bureaucratie et l'impérialisme en Europe. Ce n'est pas un hasard si c'est à Berlin-Est que s'est produite la première explosion au lendemain de la mort de Staline, ce n'est pas un hasard si le mouvement naturel des travailleurs de Berlin-Est s'est dirigé vers leurs frères de l'Ouest pour une initiative commune et générale, ce n'est pas un hasard si impérialistes ou bureaucrates se sont donnés la main pour boucler leurs frontières barbelées et empêcher la jonction des travailleurs de Berlin-Est et de Berlin-Ouest. C'est plus qu'un symbole. C'est un signe, inscrit en lettres de feu dans la lutte des classes vivante.

De 1946 à 1948 on assiste à un double mouvement : acharnement de la bureaucratie à démanteler toutes les initiatives et tous les organes autonomes des masses et conflit croissant avec la bourgeoisie nationale qui débouche sur son expropriation par les méthodes de la bureaucratie, c'est-à-dire dans le dos des masses et parfois de façon quasiment... clandestine.

En Allemagne, le haut-commandement soviétique dissout les groupes communistes ou socialistes et les conseils d'entreprises qui s'étaient constitués en réponse à l'avance de l'Armée rouge, il interdit d'arborer le drapeau rouge. En Allemagne orientale, après trois ans de tiraillements, la conférence de Bitterfeld dissout les conseils ouvriers le 25 novembre 1948. En Tchécoslovaquie, le Parti communiste invite les ouvriers à rendre leurs armes pour consolider l'autorité de la police et de l'armée.

« Seules, dit Paul Barton, quelques entreprises d'importance secondaire y consentirent. Pour arracher les usines aux ouvriers nombre d'officiers reçurent l'ordre d'assurer la gestion des plus grandes fabriques métallurgiques ; les conseils d'établissement leur montrèrent la porte. Et le régime se heurtait un peu partout à la revendica-

tion d'une vaste expropriation du capital. »

En trois ans, l'appareil des syndicats réussit à vider les conseils ouvriers de leur contenu et à les absorber : l'opération s'achève au début de 1948.

Le processus est partout à peu près identique. En Tchécoslovaquie, où la bourgeoisie, anti-nazie par force, avait su préserver quelque vigueur et des morceaux de son appareil d'Etat, une « mobilisation » des travailleurs, très strictement contrôlée et manipulée (3), liquidée, en 1948, le personnel politique bourgeois et ouvrit la voie à l'expropriation du Capital. En Hongrie, l'appareil fit décréter le lundi de Pâques 1948 férié. Et ce jour-là, des fonctionnaires de l'Etat vinrent saisir les usines vides. Les ouvriers apprirent le lendemain, mardi, que leurs entreprises avaient été nationalisées...

Ces Etats étaient, ainsi, comme l'écrit Stéphane Just,

« à la fois le produit de mouvements révolutionnaires décapités par la bureaucratie, sans être parvenus à instaurer un pouvoir central, et le prolongement de l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS qui accusait ici le côté bourgeois de sa nature contradictoire, renforcé encore par l'utilisation, comme contrepois au prolétariat, des restes des classes dirigeantes autochtones et de leurs Etats. Dans le cas où le poids des restes de la bourgeoisie s'avéra trop lourd, une mobilisation extrêmement contrôlée des masses fut nécessaire pour les éliminer, comme en Tchécoslovaquie (...). « Dans une situation internationale où la bourgeoisie mondiale, profondément ébranlée, ne pouvait intervenir et où la classe ouvrière des pays économiquement développés d'Europe occidentale était, soit atomisée comme en Allemagne, soit neutralisée par les appareils réformistes et stalinien en dépit de la crise profonde de l'impérialisme, où, enfin, le prolétariat russe épuisé par la guerre n'était pas en état de mettre en question le pouvoir de la bureaucratie, l'action

(3) Une fois liquidées les formes d'organisation que la classe ouvrière s'était données dans sa vaste mobilisation de 1945.

militaro-bureaucratique du Kremlin s'était avérée suffisamment efficace pour donner à ces Etats les pires traits bourgeois de l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS (...).

« Après avoir brisé l'action autonome des masses, c'est effectivement l'action militaro-bureaucratique du Kremlin qui a achevé l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie. Mais elle n'a pu le faire qu'autant que, *préalablement*, l'action révolutionnaire des masses avait cassé ce qui subsistait de l'appareil d'Etat bourgeois et commencé cette expropriation. »

La bureaucratie du Kremlin concentre en effet dans ces Etats les contradictions de l'URSS, exportées, aggravées, caricaturées jusqu'à l'insoutenable. Elle crée en Europe centrale une demi-douzaine de « socialisme dans un seul pays », microcosmes rabougris, séparés par des barrières infranchissables et que symbolise l'énorme complexe sidérurgique polonais de Nowa Huta, édifié près de Cracovie dans une plaine sans fer ni charbon. Des « rideaux de fer » miniature écartèlent les économies complémentaires de peuples liés par une histoire et une coexistence... troublée mais millénaire, et qui n'ont plus soudain, comme rapports entre eux, que la subordination directe aux intérêts économiques, militaires et diplomatiques du Kremlin qui continue à les piller sans vergogne jusqu'à la mort de Staline. Chaque pays coupé de ses voisins, coupé du marché mondial, en subit cependant la loi, avec une force proportionnelle à son développement économique antérieur et souffre ainsi de distorsions graves qui frappent au premier chef la Tchécoslovaquie industrialisée...

La constitution du COMECON (marché commun de l'Est) qui vise à « harmoniser » le fonctionnement des économies des pays de l'Est sous la houlette directe de Moscou, n'a fait au mieux qu'atténuer quelques discordances, mais a renforcé le sentiment de la main-mise intolérable du Kremlin sans donner un caractère complémentaire au développement économique de ces pays.

Aussi est-il normal qu'à peine au pouvoir les partis stalinien des pays d'Europe centrale soient soumis à de vastes purges orchestrées par une série de procès publics qui s'étaient de 1948 à la mort de Staline et visent à mettre au pas les masses et les bureaucraties nationales elles-mêmes ; et qu'en même temps, le seul parti venu au pouvoir à la tête des masses en lutte, le PC yougoslave, soit contraint de rompre avec le Kremlin et qu'il ait la possibilité de le faire...

## La bureaucratie du Kremlin oppresseur des peuples

Aussi n'est-il pas étonnant que la question nationale ait très vite pris dans ces pays une acuité extrême et constitué l'un des germes les plus vigoureux de la révolution politique. Question nationale à double étage :

— d'abord le ressentiment des masses des pays dits de « démocratie populaire » contre le Kremlin, contre « les russes » se développa-t-il très vite et très profondément ;

— ensuite dans chaque pays le nouveau découpage bureaucratique (déplacement de la Pologne vers l'Ouest, retouches aux frontières bulgare et roumaine) laissait à l'intérieur de chaque frontière nationale une poussière de minorités nationales bientôt soumises aux pires discriminations (Hongrois en Roumanie et en Tchécoslovaquie, Biélorusses, Ukrainiens, Allemands en Pologne, les Juifs partout, etc.)

Les redécoupages, les aménagements auxquels procède la bureaucratie dans ce cadre taillent une nouvelle fois dans la chair des nations et des peuples ainsi dissociés, disloqués comme ils ne l'avaient jamais été, mais sur la base sociale de l'expropriation du Capital. Les frontières hermétiques que la bureaucratie dresse entre les divers pays séparent non seulement les Hongrois des Yougoslaves et des Tchèques, mais elles séparent les Hongrois de Hongrie des Hongrois de Roumanie, les Albanais d'Albanie des Albanais de Yougoslavie, les Macédoniens de Bulgarie des Macédoniens de Yougoslavie, les Ukrainiens d'URSS de ceux de Pologne et de Tchécoslovaquie...

Ainsi, sous la domination de la bureaucratie, le chauvinisme russe qui étouffe les minorités nationales en URSS même, les piétine plus brutalement encore dans les pays dits de démocratie populaire et dresse contre le Kremlin une haine profonde nourrie des traditions de la haine centenaire contre le knout tsariste russe.

Les bureaucraties nationales des pays d'Europe de l'Est sont d'une extrême fragilité : si la bureaucratie russe est le produit de la dégénérescence de l'Etat ouvrier isolé et soumis à la formidable pression de l'impérialisme, bref si elle est née du sein même de cet Etat ouvrier soumis à l'action violente d'une force externe, les bureaucraties polonaise, hongroise, tchécoslovaque, bulgare, roumaine, sont des produits d'importation. Elles ne sont pas nées de la dégénérescence accidentelle du processus vivant de la révolution, mais ont été mises en place pour chapeauter et corseter une lutte des classes dont l'appareil stalinien

visé d'abord à bloquer puis ensuite à dévier et contenir le cours torrentiel.

Lorsque l'armée de l'U.R.S.S. entre en Bulgarie, en Roumanie, en Pologne, les partis communistes de ces pays ne représentent que de minuscules appareils coupés des masses et sans racines réelles dans la classe ouvrière. Le PC polonais, dissout par Staline en 1938, contrôle une fantomatique armée populaire (Armia Ludowa), le parti communiste roumain est tout aussi squelettique, le PC bulgare minuscule, le PC hongrois minoritaire. Seul le PC tchécoslovaque représentait une organisation de masse, et seul le PC yougoslave avait dirigé les masses en lutte contre les nazis et l'Etat bourgeois...

Ainsi à l'exception de la bureaucratie yougoslave, les bureaucraties des pays de l'est sont, à des degrés différents, des greffons artificiels fabriqués par l'appareil du Kremlin à partir de petits partis staliniens nationaux grossis de l'appareil de l'armée, de la police, de la justice, des administrations de l'Etat et soumis à une épuration visant à éliminer les éléments «étrangers» c'est-à-dire ceux qui, à un moment ou à un autre, avaient pu avoir une existence politique liée à la lutte du prolétariat, fut-ce au compte de la politique du Kremlin (par exemple les participants des Brigades internationales). Ces greffons artificiels ont, par l'intermédiaire des divers appareils qu'ils contrôlent, tenté de plonger des racines dans les forces vives du pays (la classe ouvrière, la paysannerie). Mais ils y sont tous restés plus ou moins étrangers, supportés par la présence directe des forces armées et de la police du Kremlin. Couverture et créatures de l'appareil stalinien russe : c'est ainsi qu'ils apparaissent aux masses.

Aussi n'est-il pas étonnant que les mouvements engagés par les masses dans les pays d'Europe de l'Est aient tous revendiqué l'indépendance nationale, soit dès leurs premiers pas, soit en réponse à la réaction brutale de la bureaucratie du Kremlin aux revendications des masses : en juin 1953 les travailleurs de l'Allemagne de l'Est réclament le retrait des troupes soviétiques, car au moment où ils réclament aux dirigeants allemands la satisfaction de quelques revendications, ils voient se dresser face à eux et à leur grève générale, les chars de l'armée de l'U.R.S.S. sans lesquels le gouvernement d'Ulbricht n'aurait pu tenir longtemps et sans lesquels le gouvernement de son successeur ne saurait non plus résister de longs mois. (...) En 1956 en Pologne et en Hongrie la revendication de «l'égalité» nationale, de l'indépendance nationale, du droit à choisir sa voie sont autant de traductions — tamisées, atténuées — de la volonté des

masses de chasser «les russes», c'est-à-dire la bureaucratie et ses protecteurs. (...)

Définissant le programme de la gauche communiste polonaise, Ryszard Turcki et Eligiusz Lasota mettent au premier point l'indépendance nationale :

« La gauche *revendique* une indépendance totale, considérée comme la condition première et fondamentale pendant un certain temps — il y a quelques semaines — pour s'engager sur la voie vers le socialisme, la plus adaptée à nos conditions, la seule voie réelle, la voie polonaise. »

On ne saurait assimiler l'expression en vogue en octobre 1956 de « *voie polonaise vers le socialisme* » ou de « *voie polonaise du socialisme* », avec la théorie des « modèles », élaborées, entre autres, par Roger Garaudy. La formule signifie à la fois l'aspiration à l'indépendance nationale et la volonté d'en finir avec le stalinisme — tel qu'il est saisi et compris.

Le contenu que cette expression revêt pour les masses trouve son plein sens dans la révolution hongroise : la revendication de « *l'amitié hungaro-soviétique sur la base du principe léniniste de l'égalité complète* », affirmée les 22 et 23 octobre prend, dès les premiers affrontements, un contenu plus précis. Ainsi dans la « *Revendication de tous les travailleurs des hauts fourneaux d'aluminium d'Inota* » :

« 5. Amitié avec l'Union soviétique et nos voisins constructeurs du socialisme sur la base de l'égalité complète. »

« 9. Révision de la situation actuelle du commerce extérieur et sa discussion parlementaire sur la base des interpellations. »

« a) L'uranium hongrois sous contrôle hongrois ! »

« b) Révision des accords commerciaux conclus jusqu'ici ! »

« 15. Retrait des troupes soviétiques du territoire de la Hongrie ! »

Ou dans l'appel du Comité révolutionnaire des Intellectuels hongrois dont les deux premiers points sont ainsi formulés :

« 1. Règlement immédiat de nos relations avec l'Union soviétique. Retrait des troupes soviétiques du territoire hongrois. »

« 2. Annulation immédiate de tous les accords commerciaux conclus avec des pays étrangers et qui portent préjudice à notre économie nationale. Le pays doit être informé de la nature de ces accords commerciaux y compris ceux relatifs aux exportations d'uranium et de bauxite. »

Au plus fort de la deuxième intervention militaire du Kremlin, la radio libre Rajk, le 5 novembre, porte cette revendication à son degré le plus explosif en lançant cet appel qui traduit, jusque dans ses confusions, les sentiments de centaines de milliers d'hommes qui luttent les armes à la main contre les tanks et les troupes du Kremlin. La bureaucratie hongroise a fondu au feu de la révolution ; ses minces restes (essentiellement la police politique) fidèles à ses origines ne peuvent supporter seuls, un instant, le choc des masses en lutte. Comme à Berlin-Est en 1953, c'est le Kremlin qui doit intervenir directement.

## Texte diffusé par radio libre « Rajk »

« Camarades ! De nouveau le sang coule dans notre malheureux pays. Les dirigeants de l'Union soviétique ont encore eu de nouveau recours à leur politique terroriste de colonisation connue à l'époque de Staline-Rakosi. Pendant que nous menions des négociations amicales avec eux, ils nous trompaient et, maintenant, ils organisent des assassinats en masse avec leurs tanks et leurs avions. Par cet acte barbare, ils rendent impossible à jamais l'activité publique d'un parti communiste honnête dans notre pays.

« Janos Kadar et son parti réorganisé peuvent essayer de tromper le pays et le monde, mais un fait demeure : les canons russes ont ruiné en Hongrie la démocratie et le communisme (...). Les dirigeants soviétiques doivent savoir que les vrais communistes hongrois ne toléreront jamais le règne terroriste russe. S'ils écrasent ce peuple, ceux qui resteront vivants... continueront la lutte illégale contre eux...

« Nous ferons tout pour transmettre une image fidèle de la politique brutale de colonisation des Russes non seulement aux camarades russes, mais aussi aux camarades vivant en Yougoslavie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie et également dans les pays occidentaux... Ceux qui, de quelque manière que ce soit et au nom de n'importe quel parti collaborent avec cette puissance de colonisation, trahissent non seulement la Hongrie mais aussi le communisme et nous les combattons. Camarades, tout vrai communiste hongrois a sa place maintenant aux barricades ! »

(5 novembre 1956)

Au feu de la révolution, les deux forces réelles se heurtent directement : le prolétariat et la bureaucratie du Kremlin. Son agence nationale se disloque et ne peut jouer le rôle décisif de rempart de l'ordre bureaucratique. La montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie a, sous des formes différentes, abouti au même résultat : les forces armées du Kremlin, flanquées de détachements purement symboliques de la RDA, de Hongrie, de Bulgarie et de Pologne, ont dû intervenir directement pour contenir le profond mouvement des masses, et pour reconstruire l'appareil stalinien tchécoslovaque démantelé : depuis six ans, le Kremlin et les masses tchécoslovaques sont face à face. Husak n'est entre eux qu'une légère palissade qui ne saurait tenir sans l'Etat du Kremlin, de sa police, de son armée, de ces conseillers.

## La question nationale, la révolution, les Etats-Unis socialistes d'Europe

La revendication de l'indépendance nationale ou, plus exactement, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans les pays d'Europe centrale prend un aspect particulièrement brûlant en Allemagne ; sous un certain angle, elle se concentre dans la revendication de la réunification de l'Allemagne. La coupure de l'Allemagne en deux, la bureaucratie prétend l'institutionnaliser et l'éterniser en proclamant l'absurdité grotesque des deux nations allemandes, d'une nation est-allemande et d'une nation ouest-allemande. Miracle de la révolution scientifique et technique, sans doute que la naissance d'une nouvelle nation à

l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme par décision de quatre pays de couper en deux une nation déjà existante. Quelles sont les racines historiques, sociales, culturelles de la nouvelle nation « est-allemande » ? Une décision conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie de couper un peuple en deux pour pouvoir mieux tenter de disloquer son prolétariat suffirait à créer une nation nouvelle : toute-puissance miraculeuse des décisions des appareils...

En réalité, la déchirure de l'Allemagne en deux est insupportable sur tous les plans, économique, social, politique, culturel. Elle réduit la République Démocratique Allemande à n'être qu'un avorton — inviable, un monstre — supporté à bouts de bras par la bureaucratie du Kremlin, plus inviable encore que tous ses voisins. Le rôle historique de l'Allemagne en Europe concentre dans cette déchirure celle de l'Europe en deux, son caractère insupportable et explosif.

L'oppression nationale que subissent les peuples des pays d'Europe de l'Est est aggravée par leur séparation brutale et artificielle avec le reste de l'Europe, avec lesquels ils constituent une entité historique : le berceau du capital. Aussi l'aspiration à la libre détermination de tous les peuples d'Europe centrale, la réunification de l'Allemagne constituent-ils des éléments de la révolution politique à l'Est et de la révolution sociale à l'Ouest. La revendication de l'indépendance nationale dans chacun de ces pays, comme la réunification de l'Allemagne : ces mots d'ordre sont entièrement dirigés contre la domination de la bureaucratie parasitaire. Ils libèrent l'énergie formidable des masses prolétariennes dont le poids objectif, sur la base des conquêtes ouvrières de 1945-48, si déformées fussent-elles, s'est considérablement accru au cours des vingt dernières années.

La complexité et l'enchevêtrement extrêmes des problèmes des nationalités dans les pays de l'Europe centrale, l'incapacité absolue de la bureaucratie à les régler si peu que ce soit n'ont fait que s'accroître au cours des dernières années : la caricature en est sans doute la féroce campagne antisémite déclenchée en Pologne en 1968 : la bureaucratie polonaise se révélait incapable d'accepter la présence de 80 à 100 000 Juifs rescapés des massacres hitlériens dans la Pologne dite socialiste.

La question macédonienne, pour le moment en sommeil, constitue une pomme de discorde permanente entre la Yougoslavie et la Bulgarie qui se partagent des centaines de milliers de Macédoniens. La Yougoslavie, depuis une dizaine d'années,

voit s'aggraver les antagonismes nationaux et les aspirations des populations diverses qui la composent à se déterminer librement : Albanais, plus nombreux en Yougoslavie qu'en Albanie même, Croates, Slovénes, Macédoniens, supportent aussi mal le joug de la bureaucratie serbe que les Ukrainiens, les Arméniens et les Lithuaniens supportent mal le joug de la bureaucratie russe.

Il faut le répéter : l'aspiration de tous ces peuples à l'autodétermination est intégralement **révolutionnaire**. Sous le joug de la bureaucratie — et contre lui — aucune aspiration nationale ne saurait être réactionnaire, même si les bureaucraties nationales en jouent plus ou moins pour que le Kremlin leur fasse telle ou telle concession.

Le constater est une chose. Penser que la solution conforme aux intérêts de ces peuples serait la constitution de chacun d'entre eux en un Etat indépendant, c'est autre chose. La marqueretterie complexe que représente l'Europe centrale l'interdit tout autant que la complexité des liens économiques qui les unissent les uns aux autres, et qui les lient aux pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest.

La perspective qui répond pleinement à leurs aspirations et permettra leur libre développement, l'expansion harmonieuse des forces productives, la marche vers le socialisme, c'est celle des Etats-Unis socialistes d'Europe, unifiant la révolution sociale à l'Ouest et la révolution politique à l'Est. Unification de l'Allemagne, droit de chaque peuple à disposer de lui-même en sont des composantes indispensables, car dans ces combats aux rythmes inégaux, ils rassemblent les masses des pays subordonnés à la bureaucratie du Kremlin contre elle. Il est fort possible, voire probable, qu'entre cette revendication et la réalisation des Etats-Unis socialistes d'Europe, des formes **transitoires** verront le jour : une Ukraine indépendante, une Fédération des pays baltes une Allemagne réunifiée, une Fédération danubienne. La Fédération danubienne, c'est par exemple ce qu'avait suggéré au début même de la révolution hongroise, Radio-Miskolc, suscitant une farouche réaction des bureaucraties tchécoslovaque et roumaine, auxquelles Radio-Miskolc avait répondu le 30 octobre :

## Communiqué de Radio-Miskolc

« Il a été porté à notre connaissance que, dans les milieux slovaques et roumains, on qualifie de

caractère réactionnaire et chauviniste l'idée d'une Fédération danubienne lancée par nous.

« Nous devons répéter que notre idée est basée sur une large alliance des petits pays danubiens indépendants, dans le sens d'une compréhension. Si nous examinons ce problème, comme une perspective, ce regroupement... pourra se réaliser avec au maximum la prise en considération des intérêts économiques et culturels, d'un mutuel consentement, à une certaine phase de notre développement. Nous soulignons que la revendication de ceux de Bcsod n'avait pas l'intention d'établir immédiatement cette Fédération... Le but de certains milieux est de provoquer la rupture de l'amitié des Hongrois et des peuples frères voisins.

« Nous repoussons donc les calomnies sur notre prétendu nationalisme ! Nous maintenons l'idée de l'amitié et de l'égalité des peuples. Nous n'avons pas pensé et nous ne pensons point à changer les frontières de la Hongrie. Pour cette raison, nous tenons une telle accusation pour une falsification calomnieuse ! »

(30 octobre 1956)

Les mots d'ordre de Fédération danubienne, de Fédération balkanique ne sont pas nouveaux. Dès avant la guerre de 1914, la II<sup>e</sup> Internationale et les partis socialistes d'Europe centrale les mettaient en avant pour répondre à la fois à l'exigence d'indépendance des peuples de ces régions, d'unité de chacun d'eux et de l'unité entre eux.

Les petits peuples d'Europe centrale, les diverses nationalités de l'URSS ne peuvent développer harmonieusement l'économie de leurs territoires, tous les aspects de la vie sociale, leur culture, réaliser leurs aspirations en s'abstrayant de l'unité économique, sociale, politique, culturelle, sans cesse plus complexe que représente l'Europe. Il n'y a pas d'essor possible des peuples ukrainien, macédonien, albanais, etc., sans que, tout à la fois, ils disposent de leur unité, de leur indépendance nationale et soient intégrés profondément à un vaste ensemble économique, social, politique, culturel, une Europe unie.

Tout l'héritage de l'histoire et l'étroitesse des liens économiques exigent de ces peuples qu'ils participent pleinement à la division internationale du travail et

coopèrent économiquement et sur tous les plans avec les autres peuples d'Europe. Il s'agit tout à la fois de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, leur indépendance, qu'ils aient les moyens politiques sans lesquels il n'y a ni indépendance, ni droits nationaux, Etats, régions autonomes, Fédérations, et, en même temps, qu'ils ne soient pas enfermés dans le ghetto de frontières nationales étouffantes. D'ailleurs, quelles frontières nationales correspondraient à l'enchevêtrement des diverses nationalités ?

Nous retrouvons ici notre point de départ : aucun régime social et politique fondé sur l'exploitation ou sur l'oppression et la spoliation, fussent-elles peñtes aux couleurs de la « construction du socialisme dans un seul pays », ne peut, ni faire droit aux aspirations nationales, ni briser l'étroit carcan des frontières nationales qui opposent les peuples les uns aux autres. C'est seulement la dictature du prolétariat, la démocratie prolétarienne qui peut abolir l'oppression nationale, respecter les droits nationaux, concrétisant l'internationalisme prolétarien en Europe, c'est-à-dire en construisant et en instituant les Etats-Unis socialistes d'Europe, précisément parce qu'elle abolira l'exploitation d'une classe par une autre et, en conséquence, toute forme de spoliation et d'oppression ainsi que l'horizon national borné.

Dans le creuset des Etats-Unis socialistes d'Europe finiront par disparaître, pour donner naissance à une unité supérieure, par résorption et déperissement, les différenciations nationales.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe permettront aux diverses nationalités de participer ensemble à la réalisation de cette unité, en développant leurs aspirations. Mais cette perspective ne saurait, d'un seul coup, balayer le lourd héritage historique d'oppression nationale laissé par l'impérialisme et aggravé par la bureaucratie. Aussi, la marche aux Etats-Unis socialistes d'Europe passe-t-elle par le droit intégral des nations et des peuples à se séparer.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est aujourd'hui un puissant levier entre les mains du prolétariat qui lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin : il disloque l'ordre contre-révolutionnaire européen que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont imposé, après accord à Yalta et à Potsdam, aux peuples et aux prolétariats d'Europe, et qu'ils veulent maintenir ; il donne toute leur puissance aux contradictions sociales ; il participe de la lutte pour la révolution politique en Europe de l'Est et de la lutte pour la révolution sociale à l'Ouest.

Jean-Jacques MARIE.

# Le gouvernement du Labour party, un gouvernement de crise

par François FORGUE

En définitive, la situation ne serait-elle pas aussi sombre pour la bourgeoisie anglaise qu'on a pu le dire ? La crise politique qui, à des degrés divers, affecte — en particulier dans les principaux pays d'Europe — tous les régimes sous lesquels la bourgeoisie exerce sa domination, s'arrêterait-elle aux rivages du Royaume-Uni ? On pourrait le croire à lire certains commentaires emprunts d'un relatif optimisme et de soulagement. Même le très réactionnaire hebdomadaire *The Economist*, lié à des cercles importants du capital financier, et qui généralement soulignait la gravité de la situation, se réjouit.

Une loi sur la répression du « terrorisme », qui étend son domaine au-delà des actes de terrorisme proprement dits, faisant du « soutien » à l'IRA (sans spécifier cette notion) un délit, c'est-à-dire à la limite rendant illégal l'expression d'un soutien aux légitimes aspirations du peuple irlandais à son indépendance et à son unité, a été proposée par le ministre de l'Intérieur du nouveau gouvernement Wilson, Roy Jenkins. Cette loi, qui donne à la police des pouvoirs étendus en matière d'arrestations préventives et d'expulsion, a été votée sans trop de remous. Malgré quelques protestations, les députés de l'aile gauche du Labour Party ont finalement mêlé leurs bulletins à ceux des conservateurs, respectant la discipline et l'unité du parti. En même temps

que cette loi était discutée en urgence, au Parlement, s'ouvrait un Congrès du Labour Party où, en dépit d'un échec de la direction sur la question de l'Europe (elle n'a pu empêcher le vote d'une résolution qui équivalait à une condamnation du Marché commun), Wilson et son équipe ont semblé être les maîtres du jeu. Et *L'«Economist»* se félicite de ce qu'à l'occasion des discussions des chefs d'Etats européens, Wilson retrouve une véritable stature d'homme d'Etat.

## Plus dure sera la chute...

Mais à peine les porte-parole de la bourgeoisie avaient-ils fini d'énumérer ces signes, pour eux encourageants, qu'une nouvelle venait souligner la gravité des problèmes auxquels le capitalisme britannique faisait face : British-Leylands, la plus grande entreprise d'automobiles du Royaume-Uni, son plus grand exportateur aussi, né en 1968 de la fusion entre Leylands et British Motors, était dans une situation critique. Il lui fallait négocier en toute hâte un emprunt massif (50 millions de livres) auprès de l'Etat pour éviter l'effondrement. Le gouvernement annonçait qu'il prendrait une participation dans les affaires de British-Leylands ; mais cela n'empêchait pas les travailleurs de l'une

des usines, celle de Cowley, de maintenir la revendication d'une hausse de salaire de 16 livres par semaine, (près de 200 F).

Il y a longtemps déjà que l'Angleterre a été qualifiée « d'homme malade de l'Europe ». Y compris dans les années où le capitalisme mondial a connu une ère de « prospérité », en réalité fondée sur un accroissement monstrueux du parasitisme et sur l'économie d'armement, le capitalisme anglais était en queue de peloton. Alors que, par exemple, on estimait le taux annuel d'augmentation du produit national brut (PNB) dans la période 1949-1962 à 4,8 % pour la France et 6,8 % pour l'Allemagne fédérale, il n'était que de 2,5 % pour l'Angleterre (1). Dans les deux dernières décennies, le déclin de l'impérialisme britannique sur la scène mondiale s'est précipité. Depuis 1950, la part de la Grande-Bretagne dans les exportations mondiales de produits manufacturés est passée de 25 à moins de 10 %. C'est ainsi que, dans le domaine de l'automobile, le capitalisme anglais a de plus en plus de mal à préserver son marché intérieur : 30 % des automobiles vendues aujourd'hui en Angleterre sont d'origine étrangère.

Que tous les capitalismes nationaux soient aujourd'hui des « hommes malades » ne redonne pas une « bonne santé », même relative, à l'impérialisme britannique. Au contraire. La marche à la crise économique mondiale frappe avec d'autant plus de force le capitalisme anglais qu'elle trouve là un terrain préparé par le déclin historique de ce dernier ; elle aggrave, elle renforce en même temps les faiblesses fondamentales, « structurelles » du capitalisme anglais, produites par sa décadence.

Cette décadence, un article de *La Vérité* (« L'Angleterre en crise », de Michel Fontan, dans le N° 554-555 d'octobre 1971) la résumait ainsi :

« Le capitalisme anglais s'est structuré sur la base de sa domination mondiale. Jusqu'en 1870, sa production de houille, de fonte et d'acier, de produits textiles représente la moitié ou plus de la production mondiale. Inondant le marché mondial de ses produits, important plus que tout autre pays (notamment pour les besoins alimentaires massifs que lui a légués la manière dont se sont déroulées les premières étapes de l'accumula-

tion primitive), l'Angleterre est, jusqu'en 1914, la première puissance commerciale du monde et sa marine domine les mers. Elle est le banquier universel et développe, au cœur de la City, un gigantesque appareil monétaire et financier dont la livre sterling, acceptée partout, est le véhicule.

Ultérieurement, plus son avance sur le terrain industriel, donc sur celui des exportations et des importations s'amenuise, et plus les revenus tirés des assurances maritimes, du frêt, des placements à l'étranger deviennent pour elle indispensables...

Ecarté de sa sphère d'expansion ancienne et naturelle par des concurrents plus puissants, le capitalisme britannique ne peut plus contrôler le marché mondial, mais il est plus que tout autre soumis à sa loi. Désormais la bourgeoisie de ce pays flotte dans des habits trop grands. Elle tire une part grandissante de ses revenus de sa fortune ancienne et non de l'accumulation nouvelle du Capital ; la fraction politiquement dominante de cette classe — liée au capital financier — dépend du bon fonctionnement de l'énorme appareil bancaire et financier édifié au temps de sa splendeur et que son potentiel de production, tout particulièrement industriel, n'a plus la force de porter. »

Cette décadence qui, au lendemain de la Première Guerre mondiale, était déjà au centre des problèmes insolubles dans lesquels se débattait la bourgeoisie anglaise, est consommée avec la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences : l'impérialisme britannique est réduit à n'être plus qu'une puissance de deuxième ordre dans le cadre d'un système mondial lui-même en décomposition.

Il ne s'agit pas d'une sorte d'affaiblissement limité au domaine économique, mais d'un processus qui affecte toute la société bourgeoise, toutes les relations qui s'y sont développées. La base de l'impérialisme anglais est trop réduite et trop fragile pour soutenir l'édifice social et politique bâti au temps de sa splendeur. Les traditions et les institutions « typiquement » britanniques, « l'insularisme », ne sont pas le produit d'un développement isolé mais, au contraire, du déploiement mondial du capitalisme britannique et, aujourd'hui, la précipitation du déclin

(1) On sait la valeur très relative de ce genre d'indice. Les chiffres cités ont l'intérêt d'indiquer une tendance — celle de l'approfondissement du recul de l'impérialisme britannique.



de cet impérialisme, son rétrécissement à l'échelle mondiale les rend caduques.

Creuset du capitalisme, la Grande-Bretagne a aussi été celui du mouvement ouvrier. Du chartisme, Trotsky a pu écrire :

« L'époque du chartisme est impérissable, parce qu'elle nous donne, au long d'une dizaine d'années, une sorte de raccourci schématique de toute l'échelle de la lutte prolétarienne, à partir des pétitions au Parlement jusqu'à l'insurrection armée... En ce sens, la classe ouvrière anglaise peut et doit voir dans le chartisme, outre son passé, son avenir. » (2)

Les combats de l'époque du chartisme, ont été un maillon essentiel dans une longue chaîne de luttes, âpres et parfois sanglantes, par lesquelles le prolétariat britannique a conquis droits et libertés, arraché concession sur concession à la classe dominante. Les réformes ne sont pas octroyées, elles sont imposées comme résultats d'une action de classe, d'une action révolutionnaire. Loin de témoigner en faveur d'une évolution graduelle et pacifique du capitalisme sur la voie de l'amélioration de la condition de la classe ouvrière, l'histoire de la lutte des classes en Angleterre illustre parfaitement le mot de Marx : « Les réformes sociales n'aboutissent jamais par la faiblesse des forts, mais toujours par la force des faibles. »

Mais comme l'explique aussi Trotsky dans *Où va l'Angleterre*, « la bourgeoisie garda entre ses mains, grâce à sa situation mondiale, de prodigieuses ressources permettant de manœuvrer ». C'est pourquoi l'Angleterre sera le pays d'élection du réformisme : le mouvement ouvrier se constitue et se renforce en arrachant, par les méthodes de la lutte des classes, des concessions que la situation mondiale de l'impérialisme britannique lui permet d'accorder. Cette situation dominante, les surprofits provenant de l'Empire donneront une base à la politique de collaboration de classes des sommets du mouvement ouvrier. D'où la stabilité relative des rapports politiques entre les classes qui confère leur souplesse, leur efficacité aux institutions parlementaires à travers lesquelles la bourgeoisie exerce sa domination ; institutions qui, en retour, sont un élément de cette stabilité y compris lorsque ses bases sont remises en cause.

Mais, dès que la décadence de l'impérialisme britannique le pousse à s'attaquer aux conquêtes et aux positions de

la classe ouvrière, celle-ci engage des combats dirigés contre l'Etat bourgeois : c'est le cas de la grève générale de 1926.

Résumant la signification de la grève générale, Trotsky notait :

« La grève anglaise est issue de la contradiction existant entre la situation actuelle de l'économie britannique sur le marché mondial et les rapports traditionnels de production et de classes à l'intérieur du pays (L. Trotsky, préface à l'édition française de *Où va l'Angleterre*).

C'est le développement de cette contradiction qui a été le ressort essentiel du mouvement de la lutte des classes en Angleterre et ce n'est qu'insérée dans ce contexte que l'actualité la plus immédiate peut être analysée.

Cette actualité, en dépit des notes optimistes claironnées par certains porte-parole de la bourgeoisie, quelques éléments la définissent fort clairement. Le journal patronal français *Entreprise* les résumait sous le titre : « Tout peut basculer ».

Avant 1974 voyait la City secouée par une panique boursière : les actions, en six mois, étaient dévaluées de plus de 40 %. L'inflation se poursuivait à un rythme annuel de 18 à 20 % tandis que la production industrielle, non seulement stagnait, mais régressait. Depuis le début de l'année le nombre des faillites augmentait de 40 % ; parmi elles, la Court Line, la plus importante agence de voyages « bon marché » du Royaume-Uni. En dépit des augmentations arrachées par la lutte et qui en moyenne se montent à 15 %, on estimait que le pouvoir d'achat moyen de l'ouvrier avait baissé de 2,5 % depuis le début de 1974...

Cette crise ne s'exprime pas uniquement dans ces données que rappelait *Entreprise*, mais dans l'impasse politique, dans l'affrontement entre les classes. C'est le *New York Times* du 5 octobre qui constatait, le 5 octobre, à la veille des dernières élections : « La Grande-Bretagne est face à un affrontement de classes, à une psychologie du « nous contre eux » dans les syndicats, qui rend virtuellement impossible toute politique économique cohérente. » Et le *Times* du 12 octobre constatait que la venue au gouvernement du Labour Party n'avait en rien ralenti l'activité revendicative de la classe ouvrière : pour la période février-août 1974 on compte 3.500.000 journées de grève, soit 35 % de plus que pour la même période de l'année précédente, sous le gouvernement Heath. Confirmé dans ses fonctions par les récentes élections d'octobre 1974, le gouvernement Wilson, tel

(2) Où va l'Angleterre ?

qu'il s'est constitué en février 1974, après la grève générale des mineurs est et demeure un gouvernement de crise.

## Le Labour Party et le Parti conservateur

« L'Angleterre en crise » : c'est ainsi qu'était intitulé l'article de *La Vérité* d'octobre 1971 que nous avons cité plus haut. Ce titre était-il alors prématuré ? Nullement, mais encore s'agit-il de préciser quelle crise et quel moment dans le développement de la crise. Répétons-le, la décadence historique de l'impérialisme britannique qui minait toutes les relations sociales et politiques préalablement établies en Angleterre rendait en même temps le capitalisme anglais particulièrement vulnérable aux effets du tournant qui se préparait dans la situation mondiale et que révélaient les décisions de Nixon (inconvertibilité du dollar, surtaxe sur les importations). En 1970-71, l'Angleterre était en avance sur la voie que suivaient tous les Etats capitalistes. Mais la crise de la société bourgeoise en Angleterre s'amorçait à un autre niveau, sur le plan politique.

L'efficacité d'institutions parlementaires bien rôdées, le maintien du contrôle réformiste sur le mouvement ouvrier organisé, ont nourri le mythe selon lequel la succession de gouvernements formés par les conservateurs, puis par le Labour Party relevait d'une sorte d'alternance harmonieuse, le Labour Party ne se réclamant plus de la lutte des classes, les Conservateurs étant, en fait, des modérés. En 1964, toute une fraction du patronat ne s'était-elle pas prononcée pour la victoire des travaillistes ? C'est un fait que des cercles décisifs de la bourgeoisie, après que le parti conservateur ait été usé par douze ans de pouvoir, pensaient que la rationalisation, la restructuration de l'économie en fonction des besoins du capital, ne pouvaient se faire qu'avec la collaboration des dirigeants du mouvement ouvrier. C'était admettre qu'il était difficile de se heurter de front à la classe ouvrière organisée, qu'il fallait en conséquence choisir la « voie froide » pour lui faire supporter les frais d'une réorganisation indispensable. Ce n'était pas là, de la part des éléments les plus lucides de la bourgeoisie anglaise, nier la lutte des classes, mais au contraire en reconnaître la réalité.

Le parti conservateur et le Labour Party sont des partis dont la nature de classe est antagonique : l'un est un parti bourgeois qui se présente ouvertement comme le défenseur de l'ordre bourgeois, l'autre un parti ouvrier dont l'existence comme parti de la classe ouvrière orga-

niquement lié aux syndicats est le produit des luttes du prolétariat pour son émancipation.

Le Parti conservateur n'est pas un parti bourgeois parmi d'autres, mais le parti principal de la bourgeoisie, sélectionné comme un instrument direct de sa domination. Y compris au niveau de son idéologie officielle, il proclame son caractère réactionnaire. Un publiciste réactionnaire définissait ainsi la fonction du Parti conservateur :

« Le but du Parti conservateur est de rendre possible à la classe dirigeante sa tâche qui est de gouverner dans un contexte de suffrage universel ; de relier les nécessités pratiques d'un gouvernement efficace aux conditions contemporaines du règne de la majorité, de traduire l'idée de régime aristocratique dans des termes correspondant à la démocratie, ce qui veut dire organiser le soutien de la masse à un gouvernement élitiste et paternaliste. » (3)

Le Labour Party est né directement, comme expression politique indépendante du mouvement ouvrier organisé, c'est-à-dire des syndicats. A son origine, on trouve la constitution du Labour Representation Committee (Comité pour la représentation ouvrière) qui se donnait comme tâche de faire désigner et soutenir par les Trades Unions des candidats ouvriers opposés aux candidats de la bourgeoisie. C'est en 1906 que ce comité se transforme en Labour Party qui est une fédération d'organisations ouvrières (syndicats, coopératives, organisations et clubs politiques). Et Trotsky notait à ce sujet :

« Dans aucun autre pays du monde, le caractère de classe du socialisme ne fut aussi objectivement révélé par l'histoire de façon évidente, indiscutable, empirique, car le parti ouvrier est né du groupe parlementaire des Trade Unions, c'est-à-dire d'une organisation de classe des salariés. » (Où va l'Angleterre ?)

Certes, le Labour Party n'est pas resté identique à lui-même depuis sa formation. La consolidation puis le développement monstrueux d'un appareil bureaucratique

(3) P. Worsthorne, *The socialist myth, 1971, cité dans The Conservative Nation d'Andrew Gamble (Routledge et Kegan).*

« passé du côté de l'ordre bourgeois » en 1914, comme les autres directions de la II<sup>e</sup> Internationale, ont pesé sur le développement politique de la classe ouvrière anglaise et de ses organisations, ont mutilé le Labour Party (notamment en bannissant de ses rangs les organisations révolutionnaires), mais n'ont pu remettre en question ce qui le fonde : à savoir qu'il est une organisation qui fédère les différentes expressions de l'organisation du prolétariat comme classe. Ce qui explique que Lénine, après la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale, enjoignait à la jeune organisation communiste anglaise de combattre pour son affiliation au Labour Party.

L'opposition entre le Parti conservateur et le Labour Party ne se réduit pas à un duel parlementaire : c'est un conflit de classe qui se manifeste dans leur lutte, même lorsque les déclarations des dirigeants réformistes du Labour Party et des leaders conservateurs coïncident sur bien des points.

Le fait qu'en Grande-Bretagne se soit constitué un parti ouvrier qui, non seulement est celui dans lequel l'écrasante majorité des travailleurs voient « leur » parti, mais un parti qui soit en même temps, en quelque sorte, le mouvement ouvrier, est un fait politique d'une immense importance.

Mais cela ne signifie pas que l'ensemble des facteurs de la lutte des classes internationale ne jouent pas en Angleterre, ne s'expriment pas dans la lutte des classes — et d'ailleurs dans le Labour Party lui-même.

Ainsi, ce serait une erreur que de croire que le stalinisme ne joue aucun rôle en Angleterre parce qu'il ne peut présenter une alternative, en termes d'organisation, au Labour Party. En réalité, il est un élément clé du maintien du contrôle de l'appareil réformiste sur la classe ouvrière.

Mais cet article n'a pour but que d'illustrer certains des aspects essentiels du développement de la crise de la société bourgeoise. Dans un prochain article, *La Vérité* reviendra plus précisément sur le cours de la lutte des classes en Angleterre. C'est également dans ce cadre que l'on tentera de faire un bilan des organisations qui se sont réclamées — ou se réclament encore — de la IV<sup>e</sup> Internationale et d'aborder les problèmes stratégiques et tactiques de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale en Angleterre.

L'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1970 allait conduire la classe ouvrière à se rassembler, sur tous les terrains de sa lutte, contre les « Tories » et, à travers eux, contre l'Etat bourgeois, ce qui impliquait simultanément qu'en dépit des désillusions et du manque de confiance en Wilson et ses collègues, grandissant dans

la classe ouvrière, les travailleurs allaient se rassembler dans et autour du Labour Party, dans les organisations syndicales.

La classe dominante avait confié un mandat précis au gouvernement Heath : il fallait en finir avec ce qu'avait d'insupportable pour ses besoins les plus immédiats le réseau serré de conquêtes, de droits, de positions de la classe ouvrière. Et pour cela, il fallait s'attaquer aux moyens de défense de la classe ouvrière, à ses organisations.

Mais d'emblée, le gouvernement Heath se heurtait à la résistance de la classe ouvrière et, en fait, c'étaient les initiatives de celle-ci qui allaient rythmer le développement de la situation politique jusqu'à la chute du gouvernement conservateur.

Pour analyser les conditions de la chute de Heath — et les perspectives qu'elle ouvre — il est nécessaire de revenir sur les événements qui précèdent la constitution de ce gouvernement de combat contre la classe ouvrière. La contradiction entre la place occupée dans la lutte de classe par le Labour Party et la fonction que lui fait assumer sa direction, celle d'être l'instrument d'une politique dirigée contre la classe ouvrière et en dernière analyse contre ses organisations, est un facteur décisif de l'évolution de la situation politique en Angleterre.

De 1964 à 1970, le gouvernement Wilson va loyalement tenter de « réorganiser » l'économie britannique en fonction des besoins du capital. Mais sa marge de manœuvre se réduit du fait de la détérioration mondiale de l'économie capitaliste qui trouve vite une expression aiguë en Angleterre (dévaluation de la livre en 1967) et de la combativité de la classe ouvrière anglaise qui, dans son mouvement d'ensemble, participe à la montée internationale du prolétariat que concentrera, en 1968, la combinaison de la grève générale en France et du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie.

En mai-juin 1966, la grève totale de la marine marchande, menée contre les armateurs et le gouvernement Wilson (ce dernier proclame l'état d'urgence), révèle le degré de la maturation en cours dans la classe ouvrière. Le gouvernement Wilson institue une politique des revenus qui sera disloquée par la poussée des travailleurs en 1968-1969, englobant non seulement les secteurs les mieux organisés et traditionnellement les plus combattifs (dockers, métaux, etc.) mais les travailleurs municipaux, les enseignants.

A partir de 1968, le gouvernement s'engage dans la voie de ce qu'il appelle la « réforme des relations industrielles ». Il s'agit d'imposer une « discipline nationale » aux syndicats. Un pré-projet de loi (on ne peut parler d'un projet car il n'atteindra jamais le stade d'une discussion

au Parlement) est élaboré par le ministre du Travail de Wilson, Barbara Castie. Il prévoit des mesures restrictives du droit de grève, des périodes d'arbitrage obligatoire, des sanctions légales dans le cas de grèves « non officielles », c'est-à-dire déclenchées sans l'aval de la direction nationale d'une fédération ; il vise à limiter les possibilités des « shop-stewards » (des délégués d'atelier) dont l'action quotidienne forme la trame même de la vie syndicale.

C'en est trop. De la base au sommet des organisations syndicales, des directions solidement réformistes des grandes fédérations d'industries aux shop-stewards politiquement les plus avancés, c'est un « Non » unanime que renforce le déploiement de l'activité revendicative des travailleurs. Contre le projet Castle, le 1<sup>er</sup> mai 1969 (le 1<sup>er</sup> mai n'est pas légalement chômé en Angleterre), des secteurs importants de la classe ouvrière participent à une grève de protestation, la première grève politique d'ampleur nationale depuis la guerre.

Le Congrès des Trade-Unions se prononce contre le projet Castle ; la majorité du Labour Party lui emboîte le pas, désavouant Wilson.

En juin 1969, Wilson capitule devant la volonté qui s'est exprimée à tous les niveaux du mouvement ouvrier : le projet Castle disparaît... C'est bien plus qu'une péripétie, c'est là un épisode crucial de la lutte des classes, un moment où se nouent les éléments d'une nouvelle phase du combat du prolétariat anglais.

Pour tous les courants de la bourgeoisie, c'est le signe que le gouvernement du Labour Party a épuisé toute son utilité. Il est incapable de « discipliner » la classe ouvrière. Il faut que le Parti conservateur reprenne les rênes en main.

Traditionnellement, l'aile la plus conservatrice dans la direction du mouvement ouvrier, c'était la branche syndicale de l'appareil. Mais dans des conditions où les nécessités de fonctionnement du système capitaliste aboutissent à remettre en cause l'indépendance organique des organisations syndicales à l'égard de l'Etat, à préparer leur intégration sous une forme ou sous une autre comme rouage de cet appareil d'Etat, à déposer les organisations syndicales de leur droit à négocier par une politique autoritaire, les dirigeants réformistes de ces organisations ne peuvent que tenter de résister ou accepter la disparition de ce qui leur donne un rôle.

Dans le cas du Labour Party, la politique dans laquelle Wilson s'était engagé aboutissait à sa dislocation : le conflit avec les Trade-Unions (qui ferment, on le sait, la charpente du Labour Party) conduisait à une scission.

Mais la résistance limitée et hésitante des dirigeants des grands syndicats, la

montée de l'opposition et le recul de Wilson, ne sont pas des conséquences automatiques de la nature de classe du Labour Party. Ils sont incompréhensibles si on ne se réfère pas à cette donnée, mais ils procèdent du mouvement de la classe ouvrière elle-même, de ses luttes, de sa radicalisation politique qui s'exprimait parmi ses cadres organisateurs, délégués syndicaux, responsables de sections du Labour Party, militants, etc.

C'est le plus important. L'échec infligé à la tentative de faire cautionner par le mouvement ouvrier une politique de revenus et une limitation du droit de grève, manifeste une modification des rapports politiques au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, une modification des rapports entre les masses et les appareils, modification qui procède des rapports de force entre les classes, du fait que c'est le prolétariat qui a l'initiative, qui est nourri par tout le développement ultérieur. Cette modification se réfracte dans les changements qui s'opèrent à tous les niveaux du mouvement ouvrier : à l'échelle nationale des Trade-Unions, ce sont des responsables qui sont apparus comme étant « à gauche » qui s'imposent comme les principaux dirigeants ; au niveau du Labour Party, une aile gauche — dans le cadre du réformisme — se dessine et trouve son prolongement dans le groupe parlementaire où la fraction de députés associés à « Tribune » se renforce. Mais surtout, dans les sections syndicales, les Trade Councils et dans une certaine mesure dans les sections du Labour Party longtemps désertées par les militants ouvriers les plus actifs, commence une fermentation qui se traduit parfois par la nomination de nouveaux responsables, le désaveu de tel ou tel candidat à la députation, la multiplication de motions exigeant une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière. Ce mouvement se réfractera également dans le « gauchissement » des résolutions générales que les Congrès du Labour Party adopteront en 1972 et 1973.

## Le gouvernement Heath : de l'impuissance au désastre

Le succès électoral de Heath s'explique avant tout par l'abstention de toute une fraction de la classe ouvrière, éceurée par la soumission de Wilson aux consignes de la bourgeoisie. Il ne suffisait pas à modifier les rapports de force entre les classes qui avaient trouvé une expression claire dans l'échec du projet de loi de Barbara Castie. Le mandat que la classe dominante lui a confié, Heath doit tenter de le réaliser sans que les conditions préalables d'une réussite soient assurées, face à une classe ouvrière qui, d'emblée, cher-

che les voies du rassemblement contre le gouvernement. Quelques semaines après avoir été investi, le gouvernement Heath se trouve face à une puissante grève des dockers.

La volonté du gouvernement d'imposer à la classe ouvrière une réduction de son niveau de vie se heurte à une formidable riposte : les dockers sont suivis par les 750 000 employés municipaux, par les hospitaliers, par les métallos de Ford et de Chrysler. Dès que le gouvernement annonce qu'il prépare une loi antigrève, des arrêts nationaux de travail, appuyés par des secteurs importants du mouvement syndical, mobilisent des millions de travailleurs.

Mais ce mouvement atteint un seuil qui ne peut être franchi sur le seul terrain de la lutte revendicative. Son point culminant, c'est en 1971 la grève des postiers. Unanime, déterminée, toute la corporation se dresse dans la lutte pendant sept semaines. Pourtant cette fois, l'Etat ne cède pas et la direction du Syndicat des postiers — qui se situe à l'aile droite du mouvement syndical — négocie un accord qui ne satisfait nullement les revendications essentielles.

La poussée du prolétariat anglais semble alors piétiner. En réalité le mouvement de la classe, en quelque sorte, « s'intériorise ». C'est la question politique de la lutte contre le gouvernement qui est ouvertement posée. Le processus de radicalisation au sein du Labour Party et des organisations syndicales s'approfondit. Le regroupement de la classe se traduit sur le terrain électoral par de retentissantes victoires du Labour Party lors des élections municipales et d'élections législatives partielles.

Cependant, le gouvernement Heath ne reste pas inactif. Il fait adopter par le Parlement sa loi sur les « relations industrielles » — ou loi Carr, du nom de son auteur. Cette loi précise l'enjeu du combat qui se livre entre le gouvernement de la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Jusqu'en 1971, l'activité des organisations syndicales, les relations entre patrons et salariés se déroulaient dans le cadre d'une loi datant de 1906, le « Trades Disput Act », qui donnait une interprétation très large des droits syndicaux. La nouvelle législation mise en place par le gouvernement conservateur s'attaquait frontalement à ces droits. Elle instituait : une haute cour industrielle qui pouvait décréter « l'illegalité » de telle ou telle action (par exemple une grève de solidarité) ; un registre d'inscription des syndicats (l'enregistrement exigeant le respect d'un certain nombre de règles, donc le droit pour l'Etat d'intervenir dans le fonctionnement interne du syndicat pour en vérifier l'observation), le refus de l'enregistrement déposant les syndi-

cats de leurs droits légaux ; en cas de grève, la possibilité pour le ministère du Travail d'imposer, par les moyens de l'Etat, par-dessus les organisations syndicales, un vote à bulletin secret sur la reprise du travail ; la faculté pour le gouvernement d'imposer une période de 60 jours avant le déclenchement d'une grève ; des sanctions pénales pour les actions « illicites » et la responsabilité légale des syndicats pour les actions individuelles de leurs délégués.

Ainsi dans le domaine du droit de grève, des libertés et prérogatives syndicales, de la législation du travail, la loi Carr représentait un recul brutal, remettant directement en cause les acquis d'un combat presque séculaire. Le vote de la loi Carr par la majorité conservatrice constituait une provocation pour toute la classe ouvrière. Mais son utilisation contenait des risques d'explosion. Le quotidien libéral, le **Guardian**, remarquait :

« Beaucoup de gens représentant non seulement les syndicats et l'opposition, mais aussi des secteurs du patronat, des universités et de la presse, pensent que l'intrusion excessive des tribunaux dans les relations industrielles risque de sacrifier le long terme au court terme. »

Et T. Jackson, le dirigeant du Syndicat des postiers, réputé pour sa modération, déclarait : « Les relations sociales édifiées en 25 ans ont été détruites en 22 mois par ce gouvernement. »

La classe ouvrière qui avait amorcé son regroupement sur le terrain politique allait maintenant répliquer dans l'action à la loi Carr par la grève générale des mineurs de 1972 qui constituait un défi direct au gouvernement. A travers le combat centralisé d'une corporation, elle témoignait de la mobilisation de toute la classe ouvrière contre lui.

Cette première grève générale des mineurs était aussi ouvertement politique que le fut la seconde : les revendications salariales qui étaient à son origine la dressaient contre le gouvernement et l'ensemble de sa politique.

C'est à son sujet que le **Sunday Times** écrivait le 13 février 1972 :

« Cette grève potentiellement catastrophique se produit à une époque où la question de savoir si la Grande-Bretagne devient ingouvernable doit être examinée avec le plus grand sérieux. »

Et les commentateurs notaient que l'acteur principal du gouvernement était

d'avoir cru isoler la grève. Le caractère militant de la grève, les piquets massifs mis en place dans chaque puits, étaient les éléments de mobilisation de toute la classe ouvrière. Comme le constatait lucidement un grand hebdomadaire bourgeois, *L'Observer* :

« La présence même des piquets a permis aux autres syndicats de démontrer leur soutien. Ils répétaient constamment : « le combat des mineurs est notre combat » parce que la politique des revenus du gouvernement était leur ennemi commun, mais désormais ils pouvaient le prouver. »

Au bout de sept semaines le gouvernement céda. Il avait dû nommer une commission d'enquête et il acceptait les recommandations de cette dernière, prévoyant des augmentations qui allaient de 15 à 30 %. C'était une défaite politique du gouvernement Heath. Le *Sunday Times* tirait la conclusion avec une netteté qui épargne tout commentaire :

« Ce jour marque l'effondrement d'une théorie de gouvernement. Lorsque les mineurs sont entrés au 10 Downing Street, ils brisaient la détermination de M. Heath de ne pas suivre son prédécesseur sur la voie de la conciliation. Quand ils sont partis, leurs revendications satisfaites, ils avaient détruit tout à la fois sa politique de salaires et sa politique de combat. »

Dès lors, le gouvernement Heath se survit. Lorsqu'il tenta, à l'été 1972, d'utiliser pleinement la loi sur les relations industrielles contre une grève des dockers, allant jusqu'à l'arrestation de cinq délégués, la menace d'une grève générale le contraignit à reculer en hâte : un « donateur anonyme » paye la caution des cinq militants détenus, permettant leur libération immédiate... Heath doit tourner sa propre loi pour éviter l'explosion.

## Qui doit gouverner l'Angleterre ?

C'est dans ce contexte d'ensemble que s'inscrivent les développements qui ont amené directement à la chute du gouvernement Heath, de la décision du Syndicat national des mineurs de déclencher la grève des heures supplémentaires (novembre 1973) aux élections générales qui se déroulent alors que les mineurs sont

engagés dans une grève générale illimitée (février 1974) (4).

A l'échelle mondiale, l'automne 1973 voit se précipiter les signes d'un tournant dans la situation mondiale. C'est avec de plus en plus de force que les lois objectives, « immanentes » du système capitaliste s'imposent à tous, et les efforts de l'impérialisme le plus puissant pour modifier, face à cette situation, les relations inter-impérialistes en sa faveur aggravent brutalement la situation des impérialismes décadents d'Europe. Cette réalité, pour les raisons résumées plus haut, frappe l'Angleterre de plein fouet mais son impact s'inscrit dans les rapports de force entre les classes tels qu'ils se sont établis précédemment.

En refusant d'emblée de céder quoi que ce soit aux mineurs, le gouvernement Heath entend modifier ces rapports de force. Et il bénéficie sur ce terrain de l'appui de toute la bourgeoisie dont la position est résumée par le *Times* qui, parlant des revendications présentées par le Syndicat des mineurs, déclare : « Nous ne pouvons payer le prix d'une capitulation. » Il bénéficie aussi du fait que, si le gouvernement est, pour sa part, prêt à aller jusqu'au bout, les directions du mouvement ouvrier, quant à elles, placent leur activité dans le cadre du maintien de l'ordre bourgeois — dont précisément Heath est l'incarnation.

C'est donc le gouvernement conservateur qui va au-devant de l'affrontement. Il ne s'agissait pas que des revendications des mineurs prises en elles-mêmes. Il s'agissait, en isolant l'un des secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière et en l'écrasant, d'infliger au mouvement ouvrier organisé en tant que tel, à la classe ouvrière dans son ensemble, une défaite politique.

En recourant à la semaine de « trois jours », au nom de la « crise de l'énergie », comme moyen d'isoler les mineurs, d'obtenir au nom de « l'intérêt national » la capitulation des dirigeants du Labour Party et des Trade-Unions, Heath consacrait le caractère national et politique de l'épreuve de force. Avant même d'en venir aux élections, c'était la question du gouvernement qui était posée comme enjeu de la lutte.

En ce sens, on peut dire comme un dirigeant de l'aile droite du Labour Party, Crossman, que Heath voulait prendre « la revanche de 1972 », mais ce qu'il ne voulait certainement pas et qui se produisit, c'est que le conflit, toujours selon ce dirigeant travailliste, « prenne un caractère semi-révolutionnaire ». Au compte de la

(4) Informations Ouvrières a suivi de près le développement de cette situation (voir du n° 635 au n° 648).

classe dominante dans son ensemble, le gouvernement réactionnaire de Heath engageait une offensive de grande envergure : une offensive dont la logique conduisait bien au-delà de tout ce que la bourgeoisie anglaise avait entrepris contre le mouvement ouvrier depuis la guerre et qui ne prenait son sens que dans le cadre de la situation économique et politique mondiale qui se dessinait.

Mais cette offensive tournait court et aboutissait à une déroute politique. La mobilisation des mineurs, traduisant la volonté de toute la classe ouvrière et s'appuyant sur sa solidarité active, amenait les dirigeants du Labour Party et des Trade-Unions à dénoncer les plans anti-ouvriers de Heath. A partir de là, à l'appel de leur direction syndicale, par plus de 80 % de voix, les mineurs déclaraient la grève générale illimitée, scellant à travers leur organisation syndicale leur unité et ouvrant aux travailleurs la perspective immédiate d'en finir avec le gouvernement Heath.

Ce dernier abattait sa dernière carte, les élections générales anticipées dont il définissait, avec netteté, l'enjeu : « **Qui gouverne, le gouvernement ou les syndicats ?** » Utilisant les attermolements des dirigeants du Labour Party et des Trade-Unions qui s'étaient résignés à ne pas désavouer les mineurs mais qui se gardaient bien d'ouvrir la voie du combat contre le gouvernement, il allait tenter de mobiliser électoralement derrière la classe dominante les couches hésitantes de la petite bourgeoisie pour obtenir un succès électoral interprété comme une condamnation des organisations ouvrières. Les nécessités de la campagne électorale devaient, dans ce plan, amener la direction du Syndicat des mineurs à différer l'ordre de grève.

Mais les mineurs répondaient au défi en imposant que leur grève soit effective le jour même où commençait la campagne électorale. Leur action, sur le terrain propre de la classe ouvrière constitua l'axe autour duquel le prolétariat se rassembla pour retourner contre les conservateurs l'arme électorale.

En dépit d'une campagne où la bourgeoisie et ses partis (le Parti conservateur, mais aussi le Parti libéral qui se surpassa dans le domaine de la démagogie antisyndicale) mobilisent toutes leurs forces, tandis que les dirigeants du Labour Party parlent le langage de la démobilisation, le Labour Party l'emporte.

La défaite électorale des conservateurs ne faisait ainsi que consacrer la défaite du gouvernement Heath, préparée sur le terrain immédiat de la lutte des classes, par les méthodes du prolétariat.

Ainsi, dans la première épreuve de force entre la bourgeoisie et le prolétariat d'un pays industriellement avancé, se situant

dans le contexte du tournant qui se développe dans la situation mondiale, la bourgeoisie a subi une lourde défaite politique. A la question imprudemment posée par Heath « **Qui doit gouverner ?** », les travailleurs ont répondu : « **La bourgeoisie exploiteuse ne doit plus gouverner.** » C'est une réponse dont les conséquences dépassent l'Angleterre.

## Et aujourd'hui ?

Mais cette réponse ne suffisait pas à régler la question. Des élections de février 1974, le *Times* tirait la conclusion suivante :

« Ce qui est clair, c'est qu'aucun gouvernement, quelle que soit sa composition ne peut gouverner ce pays de façon satisfaisante, si les relations deviennent trop mauvaises avec le mouvement syndical. »

C'était admettre la faillite de la stratégie de Heath, c'était reprendre l'analyse que le *Financial Times* faisait lors de la grève des mineurs :

« Les syndicats doivent être entraînés dans une activité semi-politique de gestion de l'économie, en particulier en ce qui concerne les salaires et les prix. La seule alternative est de les écraser, mais dans la mesure où cela dépasse la volonté d'un gouvernement même conservateur et ne serait sans doute pas possible sans une véritable révolution, ce n'est pas une option sérieuse. »

Puisqu'on ne peut pas « gouverner contre les syndicats », il faut « gouverner avec eux », en « **essayant beaucoup plus sérieusement de les associer** », précise le *Financial Times*.

La bourgeoisie reprendrait-elle donc le chemin suivi en 1964 lorsqu'elle favorisa la venue au pouvoir de Wilson ? Tout recommencerait-il ? Répondre affirmativement serait une conclusion radicalement fautive.

Le gouvernement Wilson, tel qu'il est né de la victoire des mineurs et des élections de février 1974, est un gouvernement de crise. La manière même dont il s'est formé témoigne de l'ébranlement qui affecte tout l'édifice politique en Angleterre. Il était un gouvernement de minorité (formant le plus fort groupe parlementaire, le Labour Party ne détenait pas la majorité absolue). Un gouvernement de coalition des partis bourgeois était imagi-

nable, ce n'est pas l'arithmétique parlementaire qui l'interdisait, mais la mobilisation de la classe ouvrière telle qu'elle s'était manifestée dans la grève des mineurs et dans les élections elles-mêmes. Le gouvernement Wilson, pour sa part, ne pouvait se détacher des conditions dans lesquelles il avait été formé, l'ensemble des rapports politiques qui s'étaient noués rendaient impossible, à une première étape, un pur et simple retour à la politique de Barbara Castle en 1969, politique qui, de toute façon, serait aujourd'hui insuffisante pour répondre aux besoins d'un sauvetage temporaire du capitalisme britannique. En même temps, la détérioration de la situation sociale et économique interdit à la classe ouvrière, même si elle nourrit des illusions sur le gouvernement du Labour Party, d'attendre longtemps en se contentant de promesses gâchées sur le futur. Le rythme de plus en plus accéléré de l'inflation, la montée rapide du chômage imposent des ripostes immédiates.

C'est pourquoi les premiers mois du gouvernement Wilson ont combiné un mouvement de confiance — et donc d'attente — à l'égard de l'œuvre parlementaire que le Labour Party pourrait accomplir (sa situation minoritaire excusant sa lenteur à mettre en chantier des réformes) avec une poursuite des grèves, arrachant parfois des résultats considérables (comme la grève des hospitaliers). En même temps, la législation anti-ouvrière des Tories commençait à être démantelée, les retraites augmentées, la hausse des loyers freinée, mesures qui, en elles-mêmes, ne modifiaient guère les conditions de vie de la classe ouvrière mais renforçaient sa confiance en elle.

Le gouvernement Wilson est un gouvernement de crise, c'est-à-dire qu'il est né de la crise sociale et politique de caractère pré-révolutionnaire qui a trouvé jusqu'à présent sa plus haute expression dans la grève des mineurs. Mais c'est un gouvernement bourgeois car son activité se situe entièrement dans le cadre de l'Etat bourgeois, de ses institutions qu'il préserve.

Si, à la question posée par Heath, les travailleurs ont nettement répondu, en portant le Labour Party au gouvernement, que la bourgeoisie ne devait plus gouverner l'Angleterre, elle continue pourtant à la gouverner, précisément à travers le gouvernement du Labour Party. Portée au gouvernement, la direction du Labour Party ne porte atteinte ni à la propriété privée des moyens de production, ni à l'appareil d'Etat qui la préserve. Elle le « gère », au compte de la bourgeoisie.

Mais, dans les conditions d'ensemble, économiques, politiques, sociales, qui ont abouti à la formation du gouvernement Wilson, la contradiction entre les aspira-

tions anticapitalistes des travailleurs qui chargent le gouvernement du Labour Party d'être l'instrument de la réalisation de leurs aspirations anti-capitalistes et les conséquences immédiates de la politique de collaboration de classe de l'appareil dirigeant, devient de plus en plus aiguë.

C'est évidemment une manifestation de l'opposition inconciliable entre les intérêts de classe du prolétariat et les bureaucraties contre-révolutionnaires, réformiste et stalinienne, « passées du côté de l'ordre bourgeois » : c'est une expression de la lutte des classes. Mais elle doit être saisie concrètement, c'est-à-dire non en la réduisant à tel ou tel aspect immédiat, mais en y intégrant l'ensemble du développement de la lutte des classes. Les traits spécifiques sous lesquels se manifeste cette contradiction en Angleterre ne tiennent pas qu'aux caractères particuliers relevant de l'histoire du Labour Party et de son lien organique avec les organisations élémentaires de la classe, ils tiennent au développement mondial de la crise de la société bourgeoise, au mûrissement de la crise politique — de l'inadéquation du régime parlementaire aux tâches nécessaires à la défense du capitalisme — en Angleterre.

Cette crise politique, qui s'était exprimée dans les conditions de la chute du gouvernement conservateur et dans la constitution du gouvernement Wilson, n'est en aucun sens freinée par les nouvelles élections législatives qui ont eu lieu en octobre 1974. Une nouvelle fois, malgré une campagne forcenée de tous les courants de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier et malgré le caractère terne et démobilisateur de celle faite par les dirigeants du Labour Party, le Parti conservateur a connu un sévère échec électoral. Il a rassemblé 35 % des voix, le plus faible pourcentage de toute son histoire depuis le début du siècle. Il est apparu divisé, sans perspective cohérente et c'était là un reflet direct de la crise de la bourgeoisie. Si le Labour Party a, pour sa part, gagné en pourcentage (2 % de plus qu'en février), fortifiant encore ses positions électorales dans les grands centres industriels, la participation électorale a été notablement plus faible qu'en février : les abstentions ouvrières sont le premier prix payé pour le bilan de six mois de gouvernement pendant lesquels les promesses des manifestes électoraux du Labour Party sont restées lettre morte.

L'un des traits les plus significatifs de ces dernières élections, c'est la montée des partis bourgeois régionalistes (en particulier en Ecosse), tandis que, nationalement, le Parti libéral maintient ses positions. Il s'agit là plus que de la désaffection à l'égard du Parti conservateur de couches de la petite bourgeoisie qui comp-



taient parmi ses électeurs traditionnels : c'est un signe de désintégration, d'approfondissement de la crise politique. Il est important de noter que les candidats « nationalistes » d'Ecosse qui ont été élus l'ont tous été aux dépens des conservateurs : la classe ouvrière, massivement, a partout voté Labour. Ainsi, le Labour Party — et dans cette mesure le mouvement ouvrier — s'impose à l'échelle nationale comme la seule force stable.

Le fait que, désormais le Labour Party dispose au Parlement de la majorité absolue ne modifie pas les conditions politiques qui font qu'il ne peut pratiquer une « politique économique cohérente », pour reprendre les mots du *New York Times*. Mais il ôte à la direction l'alibi que lui donnait précédemment sa situation minoritaire.

La crise politique se poursuit, s'approfondit. La direction que suit tout le développement, en Angleterre comme ailleurs, c'est celle de la marche vers la crise révolutionnaire, mais il ne faut pas confondre les différentes phases du processus. On en est encore aux premières étapes, comme on en est aux premières phases d'un processus de différenciation au sein du mouvement ouvrier, des syndicats, du Labour Party. Le dernier Congrès du Labour Party a souligné les possibilités de manœuvre dont disposait la direction.

Mais, répétons-le, la direction suivie est nette : Sur tous les terrains la crise de domination de la bourgeoisie ne peut que s'approfondir. Et cette réalité se retrouve au niveau des problèmes qui se posent au sein du mouvement ouvrier. Après les élections d'octobre, la poussée de la classe ouvrière sur tous les terrains, s'est poursuivie. Les centres industriels d'Ecosse ont été le théâtre d'une succession de grèves. Le « contrat social » (c'est-à-dire la modération volontaire des augmentations de salaire par les organisations syndicales) craque de toutes parts. A l'issue d'une crise qui déchire l'exécutif du Syndicat national des mineurs, les mineurs rejettent un

accord qui liait les prochaines augmentations de salaires à un accord sur la productivité. Après les élections d'octobre, le gouvernement du Labour Party fait adopter un budget qui est une tentative — insuffisante, certes — de secourir l'économie capitaliste, fait voter une loi policière, bloque la discussion au Congrès du Labour Party sur les résolutions issues des sections, appelle à l'unité nationale.

La radicalisation politique de la classe ouvrière se réfracte dans les différenciations qui se précisent, les conflits qui se multiplient au sein du parti. A ce stade, elle ne fait que s'y réfracter : elle ne s'y exprime pas encore, car aucun courant n'a encore amorcé une rupture avec le réformisme.

Demain, les différenciations s'approfondiront. L'aile droite du Labour Party, l'appareil, devront aller beaucoup plus loin que Wilson et Barbara Castle en 1969 dans la voie de la destruction du mouvement ouvrier, ils devront préparer une défaite encore plus lourde de conséquences que celle de la grève générale de 1926, comme prix à payer pour leur soumission à l'Etat bourgeois. Dans le cadre du mouvement ouvrier organisé — et donc en Angleterre du Labour Party lui-même — l'avant-garde du prolétariat cherchera une réponse dans la voie de la rupture avec l'appareil réformiste. La réponse ne sera pas trouvée spontanément. Elle exigera l'intervention consciente, organisée, politiquement indépendante des militants révolutionnaires organisés sur la base du **Programme de transition**, du programme de la révolution socialiste.

Ils ne pourront faire face à leurs responsabilités historiques que s'ils développent leur activité dans le cadre que définissait Trotsky : « Pour toute organisation révolutionnaire en Grande-Bretagne, son attitude à l'égard des organisations de masse et de la classe ouvrière coïncide pratiquement avec son attitude à l'égard du Labour Party. »

François FORGUE.

**ATTENTION - ATTENTION - ATTENTION - ATTENTION - ATTENTION**

**Notez bien le nouveau CCP de La Vérité. Ne plus rien envoyer à l'ancien numéro G. Bloch, mais tous vos chèques à l'ordre de M. Michel RENAUDIE, CCP LA SOURCE 30.040.74.**

## "Problèmes de la révolution portugaise"

Cela fait huit mois que le régime fasciste de Salazar-Caetano a été emporté au Portugal. Huit mois que, après s'être rassemblées sur leur propre terrain dès le 25 avril, les masses ouvrières du Portugal ont démantelé l'Etat fasciste qui s'identifiait, dans ce pays, avec l'Etat bourgeois, ont constitué leurs comités d'usine dans les entreprises, reconstitué leurs syndicats et leurs partis. Il s'agit là d'une lutte qui, dans son développement et sa logique, tend à la substitution du pouvoir propre des masses à celui de la bourgeoisie. Ainsi a commencé la révolution prolétarienne.

Il n'est pas étonnant qu'une gigantesque conspiration du silence entoure aujourd'hui ce qui se passe au Portugal. Certes, on comprend que la presse bourgeoise soit avare d'informations sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat portugais. Mais que dire de la presse des grandes organisations ouvrières, en France ? **L'Humanité** ne publie que de rares dépêches de presse ; **L'Unité**, l'hebdomadaire du Parti socialiste, quelques reportages. Mais la presse du PCF et

du PS cache l'essentiel : pour elle, il n'existe au Portugal qu'un mouvement d'une fraction de la bourgeoisie, soutenue par le PS et le PC portugais, pour la « démocratie », en aucun cas une authentique révolution prolétarienne tendant à exproprier le capital.

**La Nouvelle Critique** de novembre 1974 publiait un reportage, « **Portugal, 28 septembre** » qui faisait, en ces termes, le panégyrique de Costa Gomès (ancien secrétaire d'Etat aux Armées sous Salazar puis commandant en chef de l'armée de répression en Angola et chef d'état-major de l'armée sous Caetano) :

*« Le nouveau président (de la République) est un libéral, un vrai, ou, selon d'autres, un « socialiste modéré », certes beaucoup plus favorable au MFA que Spínola. »*

« Démocratie » oblige : pour les dirigeants du PCP et leurs collègues journalistes du PCF, ce qui se passe au Portugal ne doit pas remettre en question le pouvoir, tant politique qu'économique de la bourgeoisie. Dans ce même

numéro de **La Nouvelle Critique**, Alvaro Cunhal, le secrétaire général du PCP, déclare :

*« Nous disons aux capitalistes portugais : oui, vous pouvez gagner de l'argent, non pas à des taux comme hier de 200 %, mais vous pouvez en gagner. Et nous le disons aussi aux représentants des multinationales : si elles ne veulent pas freiner le développement de l'économie portugaise, si elles respectent les lois portugaises, si elles n'interviennent pas dans la vie politique du pays, les multinationales peuvent rester, elles peuvent investir. Et nous le disons, et nous l'avons fait savoir aux ambassadeurs de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. »*

Mais l'insistance des dirigeants du PCP et du PS à faire passer les Costa Gomès pour de « vrais démocrates », leur demande aux trusts internationaux d'un comportement « honnête » (comme si les chefs de la bourgeoisie portugaise et de l'impérialisme avaient subitement adhéré aux principes de la « démocratie » à Lisbonne), cette insistance ne révèle-t-elle pas, par la négative, tout en les dissimulant, les véritables rapports qui se sont instaurés entre la bourgeoisie et le prolétariat depuis huit mois au Portugal ?

Examinons l'Unité du 13 décembre 1974 qui publie aussi un « reportage » sur le Portugal intitulé, « L'imagination au pouvoir » (sic). Fort curieusement, c'est encore Cunhal, interrogé, qui dégage le fond commun de la politique des grands partis ouvriers :

*« Nous sommes dans une période de révolution démocratique nationale, partie constitutive dans la marche vers le socialisme. Aujourd'hui, c'est de l'union entre les forces armées et les forces populaires, de l'union au sein des forces populaires, que dépend la vie ou la mort de la démocratie. Demain, c'est de cette union que dépendra la viabilité du régime. Nous ne pouvons pas nous séparer malgré les divergences. »*

Et l'Unité de rapporter, peut-être avec « ironie », un « propos d'ivrogne », entendu place du Rossio, au centre de Lisbonne : « **Sacrés militaires ! Ils nous ont libérés des fascistes. Pourquoi ne nous débarrassent-ils pas des banquiers ?** »

Là est pourtant la véritable question, celle que se posent des millions de travailleurs au Portugal qui, depuis le 25 avril, ont porté des coups terribles à l'appareil de l'Etat bourgeois et menacent, par leur mouvement autonome d'organisation, la propriété privée des moyens de production. Mais c'est précisément de cela, de ce qui se passe, des faits réels, dont se refusent systématiquement à parler les dirigeants du PC et du PS, tant au Portugal qu'à l'étranger.

La brochure publiée par la SELIO : « **25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne, problèmes de la révolution portugaise** » a d'abord l'immense mérite de restituer la vérité, de dire ce qui se passe à Lisbonne et dans tout le pays.

Qu'accomplissent donc au Portugal des millions de travailleurs des villes et des campagnes mobilisés pour que soient satisfaites toutes leurs revendications bafouées depuis 50 ans de fascisme ?

Le 25 avril au matin, la radio annonce qu'un coup d'Etat a eu lieu. « **Que chacun reste chez soi** », dit le speaker. Mais tout le peuple travailleur de Lisbonne descend dans la rue. La foule entoure les sièges des institutions fascistes. Elle devient, au fil des heures, de plus en plus dense, de plus en plus passionnée. Puis elle se met à crier : « **A bas le fascisme ! Vive la liberté !** » Elle sent sa force. La foule devient une manifestation, exige que les agents haïs de la PIDE (protégés par l'armée) soient lynchés. Elle prend alors elle-même les choses en mains, organise la chasse aux PIDE, envahit les ministères, les locaux de la police secrète en fraternisant avec les soldats, démet les maires et les préfets dans les villes et les villages...

C'est ainsi qu'a commencé au Portugal la révolution prolétarienne. Les masses,

dès le 25 avril, se sont engouffrées dans la brèche ouverte par le coup d'Etat d'une fraction de l'armée qui n'est pas parvenue à ce que tout se passe « en douceur », c'est-à-dire à un simple changement du personnel le plus compromis à la tête de l'Etat salazaro-caetaniste.

La brochure pose la question : « **Qui a déclenché le coup d'Etat ?** » Certes, c'est une fraction de l'armée. Cela signifie-t-il que l'armée portugaise soit devenue l'instrument permettant d'instaurer au Portugal une nouvelle période, celle de « la démocratie bourgeoise ? » En aucun cas. C'est devant l'impasse politique où était acculé le régime Caetano (confronté à la guerre coloniale en Afrique et devant une puissante montée de la classe ouvrière depuis 1969) qu'une fraction de l'armée a décidé de passer à l'action. Pour éviter le pire, comme l'explique le capitaine Maia, un des organisateurs du coup d'Etat du 25 avril : « **Nous avons le sentiment que nous étions en train de marcher vers un abîme et que cet abîme aboutirait à une guerre civile où le peuple prendrait les armes** » (pp. 9-10). Là est la véritable raison et non pas la prétendue capacité (aux dires conjoints des sociaux-démocrates, des staliniens et des dirigeants pablistes du « SU ») de la bourgeoisie « progressiste » portugaise de « moderniser » son régime en y introduisant les règles de la démocratie parlementaire.

Comme il est facile de l'établir, et on en trouvera de nombreux exemples dans la brochure (la biographie de chaque dirigeant bourgeois dans les différents gouvernements provisoires le montre éloquemment), au Portugal, toutes les couches de la bourgeoisie ont, pendant des décennies, fait bloc avec l'Etat fasciste de Salazar-Caetano. Pour la raison fondamentale que la bourgeoisie portugaise a été historiquement incapable, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de renverser complètement l'aristocratie agraire, d'instaurer un Etat bourgeois moderne, démocratique-parlementaire. Après la révolution de 1910 où les masses s'attaquent à la domination de toutes les classes, la bourgeoisie, en alliance avec la classe des gros

propriétaires fonciers a dû réinstaurer, sur la base de la liquidation de toutes les libertés ouvrières et démocratiques menaçant sa domination, un Etat fort. A l'époque moderne, cet Etat fort a pris la forme de l'Etat fasciste, celui mis en place dans les années 20 par Salazar.

C'est ainsi, qu'au Portugal, on peut dire à juste titre que « **l'Etat bourgeois démantelé est l'Etat de toute la classe dominante** » (p. 15). Cherchez les « démocrates » dans la classe bourgeoise. Vous n'en trouverez pas. D'ailleurs, quel exemple de fraction « progressiste » de la bourgeoisie donne Mandel, sinon celui du magnat de la finance portugaise, Champalimaud, et du plus grand trust portugais, la CUF ? Ce même Champalimaud ? qui, à la veille de la tentative fasciste du 28 septembre à Lisbonne, sous la houlette de Spínola, déclarait au **Figaro** que « **le retour à la normale** » était indispensable, c'est-à-dire qu'il était nécessaire de revenir aux bons temps du régime Salazar. C'est ce que signifiait sa dénonciation des « **hordes de la Moskowa** ». La CUF ? Qui a bâti sa puissance grâce à l'Etat corporatiste dont elle fut le plus ferme soutien.

C'est l'intervention autonome des masses dès le 25 avril qui a bouleversé les plans de la bourgeoisie et contraint certains éléments de celle-ci à prendre un masque « démocratique ». Mais pas pour longtemps.

Dès les premiers jours, dans toutes les entreprises du pays, les travailleurs s'organisent. Un chapitre est consacré à ce qui s'est passé du 25 avril au 5 mai, en dix jours, au cœur du prolétariat portugais, dans les chantiers navals de Lisnave. Dix jours qui voient les assemblées générales d'ateliers définir les revendications, élire leurs délégués élus et la commission centrale des 53 délégués de toute l'usine déjouer les manœuvres du patronat aidé par les staliniens (le PCP dénonce dès le troisième jour la « séquestration » des administrateurs) puis arracher la satisfaction d'un grand nombre de revendications. Un véritable comité d'usine est dès lors en place à Lisnave (dont on lira le projet de règle-

ment dans la brochure), ouvrant ainsi la voie en donnant le signal à toute la classe ouvrière portugaise.

Un chapitre analyse

*« le mouvement vers les comités et les commissions de délégués élus des travailleurs jusqu'au 29 mai !*

*« Dans les premiers jours suivant le 25 avril, dans tout le pays, les travailleurs présentent leurs revendications. Dans de nombreux secteurs les patrons et les directions cèdent sans qu'il soit même nécessaire de débrayer. Ainsi, dans les banques, les directions donnent satisfaction aux revendications sans grève. Les employés de banque organisent des piquets de contrôle sur les aéroports pour interdire la fuite des capitaux. »*

Les couches les plus arriérées (les bonnes par exemple) s'organisent en syndicats. Dans les usines, les commissions syndicales qui organisent tous les travailleurs tendent à jouer le rôle de véritables comités d'usine. Puis déferle une immense vague de grèves : dans le bâtiment, le textile, la métallurgie, les transports, les chemins de fer, etc. Le 29 mai, on apprend que des conseils de soldats, exigeant la fin de la guerre coloniale, s'organisent dans les casernes. Dans les colonies, en particulier au Mozambique, la classe ouvrière suit le même chemin qu'en « métropole » : manifestations, grèves, organisation autonome en syndicats et comités.

Quel est l'enjeu de ce mouvement ? C'est, bien évidemment, l'Etat lui-même. Dans toutes les villes et villages, les Juntas de Freguesias (organismes de l'Etat corporatiste qui administrent le village ou l'arrondissement) sont occupées, les responsables fascistes destitués. Ainsi,

*« L'Etat bourgeois, que Salazar a investi durant un demi-siècle, s'identifiant à l'Etat salazariste, la destruction des structures corporatistes par l'activité des masses laborieuses fraternisant avec les soldats a entraîné au démantèlement de tous les organes de l'Etat bourgeois portugais. Toute l'histoire des révolutions est là pour l'attester :*

*toute véritable révolution commence toujours ainsi » (p. 14).*

## La bourgeoisie et les staliens contre le mouvement autonome des masses

Une telle situation (la dualité du pouvoir dans l'usine, au village, le démantèlement de l'Etat et le mouvement des masses tendant à constituer leur propre Etat) est intolérable pour la bourgeoisie. C'est la Junte, en place dès les premières heures du coup d'Etat, la Junte constituée de généraux salazaristes tels Galvao de Melo, Costa Gomez, Spínola (alors que le premier gouvernement provisoire ne sera constitué que le 16 mai), c'est la Junte qui décide. D'abord que cesse la chasse aux PIDE. Lorsque 900 d'entre eux sont sous les verrous (sur 30 000 agents de la police secrète), la Junte considère close l'arrestation de ses membres. Dès le 15 mai, c'est conjointement que la Junte et le PCP déchaînent une violente campagne contre les grèves qui s'étendent partout. Un chapitre est consacré à la politique d'alors du Parti communiste portugais.

Cette politique peut se résumer ainsi : défense de l'Etat bourgeois menacé par l'intervention autonome des masses. Les dirigeants du PCP ne cessent de répéter dès le 25 avril, que l'objectif, c'est la démocratie avec les généraux de la Junte et les hommes politiques de la bourgeoisie. Et les actes suivent, après chaque crise où les masses feront reculer la bourgeoisie qui veut frapper : le 10 juillet où la manifestation de 15 000 travailleurs de la fonction publique fait tomber Carlos Palma soutenu par Sa Carneiro, ministre « chrétien progressiste » du PPD, ex-salazariste, qui restera membre du deuxième gouvernement ; après le 28 septembre où la coalition avec les ministres du PPD (qui ont participé à la tentative de putsch de Spínola) et la Junte sera maintenue. Ainsi,

*« dès le 5 mai, Cunhal protège les Juntas de Freguesias salazaristes, qui deviennent, par la grâce du PCP, des organismes indispensables « au processus de démocratisation de l'appareil administratif et de la vie portugaise en général. »*

Puis c'est la campagne calomnieuse des mêmes dirigeants contre les grèves, qualifiées « **inopportunes** », accusées de faire le jeu de la « réaction » ou d'être fomentées par des « fascistes ». La dernière grande grève de cette période, celle des 35 000 postiers qui débute le 17 juin, est assimilée par le stalinien De Carvalho à... la CIA ! (p. 54). Le résultat :

*« Le 20 juin, les postiers, sous le poids de la calomnie déchainée contre eux, sont contraints de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction de leurs revendications. Dès le 21 juin, Palma Carlos donne une interview ouvertement anticouvrière et, en accord avec Spínola, il va tenter de pousser plus avant l'offensive contre la classe ouvrière et, pour ce faire, chercher à modifier la disposition des forces politiques dans le pays à l'avantage de la bourgeoisie. »*

Il n'y parviendra pas. Car dès l'arrêt de la grève des postiers, l'initiative créatrice des masses contourne l'obstacle dressé devant elle par la coalition des appareils et de la Junte. Si les patrons ne veulent pas céder aux revendications et puisque les dirigeants dénoncent les grèves, alors les travailleurs concluent : chassons les patrons ! Ainsi :

*« c'est le mouvement même vers l'expropriation des capitalistes qui s'amorce » (p. 59). « Utilisant les organes qu'ils ont constitués avec les commissions de délégués élus, les travailleurs leur donnent de plus en plus le contenu de « comités d'usine », c'est-à-dire d'organes à contenu « pré-soviétique » (p. 61).*

C'est le moment que choisissent Spínola et Carlos Palma pour tenter de frapper en enrayant le mouvement des masses. Il s'agit pour eux de doter le pays d'un exécutif fort (élection d'ici trois mois du président de la République

au suffrage universel, renvoi des élections à novembre 1976). L'offensive est lancée contre la fonction publique : un décret de type salazariste est promulgué sur la question des salaires.

Et c'est la manifestation du 8 juillet qui fait capituler la tentative de « coup d'Etat à froid » du gouvernement. Les masses ne sont pas épuisées mais en plein essor.

*« Aucune organisation, ni syndicale, ni politique, n'avait appelé à la manifestation qui a été organisée par les commissions de délégués élus des travailleurs de la fonction publique qui, ayant chassé dès le 25 avril bon nombre de hauts fonctionnaires compromis avec la PIDE, avaient, prenant contact par téléphone, mobilisé dans la journée tout le personnel de la fonction publique » (p. 63).*

Palma Carlos démissionne. Mais, une fois de plus sur l'injonction des dirigeants du PCP et du PS, la coalition avec le parti bourgeois du PPD et la Junte est reconduite. Un nouveau gouvernement est constitué, pour la défense de l'ordre bourgeois, contre les travailleurs. Ainsi,

*« Cunhal, a déclaré dès le 11 juillet pour protéger la coalition des partis ouvriers avec le PPD : « Il faut ramener l'événement à un simple épisode » (p. 65).*

En réalité, la révolution s'approfondit. Après le 10 juillet, le mouvement des commissions de délégués élus des travailleurs et des conseils de gestion se généralise à toutes les entreprises du Portugal. Spínola et toute la bourgeoisie regroupée derrière lui, les grands capitalistes et propriétaires fonciers, la Junte, le PPD qui participe au gouvernement Gonçalves préparent un nouveau coup de force. Spínola l'explique clairement : il faut sauver l'Etat bourgeois menacé de destruction, stopper « **les prétendues missions d'assainissement qui dépassent le cadre légitime des prérogatives conférées par le pacte social** » (discours du 17 juillet devant les commandos de ré-

pression). Et Spinola d'ajouter : « l'Etat est fort ou il n'est pas l'Etat ».

Une fois de plus les dirigeants du PS et surtout du PCP s'opposent à la puissance réaffirmée de la classe ouvrière. Le 19 juillet, les dirigeants du PCP expliquent : « **Les commissions élues des travailleurs doivent être remplacées dans un court délai par des délégués syndicaux** » (p. 71). Alors que, pour les travailleurs, à Lisnave et partout, commissions de délégués élus et syndicats ne sont pas contradictoires mais complémentaires : c'est la force organisée de toute la masse ouvrière en lutte contre le Capital et son Etat.

Entre la première tentative du 10 juillet et celle du 28 septembre de restauration de l'ordre salazariste, la situation entre les organisations politiques de la classe ouvrière et les « institutions » nées le 25 avril qui affirment toutes qu'il s'agit d'instaurer la « démocratie » et d'empêcher l'assainissement des capitalistes est la suivante :

*« Le point de rencontre des dirigeants du PCP et de Spinola, représentant la bourgeoisie, est le programme du MFA, qui appelle au respect de la propriété privée des capitalistes - latifundiaires, qui, tous, ont soutenu le régime Salazar-Caetano. »*

C'est l'époque où la Junte libère des agents de la PIDE et fait voter une loi contre le droit de grève. Immédiatement, la foule se porte devant la prison de Caxias, près de Lisbonne, et prend en main le contrôle des entrées et des sorties. Alors que le gouvernement refuse que l'assainissement se poursuive en promulguant un décret, le 11 août, qui « **refire tout pouvoir aux commissions de travailleurs** », les grèves reprennent pour l'assainissement des fascistes, notamment celle qui durera un mois au **Journal do Commercio** et obtiendra gain de cause lorsque la grève de la presse de Lisbonne sera imposée contre le gouvernement et les dirigeants du PC et du PS, le 5 septembre. Puis c'est la grève des Transports aériens qui verra l'aéroport

occupé par l'armée commandée par... le général Costa Gomès.

*« Plus les masses vont à gauche, plus les appareils dirigeants les partis ouvriers vont à droite, cherchant à n'importe quel prix à préserver la coalition gouvernementale avec les partis bourgeois tandis que les capitalistes et les latifundiaires, avec Spinola, organisent les forces de la contre-révolution » (p. 81).*

Il faut frapper au cœur, aux chantiers navals de Lisnave où le gouvernement interdit que soit limogé le PDG, homme de l'ex-PIDE. C'est alors que dans tous les chantiers se réunissent des Assemblées générales qui votent l'organisation d'une manifestation des 8 000 métallos devant le ministère du Travail. Seuls cinq dirigeants du PCP votent contre, les militants du PC et du PS pour, avec les travailleurs. Contre l'intervention du MFA, contre la campagne de presse qui se déchaîne contre Lisnave, contre l'encerclement des chantiers navals par les fusilliers-marins, la manifestation aura lieu, grâce à la fraternisation réalisée entre le bloc soudé des 8 000 métallos et les soldats qui refusent d'ouvrir le feu sur les ouvriers (pp. 81-86).

Les événements qui suivent sont connus. L'affrontement est inévitable. Ce n'est plus un « coup d'Etat à froid » comme le 10 juillet que préparent toutes les forces de la bourgeoisie, mais une tentative de même nature que ce qui s'est passé au Chili en septembre 1973. Le prolétariat n'est cependant pas épuisé, ni démoralisé, comme il le fut au Chili après trois années d'Unité populaire. Devant la menace de la manifestation fasciste convoquée le 28 septembre, les dirigeants du PC et du PS se voient contraints d'appeler les travailleurs à la résistance. Et c'est, pendant 48 heures, une foule immense, organisée, qui disloque la tentative de la réaction. Une fois de plus, grâce à la fraternisation des ouvriers et des soldats, la révolution fait un pas de plus en avant. Et, fait capital, les masses commencent à s'armer, à partir des saisies opérées sur les « silencieux majoritaires ».

Spinola doit démissionner. Et, une fois de plus, les dirigeants du PCP et du PS imposent aux travailleurs et aux militants le maintien de la coalition avec le parti bourgeois PPD. Le PPD qui a organisé avec Spinola la « manifestation silencieuse » reste au gouvernement. Costa Gomès, le général salazariste, le « libéral », celui en qui **La Nouvelle Critique** voit un « socialiste modéré », remplace son « **vieil ami** » Spinola dont il prononce un éloge vibrant.

Dès lors, et c'est le dernier chapitre de la brochure, se pose une question brûlante. « **Où va le Portugal ?** » après deux tentatives de coup d'Etat avortées qui ont vu se renforcer à chaque fois l'organisation autonome des travailleurs et, en même temps, se reconstituer la coalition gouvernementale entre les partis ouvriers (PS et PC), le PPD bourgeois et l'armée.

Après le 28 septembre, la bourgeoisie a subi une cinglante défaite. L'impérialisme américain s'inquiète. Le « Comité des 40 » présidé par Kissinger suit la situation de près, comme il le fait pour la Grèce et l'Italie. Mais ni la bourgeoisie portugaise, ni l'impérialisme, dans la situation européenne où la révolution prend son essor en Espagne, n'ont encore les moyens de frapper brutalement, comme hier au Chili.

Alors ? Le gouvernement Gonçalvès-Gomès peut-il se consolider, lui qui refuse de toucher à la propriété privée, de liquider définitivement les milliers d'agents de la PIDE encore en liberté ? Il ne le peut pas. Pour rétablir l'ordre, il lui faudrait briser l'organisation autonome des travailleurs qui aspire à mettre en place la « **république des commissions de délégués élus** ». La seule force du gouvernement provisoire, pour le moment, c'est le soutien que lui apportent les dirigeants des partis ouvriers, PS et PCP.

Est-ce dire que le mouvement des masses, dévoyé par les dirigeants de son objectif fondamental (substituer le pouvoir des commissions à celui de l'Etat bourgeois démantelé) soit condamné à l'échec ? En aucun cas. Car, à chaque

moment du développement de la révolution, les militants du PS et du PCP eux-mêmes se heurtent à leurs dirigeants. A Lisnave, le 12 septembre, tous les militants du PS et du PCP, sauf cinq cadres de ce dernier, votent et organisent la manifestation. Le 28 septembre, les militants des deux grands partis ouvriers sont à la tête des masses mobilisées qui s'arment contre les fascistes spinolistes. Ainsi la question fondamentale : quelle politique permet de consolider le mouvement des masses, de déjouer les plans que la réaction n'a pas renoncé à exécuter pour briser la révolution dans le sang s'il le faut, cette question est posée au sein des deux partis pour des milliers de militants. Dès lors peut se développer l'activité des militants trotskystes du Comité de liaison des révolutionnaires portugais (dont la brochure publie les documents de mai et d'août 1974) qui savent que la révolution ne peut triompher sans parti révolutionnaire à sa tête. Et que ce parti sera le produit du développement de la lutte de classe du prolétariat, de sa fusion avec les militants qui se situent sur le terrain de la rupture avec la bourgeoisie, pour la République des conseils ouvriers, au Portugal, en Europe, dans le monde.

## Qu'est-ce que le MFA ?

L'argument de fond des dirigeants du PS et surtout du PCP pour ne pas rompre avec le gouvernement Gomès-Gonçalvès, c'est que le MFA (le mouvement des « capitaines » des forces armées qui a organisé le coup d'Etat du 25 avril) est le « garant de la démocratie » à instituer au Portugal.

La brochure que nous avons analysée donne les faits. A chaque fois qu'une crise a opposé le mouvement des travailleurs et la bourgeoisie (qui, hier, faisait bloc derrière Salazar-Spinola), c'est toujours sur les questions fondamentales qui relèvent des libertés et



droits démocratiques. Ainsi sur l'épuration des fascistes dans les entreprises, toujours freinée ou sapée par le gouvernement. Ainsi sur les augmentations de salaires, les prérogatives des commissions de délégués élus. Or que dit le MFA, par exemple à la veille de la manifestation (interdite par le gouvernement Spinola-Gonçalvès) du 12 septembre ?

*« Vous ne devez pas manifester, après que le gouvernement a pris position contre cette manifestation. Si les ouvriers de Lisnave manifestent, le gouvernement deviendra un gouvernement fantoche »* (p. 83).

Ne pas manifester, c'est ainsi permettre à la réaction de préparer son coup « à la chilienne » en consolidant le gouvernement de coalition Spinola-Soarès-Cunhal.

Cunhal explique clairement que le MFA est le trait d'union qui oblige, selon lui, les partis ouvriers à faire bloc avec la junte et le parti bourgeois PPD.

*« Objectivement, dit-il, après le 28 septembre, les nationalisations, c'est nécessaire. Mais si cette solution s'avère impraticable, n'étant pas inscrite au programme du MFA, il faudra trouver autre chose. Nous ne voulons pas créer de points de rupture qui rendent l'évolution plus difficile. »*

Il faut donc, pour les dirigeants du PCP, maintenir en place le grand capital, lequel ne cesse de comploter avec la junte, le PPD et... le MFA pour rétablir « l'ordre », c'est-à-dire détruire les organisations autonomes constituées par le prolétariat depuis le 25 avril, notamment les commissions de délégués élus. Ne pas toucher au capital, aux latifundiaires, aux ex-PIDE laissés en liberté, à la police spinoliste (la GNR), c'est là une politique qui tourne le dos à la démocratie elle-même.

Le major Melo Antunes, membre de la Commission de coordination politique du MFA, déclarait en octobre à **La Nouvelle Critique** :

*« Je caractériserai le programme du MFA comme une démocratie avancée, progressiste, qui respecte les libertés fondamentales, mais introduit des changements de structure sociale, menant à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. »*

Abolir l'exploitation en paroles, maintenir le grand capital en place et les latifundiaires, telle est la position du MFA.

Et **Le Monde** du 18 décembre, rendant compte du « **congrès national que les officiers du MFA ont tenu la semaine dernière** », souligne que cette réunion, présidée par Costa Gomès avec deux cents officiers des trois armes, a réaffirmé « **la cohésion indissoluble des forces armées** ». Ainsi, sur l'essentiel, le MFA, les officiers anti-caetanistes font-ils bloc avec la hiérarchie de l'armée bourgeoise régulière, se soumettent-ils, en réalité, au pouvoir de la junte qui représente le dernier rempart de l'Etat bourgeois démantelé au Portugal.

Quel rôle joue donc le MFA dans la lutte des classes au Portugal ? En fait un rôle de conciliation entre les classes. Une partie du MFA penche pour les masses. Par exemple, les trois représentants du MFA venus dissuader les ouvriers de Lisnave de manifester le 12 septembre se voient ensuite contraints de se ranger aux arguments des travailleurs après discussion, et parce que le rapport de force faisait que le prolétariat affirmait son rôle dirigeant (p. 83). Mais le MFA en tant que tel, en tant qu'il est l'organe permettant de préserver « **l'unité indissoluble** » de l'armée portugaise, traversée elle aussi par la révolution qui tend à la disloquer, le MFA tend à subordonner la masse des soldats et des officiers inférieurs à la politique de la bourgeoisie qui s'appuie sur la junte et le PPD.

Certains esprits superficiels comparent le MFA et l'armée portugaise avec le rôle que peut être amené à jouer l'armée dans un pays semi-colonial ou qui sort du colonialisme. C'est oublier que le Portugal n'est pas un pays semi-colonial

où les tâches d'indépendance nationale contre l'impérialisme seraient posées. Le Portugal est un pays impérialiste (certes mineur) où l'armée est de même nature qu'en France par exemple. D'ailleurs, la seule tâche démocratique-bourgeoise qui se pose au Portugal est celle de l'émancipation de la paysannerie soumise aux grands latifundiaires du Sud. Or, précisément, le programme du MFA se refuse catégoriquement à ce que soit renversée la classe des gros propriétaires fonciers.

De ce point de vue, il est clair que le MFA ne joue aucun rôle politique indépendant. Il ne peut qu'osciller, en fonction de la lutte des deux classes fondamentales, entre le prolétariat et la bourgeoisie entièrement réactionnaire. Son « existence » est, en fait, nécessaire aux appareils du PS et du PCP qui, s'appuyant sur lui, défendent l'ordre bourgeois auquel se soumet le MFA dans son ensemble, pour ne pas poser la question du gouvernement des seules organisations ouvrières, le gouvernement du PS et du PCP appuyé sur les commissions de délégués élus qui, seul, permettrait de réaliser la « démocratie », c'est-à-dire la satisfaction de toutes les revendications des masses, l'expropriation des latifundiaires, du grand capital, l'assainissement total du pays, la sup-

pression de la police spinoliste (la GNR) reconstituée avec des éléments de l'expIDE. c'est-à-dire des mesures directement dirigées contre le capital et les gros propriétaires fonciers. Pris en tenaille entre les forces de classe qui s'affrontent et dont la lutte ne peut que s'approfondir, le MFA est destiné, soit à disparaître en s'intégrant à la junte spinoliste, soit à éclater, les officiers inférieurs et les soldats passant du côté du prolétariat pour autant que celui-ci affirme consciemment sa candidature à la direction de toute la société, c'est-à-dire revendique le pouvoir pour lui seul.

Tels sont quelques-uns des problèmes brûlants posés par le développement de la révolution prolétarienne au Portugal, problèmes qui seront ceux, demain, de toute l'Espagne au bord de la révolution, de la Grèce où l'Etat des généraux fascistes ne peut, lui aussi, qu'être disloqué par le mouvement du prolétariat grec ; ils seront, demain également, ceux de la France et de toute l'Europe où les forces de la révolution prolétarienne libérées au Portugal et toujours pas détruites, malgré deux tentatives de la contre-révolution, montrent au vieux continent dans quel sens se dessine son avenir immédiat.

Jacques MEYRAND.

DOCUMENTS DE L'OCI N° 3

25 avril :

la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne

PROBLEMES DE LA REVOLUTION PORTUGAISE

SELIO — 142 pages — 8 F.

# A propos du livre de A. Leonetti "Notes sur Gramsci"

## Une lettre de Jean Risacher à "Informations Ouvrières"

Paris, le 4 octobre 1974

Chers Camarades,

J'ai lu avec étonnement le curieux article paru dans *I.O.* contre l'ouvrage de Leonetti, *Notes sur Gramsci*. Espérant qu'il a été rapidement écrit par un rédacteur mal intentionné et mal informé, je me vois contraint de vous répondre car je crois qu'il est impossible de laisser subsister dans l'esprit de vos lecteurs les contre-vérités que nous a livrées l'auteur de l'article, agrémentées d'amalgames, de rapprochements et de montages de texte fort discutables.

La règle de notre petite maison militante, que nous nous efforçons de respecter, étant la rigueur scientifique, il m'est également impossible de laisser subsister l'idée que je puisse être complice d'un truquage quelconque et, avec moi, un historien du mouvement ouvrier aussi intègre et compétent que Pierre Broué, qui a rédigé la préface dont, cependant, votre rédacteur ne souffle mot, rejetant ainsi la responsabilité sur les EDI... Impossible non plus de laisser accréditer l'idée que nous contribuons à grossir le « fleuve boueux de la littérature stalinienne »...

M'adressant à *Informations Ouvrières*, « Tribune libre de la lutte des classes », je me permets de vous livrer les quelques réflexions que suscite la lecture de l'article :

1) Je constate que vous reprenez la thèse de Togliatti qui fait de Gramsci le fondateur du PCI. Pourtant dans l'article que vous citez plus loin, Blasco explique très bien le rôle de Bordiga et celui de Gramsci au moment de l'adhésion du PSI à l'IC : Bordiga « est seul à se battre déjà depuis plus d'une année pour ce but (la construction du Parti de la révolution). Gramsci ne voit pas encore cette nécessité ». En fait, Gramsci fut l'un des fondateurs et l'un des principaux dirigeants du PCI. Comme au sein du groupe communiste du PSI, la majorité du PCI, dès sa création en janvier 1921, fut *bordiguiste* jusqu'à l'adoption des *thèses de Gramsci au Congrès de Lyon de janvier 1926*, alors que les staliniens fixent la *conquête gramscienne* à une période bien antérieure. *Bordiga fut le chef incontesté du PCI jusqu'à son arrestation en février 1923, alors que Gramsci était*

à Moscou depuis mai 1922 où il participa à l'exécutif élargi de juin. Malade pendant plusieurs mois, Gramsci est présent au IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC où il participa à la commission italienne chargée de reprendre contact avec les maximalistes de Serrati, puis au troisième plenum de juin 1923 où il défend encore les thèses bordiguistes. Il fut envoyé aussitôt à Vienne d'où il relança la troisième série de l'*Ordine Nuovo* et créa l'*Unità* et ne revint à Rome qu'en mai 1924. Il supplanta alors peu à peu la direction droitière de Tasca, imposée par l'IC depuis l'exécutif de juin 1923, bien que la majorité bordiguiste fut encore écrasante (80 % à la conférence de Côme, mai 1924, au cours de laquelle Gramsci rentra au Comité exécutif), mais il ne devint le « véritable chef du Parti » qu'après l'adoption de ses thèses au Congrès de Lyon, en janvier 1926. Il devait être arrêté le 8 novembre 1926 par les carabinieri (l'OVRA, organisation volontaire pour la répression de l'antifascisme, ne devait être créée que le 26 novembre). Malgré le régime très dur des prisons fascistes, il put conserver de nombreux contacts comme en témoigne le « rapport Athos Lisa » qui donne de précieux renseignements sur la pensée de Gramsci en 1931-1932, et écrire une œuvre immense. Transféré à la clinique de Fornia le 7 décembre 1933 et bénéficiant de la liberté conditionnelle à partir du 25 octobre 1934, sans que cessent pour autant surveillance et vexations, il mourut en clinique, à Rome, le 27 avril 1937.

2) Il n'est guère sérieux de prétendre que les *Notes sui Gramsci* défendent la thèse de « la continuité politique de la direction du PCI de Gramsci à Togliatti » puisque dans plusieurs articles, notamment « La tradition de l'*Ordine Nuovo* », « Correspondance avec Togliatti », « Guerre de position et guerre de mouvement », « Le coup de poing dans l'œil ou la constituante », Leonetti démontre qu'à maintes reprises et sur des points fondamentaux, Gramsci s'est trouvé en contradiction avec Togliatti (notamment en août 1920, au début de 1924, en octobre 1926) et même qu'il était sur les positions des trois exclus et contre le « tournant » communiste de 1930, ce qui pourrait être aussi bien interprété comme une véritable rupture entre Gramsci et la direction du PCI, la même que celle des « Trois », ce que rien dans le livre de Leonetti ne dément. Il va même jusqu'à expliquer que Gramsci condamnait, comme Trotsky, la « troisième période d'erreurs de l'IC ». Il expose ainsi des positions inacceptables pour le PCI, et dans des publications fort diverses : la majorité des dix-huit articles fut publiée dans des périodiques non communistes et la moitié des autres dans la page littéraire de *Paese Sera* qui n'engage pas la responsabilité du Parti. Rappelons enfin que la direction du PCI s'efforça d'empêcher la publication de ce recueil.

3) La correspondance de Togliatti n'a pour objet que de préciser des points d'histoire et biographiques. Ce que vous prenez pour de la flagornerie est en fait la volonté de donner au lecteur un document non truqué...

4) La phrase citée de la page 47 ne saurait s'appliquer, comme vous le prétendez, à la période post-fasciste qui n'y est pas analysée et vise surtout à démontrer la justesse de la directive de Gramsci. De là à prétendre que Leonetti fait de Gramsci le garant de la politique stalinienne, rapprocher de cette analyse le rôle de Togliatti en Espagne alors que Leonetti était en France, dans l'opposition et membre du secrétariat international, appelé par Trotsky, n'est-ce pas cela ce que vous appelez une « comédie indécente » ?

5) Prendre une ligne de la page 47, adjoindre à un mot, pris ailleurs dans cette même page, le nom de Togliatti, qui n'y est même pas sous-entendu, pour, à l'aide d'un passage emprunté cent pages plus loin (p. 157), dans une critique de la présentation par Rosa Luxemburg du concept centraliste de Lénine et fabriquer un texte gratuit, qui n'a rien à voir avec le contexte, cela ne ressemble-t-il pas à ce que vous appelez un « truquage » ?

6) Page 83, dans un article où il montre que Gramsci avait créé une tradition avec l'*Ordine Nuovo*, il considère que s'il existe « une voie italienne au socialisme », c'est celle dont l'exemple fut donné par les conseils d'usine. Nulle part l'auteur prétend, comme vous lui en prêtez l'intention, que « la voie italienne au socialisme de Togliatti prend ses racines dans le mouvement des conseils d'usine », encore moins que le polycentrisme est issu des conseils ! A bien lire cet article, il récuse plutôt cette voie là !

7) On se serait tenté de reprendre vos propres termes pour dire que « la falsification délibérée » de l'ouvrage de Leonetti « va plus loin encore » au sujet de la fameuse lettre de Gramsci d'octobre 1926. A moins que votre collaborateur n'ait pas daigné lire sérieusement le passage incriminé ? Il prétend en effet que si « Leonetti cite la lettre de Gramsci

en octobre 1926... (il) se garde bien de signaler que Togliatti... évita de transmettre la lettre de Gramsci à ses destinataires et la fit disparaître ». Or, pages 161 et 162, dans la note 5 qui tient presque une demi-page, Leonetti explique en toutes lettres que « La lettre... envoyée à Togliatti, qui se trouvait alors à Moscou en tant que délégué à l'exécutif de l'IC, afin que celui-ci la transmitt au CC du PC de l'URSS à la veille de la XV<sup>e</sup> Conférence bolchevique du 29 octobre... ne parvint pas au CC... auquel elle était adressée : Togliatti la remit à N. Boukharine, qui était alors le délégué du PCUS à l'IC ». L'assertion de votre collaborateur est donc fautive, sans contestation possible.

8) Mais votre rédacteur ne s'arrête pas là : il cite longuement la réponse de Gennaro Gramsci à Fiori (en vertu de quoi ce journaliste démocrate, de « gauche » peut-il être considéré comme « excellent » pour être opposé au « falsificateur » Leonetti et jugé incapable, lui, de « truquer » ?) pour conclure que « tels étaient, soigneusement celés par le falsificateur Leonetti, les rapports réels entre le communiste Gramsci et le stalinien Togliatti ». En quoi Leonetti est-il concerné par « cette histoire » ? Il ne peut rien cacher : exilé depuis deux ans, depuis longtemps déjà éliminé de la direction du parti, Leonetti venait d'être exclu du PC lorsque Gennaro Gramsci rendit compte à Togliatti de sa mission. Il démontre au contraire, à la faveur de ce même témoignage sur les positions exactes de Gramsci, que ce dernier était sur les mêmes que celles des exclus contre Togliatti. Pourquoi l'associer à la falsification du propre frère de Gramsci qui en est seul responsable ?

9) Pour clore sa « démonstration », votre rédacteur ne craint même pas le ridicule de vouloir appliquer à Leonetti la phrase de Blasco alors que son article fut écrit à une époque où Blasco et Leonetti se retrouvaient dans la même opposition...

Persuadé qu'il s'agit d'une erreur, due sans doute à une lecture un peu hâtive (sinon faudrait-il croire que des « maîtres-ès-falsifications » aient pu faire des émules jusque dans vos rangs ?) et que vous aurez à cœur de réparer (« seule la vérité est révolutionnaire »...), en particulier en publiant cette lettre dans son intégralité, je vous assure, Chers camarades, de mes sentiments fraternels.

Jean RISACHER.

## Quelques précisions indispensables

Réponse à J. Risacher, par R. Clément.

Eh bien non, ce n'est pas, en ce qui nous concerne, « avec étonnement » que nous avons lu la lettre de Jean Risacher, qui a publié en français les **Notes sur Gramsci** d'Alfonso Leonetti, ouvrage dont nous avons rendu compte dans **Informations Ouvrières** n° 670 (11 septembre 1974) dans des termes qui n'ont pas eu l'heur de plaire à son éditeur.

J. Risacher nous renvoie en effet les qualificatifs de « falsificateur », « truqueur », et quelques autres que nous avons, pour notre part, cru pouvoir appliquer au stalinien Leonetti, faits et documents à l'appui. Notre éditeur préfère réserver ces propos au rédacteur d'**Informations Ouvrières**... Libre à lui. Il est vrai que, dans la gauche parisienne

« cultivée », l'italianophilie est de bon ton lorsqu'elle s'applique au parti de Togliatti et de Berlinguer, et qu'il est généralement considéré comme fort mal-séant d'appeler chat un chat et stalinien un stalinien lorsque celui-ci est italien.

C'est ainsi par exemple que, pour la « gauche » du **Nouvel Observateur** ou de la CFDT, les grèves tournantes sont devenues le nec plus ultra de la stratégie révolutionnaire dès lors que, traduites en italien, on les appela « **mouvements articulés** ». Même chose pour le « polycentrisme », la « voie italienne au socialisme » (nous y reviendrons) et autres néologismes transalpins, dont l'usage à tout propos et hors de propos

à tenu lieu d' « antistalinisme » aux valeureux chevaliers de la plume de la « gauche » française.

Jean Risacher va sans doute encore protester à hauts cris contre notre pratique de « l'amalgame ». Qu'il se rassure. Nous allons maintenant en venir à sa courageuse défense de la prose du stalinien (oui, Risacher, cela existe, et c'en est un) Leonetti.

La thèse de l'ex-trotskyiste Leonetti, ex-secrétaire international de l'Opposition de Gauche et du mouvement pour la Quatrième Internationale (en même temps qu'Etienne, l'agent de la Guépéou qui organisa l'assassinat de Trotsky et du fils de Trotsky, Léon Sédov, assassiné lui aussi sur ordre de Staline... une période, décidément, sur laquelle Leonetti est vraiment bien discret) est fort simple, et n'a d'ailleurs pas le mérite de l'originalité.

On peut la résumer ainsi : les Trois (Tresso, Leonetti, Ravazzoli) membres du BP du PCI qui furent exclus en juin 1930 de leurs responsabilités, puis du parti lui-même, par Longo et Togliatti, n'avaient, somme toute, guère fait qu'anticiper de quelques années la ligne correcte que l'IC allait finalement retrouver d'elle-même en 1935 (VII<sup>e</sup> Congrès) avec l'orientation des fronts populaires, condition d'un juste combat contre le fascisme, qui allait s'épanouir dans la résistance et dans la politique des fronts nationaux à la libération.

Selon cette « thèse », le stalinisme se confond avec, d'une part, la ligne ultra-gauche de 1928 (troisième période) et, d'autre part, avec les fâcheuses méthodes d'organisation de Staline lui-même, sur lesquelles Leonetti est, là encore, de la plus extrême discrétion, puisqu'il se contente de parler de « **certaines erreurs** » (page 47), « **les erreurs de la période stalinienne** » (page 157). Il est vrai que, pour le lècheur de bottes de Togliatti, pour l'homme qui portait en sautoir les lettres que ce dernier lui adressait en 1963-1964, il eût sans doute été malséant d'insister... Malséant d'évoquer le massacre des dirigeants du POUM et des anarchistes en mai 1937 à Barcelone, malséant d'évoquer les pro-

cès de Moscou, malséant d'évoquer l'assassinat de Blasco (Pietro Tresso) fin 1943 dans les maquis de la Haute-Loire... Leonetti ne veut pas penser à tout cela :

*« Il n'est pas étonnant, écrit-il en 1966, de voir, après tant de longues et âpres polémiques, se rétablir entre Togliatti et moi-même, dans les dernières années de son existence, les rapports cordiaux et fraternels, interrompus en 1930 avec l'exclusion du Parti communiste du fameux groupe des Trois [...]. Psychologiquement et moralement, les heurts entre « frères », entre « voisins, entre camarades en somme, sont d'autant plus violents que chacun craint de voir l'autre glisser sur le terrain de « l'inimitié ouverte et déclarée ». Mais si ce n'est là que le fruit d'erreurs, surmontables de part et d'autre dans l'action et dans le temps, le sacrifice de tout ressentiment personnel, lui, devient tôt ou tard nécessaire pour l'intérêt général du mouvement. »*

Ces lignes laissent froid Jean Risacher, dont la règle est « **la rigueur scientifique** ». Elles nous remplissent de dégoût et de mépris, venant d'un homme qui fut l'un des plus proches collaborateurs de Léon Trotsky. J. Risacher s'étonne de ce que nous soulevions « ces histoires » à propos de Leonetti. Nous ne pouvons en effet lire les phrases du renégat Leonetti, qui vante (page 157) « **les efforts des nombreux partis communistes qui ont sauvé dans le monde l'honneur et l'avenir du socialisme** », sans avoir présent à l'esprit le cadavre torturé d'Andrès Nin, aux mains sanglantes des agents de la guépéou de Barcelone, commandés par Togliatti.

Faut-il donc, Jean Risacher, taire ces choses, qui ne seraient que « ressentiments personnels » exhumés d'un passé révolu ? On voit trop bien à qui profite l'oubli. Khrouchtchev n'était-il pas, à sa manière de bureaucrate, plus honnête que le valet de plume Leonetti lorsque, pour des besoins qui n'étaient certes pas ceux de la vérité révolutionnaire, il n'a pas hésité à livrer

au monde les noms et les faits dans son rapport secret au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS ?

Mais vous sollicitez les textes, nous répond Jean Risacher ! Le livre de Leonetti n'est fait que de ses souvenirs sur Gramsci. Et rien d'autre.

Il est, Jean Risacher devrait le savoir, mille manières de mentir et de trahir, à commencer par l'omission.

Evoquer Tresso (Blasco), qui fut militant trotskyste et rédacteur de notre revue « **La Vérité** », sans même s'interroger sur sa disparition en 1943, n'est-ce pas mentir, et de la manière la plus lâche ?

A ce propos, répétons la question que nous avons posée dans **Informations Ouvrières**, et que Jean Risacher, si féru de « rigueur scientifique », ne manquera pas de poser à Leonetti lui-même :

« Blasco se trouvait en prison au Puy pendant que Leonetti enseignait dans cette même ville. On sait qu'un commando FTP aux ordres du PCF local organisa l'évasion collective des détenus de la prison du Puy, parmi lesquels Blasco, dans la nuit du 1<sup>er</sup> octobre 1943. Blasco disparut, très vraisemblablement assassiné au maquis par des tueurs staliniens. Quelques mois plus tard, Leonetti était admis à adhérer au PCF, précisément dans la ville du Puy. Est-il possible qu'il n'ait rien su du sort de Blasco ? Pourquoi a-t-il toujours refusé de participer à toute enquête sur place sur la mort de Blasco, enquête à laquelle sa connaissance du milieu et de la région aurait certes pu apporter une précieuse contribution ? »

Précisons d'ailleurs que Leonetti ne pouvait même pas invoquer l'obstacle de la distance, puisque, curieusement cet anti-fasciste militant, réintégré dans le PCF en 1944, a attendu 1960 pour rentrer en Italie.

Mais revenons à Gramsci, et aux points soulevés dans la lettre de Risacher.

Point 1. Nous sommes d'accord. Le camarade Risacher a raison. Gramsci

ne fut que l'un des (et non pas le) fondateurs du PCI.

Points 2 à 6.

Il est en effet probable que Gramsci, informé, eût été en accord avec les « trois » en 1930. Oui, bien sûr, Gramsci condamnait « la troisième période d'erreurs de l'IC ». Cela donne-t-il le droit à Leonetti d'extrapoler en suggérant un prétendu accord de Gramsci avec la politique des fronts populaires ? Où ? Quand ? Comment ? Dans quels textes ? Et comment l'aurait-il pu du fond de sa prison ?

N'est-ce pas pourtant ce que Leonetti laisse entendre à de nombreuses reprises pour justifier son propre ralliement à Staline-Togliatti au nom de « l'anti-fascisme », par exemple dans le passage de la page 47 :

« Nul ne peut nier que les communistes, malgré certaines de leurs erreurs, aient prodigué tous leurs efforts dans la résistance et la lutte contre le fascisme et en tout premier lieu Gramsci. »

Oui, camarade Risacher, les mots ont un sens. Parler, en 1969, de « voie italienne au socialisme » (version précédente du « compromis historique » d'aujourd'hui) en se référant au mouvement des conseils d'usine de 1920, c'est procéder, que cela vous plaise ou non, à une honteuse falsification, d'ailleurs archi-usée et rebattue dans la propagande stalinienne en Italie.

Point 7. Le métier d'éditeur devrait amener J. Risacher à un peu plus d'attention dans l'analyse et la critique des textes. Dans son article « **Guerre de position et guerre de mouvement** », qui date de novembre 1967, Leonetti fait état (page 187) de la lettre de Gramsci au CC du parti russe de 1930, sans indiquer que Togliatti ne transmet point cette lettre.

Dans son échange de correspondance avec Togliatti publié par la revue « **Il Ponte** » (septembre 1966), et reproduite dans le volume publié en français par EDI, figure en effet (dont acte) une note en bas de page, annexée à une phrase de

Togliatti, qui précise ce fait... mais dans les termes mêmes et exclusivement avec les raisons données par Togliatti lui-même dans sa lettre publiée par l'hebdomadaire du PCI, **Rinascita**, dont il assurait lui-même la direction, le 30 mai 1964. Togliatti justifiait alors sa conduite par le fait que, selon lui, la lettre de Gramsci n'était pas « complète ». Leonetti reproduit cette explication sans le moindre commentaire. Le camarade Risacher fait de même. Nous pensions que la première règle de la « rigueur scientifique » pour un éditeur était de recouper ses sources et de ne pas accepter un témoignage qui soit à la fois celui du juge et de la partie, surtout lorsqu'il s'agit du guépéoutiste Togliatti.

Point 8. Ah, que les lapsus sont révélateurs... Gennaro Gramsci n'a fait que prendre une mesure de protection élémentaire à l'égard de son frère, dont il craignait que Togliatti puisse lui réserver l'un de ses « plats faisandés ». Risacher appelle cela une « falsification » ! On comprend, encore une fois, que Leonetti, dans son souci de rentrer en cour auprès de Togliatti, ait préféré négliger

le témoignage de Gennaro Gramsci. Mais quel besoin le camarade Risacher a-t-il donc de couvrir les mensonges par omission de Leonetti, dont il n'est en rien responsable ?

Répetons-le. Le comportement de stalinien Leonetti s'explique parfaitement par les gages qu'il doit donner à ses maîtres d'aujourd'hui, et peut-être de toujours :

« Un communiste n'a raison que dans le Parti et avec le Parti... Les faits ont démontré la faillite historique du trotskysme (*Unità*, 17 février 1962).

C'est là l'opinion que professe aujourd'hui le renégat Leonetti, journaliste aux gages du stalinisme.

Cela se comprend. On comprend moins que Jean Risacher veuille à toute force couvrir cette marchandise. Risacher tente de nier le stalinisme dans le comportement de l'un de ses agents. Nous lui amenons les faits et les documents. Il ne veut pas en tenir compte. Tant pis. Nous le regrettons.

R. CLEMENT.

## Une lettre de Pierre Broué

Mon cher Clément,

Je te remercie de m'avoir communiqué la lettre de l'ami Risacher ainsi que ta réponse, et l'annonce que l'une et l'autre allaient paraître dans *La Vérité*.

Il me semble qu'il est plus que temps que je m'exprime à mon tour sur cette question. Je l'ai fait il y a quelques jours dans une lettre personnelle à un camarade qui me pressait d'intervenir contre ton article d'I.O. Relisant cette lettre avant de me mettre au travail, je ne trouve rien à y ajouter et je te joins donc une copie dont il me semble qu'elle pourrait être publiée avec le dossier que tu m'as transmis.

Amitiés

Pierre Broué.

Cher camarade,

Tu as raison : l'article d'« I.O. » consacré au livre de Leonetti, **Notes sur Gramsci** prononce implicitement une sévère condamnation politique

de la préface que j'en ai donnée. Tu en conclus que je dois engager publiquement le débat avec lui et exprimer mes désaccords.

Je m'exprimerai publiquement, mais



pas dans le sens que tu me suggères, même si, sur un point ou un autre, je ne suis pas d'accord avec cet article. Car, sur le fond, c'est moi qui me suis trompé — et lourdement — en croyant que je pouvais présenter, et cet ouvrage, et Leonetti lui-même, dont j'avais sollicité témoignage et documentation sur les relations entre le S.I. et l'Espagne de 1933 à 1936 et qui m'avait reçu avec une cordialité fraternelle.

Je me suis lourdement trompé parce que j'ai cru qu'il m'était possible de faire du livre et de l'auteur une présentation d'« historien », « objective » au sens académique du terme, rassemblant les « faits », et les présentant sans les commenter, laissant au lecteur le soin de se poser les questions que je me posais moi-même. J'ai cru cela possible à la fois parce que j'ai pensé que c'était cela qu'il fallait faire pour E.D.I., maison amie, et parce que j'hésitais à porter un « jugement » d'une façon ou d'une autre sur un vieil homme dont j'avais le sentiment qu'il avait fait de moi, pendant quelques jours, sinon un confident, du moins un témoin des déchirements qu'il a vécus et vit encore. Mais c'était une double et lourde erreur.

1 — Je n'avais pas, bien sûr, rassemblé tous les « faits », mais certains, particulièrement importants, m'avaient échappé. Le premier concerne la date de la rupture de Leonetti avec la IV<sup>e</sup> Internationale dont je n'ai pas trouvé trace dans notre presse de l'époque. C'est sur la foi de Leonetti que j'ai écrit qu'en 1937, il « **commençait à prendre ses distances** ». Or le rapport de Villain (Naville) à la conférence de fondation de 1938 fait apparaître que Leonetti, élu au S.I. sous le nom de « Feroci » à la suite de la conférence dite de Genève de juillet 1936, n'a **jamais** occupé ce poste. Sa rupture avec la IV<sup>e</sup> Internationale date donc de l'été 1936 et coïncide — ce sont là d'autres « faits » — avec le début de la

révolution et de la guerre civile espagnole et avec le premier procès de Moscou contre les compagnons de Lénine.

Le second point touche à l'assassinat en 1943 de Blasco, compagnon d'armes de Leonetti dans le P.C.I., la Nouvelle Opposition, puis la IV<sup>e</sup> Internationale, « disparu » dans un maquis F.T.P. de la région du Puy. J'ai, bien entendu, questionné Leonetti à ce sujet, et il m'a confié un dossier dans lequel j'ai pu constater que, depuis des années, il a multiplié les démarches pour que la lumière soit faite là-dessus. Mais le témoignage de la compagne de Blasco, Barbara, sur lequel s'appuie l'article de « I.O. », établit en revanche que, dans l'immédiat après-guerre, il a refusé de prendre part personnellement à l'enquête sur place. Or il est clair que sa présence pendant la guerre au Puy même, son rôle dans la Résistance, les liens qu'il avait noués avec le P.C.F. dans la Haute-Loire, auraient fait de lui, s'il l'avait voulu, un enquêteur redoutable pour les assassins.

Il va de soi que, dans ces deux circonstances — et pour nous en tenir à ce que nous savons —, Leonetti a au moins fait un choix politique, et qu'une « présentation » qui ne le souligne pas est une présentation qui dissimule un élément important.

2 — Je devrais tout de même savoir que la manière « objective » de présenter des « faits », même recensés de la façon la plus « complète » possible n'est pas une attitude scientifique. Le fait que je n'aie pas commenté, que j'ai omis de rappeler le contexte général, ne pouvait avoir qu'une conséquence, une signification qui m'échappait : le militant trotskyste que je suis apportait sa caution, celle de son travail honnête, à une interprétation de « l'épisode Leonetti de l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale » qui réduisait l'itinéraire de

cet ancien membre du S.I. à « une évolution personnelle ».

J'ai écrit, sur ce cas particulier, et afin de présenter Leonetti, **comme si** la lutte entre la bureaucratie stalinienne et l'Opposition de gauche, puis l'acharnement de l'appareil international du stalinisme, les crimes et les violences déchaînés contre les trotskystes en même temps que les vieux bolcheviks, pouvaient se résumer sous la forme d'un « **débat d'idées** ». Comme si, entre staliniens et trotskystes, il y avait seulement des « divergences », et pas les forces matérielles que l'on sait, la pression de l'impérialisme sur une révolution isolée, sa courroie de transmission sous la forme de la bureaucratie parasitaire, l'appareil en lutte contre le mouvement de la classe et menant une politique d'extermination contre tous ceux qui aspirent à l'exprimer. Comme si la vérité scientifique ressemblait aux contes de fées de la bourgeoisie, et si des discours « dés-talinisateurs », la reconnaissance ou la dénonciation des crimes de Staline, avaient supprimé du même coup le K.G.B. et les camps, les internements d'opposants en hôpital psychiatrique, l'intervention des chars à Prague. Bref, comme si la dénonciation de Staline par ses successeurs et complices, à Moscou comme à Rome, avait suffi pour faire disparaître le stalinisme.

Sur ce point, je veux être ici plus précis. Les procès de Moscou ont frappé de plein fouet, en dehors de l'U.R.S.S., des militants communistes convaincus et ont détourné — non pas seulement du stalinisme, mais du **communisme** — des hommes qui, jusque-là s'en réclamaient, y compris des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. (Je pense à l'ancien pasteur A. J. Muste, qui dirigeait à l'époque la section américaine, qui est revenu alors à son église et s'est désormais limité au combat pour les droits et libertés démocratiques.) Mais Leonetti, lui, a

fait à cette époque les premiers pas dans un chemin au bout duquel il en est venu à affirmer qu'on ne pouvait avoir raison contre **son** parti — ce parti étant le parti stalinien. Il est clair que, ne serait-ce que pour cette unique raison, je ne pouvais le présenter.

Ainsi, non seulement j'ai introduit par cette présentation la confusion dans une question historique, mais surtout, je l'ai introduite — contre tout ce que j'ai écrit ailleurs et à quoi je crois — dans une question politique de fond, celle de la nature du stalinisme, celle de la nature de son appareil international qu'un Togliatti incarnait, lequel n'a jamais (et c'est à dessein que je choisis cette expression faible) « fait de cadeaux » aux révolutionnaires. Dans un ouvrage qui m'a été offert par Leonetti, consacré au militant anarchiste italien Berneri, assassiné à Barcelone au lendemain des journées de mai 1937, je trouve un extrait du journal **Grido del Popolo**, organe parisien du parti de Togliatti, qui justifie le meurtre de Berneri en expliquant qu'il s'agit d'une « **légitime défense** » de la « **révolution démocratique** » et prononcé son verdict : « **Camillo Berneri è stato giudicato...** » (20 mai 1937) (1).

J'ajoute — ce n'est pas secondaire à mes yeux — que je suis également pleinement responsable de la situation qui est celle d'E.D.I. dans une telle polémique, car Risacher, son animateur, m'a fait confiance.

Il n'est donc pas question que je me taise. Mais je n'interviendrai pas sur des points secondaires, comme tu m'y invites, mais sur cette question essentielle. J'espère t'avoir convaincu.

Fraternellement,

Pierre Broué  
5 décembre 1974.

---

(1) Camillo Berneri a été jugé...

# COMPTES RENDUS

## “Le premier congrès de l'Internationale Communiste”

(Textes intégraux publiés par Pierre Broué)

Pour la première fois sont rassemblés en français l'intégralité des documents constituant les rapports, discussions (du moins en séances plénières) et résolutions du premier congrès de la III<sup>e</sup> Internationale. De prochains volumes contenant les documents des autres congrès (du moins des quatre premiers, le quatrième, tenu en novembre-décembre 1922, ayant été le dernier à se situer sur le terrain ferme du marxisme) sont promis par l'éditeur et notre camarade Pierre Broué qui dirige ce travail de mise à jour des archives de l'Internationale communiste détruite par Staline après le quatrième congrès précisément, au cours d'une lutte qui allait durer des années.

Comme l'écrit d'ailleurs P. Broué dès les premières lignes de sa « présentation » :

« Fondée en mars 1919, l'Internationale communiste a été dissoute en mai 1943. Elle était morte en 1933. »

Et d'ajouter :

« Son histoire reste à écrire... »

Les documents rassemblés constituent la base de cette histoire à venir. Qu'y a-t-il donc dans ce premier volume ?

2-6 mars 1919, la Conférence communiste internationale réunie à Moscou (et qui se constituera en congrès, le premier de l'I.C., au cours de ses travaux) se tient avec une poignée de militants, un mois et demi après la tragique défaite du prolétariat berlinois dont les chefs prestigieux, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, ont été assassinés par les corps-francs aux ordres du gouvernement social-démocrate d'Allemagne.

Deux semaines après la clôture de ses travaux, c'est la révolution hongroise qui triomphe. Devant l'effondrement du gouvernement bourgeois, le pouvoir passe à Budapest, le 20 mars 1919, aux mains du prolétariat. Début avril, la révolution relève la

tête en Allemagne, en Bavière où les conseils ouvriers prennent le pouvoir. Mais pour trois semaines seulement. La République soviétique hongroise durera un peu plus longtemps pour tomber, faute d'un parti communiste suffisamment aguerri, sous les coups redoublés de l'ennemi de classe, imposable à Budapest comme à Munich...

C'est donc en pleine crise révolutionnaire, au moment où la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe est à l'ordre du jour, que les bolcheviks, au pouvoir depuis plus d'un an en Russie, organisent les forces qui vont constituer le parti mondial de la révolution prolétarienne.

Tous les rapports des délégués au premier congrès mettent l'accent sur ce fait que la crise révolutionnaire ouverte dans toute l'Europe après la guerre mondiale a vu surgir, dans tous les pays, à un degré plus ou moins grand, la nouvelle forme d'organisation qui tend à remplacer l'Etat bourgeois en voie de dislocation, à savoir l'organisation politique du prolétariat comme classe dans les conseils ouvriers.

Citons quelques rapports. Celui du délégué du tout jeune parti communiste allemand, Albert :

« Il est vrai que le mouvement révolutionnaire en Allemagne semblait n'être au début qu'une simple émeute de soldats, provoquée par la sévérité excessive du commandement et la fatigue d'une longue guerre, mais le système des conseils fut introduit et adopté en une seule nuit, y compris dans les petites villes. On ne saurait donc parler d'une simple révolution de soldats, due à leur haine de la guerre, mais bien de la ferme volonté du prolétariat d'introduire définitivement le nouveau système pour lequel il avait lutté depuis longtemps, sa volonté de remplacer le vieil ordre social par la société socialiste. »

Zincviev brosse un tableau du fonc-

licnement du système soviétique victorieux en Russie.

Le délégué de Norvège :

« C'est au cours de l'hiver que se formèrent les premiers conseils des députés ouvriers et soldats et au printemps 1918 qu'eut lieu leur congrès. Le congrès des conseils lança un manifeste dans lequel il déclarait que les conseils réaliseraient immédiatement certaines revendications du prolétariat (par exemple : la journée de huit heures) et qu'ils avaient l'intention de prendre en main le gouvernement du pays. »

Feinberg, le délégué anglais, explique :

« Dans les *shop-stewards* [délégués élus dans les usines qui veillent à faire respecter les droits des syndicats], dans les comités ouvriers et dans les conférences nationales des *shop-stewards*, nous avons déjà une organisation qui ressemble à celle et sur laquelle repose la République soviétique (...). Avec cette organisation apparaît une transformation totale de la forme et de la structure du mouvement ouvrier britannique, et l'on a des raisons de croire qu'elle jouera un rôle capital dans l'histoire à venir du mouvement. »

Mais il n'y avait pas encore, à ce premier congrès, de représentant de deux sections, parmi les plus importantes, du prolétariat européen, celle de France (à part J. Sadoul, gagné au bolchevisme en Russie) et d'Italie où le mouvement des conseils allait se développer dans quelques mois.

Lénine, qui présidait, devait faire la synthèse des rapports en présentant, sur la base de toute l'expérience récente de la lutte des classes et en enrichissant celle-ci, des thèses sur « *démocratie bourgeoise et dictature du prolétariat* ». Là est la méthode de Lénine, comme en septembre 1917 lorsqu'il écrivit, à la veille de la prise du pouvoir, *L'Etat et la révolution* : seule la clarté théo-

rique permet aux révolutionnaires de s'orienter dans la guerre de classes.

Citons :

« La forme de la dictature du prolétariat déjà élaborée en fait, c'est-à-dire le pouvoir des soviets en Russie, le système des conseils ouvriers en Allemagne (*Räte-system*), les *Shop-stewards Committees* et autres institutions soviétiques dans d'autres pays signifient et réalisent précisément pour les classes laborieuses, c'est-à-dire pour l'énorme majorité de la population, une possibilité effective de jouir des droits et libertés démocratiques, comme il n'en a jamais existé, même approximativement, dans les meilleures républiques bourgeoises. La nature du pouvoir des soviets réside dans le fait que les organisations des masses, précisément des classes qui étaient opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire les travailleurs et les demi-prolétaires (les paysans qui n'exploitent aucun travail étranger et qui sont forcés de vendre constamment au moins une partie de leur force de travail) constituent le fondement constant et unique du pouvoir d'Etat, de tout l'appareil d'Etat. »

Il faut lire aussi le discours de Lénine sur les thèses, consacré en grande partie à la critique imputable des sociaux-démocrates et des centristes (Kautsky, Hilferding, anciens théoriciens marxistes hostiles à la révolution prolétarienne et au bolchevisme) qui n'ont de cesse de défendre la démocratie bourgeoise :

« Une des tâches essentielles pour les camarades des pays d'Europe occidentale consiste à expliquer aux masses la signification, l'importance et la nécessité du système des conseils (...). Il existe là un réel danger, celui que la lutte soit si impétueuse que la conscience des masses ouvrières ne puisse épouser pas à pas son développement. Aujourd'hui encore, la signification du système des conseils n'est pas encore claire pour la grande masse des ouvriers

allemands politiquement formés, parce qu'ils ont été éduqués dans l'esprit du parlementarisme et des préjugés bourgeois. »

Cette question est, aujourd'hui encore, d'une très grande actualité. Tout le problème, pour les révolutionnaires organisés en parti communiste, consiste à la fois à nourrir le mouvement autonome des masses qui charrie en son sein toutes les illusions qui permettent au vieux monde (à l'Etat bourgeois) de barrer la voie du pouvoir au prolétariat en situation révolutionnaire. Le retard de la conscience (la nécessité d'instaurer le pouvoir des conseils par la destruction de l'Etat bourgeois) sur le mouvement propre des masses (constituant leurs conseils qui coexistent avec l'Etat bourgeois pendant la période de la dualité du pouvoir), c'est en résumé tout le problème de la construction du parti révolutionnaire comme parti dirigeant du prolétariat.

On aperçoit, à la lecture des débats de ce premier congrès de l'I.C., quel abîme séparait les bolcheviks de tous les groupes, organisations et partis qui venaient tout juste de se constituer pour fonder des partis communistes dans les pays où la révolution frappait à la porte. L'expérience du bolchevisme, c'est surtout lors des trois congrès suivants qu'elle sera affinée, développée, puis difficilement assimilée par ces partis, et la plupart du temps dans des situations où la crise révolutionnaire de 1919-1920 sera passée.

Tous les problèmes des rapports entre le parti et le mouvement autonome des masses vers le pouvoir se reperçeront sur le tranchant du couteau en 1923 en Allemagne. Mais, à ce moment, ce sont les divergences à la tête de l'Internationale et du parti russe qui feront que le parti allemand laissera passer le moment favorable (1).

(1) Lire Pierre Broué, 1918-1923 : révolution en Allemagne, Ed. de Minuit.

On n'en est pas encore là au printemps 1919, la tâche de l'heure étant de mettre sur pied les noyaux des futurs partis. D'où une nécessité impérieuse : que la nouvelle Internationale qui se constitue pour assurer la continuité du marxisme trahi par les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale lance un cri de guerre contre les traîtres de la social-démocratie. Une journée sera consacrée à fustiger les travaux de la Conférence socialiste de Berne qui s'est réunie un mois plus tôt. Ce passage de la résolution adoptée éclaire l'opération des dirigeants faillis :

« M. Clemenceau, le représentant le plus réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste, a reconnu les mérites de la conférence social-patriote de Berne envers la réaction impérialiste en recevant une délégation de la conférence de Berne et en lui proposant de participer à toutes les commissions de la conférence impérialiste de Paris. »

L'heure est donc à la préparation de la scission dans les partis socialistes. A la préparation seulement : ainsi, en France, la scission n'aura lieu qu'en décembre 1920, soit quelques mois après le deuxième congrès de la III<sup>e</sup> Internationale.

Que dire de la plate-forme de l'Internationale communiste (dont le projet sera longuement discuté en séance plénière) sinon qu'elle définit la période ouverte par la guerre impérialiste et la victoire de la révolution d'Octobre :

« La nouvelle époque est née : l'époque de la désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. L'époque de la révolution communiste du prolétariat ? »

Le seul document à n'avoir pas été discuté mais adopté tel quel par le congrès est l'étincelant *Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier*, rédigé par Trotsky et lu par celui-ci à la

tribune. Ce document rassemble en quelques pages toutes les données de la situation mondiale qui précipite l'humanité dans la barbarie, situation qui ordonne les tâches du prolétariat mondial :

« Si la I<sup>re</sup> Internationale a prévu le développement de l'histoire et préparé ses voies, si la II<sup>e</sup> a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la III<sup>e</sup> Internationale, elle, est l'Internationale de l'action de masse ouverte, de la réalisation révolutionnaire, l'Internationale de l'action. »

Pierre Broué, dans une *Introduction* distincte de la *Présentation* générale du volume, retrace toutes les étapes qui, à partir de l'effondrement politique de la II<sup>e</sup> Internationale, le 4 août 1914, aboutiront à la fondation de la III<sup>e</sup>. Malgré sa faiblesse, le noyau de Zimmerwald (dont seuls les éléments les plus conscients forment la « gauche », les bolcheviks et quelques internationalistes occidentaux) a assuré la continuité du programme révolutionnaire pendant les premières et terribles années de la guerre mondiale. L'année 1917, année de l'éclatement (février), puis du triomphe (octobre) de la révolution russe, est l'année du grand tournant. Des masses immenses, dans tous les pays, se tournent en quelques mois vers la révolution bolchevique. En 1918, les empires centraux s'écroulent : la révolution prolétarienne éclate en Allemagne.

Mais l'Internationale retarde sur le mouvement du prolétariat mondial vers le pouvoir. P. Broué revient sur les débats préparatoires à la conférence de mars 1919 où les bolcheviks eux-mêmes (occupés de l'Europe) hésitaient encore à proclamer la nouvelle Internationale. Le délégué du jeune parti allemand, Albert, n'est-il pas mandaté par Rosa Luxemburg elle-même pour s'opposer à la proclamation immédiate ? Mais, après les premiers jours de débat, la

conférence prend conscience de ce qu'exige le moment historique et se transforme en congrès constitutif.

Rien de « monolithique » dans tous ces débats enfin accessibles, mais l'expression la plus saine de la démocratie ouvrière alors que la guerre civile se déchaîne dans toute l'Europe. C'est pourquoi tous les militants doivent étudier l'histoire des

premiers pas de la III<sup>e</sup> Internationale en lisant les débats et résolutions de son premier congrès.

J. M.

---

Premier congrès de l'Internationale communiste (*Documents pour l'histoire de la Troisième Internationale*). Textes intégraux publiés sous la direction de Pierre Broué. Editions EDI, Paris, 1974, 307 pages, 46 F (en vente à la SELIO).

---

## Lumières sur la Chine

Le titre est provocateur, non sans gaminerie (1). Le ton des textes de présentation ne l'est pas moins. Les auteurs sont convaincus que la bureaucratie est une classe, mais on chercherait en vain le moindre commencement de démonstration : ils se contentent d'affirmer que ceux qui ne l'admettent pas « *en tiennent une couche* » (*sic*). Pourtant, analyses indigentes, plaisanteries de sorbonnards en rupture de ban ne doivent pas détourner le lecteur de cet ouvrage passionnant où sont rassemblés pour l'essentiel des textes de la presse des gardes rouges chinois en 1966-67, quelques textes officiels, et des documents provenant de Taiwan.

L'ensemble est neuf, tranchant heureusement sur le ton des versions maoïstes ou maoïsantes de l'histoire chinoise distillées

par voyageurs et compagnons, de Peyrefitte à Alain Bouc. Il apporte en revanche de solides arguments à l'interprétation de la « révolution culturelle » qui a été présentée en 1971 dans *La Vérité* (2) : la crise de la bureaucratie chinoise a été portée dans la rue par le conflit entre ses fractions antagonistes — « maoïste » et « liuxiste », pour simplifier —, mais la jeunesse étudiante, puis les masses ouvrières, mobilisées initialement comme forces d'appoint et étroitement contrôlées, ont débordé le cadre fixé. Face à la révolution politique qui commençait alors en Chine, l'armée a imposé le compromis qui s'est récemment concrétisé avec le retour au pouvoir — à la droite du Grand Timonier — du « deuxième Khrouchtchev chinois » Deng Xiaoping lui-même.

---

(1) Révo. cul. dans la Chine pop., coll. 10/18.

---

(2) Pierre Broué, « La révolution culturelle en Chine », *La Vérité*, 1971, 1<sup>re</sup> partie n° 551, pp. 30-62, 2<sup>e</sup> partie n° 553, pp. 1-40.

Les textes présentés peuvent être classés dans trois rubriques principales, toutes essentielles pour comprendre les problèmes de la Chine. D'abord la condition de la classe ouvrière sous le régime d'absolutisme bureaucratique et policier édifié sous le drapeau du « socialisme dans un seul pays », et notamment pendant la période du « Grand Bond en Avant ». Ensuite la crise de la bureaucratie prise dans l'état d'insurmontables contradictions. Enfin le développement, dans les rangs de la jeunesse et de la classe ouvrière, de tendances et d'organisations sommairement étiquetées « gauchistes » ou « ultra-gauchistes », mais dont nous pensons qu'elles expriment en réalité la recherche de la voie vers la révolution politique contre la bureaucratie en Chine, expression chinoise de la montée de la révolution prolétarienne mondiale.

Dans la première catégorie, il faut ranger les documents qui émanent du « Quartier général des rebelles révolutionnaires, Les Os d'Acier de la compagnie municipale de roulage de la ville de Wuhu », « actes d'accusation », « doléances », écrites « avec du sang » ou « des larmes », au début de 1967, par les travailleurs du roulage (qui traînent, au moyen d'un harnais, de lourdes charrettes). Ces textes dressent un réquisitoire impitoyable contre les bureaucrates chargés d'exécuter notamment le Grand Bond en Avant, à n'importe quel prix, contre les conditions de travail et les normes, les salaires et la discipline de travail féroce, à laquelle les travailleurs étaient soumis au nom du socialisme et de la « pensée de Mao ». Il faut lire ces documents se rapportant à l'époque où le « Grand Timonier » était seul à la barre. C'est dans le même sens que vont les documents sur le « système des primes » à l'usine n° 2 de Pékin, l'appel des « ouvriers temporaires ou sous contrat » des équipes de charpente de la capitale. Le texte de

l'enquête des gardes rouges sur la verrerie mécanique de Shanghai est peut-être plus utile encore en décrivant, tableaux à l'appui, la formation dans l'entreprise de la couche bureaucratique par la fusion entre les « cadres » du parti et l'encadrement ancien — y compris le patron devenu sous-directeur — et son combat acharné pour s'assurer des privilèges au détriment des travailleurs et les conserver contre eux. Nous nous contenterons d'une citation, empruntée à la doléance d'un vieil ouvrier rouleur :

« A l'époque, le directeur de la compagnie de roulage, Hu Xiangshen, nous disait : "Aujourd'hui, vous en avez assez, mais plus tard, avec la mécanisation, on laissera tomber les charrettes et alors vous serez heureux. Vous toucherez des pensions. Alors maintenant, tant pis si c'est un peu dur, ça ne durera pas." Les ouvriers pensaient que les dirigeants ne pouvaient pas dire des choses fausses. Ensuite, ils nous firent de grosses retenues pour la mécanisation. Ils dépensèrent cet argent pour acheter trente voitures et faire construire un grand bâtiment à l'occidentale, et tout ça avec le sang et la sueur des ouvriers. Avec ça, ils ont maintenant 1 600 000 yuans en banque, et nous, on n'a même pas de quoi bouffer [p. 147]. »

La crise de la bureaucratie transparaît à travers tous les documents. Mais le plus éclairant — et le plus affligeant sans doute si l'on songe à tout ce qui fut écrit sur la question — est le discours prononcé au bureau politique le 18 mai 1966 par Lin Piao, à l'époque dauphin de Mao. Le discours central qu'il y exprime est la nécessité pour les gouvernants de pouvoir prévenir ce qu'il appelait « un coup d'Etat contre-révolutionnaire ». Après une laborieuse revue statistico-historique des coups d'Etat à travers le monde et l'histoire chinoise pré-révolutionnaire, le maréchal dauphin — dénoncé depuis sa mort comme un « comploteur contre-révolutionnaire » — affirme :



« Si cela continue ainsi, on ne votera pas pour nous, on ne votera pas pour le président Mao. En cas de guerre, les gens (...) se retourneront contre nous (...). Nous ne devons pas relâcher notre attention (...), sinon, quand viendra le moment opportun, un coup d'Etat contre-révolutionnaire se produira, quand nous aurons des calamités naturelles, quand la guerre éclatera, quand le président Mao mourra, cette crise politique surgira et ce vaste pays de 700 millions d'habitants sera plongé dans le chaos [p. 39]. »

Et de procéder en conclusion au panégyrique du « *président Mao* », véritable « *génie* » dont « *l'expérience* » a été « *beaucoup plus étendue que celle de Marx, Engels et Lénine* », « *grands personnages* » seulement !

Dans la Chine bureaucratique de l'époque de la « *révolution culturelle* », toutes les fractions se sont réclamées de la « *pensée Mao Tsé-toung* ». Mais le phénomène ne doit pas faire illusion. Dès le mois de décembre 1966 se manifeste à Pékin, dans les rangs des gardes rouges, une véritable aile gauche qui refuse d'accepter le cadre imposé à leur action par les responsables du groupe central de la révolution culturelle. Après la dénonciation — comme « *trotskyiste* » et comme « *révisionniste* » à la fois — du dirigeant étudiant Tan Lifu, la protestation s'organise sous forme de mouvement de masse à partir de l'Institut forestier et du jeune chef des gardes rouges, Li Hongshang : le 9 décembre, 30 000 manifestants clament à Pékin les mots d'ordre qu'il a lancés : « *Foutons en l'air le groupe central ! Faisons nous-mêmes la révolution !* »

Quelques semaines plus tard, c'est à Shanghai que les ouvriers révolutionnaires derrière *Lutte totale* et le comité uni, entament la lutte simultanément contre les « *conservateurs* » de l'ancien comité municipal du parti et la prétendue « *gauche* »

maoïste que dirigeant Zhang Chunqiao, Yao Wen-yuan et Wang Hongwen, lesquels s'opposent aux revendications ouvrières et tentent de briser les grèves (3). A la fin de janvier 1967 se tient à Shanghai, autour du représentant de *Lutte totale*, Sun Fuxiang, une conférence à laquelle participent des représentants d'organisations ouvrières et étudiantes de Pékin et Taijinn, en vue de la lutte contre le « *Quartier général* » maoïste, « *lui aussi conservateur, de gauche en apparence, mais de droite en réalité* » (4).

A l'été 1967, c'est le coup d'arrêt, vraisemblablement dicté par les généraux-satrapes au lendemain de l'« *incident de Wuhan* », le désarmement des gardes rouges et des rebelles révolutionnaires, le retour à l'ordre, la normalisation. Mao sacrifie les hommes qui l'avaient servi dans le déclenchement du mouvement qu'ils n'ont pas su contrôler, et les membres du Groupe central de la révolution culturelle, les Wang Li, Guan Feng, Mu Xin, Lin Jie disparaissent. L'appareil de propagande maoïste dénonce avec violence l'organisation « *Corps d'Armée du 16 mai* », et la répression frappe les militants du département de philoso-

(3) *Protégés shanghaiens de la femme de Mao, les deux premiers sont les seuls « hommes nouveaux » de la révolution culturelle à avoir conservé un strapontin à la direction depuis leur « apparition » en 1966. Wang Hongwen, aujourd'hui troisième hiérarque du parti, présenté par la propagande comme un « militant ouvrier », était en réalité à cette époque un petit apparatchik, chargé des « archives » du parti dans une usine de Shanghai.*

(4) *On trouve plus de détails sur les organisations de gauche à Shanghai qui luttèrent en 1967 contre les représentants de Mao dans le Shanghai Journal de Neale Hunter qui souligne l'importance de deux d'entre elles, le « Deuxième Régiment » dirigé par Geng Qinchang — ouvrier communiste selon K.S. Karol — et le « Troisième Quartier général » animé par Chen Honggang, ouvrier à l'usine radio n° 5.*

phie et de sciences sociales de l'académie, tous communistes, qu'il s'agisse du vétéran Pan Zinian, de Zhou Jinfang et Wu Chuangqi ou du jeune garde rouge Zhang Jiangqi. L'amalgame tenté à l'époque entre ces hommes et la « bande noire » révisionniste de Liu Shaoqi et Deng Xiaoping ne manque pas de sel aujourd'hui avec le retour de Deng à la tête du parti et de l'Etat. La filiation en tout cas apparaît directe entre le « Corps d'Armée du 16 mai » tel qu'il fut connu à Pékin et le célèbre Shengwulian du Hunan dont nous avons ici même analysé les positions et le programme (5).

Bien que les jeunes militants de cette organisation aient cru pouvoir considérer la bureaucratie comme une « nouvelle classe », leur analyse de ses origines contredit leur conclusion sur ce point. Surtout, c'est à partir de l'expérience historique du prolétariat mondial depuis 1917 qu'ils s'efforcent — au vif mécontentement des présentateurs — d'analyser les tâches de la révolution antibureaucratique à l'ordre du jour. Ils rejoignent ainsi — comme le souligne dans un discours d'accusation le bureaucrate policier Kang Sheng — l'analyse de Trotsky sur la « révolution politique » : il s'agit pour le prolétariat de reprendre le pouvoir usurpé

par la bureaucratie afin de préserver les conquêtes sociales qui sont en dernière analyse le fruit d'octobre 1917.

Sans l'avoir vraisemblablement su, les jeunes militants chinois organisés au Hunan autour de Yang Xiguang — lycéen de dix-huit ans — s'inscrivent ainsi dans un mouvement historique mondial : avec les jeunes communistes polonais Kuron et Modzelewski, avec le Vieux-bolchevik russe Grigorenko — qui, eux aussi, n'en déplaise aux présentateurs, se réfèrent à Marx et Lénine —, avec les militants hongrois de 1956 et tchèques de 1968, après la militante communiste chinoise Lin Xiling qui leva en 1957, pendant la période des « Cent Fleurs », le drapeau de la « troisième révolution » (6), ils constituent les précieux maillons d'une chaîne que la répression conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne sous toutes ses formes n'a pas réussi à briser.

P. B.

(5) P.B., « Sur la Chine », La Vérité n° 556, 1972, pp. 177-182.

(6) Le lecteur français trouvera enfin quelques traces du combat de Lin Xiling et de ses camarades dans Siwitt Aray, Les Cent Fleurs (Questions d'Histoire, Flammarion, 1973).

**ABONNEZ-VOUS SANS TARDER A**

**LA VERITE**

**CCP Michel RENAUDIE, n° 30 040 74 - 45 La Source**

(Voir tarifs page 2 de la couverture)

## SOMMAIRE

Grèves, luttes ouvrières et question du gouvernement, par Roger Ducros .....	p. 1
Plan de développement pour le XX <sup>e</sup> congrès de l'OCI, par Marc Lacaze .....	p. 19
Armée, révolution, jeunesse, par César Corte .....	p. 30
Notes pour des thèses sur la révolution prolétarienne européenne, par Stéphane Just .....	p. 50
La question nationale et les pays de l'Est, par Jean-Jacques Marie	p. 81
Le gouvernement du Labour Party, un gouvernement de crise, par François Forgeue .....	p. 93
« Problèmes de la révolution portugaise », par Jacques Meyrand ..	p. 104

### **A propos du livre de Leonetti,**

« Notes sur Gramsci »,

(Lettre de Jean Risacher, Quelques précisions par Robert Clément, une lettre de Pierre Broué) .....	p. 113
---	--------

### **Comptes rendus**

Le 1 <sup>er</sup> congrès de l'Internationale communiste .....	p. 121
Lumières sur la Chine .....	p. 125



Prix du numéro : 6 F